

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



MÉMOIRES ET ÉTUDES

LOUIS BRÉHIER. <i>Les empereurs byzantins dans leur vie privée</i>	193
MARCEL BLANCHARD. <i>D'une version de l'affaire des « chemins de fer belges »</i>	218
PAUL HENRY. <i>La France et les nationalités en 1848, d'après les correspondances diplomatiques (fin)</i>	234
GEORGES BOURGIN. <i>Un témoin de la Révolution : Raderer</i>	259
COMPTES-RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>)	271
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	294
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	324
CHRONIQUE	336

65^e année — T. CLXXXVIII-IX

Avril-Juin 1940

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

SÉBASTIEN CHARLÉTY

MEMBRE DE L'INSTITUT

RECTEUR HONORAIRE DE L'ACADÉMIE DE PARIS

COMITÉ DE RÉDACTION :

Marc BLOCH, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, conservateur aux Archives nationales; Henri HAUSER, professeur honoraire à l'Université de Paris; Georges LEPEVRE, professeur à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur de l'Office national des Universités et Ecoles françaises; André PIGANOL, professeur à la Sorbonne; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne; Charles RIST, professeur honoraire à la Faculté de Droit; Charles SEIGNOBOS, professeur honoraire à la Sorbonne.

Secrétaires de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

RÉDACTION : 7, place de la Sorbonne (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 heures 30 à 17 heures.

Administration et abonnements : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 6^e.

ABONNEMENTS ANNUELS à partir du 1^{er} janvier 1940

France et Colonies : 150 francs.

Étranger tarif 1 : 180 francs; tarif 2 : 200 francs.

La livraison : **Mémoires et Études**, 30 francs; **Bulletins critiques**, 15 francs.

Compte de chèques postaux : Paris 392-33.

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme d'un franc.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
Arnold VAN GENNEP. Manuel de folklore français contemporain, t. III et IV (A. Grenier).	271
R. WEILL. La Phénicie et l'Asie occidentale, des origines à la conquête macédonienne (G. Contenau).	273
Georges DUMÉZIL. Mythes et dieux des Germains (Marc Bloch).	274
G. I. BRATIANU. Études byzantines d'histoire économique et sociale (Louis Bréhier).	276
Eugenio DUPRÉ-THESIDER. I papi di Avignone e la questione romana (J. B. Mahn).	280
B. Dew ROBERTS. Mitre and Musket, John Williams, lord Keeper, Archbishop of York, 1582-1650 (Roger Chauviré).	282
Patrick POWER. Waterford and Lismore. A compendious history of the united dioceses (Édouard Perroy).	284
Armand Budington Du Bois. The English business company after the Bubble act, 1720-1800 (E. Coornaert).	285
M. G. JONES. The Charity school movement : a study of XVIII th century puritanism in action (E. Préclin).	287
Herbert Ingram PRIESTLEY. France Overseas. A Study of Modern Imperialism (Ch.-André Julien).	290
Josef-Albert OTTO, S. J. Gründung der neuen Jesuitenmission durch General Peter Johann Philipp Roothaan (E. Jordan).	291

Henri
onne;
nève,
onne;
coles
onne;
raire

, de
hain,

ent
être
nt.

ages
271

273

274

276

280

282

284

285

287

290

291

Supplément à la « Revue historique », 1940, n° 2.

Les circonstances présentes obligent l'éditeur de la **REVUE HISTORIQUE** à ne publier pour le second semestre de 1940 — et à titre exceptionnel — qu'un seul numéro double. Pour lever toute difficulté de toison et de reliure, il est préférable de prévoir la réunion de ce fascicule avec les deux exemplaires déjà parus; les trois fascicules devront donc être reliés ensemble et formeront un seul volume qui portera l'indication suivante : tome CLXXXVIII-CLXXXIX. L'*Index alphabétique* et la *Table des matières* du tout paraîtront à la fin du numéro semestriel juillet-décembre 1940.

Henne
5-18-45
v. 188-194

LES EMPEREURS BYZANTINS

DANS LEUR VIE PRIVÉE

La vie officielle des empereurs byzantins, les solennités qui la remplissaient et la doctrine juridique dont elles étaient l'expression concrète, sont aujourd'hui bien connues, grâce à de remarquables travaux fondés sur l'analyse critique du *Livre des Cérémonies* et des autres sources de même ordre, ainsi que sur le témoignage des monuments figurés¹. Les cérémonies célébrées au palais constituaient une liturgie, avec ses fêtes, ses célébrants, son rituel, son calendrier. Distincte de celle de l'Église, cette liturgie était destinée à exalter le caractère sacré du souverain, dont le pouvoir était regardé comme issu de la volonté divine. C'était là le fondement véritable de la constitution impériale.

Mais il s'agit de savoir si les cérémonies multiples et compliquées que comportait cette liturgie absorbaient toute l'existence d'un basileus, soumis, depuis son lever jusqu'à son coucher, à l'étiquette la plus rigide. Esclave de sa sainteté, toujours en représentation, n'aurait-il pas pu envier les moments de détente et la liberté d'action dont jouissaient les plus humbles de ses sujets? Beaucoup d'historiens l'ont cru. Cette opinion est-elle justifiée?

I

D'après Rambaud², « l'existence que l'étiquette imposait à l'empereur était une vie vraiment pontificale ». Cette étiquette, plus rigide encore que les vêtements brochés d'or dans lesquels il était engoncé, lui dictait « l'emploi de chaque jour de l'année, de chaque minute de

1. Parmi les plus récents : Grabar, *L'empereur dans l'art byzantin*. Paris, 1936 ; Treitinger, *Die oströmische Kaiser-und Reichsidee*. Iéna, 1938 (cf. *Revue historique*. Bulletins critiques, t. CLXXXIV, 1938, p. 352-356). Voir aussi la nouvelle édition du *Livre des Cérémonies*, par A. Vogt, t. I et II, et commentaire, 4 vol. Paris, Belles-Lettres, 1935 et 1939.

2. Rambaud, *Empereurs et impératrices d'Orient* (*Études sur l'histoire byzantine*. Paris, 1912, p. 207, reproduction d'un article de la *Revue des Deux Mondes* de 1891).

la journée. Il passait sa vie au milieu des cantiques, des psaumes, des processions ». Plus récemment, Runciman affirme que le temps dont disposait le basileus « était entièrement rempli par ses fonctions¹ ». Ebersolt est jusqu'ici le seul qui, dans son tableau de l'existence impériale, ait consacré un chapitre à la *Vie de tous les jours*, distinguée de la vie publique, mais il y fait entrer des actes d'un caractère public et exceptionnel, comme la naissance et le baptême d'un porphyrogénète, les funérailles d'un empereur, et, après avoir noté que le palais possédait plusieurs horloges, il affirme que « l'emploi du temps d'un basileus était réglé avec une exactitude minutieuse² ».

Le premier inconvénient de ces conclusions est de supposer un empire byzantin immuable et de placer sur le même plan dix siècles d'histoire, mais leur principal défaut est de faire état exclusivement des rituels de la cour byzantine, *Livre des Cérémonies*, *Traité des Offices*, etc... Pris à la lettre, ces ouvrages laissent, en effet, l'impression que le basileus vivait au milieu d'une liturgie perpétuelle, que pas un seul de ses actes n'était spontané. Rambaud devait être fatalement amené à rapprocher la journée d'un empereur byzantin de celle de Louis XIV à Versailles, en faisant observer, d'ailleurs avec raison, que « le caractère de culte est encore plus marqué dans les pratiques de la cour byzantine » que dans celles de la cour de France³.

Il faut même aller plus loin et considérer ce rapprochement comme un simple anachronisme. L'étiquette de Versailles est d'origine féodale et s'applique au service du roi. Dans l'Occident médiéval, il était tout à fait honorable pour des vassaux de servir le suzerain, de l'aider à s'habiller ou à s'armer, de porter les plats sur sa table, de l'assister en un mot dans tous les actes de sa vie domestique. A Versailles, sans doute, et dans les autres cours de l'Occident, ces usages prirent l'aspect de rites codifiés, destinés à rehausser la puissance monarchique, mais c'est par une simple métaphore qu'on leur donne le nom de liturgie.

Une liturgie est essentiellement une fonction et, par sens dérivé, l'accomplissement d'un mystère. Rien de pareil à Versailles. A Byzance, au contraire, il existait vraiment une liturgie impériale qui avait pour origine première le culte des empereurs païens, vivants ou morts. Transformée profondément dans son esprit après la conversion des

1. Runciman, *La civilisation byzantine*, édit. française. Paris, 1934, p. 83.

2. Ebersolt, *Mélanges d'histoire et d'archéologie* (extrait de la *Revue de l'histoire des religions*. Paris, 1917 p. 11-13).

3. Rambaud, *op. cit.*, p. 210.

souverains au christianisme, elle a conservé les formes qu'elle devait à son passé : les chants, les acclamations, les processions, les cierges, l'encens, le calendrier des fêtes, les rituels¹. Loin de s'être modelée sur la liturgie ecclésiastique, elle lui est bien antérieure et lui a fourni bien des pratiques.

Ces deux liturgies si semblables extérieurement ne se confondaient jamais, même aux grandes fêtes religieuses où, avant de se diriger en procession vers une église, le basileus célébrait d'abord la fête dans son palais en présence de ses dignitaires. Bien plus, la liturgie impériale comprenait certaines fêtes de caractère absolument profane ou même païen (*Genethlia* de l'empereur ou de la Ville, *Maïoumai*, fête des Vendanges, *Brumalia*, etc...), où l'intervention du clergé était très réduite ou même absente².

Ainsi la liturgie impériale ne concernait en rien la vie domestique de l'empereur, et c'est ce qui la distingue complètement des rites de Versailles. Elle était une fonction officielle et publique. Comme dans la liturgie ecclésiastique, le basileus revêtait avant les cérémonies des vêtements d'apparat, dont la forme et la couleur variaient suivant les fêtes. Bien plus, les hauts dignitaires qui l'assistaient venaient revêtir au palais des costumes « liturgiques », dont ils n'avaient pas la propriété, mais qui étaient conservés au vestiaire impérial, où se trouvait un atelier de tailleurs, chargés de leur entretien³.

La question est donc de savoir si l'accomplissement de la liturgie impériale absorbait tous les moments de la journée d'un basileus, en y comprenant même ceux où il était obligé de tenir des conseils, des *silentia* et de s'occuper des affaires de l'empire. En un mot, la vie d'un empereur était-elle exclusivement une vie publique ou pouvait-il, et dans quelle mesure, s'abstraire de l'étiquette et agir à sa guise?

Comme nous l'avons fait observer, on ne peut plus aujourd'hui mettre sur le même plan toutes les époques de l'histoire de Byzance. Ce qui est immuable à travers les siècles, c'est le droit public, le fondement juridique du pouvoir impérial et ce sont les conséquences qui en

1. L. Bréhier et P. Batiffol, *Les survivances du culte impérial romain*. Paris, 1920, p. 50 et suiv.

2. Ebersolt, *art. cité*, p. 84 ; Treitinger, *op. cit.*, p. 112 et 142 ; L. Bréhier, *Brumalia*, dans *Dictionnaire d'histoire et géographie ecclésiastiques*, t. IX, 1938, col. 918-921.

3. Ebersolt, *Ibid.*, p. 50-69 ; Vogt, *L'hippodrome couvert*, dans *Échos d'Orient*, t. XXXVII, 1938, p. 33. Voir aussi l'effet produit sur Luitprand par les ornements fripés des hauts dignitaires qui accompagnaient Nicéphore Phocas à la procession à Sainte-Sophie, le 7 juin 968 (*Luitprandi Legatio. Mon. Germ. Hist. Script.*, t. III, p. 349). Ces vêtements devaient servir à plusieurs générations.

découlent, mais, dans la réalité, les transformations sociales et politiques ont été multiples et souvent profondes. En ce qui concerne la question des rapports entre la vie publique et la vie privée des empereurs, il faut distinguer au moins deux grandes périodes séparées par l'avènement de la dynastie des Comnènes. Jusqu'au ^{xii}^e siècle continue à régner à la cour la tradition impériale romaine, renforcée à l'époque de Dioclétien et de Constantin d'éléments empruntés aux cours d'Orient. Tel est le point de départ de la liturgie impériale qui continue à se développer et atteint vraiment son apogée au ^x^e siècle avec Constantin Porphyrogénète, lequel en a codifié les rituels.

Sous les Comnènes apparaît l'influence de l'Occident, par suite des contacts multipliés que les croisades nécessitent entre la cour de Constantinople et les princes féodaux. Il en résulte une simplification réelle de l'étiquette, une liberté d'allure plus grande des empereurs, une réduction des cérémonies, que l'appauvrissement de l'empire rend encore plus indispensable au ^{xiv}^e siècle.

De toute évidence, à toutes les époques, les cérémonies tenaient une place très grande dans l'existence du basileus, du moins quand il résidait à Constantinople. Toutes les grandes fêtes de l'Église, auxquelles s'ajoutaient celles de saints spécialement vénérés, étaient accompagnées de réceptions de dignitaires, de processions solennelles et parfois de festins. Il faut y ajouter les fêtes profanes, les séances de l'Hippodrome, les promotions de fonctionnaires, les réceptions des ambassadeurs et les triomphes célébrés par les empereurs après une campagne victorieuse.

Ces solennités de tout genre absorbaient une grande partie du temps réservé au basileus, mais à aucune époque, et c'est là le point important, elles n'empiétèrent sur sa vie domestique. On ne voit aucune trace, à Byzance, d'un petit ou d'un grand lever et les festins solennels n'avaient lieu qu'aux grandes fêtes, en dehors desquelles l'empereur prenait ses repas dans ses appartements privés. On n'a pas réfléchi, d'ailleurs, que, dans le grand nombre de fêtes énumérées dans les rituels, plusieurs furent introduites dans le calendrier impérial à des époques différentes, tandis que d'autres furent supprimées ou tombèrent en désuétude. Ce fut ainsi que Léon VI supprima la procession au sanctuaire de saint Mocius, qui avait lieu le jour de la Mésopentecôte (mercredi de la quatrième semaine après Pâques), après l'attentat dont il faillit être victime¹. Les *Broumalia*, qui duraient vingt-quatre

1. Le 11 mai 903. *Vita Euthymii*, éd. de Boor, XI, 1-7, p. 35 ; sur sa suppression, *Cérémonies*, I, 17.

jours, du 24 novembre au 17 décembre, furent abolis par Romain Lécapène, rétablis par Constantin Porphyrogénète¹ et disparurent après lui.

Même aux époques où les solennités tenaient une place considérable à Byzance, la vie privée du basileus ne s'est jamais confondue avec sa vie publique. C'est ce que montre la disposition du Grand Palais, dont le plan général remontait à Constantin : d'un côté, les édifices d'apparat, les salles destinées aux réceptions et aux festins (palais de Chalcé, triclinium des Dix-Neuf Lits, palais de la Magnaure), de l'autre, le palais de Daphné entouré de hautes murailles, demeure privée de l'empereur. Les autres salles d'apparat élevées plus tard, le Chrysotriclinium, la galerie du Justinianos ne se confondirent jamais avec l'habitation impériale. Celle-ci fut renouvelée par Théophile, dont les somptueux pavillons isolés, réservés au souverain et à sa famille et entourés de magnifiques jardins, couvraient les terrasses qui dominaient la Propontide.

A. Vogt a remarqué très justement que le caractère de demeure privée du palais de Daphné s'exprimait par ce fait qu'avant les processions, c'était dans l'une de ses salles, l'Octogone, que le basileus revêtait ses ornements, comme autrefois le consul romain devant son foyer. C'était seulement après cette prise d'habit, à laquelle assistaient ses seuls cubiculaires, qu'escorté de ses troupes, il se rendait au Chrysotriclinium ou au Sigma pour procéder aux réceptions².

Le théâtre de la vie privée du basileus, le κοιτών, *cubiculum* (à l'origine la chambre à coucher), où l'empereur vit entouré de ses familiers, οἱ ἀπὸ τοῦ κοιτώρος, *cubicularii*, serviteurs, secrétaires, favoris, bouffons, est voisin du gynécée, situé dans la partie la plus reculée du palais, domaine de la basilissa, qui y habite avec ses femmes et ses eunuques. Tous ces subalternes forment autour du basileus comme un conseil privé sans caractère officiel, mais où se discutent parfois les affaires de l'empire et d'où partent les décisions les plus importantes³. C'était bien souvent dans ses appartements intimes que le basileus recrutait les hommes de confiance, et même des chefs de guerre ou des ambassadeurs, qu'il préférait aux membres de l'aristocratie byzantine⁴.

1. *Cérémonies*, II, 18, 52-53.

2. Vogt, *Livre des Cérémonies, Commentaire*, p. 27-29.

3. C'est après une délibération avec les membres de son Koiton que Léon VI décide de forcer le patriarche Nicolas à abdiquer (906) (*Vita Euthymii*, XII, 1-5, p. 39). On peut voir dans cette biographie le rôle important que les *kitonites* jouent dans le gouvernement de l'empire.

4. On peut rappeler le gouvernement des eunuques sous Irène. Sous Léon VI, un esclave

Aux ^x^e et ^{xi}^e siècles, un personnage à l'origine de rang subalterne, le *parakimomène*, chef des eunuques de la chambre impériale, exerça les pouvoirs d'un premier ministre¹. A un degré moindre, d'autres membres du Koïton, d'abord simples serviteurs, prirent rang dans la hiérarchie impériale et, leurs fonctions palatines étant devenues honorifiques, participèrent au gouvernement de l'empire².

II

La vie privée des empereurs byzantins n'a jamais donné lieu jusqu'ici à une étude vraiment systématique³, dont la difficulté est due à la richesse même et à la variété des sources historiographiques qui ne peuvent être employées qu'après un examen critique souvent difficile. Cependant, si l'on fait abstraction de la matière même des anecdotes innombrables qui nous sont parvenues, pour n'en retenir que les détails qui nous montrent comment, à l'époque où elles furent écrites, on envisageait la vie domestique des empereurs, on peut arriver à quelques résultats précis sur la part plus ou moins grande occupée par cette vie domestique et sur les divers aspects qu'elle revêtait.

Nous considérerons d'abord la période antérieure aux Comnènes, pendant laquelle le cérémonial a atteint son maximum de développement. Même pendant cette période, l'étiquette et les cérémonies sont loin de tenir la première place dans la vie du basileus.

I. *L'appartement impérial*. — Nous voyons, par exemple, que, devenu empereur, Justinien continua à habiter la maison relativement modeste, située sur la Propontide à l'est du palais de Hormisdas, qui lui servait de résidence avant son avènement et la comprit dans

sarrasin, Samonas, devint le favori du basileus et son principal ministre (*Vita Euthymii*, VIII, 15-18, p. 26).

1. Παράκοιμώμενος, primitivement, devait coucher à la porte de la chambre impériale, mais finit par supplanter le *praepositus sacri cubiculi*, son chef hiérarchique. Voir Dunlop, *The office of the grand Chamberlain in the later Roman and Byzantine Empires*. New-York, 1924, p. 242-243.

2. Rappelons la carrière militaire de l'eunuque Narsès sous Justinien. Les exemples de ce genre sont nombreux. De même l'ὁ ἐπὶ τῆς τραπέζης dirige le procès de Maxime le Confesseur en 655. Sur les dignités et offices réservés aux eunuques d'après le *Cletorologion* de Philothée, voir Bury, *The imperial administrative System*, p. 120-129.

3. Actuellement, c'est dans les agréables *Figures byzantines* de Charles Diehl (2 vol. Paris, 1906 et 1908) que l'on peut trouver le tableau le plus exact et le plus complet de la vie menée par les hôtes du Palais Sacré.

l'enceinte du Grand Palais¹. Tout entier à la tâche écrasante que représentait, tel qu'il le concevait, le gouvernement de l'empire, il se levait avec l'aurore, se couchait très tard et, sans souci d'aucune étiquette, il se relevait la nuit pour travailler ou se promener en méditant².

Au x^e siècle, d'après le texte du *Livre des Cérémonies*, une étiquette, d'ailleurs simple, régnait dans l'appartement impérial. Le *pappias* (portier) ouvrait les portes du palais dès l'aurore. Un cubiculaire éveillait le basileus en frappant trois coups à sa porte avec une clef. Celui-ci, une fois habillé, se rendait à la salle du trône, où il priait devant une icône, puis donnait audience à ses conseillers ou à des étrangers. Lorsqu'il les avait congédiés, le *pappias* agitait ses clefs pour faire sortir tout le monde du palais, ce qui laisse supposer qu'en dehors des fêtes, le basileus disposait librement du reste de la journée, le palais étant fermé à la troisième heure³. Quelques exemples montrent la liberté d'allure dont jouissait l'empereur. C'est Léon VI allant surprendre un soir les moines de Psamathia et faisant résonner le marteau de la porte comme eût pu le faire un simple particulier⁴. C'est Michel IV (1031-1041) se relevant la nuit, montant à cheval et inspectant les rues de Constantinople pour empêcher les conciliabules séditieux⁵. La porte de la chambre impériale n'était même pas toujours gardée. Constantin Monomaque, qui ne tolérât aucune faction à sa porte, faillit être assassiné une nuit par un homme qui s'était caché dans les cuisines du palais⁶.

II. *La table impériale*. — De nombreux témoignages montrent qu'en dehors des festins solennels fixés par le calendrier de la cour, le basileus mangeait sans plus de cérémonie que ses sujets, servi, non par des hauts personnages, mais par de simples esclaves. Bien plus, on ne voit même pas qu'il fût obligé d'avoir une table luxueusement servie. Justinien est resté célèbre par sa frugalité digne d'un ascète. Ne buvant jamais de vin, ne mangeant jamais de viande, il se nourrissait d'herbes sauvages conservées dans du sel et du vinaigre. A l'approche des fêtes

1. Procope, *Ædific.*, 1-4. Sur le dégagement des ruines de ce palais, voir Ebersolt, *Mission archéologique de Constantinople en 1920*. Paris, 1921, p. 32-35.

2. Procope, *Ædific.*, I, 7, éd. Haury, p. 32-33; *Anecdota*, XII-XIII, éd. Haury, p. 82 et 88-89; Diehl, *Justinien et la civilisation byzantine*, p. 17.

3. Ebersolt, *Mélanges d'histoire et d'archéologie*, p. 17; *Cérémonies*, II, 1, p. 518.

4. *Vita Euthymii*, IX, 1-18, éd. de Boor, p. 27.

5. Psellos, *Chronographie*, éd. Renauld, t. I, p. 59.

6. Psellos, *Chronographie*, éd. Renauld, t. II, p. 36-37.

de Pâques, il jeûnait parfois deux jours et deux nuits de suite. Procope blâme cet ascétisme, « à peine convenable à un simple particulier¹ », et, ce qui est assez remarquable, les renseignements qu'il donne dans son *Histoire secrète* sur le régime alimentaire de Justinien concordent avec ceux de son *Traité des édifices*.

Même sobriété, pour des raisons purement religieuses, chez Nicéphore Phocas, qui ne consentit à manger de la viande que lorsque ses directeurs spirituels lui en eurent donné l'ordre², et chez Basile II, qui vivait avec la simplicité d'un soldat³.

L'absence de toute solennité caractérisait les repas quotidiens du basileus. C'est ainsi que Théophile aimait à dîner dans les magnifiques jardins en terrasse qu'il avait créés en vue de la Propontide et d'où il apercevait la côte d'Asie⁴. Sous Léon VI, des bateleurs, comédiens gagés désignés sous le nom de *σκηνικοί*, venaient au palais égayer le repas impérial par leurs facéties⁵.

Détail plus remarquable encore, sans parler des festins solennels, qui avaient lieu au triclinium des Dix-Neuf Lits, où les convives mangeaient, couchés à la mode antique, il arrivait souvent au basileus, honneur que Louis XIV n'a jamais fait à quiconque, d'inviter l'un de ses sujets à partager son repas quotidien. Au cours d'une de ses chasses, Michel III s'assied à table avec Théodora, sa mère, plusieurs de ses parents et quelques sénateurs, puis il invite à prendre place parmi les convives son écuyer, le futur empereur Basile, qui a fait sa conquête par ses exploits équestres et cynégétiques⁶. De même, Léon VI fait manger avec lui dans la plus belle salle du palais Constantin Doukas, qui s'était échappé de Bagdad, où son père, Andronic, avait été massacré par ordre du calife⁷. Nicéphore Phocas retient à dîner Luit-

1. Procope, *Ædif.*, I, 7, éd. Haury, p. 32 ; *Anecdota*, XIII, même éd., p. 88-89.

2. Léon le Diacre, III, 9 (*Patr. gr.*, CXVII, col. 732-733).

3. Schlumberger, *L'épopée byzantine* (1^{re} éd.), t. I, p. 333, montre que, sur ce point, le témoignage de Psellos concorde avec celui de Yahga d'Antioche.

4. Ce fut de là qu'un soir il vit entrer dans le port un navire chargé de marchandises, frété par l'impératrice et qui valut à celle-ci de sanglants reproches (*Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 101-104).

5. *Vita Euthymii*, VII, 16-21, éd. de Boor, p. 22-23 : l'un de ces *σκηνικοί*, suborné par Stylianos, ridiculise le moine Euthyme à la grande indignation du basileus. Sur le terme *ὑπιστόν*, employé pour désigner le repas impérial et dont le sens a varié, voir Phédon Koukoules, Γεύματα, δείπνα... τῶν Βυζαντινῶν, dans *Epeteris* (*Annuaire des Études byzantines*). Athènes, X, 1933, p. 97-101.

6. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 248. Michel III admet aussi à sa table un bouffon, Himerios. Voir aussi l'anecdote de Nicéphore I^{er} confisquant la fortune d'un marchand de cire et l'invitant à dîner avec lui (*Theophanes*, éd. de Boor, p. 487-488).

7. Cedrenus, t. I, p. 1069 (*P. G.*, CXXI, col. 1157).

grand, ambassadeur d'Otton, mandé par lui au palais de la Source, et fait lire pendant le repas un commentaire de saint Jean Chrysostome sur les Actes des Apôtres¹. En 1081, au moment où il sent son trône ébranlé, Nicéphore Botaneiatès fait venir au palais le grand domestique Alexis Commène, ainsi que son frère Isaac, et les fait asseoir à sa table, l'un à sa droite, l'autre à sa gauche. D'autres convives avaient pris place auprès d'eux et le service était fait par des esclaves sous la direction d'un maître d'hôtel, ὁ ψοποιοῦς².

On voit même l'empereur allant s'inviter à dîner sans façon chez un de ses sujets, au mépris de toute étiquette, comme Michel III, qui, par simple caprice, va manger du pain de son et du fromage piquant chez une pauvre femme³, comme Léon VI, qui va surprendre un soir les moines du monastère de Psamathia, fondé par lui en faveur d'Euthyme, pénètre dans leur réfectoire, s'assied à leur table, partage leur repas et refuse d'être servi avant eux⁴.

III. *Les bains du palais*. — Il est inutile de rappeler la place importante que les bains tenaient dans l'hygiène byzantine. Le Grand Palais était abondamment pourvu de thermes, dont deux au moins dataient de Constantin. En 820, Léon l'Arménien voulait faire jeter Michel le Bègue dans la fournaise de l'un d'eux, le Pithekion⁵. Le bain le plus luxueux du palais fut construit par Basile I^{er} près de la terrasse du Phare, sur l'emplacement de la Phiale des Bleus⁶. Plusieurs de ces bains étaient installés dans la demeure privée du basileus et leur emplacement n'a pu être identifié. Tel était celui dans lequel fut noyé Romain Argyre par ordre de son épouse, l'impératrice Zoé, le jeudi saint, 11 avril 1034⁷. Psellos, qui a laissé un récit de ce drame, montre que ce bain était disposé autour des appartements impériaux et que le souverain s'y rendait sans aucune étiquette. Il nous montre Romain sortant de grand matin de sa chambre, entrant au bain, nettoyant d'abord sa tête, puis tout son corps avec des produits hygiéniques, καθαρίσεις,

1. *Liudprandi legatio*, 29 (*M. G. Script.*, t. III, p. 353).

2. *Alexiade*, II, 3, éd. Leib, t. I, p. 69. Ce fut au cours de ce repas que l'on apprit la prise de Cyzique par les Turcs.

3. Cedrenus, t. II, p. 176. Le basileus pénètre dans la maison de la femme, met la table, s'improvise cuisinier et sommelier et rentre au palais à pied.

4. *Vita Euthymii*, IX, 1-18, éd. de Boor, p. 27-29. Récit très pittoresque, dans lequel on voit Léon se vengeant de l'opposition faite par Euthyme à Zoé Zaoutzès en faisant don au monastère d'une vigne qui avait appartenu à la défunte impératrice.

5. Ebersolt, *Le Grand Palais de Constantinople*. Paris, 1910, p. 74-75, n. 7.

6. Ebersolt, *Ibid.*, p. 100, 141-142.

7. Psellos, *Chronographia, Romain*, 26, éd. Renauld, t. I, p. 51-52.

puis se laissant aller au fil de l'eau dans la piscine, nageant avec délices, crachant l'eau et se rafraîchissant. C'est alors qu'entrent quelques-uns de ses gens, *τινες καὶ τῶν περὶ ἔχεινον*, évidemment des serviteurs intimes, chargés de le soutenir à sa sortie de l'eau et de le faire reposer, et que se produit l'attentat. L'intérêt de cette narration est de nous montrer le basileus vaquant à sa toilette, sans déployer beaucoup plus de pompe que l'un de ses sujets.

IV. *Les occupations. Offices religieux et pratiques de piété.* — Ainsi la vie intime de l'empereur ne comportait pas plus d'étiquette que celle d'un membre quelconque de l'aristocratie byzantine, mais surtout, en dépit du calendrier si chargé des fêtes solennelles et des obligations qu'exigeait le gouvernement de l'empire, il lui restait encore assez de temps pour se livrer à des occupations toutes personnelles, dont la nature variait naturellement, ainsi que la part qui leur était faite dans la vie impériale, suivant le tempérament, les goûts et les préoccupations de chacun d'entre eux.

En dehors des fêtes, célébrées avec la plus grande pompe, les pratiques religieuses tenaient une place considérable dans la vie intime du basileus. Des églises et des sanctuaires de toute sorte étaient compris dans l'enceinte du Grand Palais, bien qu'il soit exagéré d'admettre comme Rambaud que leur nombre dépassât celui des appartements¹. L'église Saint-Étienne de Daphné fut d'abord le principal sanctuaire de la demeure impériale, puis ce fut Sainte-Marie du Phare, construite sous Constantin V, enfin, la Nouvelle Église de Basile I^{er}.

Les souverains assistaient aux offices célébrés dans ces églises par les clercs de leur chapelle. On voit même certains d'entre eux se mêler familièrement aux chantres et aller chanter au lutrin, tel notre bon roi Robert. La nuit qui suivit la fête de Noël de 820, Léon l'Arménien prenait ainsi part à la célébration des matines, lorsqu'il fut assassiné par des conjurés, entrés au palais en même temps que les clercs². Théophile eut le même goût pour la musique sacrée, composant lui-même des hymnes et dirigeant les chœurs des chantres. Aux grandes fêtes, il donnait cent livres d'or aux chantres de Sainte-Sophie pour avoir le droit de préluder avant eux³.

Léon VI prononçait des homélies devant toute sa cour aux jours de

1. Rambaud, *Études sur l'histoire byzantine*. Paris, 1912, p. 207.

2. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 52-53.

3. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 120-121.

grandes fêtes¹. Il avait surtout des rapports familiaux avec le moine Euthyme, dont il avait fait son directeur de conscience. Malgré ses tentatives, il ne réussit pas à déterminer Euthyme à venir habiter le palais. Il construisit du moins pour lui le monastère de Psamathia, qu'il aimait, comme nous l'avons vu, à visiter. Blâmé sévèrement par Euthyme au sujet de la répudiation de Theophano et de son mariage avec Zoé Zaoutzès, il supporta ses reproches et, après ses quatrième noces, il finit par le déterminer à remplacer Nicolas Mysticos sur le trône patriarcal². D'autres empereurs menaient sous la pourpre une vie ascétique, comme Nicéphore Phocas, dont les rapports spirituels avec saint Athanase, le fondateur du monastère de Lavra, sont célèbres et qui avait l'habitude de dormir à terre sur une peau de panthère, enveloppé dans la *mandya* de son saint oncle, l'higoumène Michel Maleinos³.

V. *Occupations intellectuelles*. — Plusieurs souverains devaient à l'éducation qu'ils avaient reçue le goût des choses de l'esprit, de la littérature, de l'éloquence, de la théologie, de l'art, de la musique et continuaient, une fois sur le trône, à consacrer une part de leurs loisirs à l'une ou l'autre de ces disciplines. Il serait trop long d'énumérer tous ceux qui ont laissé un nom dans la littérature byzantine, mais les œuvres d'un Justinien, d'un Léon VI, d'un Constantin Porphyrogénète attestent suffisamment que leur temps n'était pas occupé uniquement par les cérémonies.

Théodose II, qui avait appris la Bible par cœur, se plaisait à lire des ouvrages de théologie, d'astronomie, d'histoire naturelle. Il passait une partie de ses nuits à lire, mais, pour permettre à ses serviteurs de dormir, il se servait d'une lampe perfectionnée qui s'entretenait seule⁴. Il savait également peindre et modeler, calligraphier et orner les manuscrits. On montrait encore à Constantinople, au xiv^e siècle, à l'église

1. On en a conservé dix-neuf. Voir Krumbacher, *Geschichte der byzantinischen Literatur*, 2^e éd., 1897, p. 168.

2. D'abondants renseignements sur ces rapports se trouvent dans la *Vita Euthymii*, en particulier II, 1-8, IV, 13-21, V, 1-6, éd. de Boor, p. 3-4, 12-13, etc..., œuvre d'un contemporain. Voir l'index au mot Εὐθύμιος. Cf. Ch. Diehl, *Figures byzantines*, t. I, 1906, p. 182-184.

3. Léon le Diacre, V, 5-6; P. G., CXVII, col. 780, 784, 785; Schlumberger, *Nicéphore Phocas*, 1^{re} éd., 1890, p. 752-753. Michel IV le Paphlagonien avait aussi une telle prédilection pour les moines qu'il les faisait coucher dans son lit, dormant lui-même par terre, enveloppé dans leurs haillons. Psellos, *Chronographia*, éd. Renauld p. 74-75; Schlumberger, *L'Épopée byzantine*, 1^{re} éd., t. III, p. 321.

4. Socrate, *Histoire ecclésiast.*, VII, 22; Sozomène, *Préface*, et IX, 13.

du Pantocrator, un évangélaire écrit en lettres d'or qui passait pour être son œuvre¹.

Justinien lui-même, après ses rudes journées de travail, passait ses soirées dans la bibliothèque du palais, discutant de théologie avec des évêques et des moines, et ce fut de ces conférences, dépourvues d'étiquette, que sortirent plusieurs édits dogmatiques de grande importance².

Nous n'insisterons pas sur l'activité littéraire de Léon VI et sur les immenses compilations de Constantin Porphyrogénète, qui s'adonnait, en outre, à la peinture, à l'orfèvrerie, à la sculpture, passait pour l'artiste le plus remarquable de son temps et connaissait aussi les arts mécaniques, présidant lui-même à la construction des navires de guerre³. Bon musicien, il dirigeait des chœurs et il prenait un grand soin de l'éducation de son fils, le triste Romain II, qui profita si mal de cette sollicitude⁴. Un autre de ces empereurs, Michel VII, fut un élève modèle du rhéteur Psellos et continua après son avènement au trône à s'occuper presque exclusivement de travaux littéraires, au grand détriment de son empire⁵. Il faut mentionner, enfin, le goût des sciences occultes, des oracles, de la magie, de l'astrologie qui prenaient à certains princes, comme Théophile, Léon VI, Alexandre, une bonne part du temps dont ils disposaient⁶.

VI. *Distractions, plaisirs*. — Certains empereurs eurent des goûts assez peu relevés. Comme dans la plupart des cours du Moyen Age, ils entretenaient dans leur palais des bouffons, des mimes, des fous qui les égayaient par leurs facéties et la liberté de leur langage⁷. Rappelons le fou de Théophile, Denderis, que Théodora fit fouetter pour le

1. *Société de l'Orient latin. Itinéraires russes*, p. 139. Au XI^e siècle, le César Jean Doukas, frère de Constantin X (1059-1067), copia le *De administrando imperio*, aujourd'hui ms. gr. 2039 de la Bibliothèque nationale de Paris. Voir Colias, *Epeteris...* Athènes, XIV, 1938, p. 300-305.

2. Procope, *Bella*, VII, 32, éd. Haury, p. 435; Duchesne, *L'Église au VI^e siècle*, p. 174-175.

3. *Theophanes contin.*, VI, 25; *P. G.*, CIX, col. 469.

4. *Theophanes contin.*, VI, 36; *P. G.*, CIX, col. 476.

5. Psellos, *Chronographia*, éd. Renauld, t. I, p. 174.

6. Sur les pratiques magiques d'Alexandre, frère de Léon VI, allant jusqu'à la folie, voir *Vita Euthymii*, XX, 10, éd. de Boor, p. 69, et *Theophanes contin.*, p. 379.

7. Sur ces bouffons, voir les textes rassemblés par Lambros, *Οἱ γελωτοποιοὶ τῶν Βασιλέων αὐτοκρατόρων*, dans le *Neos hellenismos*, t. VII, 1910, p. 370 et suiv. Il en donne, d'ailleurs, une liste incomplète. La plupart ne sont pas des fous de profession, mais de simples parasites. L'un d'eux, Himérios, dit Choïros (le porc), est créé patrice par Michel III. *Theophanes contin.*, p. 172; *P. G.*, CIX, col. 188; *Symeon Magister*, p. 659; *P. G.*, CIX, col. 720-721. Rappelons les *σκητινοί*, cités plus haut, qui venaient égayer les repas de Léon VI. L'un d'eux, Baanes, s'entretient familièrement avec Léon VI, qui choisit, d'après ses conseils, l'emplace-

punir d'avoir révélé au basileus la vénération qu'elle avait pour les icones¹, et le bouffon favori de Constantin Monomaque, Romain Boilas, qui avait fait la conquête de ce prince par son bégaiement et faisait la joie du gynécée impérial par des plaisanteries d'un goût douteux qui déridaient jusqu'à la vieille Théodora². Que Constantin Monomaque ait su se créer de nombreux loisirs, c'est ce qui ressort du témoignage de son secrétaire et historien Psellos, qui le montre s'appliquant à des frivolités et à des niaiseries avec le même zèle que s'il eût été question d'affaires sérieuses et qui, après une carrière agitée, devenu par une chance inespérée l'époux de l'héritière du trône, considérait l'empire comme la plus agréable des retraites³.

Beaucoup d'empereurs se délassaient en jouant aux dés ou à d'autres jeux légués à Byzance par les anciens. Une épigramme de l'Anthologie palatine décrit en grand détail une partie de l'empereur Zénon à un jeu qui devait ressembler beaucoup à notre trictrac ou à notre jacquet. Chaque joueur disposait de trois dés et de quinze jetons qu'il s'agissait de faire avancer d'un bout à l'autre d'une tablette, *τάβλι*, divisée par des lignes en douze compartiments. L'une de ces cases portait le nom de *case divine*, *θεῖος*. « Le basileus, à qui le sort avait assigné les jetons blancs, et qui ne prévoyait pas le piège où il allait tomber, lança tout à coup ses trois dés. » Les chiffres amenés par lui eurent pour résultat de bloquer huit de ses jetons et il perdit la partie⁴. Le frère de Basile II, l'incapable Constantin VIII, jouait à une sorte de trictrac analogue à celui de Zénon. Il était tellement passionné pour ce jeu qu'il y passait parfois la nuit, en oubliait l'heure de ses repas et faisait attendre des ambassadeurs pour achever une partie commencée⁵.

Moins inoffensives étaient les distractions de Michel III, qui remplissait la cour et la ville de scandales de tout genre, parodiant les cérémonies religieuses avec une troupe de vauriens, ridiculisant le patriarche et se livrant sans contrainte à toute espèce de débauches. Il est vrai que les sources qui le concernent sont suspectes de partia-

ment du monastère de Psamathia, construit pour Euthyme. *Vita Euthymii*, IV, 20, p. 13 ; VII, 16-21, p. 22-23.

1. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 105.

2. Psellos, *Chronographia*, Constantin IX, chap. 139-150, éd. Renauld, t. II, p. 38-45, raconte en détail les aventures de ce personnage qui faillirent tourner au tragique lorsqu'il s'avisait de disputer à son maître les faveurs d'une esclave alaine.

3. Psellos, *Ibid.*, chap. 93, p. 56 ; chap. 34, p. 134.

4. *Anthologie palatine*, éd. Stadtmueller, t. III, n° 82. Traduction et commentaire communiqués par Pierre Waltz, qui continue la réédition et la traduction de l'*Anthologie*, dont il a publié les huit premiers livres.

5. Psellos, *Chronographia*, éd. Renauld, t. I, p. 30.

lité et cherchent, en le noircissant à plaisir, à justifier le crime du fondateur de la dynastie macédonienne¹, mais, s'il est exact, comme l'a montré H. Grégoire, que ses armées ont remporté sur les Arabes des victoires passées sous silence par les chroniques byzantines², il n'en a pas moins eu une existence assez orageuse et n'a pas passé tout son temps à s'occuper des affaires de l'empire et à présider les cérémonies.

VII. *Les sports et la chasse.* — En dehors de ces distractions, la plupart des souverains trouvaient le temps de s'adonner à des sports variés dans l'enceinte même du Grand Palais. Théodose II lui-même, en dépit de son goût pour l'étude, s'exerçait à monter à cheval, à tirer de l'arc, à lancer le javelot³. Jusqu'au règne d'Irène, le palais possédait un hippodrome privé qui servait aux exercices et aux distractions des empereurs et de leur famille⁴.

Dans la banlieue de Constantinople au faubourg de Saint-Mamas, identifié avec la localité actuelle de Beschiktasch, située à l'entrée du Bosphore sur la rive d'Europe⁵, existait un autre hippodrome qui paraît bien avoir été réservé aux plaisirs du prince. Il en est question pour la première fois sous Constantin VI, qui en revenait le jour où les complices d'Irène essayèrent de l'arrêter⁶, et il est vraisemblable qu'il avait remplacé l'hippodrome privé du palais, détruit à la même époque. Plus tard, Michel III y venait sous la livrée des Bleus disputer la victoire à des dignitaires de la cour qui portaient les couleurs des autres factions⁷. Ce fut à la suite d'une de ces courses qu'il fut assassiné, au milieu d'une orgie où il célébrait ses victoires⁸.

1. *Theophanes contin.*, Basile, V, 24, P. G., CIX, col. 260; A. Vogt, *Basile I^{er}*, Paris, 1908, p. 13-15, 35, 45-46.

2. H. Grégoire, *Michel III et Basile le Macédonien*. *Byzantion*, t. V, 1930, p. 32 et suiv.

3. Socrate, *Hist. ecc.*, VII, 22.

4. D'après l'auteur anonyme de *l'Origine de Constantinople*, éd. Preger, *Patria...*, t. I, p. 101. — A. Vogt, *L'Hippodrome « couvert »*, dans *Échos d'Orient*, t. XXXVII, 1938, p. 23-35, montre que cet Hippodrome, appelé primitivement *Καβαλλάρεις*, se trouvait à l'est du palais de Daphné et qu'on y donnait des courses de chars. Irène le fit démolir vers 770, mais l'édifice qui le remplaça, bien qu'ayant une autre destination, conserva le nom d'*Hippodrome couvert*, cet édifice, destiné à des réceptions, étant naturellement couvert d'un toit, dont était dépourvu l'ancien hippodrome.

5. Comme l'a bien montré J. Pargoire, *Les saints Mamas de Constantinople* (un quartier de la ville portait le même nom), dans le *Bulletin de l'Institut russe de Constantinople*, IX, 1904, p. 266-274.

6. Le 17 juillet 797. *Theophanes*, a. 6289, éd. de Boor, p. 471.

7. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 211-213; *Symeon Magister*, P. G., CIX, col. 714; cf. Pargoire, *op. cit.*, p. 273.

8. Dans la nuit du 23 au 24 septembre 867. *Theophanes contin.*, P. G., CIX, col. 224-225; *Symeon Magister*, P. G., CIX, col. 744-746; cf. Pargoire, *op. cit.*, p. 300.

Théodose II passait pour avoir mis à la mode un sport importé de l'Iran et assez semblable au moderne jeu de polo, que les Anglais ont d'ailleurs importé de l'Inde, le *tzykanion* (*thsu-gan*), qui se jouait à cheval. A l'aide de longues crosses, les joueurs, partagés en deux équipes, lançaient des balles qu'ils se disputaient. Ce jeu devint le sport favori des empereurs. Théodose II aurait construit le premier manège qui lui fut réservé au palais, le *Tzykanisterion*, dont l'emplacement varia plusieurs fois et que Basile le Macédonien renouvela¹. Le simple jeu de paume, *σφαίρις*, était aussi très apprécié des empereurs, dont certains s'y livraient avec une véritable passion².

Un autre sport assez répandu, en particulier à l'Hippodrome, était la lutte avec ses diverses variétés, pugilat, pancrace, etc... Une palestre existait à l'intérieur du palais et son personnel avait sa place dans les processions impériales³. Au début du XI^e siècle, Constantin VIII remit en honneur cet exercice et descendit lui-même dans l'arène en recommandant à ses adversaires de ne pas le ménager, mais de suivre les règles du jeu⁴.

Surtout le sport favori des empereurs était la chasse. Michel III, Basile I^{er}, Romain II, Constantin VIII sont cités comme de grands chasseurs⁵. Les chasses impériales avaient lieu souvent dans un immense parc enclos de mur et couvert de bois, où abondaient les bêtes fauves, le Philopation, situé hors de la Grande Muraille, non loin de la Porte d'Or⁶. L'empereur invitait à chasser avec lui des sénateurs et des dignitaires du palais ; il était accompagné des soldats de l'hétairie⁷ et, malgré une assez grande liberté au cours de ces expéditions⁸, une certaine étiquette régnait dans l'entourage impérial⁹.

1. Ebersolt, *Le Grand Palais*, p. 140-141 ; Koukoules, 'Αγῶνες, ἀγωνίσματα καὶ ἀγωνιστὰ παίρνειν (Soc. Ét. byzant. d'Athènes, *Epeteris*, XIII, 1936, p. 114-117).

2. *Theophanes contin.*, VI, *Alexander*, P. G., CIX, col. 397.

3. *Cérémonies*, I, 7, p. 149.

4. Psellos, *Chronographia*, éd. Renauld, t. I, p. 29-30 ; Koukoules, *op. cit.*, p. 77 et suiv.

5. Rappelons la chasse de Michel III, dans laquelle Basile le Macédonien, alors premier écuyer (protostrator), excita l'admiration du basileus en fracassant la tête d'un loup, *Theophanes contin.*, Basile, XIV-XV, P. G., CIX, col. 248, celle à la suite de laquelle mourut Basile lui-même (886), *Vita Euthymii*, I, 1-26, éd. de Boor, p. 1-2 ; Symeon Magister, *Basile*, XXIII, P. G., CIX, col. 761. Le 25 juillet 968, après l'avoir reçu au Palais de la Source, Nicéphore Phocas invita Luitprand à chasser, *Liudprandi Legatio*, 37-38, dans *Mon. Germ. S. S.*, t. III, p. 355.

6. Du Cange, *Constantinopolis Christiana*, t. II, p. 134 et 173.

7. *Vita Euthymii*, p. 2, l. 12.

8. Basile, emporté à la poursuite d'un cerf, se trouve éloigné des autres chasseurs et isolé. *Vita Euthymii*, id. (voir ce récit tout à fait dramatique).

9. Luitprand, chassant dans le parc impérial, reçoit l'ordre d'enlever son chaperon (*Legatio*, *Mon. Germ. S. S.*, t. III, p. 355).

Ces chasses avaient lieu parfois à de grandes distances de Constantinople. Romain II avait une préférence pour les grandes forêts de la côte d'Asie. Habitant rarement le Grand Palais, il vivait dans ses maisons de campagne au milieu de ses meutes. On connaît par le détail l'emploi d'une de ses journées. Le matin, il avait présidé les courses de l'Hippodrome et diné avec les sénateurs. Il était allé ensuite jouer au Tzykanisterion avec des patrices et avait gagné plusieurs parties. Le soir, il traversa le Bosphore pour aller chasser, tua quatre sangliers et revint au Grand Palais¹. Ainsi, après s'être acquitté le matin de ses obligations officielles, le basileus disposait encore d'une longue journée pour satisfaire ses goûts favoris.

VIII. *Stations balnéaires et voyages de plaisance.* — Loin d'habiter toujours le Grand Palais, l'empereur se déplaçait parfois avec toute sa maison et allait se reposer dans l'un des nombreux palais qu'il possédait dans la banlieue de Constantinople et construits à des époques diverses². Les uns étaient voisins de la Grande Muraille, comme le palais de la Source, tout près d'un monastère et de l'église de Notre-Dame de la Source, non loin du territoire de chasse du Philopation³. D'autres étaient au voisinage de la Corne d'Or (le lac d'Argent) ou sur la rive européenne de la Propontide (Hebdomon, les Vertus) et sur la rive bithynienne de la même mer (Chalcédoine, Hiéria, où se tint le concile iconoclaste de 754, Damalis, Rufinians, Bryas, celui-ci construit par Théophile sur le modèle d'un palais de Bagdad, au milieu de parcs ombragés aux eaux courantes).

Ces séjours à la campagne, d'une durée plus ou moins longue, étaient fréquents. En 892, Léon VI, accompagné de sa favorite Zoé, était allé passer quelques jours « à la pointe du golfe », peut-être au fond de la Corne d'Or, à l'embouchure du Barbyzès (Eaux douces d'Europe), quand il faillit être victime d'un attentat pendant la nuit. Ce fut grâce à Zoé qu'il put se sauver à demi nu sur une barque⁴.

1. *Theophanes contin.*, VI, 5, P. G., CIX, col. 492; Schlumberger, *Nicéphore Phocas*, 1^{re} éd., p. 254-255.

2. Sur ces palais, voir G. Pargoire, *L'amour de la campagne à Byzance*, dans *Échos d'Orient*, XI, 1908, p. 15-22, et *Hiéria*, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique russe de Constantinople*, t. IV, 1899.

3. C'est là que Nicéphore Phocas se trouvait depuis trois semaines, lorsqu'il y manda Luitprand (*Luitprandi Legatio*, 36, *M. Germ. S. S.*, t. III, p. 458), qui place ce palais à dix-huit milles de la ville.

4. Cedrenus, t. I, p. 1057, P. G., CXXI, col. 1144-1145, désigne cet endroit comme ἐν τοῖς ἄγροις τοῦ Δαμιανοῦ. Il montre Léon se sauvant des sources, ἀπὸ τῶν πηγῶν, ce qui correspondrait assez bien aux Eaux douces d'Europe.

Comme leurs sujets, enfin, les empereurs fréquentaient les sources thermales, déjà célèbres dans l'antiquité, qui jaillissaient dans la région volcanique située au pied de l'Olympe de Bithynie entre Brousse (ancienne Pruse) et Eski-Schehr (ancienne Dorylée). Là se trouvaient les Thermes Pythiens, dont on possède une curieuse description en vers, attribuée à tort à Paul le Silentiaire, contemporain de Justinien, et qui date, en réalité, du ^x^e siècle. Son auteur, Léon Magister, l'a dédiée à Constantin Porphyrogénète¹. Ce qui est vrai, c'est qu'au début de son règne, Justinien construisit en cet endroit un magnifique palais, des thermes publics, un aqueduc pour amener l'eau froide, un hospice pour les malades. En outre, il agrandit l'église dédiée à l'archange Michel². En 532, Théodora s'y rendit en grande pompe avec une escorte de 4,000 soldats³, et ces bains furent fréquentés à plusieurs reprises par Irène et Constantin VI⁴, plus tard par Michel III et le César Bardas⁵, enfin par Léon VI⁶.

Il est clair que, dans la plupart de ces déplacements, l'étiquette reprenait ses droits. Sans parler du faste déployé par Théodora, on voit Constantin VI retourner à Constantinople en 796 en laissant sa mère aux Thermes Pythiens « σὺν πάσῃ τῇ βασιλικῇ τάξει », avec toute l'escorte impériale. Ces voyages n'en avaient pas moins pour résultat d'interrompre les processions solennelles et les rites de la liturgie impériale et il en était de même, à plus forte raison, lorsque le basileus allait prendre le commandement de ses troupes et partait en expédition. Si l'on considère l'ensemble de ces témoignages, on aboutit à cette conclusion que, même pendant cette longue période de 700 ans, marquée par le développement de l'étiquette et de la liturgie impériale, la vie publique des souverains, si absorbante qu'elle fût, laissait une part importante à leur vie domestique, qui en était entièrement distincte et ne devait pas différer beaucoup de celle que menaient les princes de la famille impériale ou les membres de la haute aristocratie byzantine.

1. Comme l'a montré G. Mercati, dans *Rivista degli studi orientali*, t. X, 1924. Cf. A. Veniero, *Paolo Silenziario*. Catane, 1916, p. 355-364.

2. Procope, *Ædific.*, V, 3, éd. Haury, p. 156.

3. *Theophanes*, a. 6025, éd. de Boor, p. 186.

4. *Ibid.*, a. 6289, p. 471; *Vita Theodori Studitae*, P. G., XCIX, col. 253.

5. En 857. *Vita Nicolai Studitae*, P. G., CV, col. 909.

6. *Theophanes contin.*, VI, 49, P. G., CIX, col. 184. Léon VI prend les eaux en revenant des monastères de l'Olympe.

III

On sait qu'avec l'avènement des Comnènes, les idées et les mœurs de la cour byzantine se transformèrent profondément au contact de l'Occident : chevaliers mercenaires admis dans la hiérarchie impériale, alliances matrimoniales, colonies étrangères établies à Constantinople et surtout les croisades, tout concourut à affaiblir les traditions orientales qui s'étaient introduites à Byzance. A la cour des Comnènes, en particulier, l'Occident imposa ses modes et même ses conceptions politiques¹. La vieille étiquette ne disparut nullement, mais les cérémonies impériales furent simplifiées. De plus, comme l'a bien vu Ebersolt, l'abandon du Grand Palais, du sanctuaire traditionnel de la religion impériale, pour le palais des Blachernes, situé assez loin de Sainte-Sophie, eut pour résultat des changements importants dans les rites de cette religion et il suffit pour s'en convaincre de comparer au *Livre des Cérémonies* le *Traité des Offices*, rituel rédigé au xiv^e siècle et mis à tort sous le nom de Codinus².

Une autre circonstance explique ces changements. Les trois premiers Comnènes sont avant tout des hommes de guerre, qui commandent eux-mêmes leurs armées et sont souvent très loin de Constantinople, d'où, dans leur manière de vivre, une liberté et une simplicité plus grandes encore qu'à l'époque précédente. Pendant les périodes d'accalmie, la vie de cour est devenue tout à fait brillante et c'est dire que la condition des princesses et des femmes du palais s'est complètement transformée. Elles paraissent à toutes les fêtes et suivent même leurs époux dans les expéditions ; il est clair que le sentiment chevaleresque introduit à Byzance par les Occidentaux est pour beaucoup dans ce changement³.

Malheureusement, si nous connaissons assez bien la destination des édifices du Grand Palais, théâtre de la vie de la cour jusqu'au début du xii^e siècle, nous ne disposons que de renseignements très vagues sur l'ordonnance intérieure, les salles de réception, les appartements privés du palais des Blachernes. On ignore même quelle pouvait être la destination du palais de Tekfour-Séraï, compris probablement dans la même enceinte et dont la façade richement décorée nous donne une

1. N. Iorga, *Histoire de la vie byzantine*, t. III. Bucarest, 1934.

2. Ebersolt, *Mélanges d'histoire et d'archéologie*, p. 98-101.

3. Voir Ch. Diehl, *La société byzantine à l'époque des Comnènes*. Paris, 1929, et *Figures byzantines*, 2^e s. Paris, 1908, chap. I-vi.

idée du luxe qui pouvait régner dans les nouvelles constructions. Ce sont donc surtout des témoignages historiographiques ou ceux de certains voyageurs étrangers qui nous renseignent sur la vie que la cour devait y mener.

Les nouveautés apparaissent déjà à la cour d'Alexis Comnène. comme le montrent les détails empruntés à l'*Alexiade* rassemblés par M^{me} Georgina Buckler dans la charmante et érudite monographie qu'elle a consacrée à Anne Comnène¹.

On voit, d'après ces renseignements, que la vie domestique de l'empereur a le même caractère de simplicité que dans la période précédente : l'eunuque de garde entre librement dans la chambre du souverain, même avant son réveil ; les mendiants en approchent sans être arrêtés ; c'est grâce à une servante qui chassait les moustiques avec un éventail qu'Alexis échappe à l'attentat de Nicéphore Diogenes. Un basileus, pourtant aussi actif qu'Alexis Comnène, dispose de nombreux loisirs quand il réside à Constantinople. Sur le conseil de ses médecins, il se livre aux exercices physiques, monte à cheval, va jouer au Tzykanisterion. Dans une de ces parties, son adversaire, Tatikios, étant tombé sur lui, Alexis éprouva une grande douleur de la rotule, qui fut suivie plus tard de rhumatismes aigus². Il aimait naturellement la chasse avec passion comme son frère Isaac. Il jouait aux échecs avec ses intimes et trouvait le temps de lire et d'étudier. Il s'occupait avec sollicitude de l'établissement d'orphelins qu'il avait fondé près de l'église Saint-Paul pour des enfants de prisonniers de guerre ou de familles peu fortunées³. Très familier avec ses sujets, il rendait visite à certains d'entre eux et en invitait souvent à sa table.

M^{me} Buckler constate avec raison qu'on ne trouve dans son palais aucune trace de réclusion des femmes et montre l'impératrice Irène et ses filles au chevet du basileus pendant sa dernière maladie et la princesse Anne, qui avait des notions de médecine, tâtant le pouls de son père et servant d'arbitre aux médecins dont les avis différaient.

Bien qu'Anne Comnène insiste sur le sens de la dignité qu'avait son père et son amour de la pompe, on menait à la cour une vie vraiment familiale. L'impératrice Irène lisait pendant les repas des ouvrages des Pères de l'Église et ses filles l'écoutaient avec respect. La courtoisie

1. G. Buckler, *Anna Comnena*. Oxford, 1929, 2^e partie, chap. vi, *Court life*.

2. *Alexiade*, XIV, 2. Voir Leib, Introduction à l'édition de l'*Alexiade*, t. I, 1937, p. cxvii et suiv.

3. *Alexiade*, XV, 7. Cf. Fuchs, *Die höheren Schulen von Konstantinopel*. Leipzig, 1926, p. 56-57.

remplaçait l'étiquette et les marques de vénération, prodiguées au basileus par les siens, étaient exempts de toute contrainte¹.

La cour d'Alexis et celle de Jean Comnène (1118-1143) n'en conservaient pas moins une certaine allure de sévérité. Tout changea avec Manuel (1143-1180), dont le règne est marqué par le triomphe à Byzance des modes et des idées de l'Occident².

En dehors des cérémonies officielles, auxquelles il tenait cependant beaucoup, et qui revêtirent sous son règne un très grand éclat, les occupations de Manuel furent multiples et la variété de ses goûts est déconcertante. Homme de guerre avant tout, dans l'intervalle de ses expéditions, il exerçait lui-même ses soldats et dirigeait les manœuvres de sa cavalerie, portant une lance et un bouclier si lourds que le célèbre Raimond, prince d'Antioche, rompu à tous les exercices guerriers, avait peine à les manier³. Il aimait surtout les tournois à la mode occidentale, en présence des dames de sa cour et il descendait lui-même dans l'arène⁴. Il cultivait naturellement les exercices physiques, jouait de longues parties au Tzykanisterion avec des princes et des nobles⁵. Il était surtout passionné pour la chasse aux bêtes fauves, avec l'épieu ou les flèches empoisonnées et, sous son impulsion, l'art de la vénerie, la chasse à l'épervier et au faucon ou même à l'once (espèce de panthère) prit un immense développement⁶.

Mais, de plus, cet homme d'action manifestait une véritable prédilection pour les lettres et les sciences. Dès qu'il avait quelque loisir, il lisait des ouvrages de géographie, de tactique, de sciences naturelles et même d'astrologie. Il était versé dans la médecine et la chirurgie. Ce fut lui qui soigna l'empereur Conrad, son beau-frère, tombé malade à Éphèse, au cours de sa croisade en 1148 et transporté à Constantinople; en 1159, pendant une partie de chasse aux environs d'Antioche, le roi de Jérusalem s'étant démis le bras, à la stupéfaction de tous, Manuel descendit de cheval et lui fit séance tenante l'opération nécessaire. Il goûtait aussi l'étude de la théologie et il composait sur ces ma-

1. G. Buckler, *op. cit.*, p. 46 et suiv.

2. Iorga, *op. cit.* *L'empire des bons chevaliers*, p. 16 et suiv.; Ch. Diehl, *Société byzantine sous les Comnènes*.

3. Kinnamos, III, 16.

4. Kinnamos, III, 15, *P. G.*, CXXXIII, col. 458; Nicétas Choniates, III, 5, *P. G.*, CXXXIX, 445. — Diehl, *Soc. byzant. sous les Comnènes*, p. 15; Lambros a publié le texte d'une *ἑρπαις* décrivant un tournoi impérial dans le *Neoshellenomnemon*, t. V, p. 15 et suiv.

5. Kinnamos, VI, 5; Chalandon, *Les Comnènes*, t. II, p. 205-206 et 237.

6. Chalandon, *Ibid.* — Koukoulès, dans l'*Annuaire (Epeteris) de la Soc. byz. d'Athènes*, IX, 1932, p. 1-33, donne une analyse des traités cynégétiques de l'époque.

tières des discours qu'il lisait dans les synodes tenus sous son règne¹.

Surtout, à la vie officielle du palais, Manuel préférait les villégiatures dans ses maisons de plaisance de la Propontide, où se succédaient les fêtes entremêlées de festins, de concerts, de danses, d'exercices de jongleurs et de mimes². On se demande comment un prince aussi affairé pouvait trouver le temps de pratiquer les rites de la liturgie impériale, sans oublier d'ailleurs qu'une partie de ses loisirs était occupée par des aventures galantes.

Manuel faisait ainsi deux parts dans son existence, mais celle qu'il destinait à la vie officielle était certainement la moins importante. Si l'on veut se rendre compte de l'absence d'étiquette qui régnait dans sa vie domestique, il faut lire dans la chronique de Nicéas le récit des repas intimes qu'il prenait avec ses frères et ses cousins. Ces repas étaient égayés par les facéties de son favori, le grand logothète Jean Kamateros, capable de vider d'un trait une énorme coupe de porphyre, datant de Nicéphore Phocas et remplie de cinq litres de vin. Ces beuveries dégénéraient parfois en querelles et il arriva un jour que le basileus fut blessé d'un coup d'épée en voulant séparer les combattants³.

Après les Comnènes, les représentants de la dynastie des Anges paraissent avoir été surtout préoccupés de s'évader de la vie officielle et des devoirs qui leur incombaient. Rien de plus frivole que la vie menée par un Isaac l'Ange ou un Alexis III, qui font triste figure à côté des Comnènes. Isaac l'Ange (1185-1194) aimait le luxe des habits, des équipages, de la table. Il habitait rarement Constantinople, mais préférait le séjour du magnifique palais qu'il s'était fait construire dans une île de la Propontide. Il vivait là entouré de ses concubines et de ses bouffons, qu'il admettait à sa table en même temps que les princesses de sa famille. La conversation y était plus que libre, si l'on en juge par le calembour obscène attribué au principal de ses bouffons, Chalibourès. L'assistance éclata de rire : seul l'empereur, par un reste de dignité, montra un visage sévère⁴.

Alexis III, qui usurpa le trône de son frère à la suite d'une révolte militaire et l'emprisonna après l'avoir aveuglé, ne montra pas plus de zèle que lui pour les affaires de l'empire, mais vécut dans une oisiveté

1. Chalandon, *op. cit.*, p. 203.

2. Chalandon, *op. cit.*, p. 236-237.

3. Nicéas Choniates, III, 3, p. 141 et suiv. ; Kinnamos, III, 17, *P. G.*, CXXXIII col. 461 ; Diehl, *Société byzantine sous les Comnènes*, p. 32.

4. Nicéas Choniates, p. 579 ; Isaac, III, 5-7, *P. G.*, CXXXIX, col. 809-812. Sur Chalibourès, voir Lambros, *Οί γελωτοποιοί...*, dans *Neos hellenismos*, VII, 1910, p. 391 et suiv.

à peu près complète, ne s'occupant que de ses plaisirs, gaspillant le trésor public, pendant que l'empire était troublé par les invasions et les révoltes.

En 1200, à l'occasion du mariage de ses deux filles, l'une avec Alexis Paléologue, l'autre avec Théodore Lascaris, il donna des courses de chevaux ; mais, comme on approchait du carême, il ne voulut pas que le spectacle eût lieu à l'Hippodrome et fût public. Il fit aménager une arène au palais des Blachernes et seuls les membres de la famille impériale et le personnel de la cour y eurent accès. Les coureurs étaient des jeunes gens appartenant à la plus haute noblesse et, pendant les courses, un orchestre invisible se faisait entendre. Un eunuque magnifiquement costumé figurait le Préfet de la Ville et, debout au milieu de l'arène, donnait le signal des courses, non sans être exposé aux horions et aux moqueries des jeunes patriciens, dont la présence de l'empereur n'arrêtait pas les facéties. Qu'était devenue la rigoureuse étiquette d'antan¹ !

Deux ans plus tard, Alexis III, obligé d'aller combattre une révolte en Asie Mineure et sans avoir pu d'ailleurs s'emparer du coupable, Michel l'Ange, réfugié chez le sultan d'Iconium, battit en retraite, renvoya ses troupes à Constantinople et s'arrêta à Brousse, aux Thermes Pythiens, puis résolut de faire un voyage de plaisance dans la Propontide. Le printemps s'annonçait comme magnifique. Toute la cour fut réunie sur la galère impériale, où se succédèrent les jeux, les festins, les danses, les concerts. Après avoir croisé dans le golfe de Nicomédie, le navire se rapprochait de Constantinople, lorsqu'il fut pris par une violente tempête, qui l'obligea à se réfugier à Chalcédoine. De là l'empereur et ses hôtes parvinrent à gagner l'un des ports du Grand Palais, où ils s'installèrent. Alexis voulait rentrer aux Blachernes, mais ses astrologues lui représentèrent que la position des planètes était défavorable. Il resta donc au Grand Palais, vivant joyeusement et faisant donner des jeux à l'Hippodrome. On arriva ainsi au carême, dont le premier dimanche tombait le 2 mars. Le 4 mars lui fut annoncé comme un jour *heureux*, pourvu qu'il partit avant le lever du soleil. A l'heure dite, un navire était à l'ancre et toute la famille impériale était prête à s'embarquer lorsque se produisit un tremblement de terre. Plusieurs personnes furent blessées et l'un des cubiculaires fut englouti dans le sol. La rentrée aux Blachernes par la Corne d'Or n'en eut pas moins lieu².

1. Nicéas Choniates, *Alexis*, III, 2 P. G., CXXXIX, col. 889.

2. Nicéas, *Alexis* III, III, 6-7, P. G., CXXXIX, col. 909-912.

Les empereurs réfugiés à Nicée après la prise de Constantinople par les croisés déploierent, au contraire, une grande activité. L'un des plus remarquables, Théodore II Lascaris (1254-1258), passait ses journées à régler les affaires de l'empire, à donner audience aux ambassadeurs, à inspecter son armée, à écouter les requêtes à la porte de son palais. Il ne mangeait que le soir, travaillait encore après le coucher du soleil et, quand il avait des loisirs, il s'entretenait avec des lettrés ou allait inspecter les élèves de l'école de philosophie qu'il avait fondée¹.

Dans une existence si bien remplie, il n'y avait guère de place pour les cérémonies et les fêtes.

Lorsque Constantinople fut redevenue le siège de l'empire, la liturgie impériale reparut, mais très réduite, comme le montre le livre du Pseudo-Codinus. Aux grandes fêtes, les processions à Sainte-Sophie sont de plus en plus rares et les offices religieux, présidés plus souvent par le protopappas que par le patriarche, sont célébrés à l'intérieur du palais. L'appauvrissement du trésor impérial explique la simplification des festins d'apparat, où l'empereur, non plus couché sur un lit, mais assis à une table, est le seul à manger, en présence des hauts dignitaires qui se tiennent debout autour de lui et reçoivent, suivant leur grade, une assiette d'or ou d'argent, qu'ils doivent restituer après la cérémonie².

Il en résulte que la part faite aux cérémonies officielles dans l'existence du basileus est de plus en plus réduite et qu'il dispose de la plus grande partie de son temps pour s'occuper des affaires ou se livrer à ses occupations favorites. Chaque jour, d'après le Pseudo-Codinus, le basileus donne deux audiences, l'une le matin, mais seulement quand le souverain est sorti de son appartement privé, l'autre le soir ; l'étiquette de ces réceptions est très simple. Les dignitaires introduits dans l'ordre hiérarchique saluent le basileus et s'entretiennent avec lui³.

Les deux premiers Paléologues, Michel VIII et Andronic II, profitaient des loisirs que leur laissaient leurs occupations politiques et administratives pour s'intéresser à la science et à l'enseignement. Michel Paléologue reconstitua l'orphelinat de l'église Saint-Paul, fondé par

1. Détails donnés dans sa correspondance (Epist. XLIV). Voir J. B. Papadopoulos, *Théodore II Lascaris*. Paris, 1908, p. 85-87.

2. Ebersolt, *Mélanges d'histoire et d'archéologie*, p. 83, 98-101, et *Sanctuaires de Byzance*. Paris, 1921, p. 48.

3. Ebersolt, *Mélanges*..., p. 16.

Alexis Comnène, s'occupa lui-même de son administration en se faisant adresser des rapports sur les études et en allant à certains jours assister aux exercices et distribuer des récompenses¹.

Andronic II est loué par les chroniqueurs pour sa vie sobre et réglée, mangeant les mets les plus simples, supportant facilement la faim et la soif, passant des nuits en prières, lisant et écrivant beaucoup, avec des prétentions littéraires et théologiques, et répondant lui-même aux libelles où il était attaqué. Pour satisfaire ces goûts, il institua au palais impérial une Académie, qui ressemble beaucoup aux académies italiennes de la Renaissance. Elle avait des séances à jour fixe et était présidée par l'empereur. Les lettrés qui s'y réunissaient, comme Théodore Métochitès, Nicéphore Grégoras et autres, quelquefois même des étrangers, y discutaient des questions de tout genre et, en particulier, de science. Nicéphore Grégoras, qui y fut présenté tout jeune par Théodore Métochitès, a laissé une curieuse description d'une de ces séances, dans laquelle il présenta un plan de réforme du calendrier julien².

Andronic III fut le seul de ces Paléologues qui rappela par son goût du luxe et des sports les Comnènes ses prédécesseurs, dont il partageait la prédilection pour les joutes et les tournois à la mode occidentale. Malgré la pénurie du trésor, il entretenait un somptueux équipage de chasse qui fut supprimé par Jean Cantacuzène³.

A partir de la fin du xiv^e siècle, les renseignements des chroniques sur la vie privée des empereurs sont de plus en plus rares, les événements tragiques qui devaient aboutir à la ruine de l'empire occupant exclusivement les narrateurs. Les derniers Paléologues n'avaient guère le temps de se distraire et, cependant, jusqu'aux derniers jours de Byzance, ils ne cessèrent de réserver une part des loisirs dont ils disposaient à la protection des lettres et du haut enseignement. Ce fut ainsi que Manuel II réorganisa, probablement avant 1400, l'Université impériale sous le nom de καθολικὸν μουσεῖον⁴, qu'il plaça sous la direction de Georges Scholarios. Devenu secrétaire de Jean VIII, Georges Scholarios faisait chaque vendredi une conférence au Triclinium impérial en présence du basileus et du Sénat⁵. Disgracié après le concile de Flo-

1. Pachymère, IV, 14, P. G., CXLIII, col. 729.

2. R. Guiland, *Essai sur Nicéphore Grégoras*. Paris, 1926, p. 8-10; Fuchs, *op. cit.*, p. 62-63.

3. Nicéphore Grégoras, *Histoire*, XI, 4-5, P. G., CXLVIII, col. 772-773; Jean Cantacuzène, *Histoire*, I, 5, P. G., CLIII, col. 81-82.

4. Fuchs, *Die höheren Schulen...*, p. 71-72. L'expression de καθολικὸν μουσεῖον (*Musée universel*) correspond littéralement au mot *Université*. On y enseignait toutes les sciences.

5. Entre 1443-1448. Lambros, *Palaiologia Kai Peloponnesiaka*, t. II. Athènes, 1924, p. γ'.

rence, il eut pour successeur Jean Argyropoulos, qui compta de nombreux Occidentaux parmi ses disciples.

Manuel II Paléologue, en particulier, fut pendant son long règne (1391-1425) le protecteur des humanistes les plus remarquables de son temps, Georges Scholarios, Gémiste Pléthon, le philosophe de Mistra, qui lui adressa pendant son voyage en Morée (1413-1415) un mémoire d'une grande hardiesse sur la réforme de l'empire¹, Bessarion, le futur cardinal, qui vantait le charme de ses conversations². Esprit remarquable, d'une haute valeur morale, Manuel fut lui-même l'un des derniers écrivains de Byzance. Son principal ouvrage est un dialogue apologétique, divisé en vingt-six discours et dirigé contre l'Islam³, mais il a laissé surtout des morceaux de rhétorique, discours, consolations, dialogues, descriptions (ἐκφράσεις) qui plaisaient tant à ses contemporains et abondaient en réminiscences antiques, comme celle d'une tapisserie allégorique, figurant le printemps, qu'il vit pendant son voyage en Occident, au palais du Louvre, où il avait été logé⁴.

Ainsi des témoignages appartenant à toutes les époques de l'histoire de Byzance, et dont nous n'avons voulu reproduire que les plus caractéristiques, nous montrent combien est fausse la doctrine qui représente la vie des empereurs comme exclusivement hiératique et réglée minutieusement par un code et une étiquette implacable. En faisant, au contraire, leur part aux cérémonies officielles et en menant une vie domestique relativement simple et qui ne devait pas différer beaucoup de celle des princes de la famille impériale ou des membres de l'aristocratie, les empereurs byzantins nous apparaissent comme des souverains d'allure très moderne, jouissant d'une liberté bien plus grande que leurs congénères occidentaux du XVII^e siècle.

Louis BRÉHIER,

Professeur honoraire à l'Université de Clermont-Ferrand.

1. Nouvelle édition Lambros, *Palaiologia Kai Peloponnesiaka*, t. III, p. 309-312; Zakythinos, *Le despotat grec de Morée*. Paris, 1932, p. 175-180.

2. Bessarion, *Monodie sur la mort de Manuel II*, éd. Lambros, *op. cit.*, t. III, p. 284-290.

3. Sur cet ouvrage, voir la notice d'Ehrhard, dans Krumbacher, *Geschichte der byzantinischen Litteratur*, 2^e éd., p. 111-112.

4. Édition de ses œuvres, Boissonade, *Anecdota graeca*, 1830 et 1844, reproduite dans P. G., t. CLVI. — Sur la description de la tapisserie, voir Schlumberger, *Byzance et croisades*. Paris, 1927, p. 109-110. — Ses lettres ont été publiées par Émile Legrand. Paris, 1893. — Sur l'ensemble de ses œuvres, voir Berger de Xivrey, *Mémoire sur la vie et les ouvrages de l'empereur Manuel Paléologue* (*Mém. de l'Institut*, t. XIX, 1853), et Krumbacher, *op. cit.*, p. 489-492.

D'UNE VERSION
DE
L'AFFAIRE DES « CHEMINS DE FER BELGES¹ »

Entre la liquidation, face à la Prusse, de cette grande politique des compensations à quoi, courant après leur chance perdue depuis Sadowa, Napoléon III et les interprètes de sa politique s'étaient aussi fièvreusement que maladroitement, et puérilement, cramponnés, d'une part, et, d'autre part, l'incident Hohenzollern, d'où devait, comme à retardement, sortir la catastrophe emportant tout : le régime et l'intégrité territoriale du pays de France, s'intercale une pratique diplomatique, dont il peut paraître que l'attention des historiens ne lui a peut-être point donné une suffisante audience, ni par suite appliqué une interprétation satisfaisante de tout point : cette affaire, à savoir, dite communément des chemins de fer belges. Tractation qui, s'étendant sur de longs mois — bien près d'une année — de l'automne 1868 à l'été 1869, peut, en effet et d'abord, sembler valoir pour souligner l'imprudence des dirigeants français du moment, s'ingéniant en quelque sorte à multiplier les fautes et à épaissir à plaisir la lourde atmosphère de défiance européenne, où se déroulait, depuis quelques années déjà, le comportement de leurs initiatives. Ne voit-on point aussi bien, et dans ces mois mêmes où le triomphal achèvement du Suez français, mettant à vif la sensibilité et les nerfs de tant de Britanniques, eût dû incliner du côté français à la plus grande souplesse de conciliation et de ménagements au regard des ministres de Sa Gracieuse Majesté, ne voit-on point Napoléon et ses conseillers éveiller en

1. La vulgate de cette affaire est abondamment — et unilatéralement — présentée par Beyens, *Le Second Empire vu par un diplomate belge* (t. II), et par Hymans, *Frère-Orban* (t. II). Les documents publiés sont aux *Origines diplomatiques de la guerre de 1870* (t. XXIII et XXIV). Pour développer pleinement l'interprétation que l'on se croit fondé à esquisser ici, il faudrait atteindre les documents d'ordre privé. Il faudrait aussi étudier les origines de l'affaire Philippart (1872-1875), vaste effort des charbonniers belges pour créer en France un réseau concurrent de celui du Nord.

l'occurrence les alarmes de ces ministres mêmes sur un point où jamais aucun Britannique ne fut d'humeur à plaisanter : l'indépendance, à l'endroit de toute hégémonie continentale, du pays des Bouches des Fleuves ? Dès lors, opposant aux faits et gestes du cabinet des Tuileries, plus encore même que celle allemande, la diplomatie anglaise, cette affaire se trouvait préparer ce climat londonien d'hostilité à la France, qu'aux premiers jours d'après la déclaration de guerre allaient porter à son comble les perfides habiletés de Bismarck et la révélation des si louches détours où, en 1866, il avait, sur le fait de la Belgique, diaboliquement enfermé Benedetti. Et cela déjà n'a point peut-être été mis en assez exacte lumière.

Mais on peut, par surcroît, estimer qu'en même temps qu'elle en estompe quelque peu l'importance, la vulgate traditionnelle n'a point été, par une contradiction singulière, sans noircir pareillement quelque peu les lignes de cette négociation en prétendant n'y découvrir que la diversion de sottise ou l'improvisation hasardeuse de quasi-démence d'un diplomate aux abois et réduite aux plus contestables des expédients. Aussi bien, de quelle façon et sous quelles espèces l'incident est-il à l'ordinaire présenté et commenté ?

Cette façon, la voici :

Au premier semestre de 1868, soucieux de tirer revanche du très grief insuccès qu'a constitué pour lui l'affaire du Luxembourg, le Gouvernement impérial reprend à l'improviste et en sous-main cette même affaire. L'épée dans les reins et en même temps qu'il exerce une forte pression sur le gouvernement grand-ducal, il pousse la Compagnie de l'Est français, au bénéfice depuis 1857 d'une convention d'exploitation de la majeure partie des chemins de fer du Grand-Duché, à extorquer au Gouvernement luxembourgeois un traité beaucoup plus rigoureux, traité équivalent, en fait, à une absorption complète, à une fusion totale desdits chemins de fer dans les lignes de la Compagnie. Ce premier résultat acquis et toujours sous le couvert de cette même Compagnie de l'Est, il cherche à pousser plus loin ses avantages. Profitant de ce que certaines petites compagnies exploitant en Belgique les chemins de fer avoisinant le Grand-Duché et en liaison avec les lignes de ce dernier en sont venues à une position financière des plus scabreuses, il les fait absorber pareillement par l'Est et va se trouver de la sorte, à la fin de l'année 1868, en situation de contrôler les transports de toute la partie orientale du Royaume léopoldien. Résultat, au surplus, dont l'apparence économique dissimule mal le caractère

exclusivement politique ; l'Est n'ayant, en vérité, consenti à se charger de ces lignes d'exploitation déficitaire que sous l'assurance formelle de voir sa garantie annuelle globale grossie de la coquette somme de quelques millions. Résultat qui recouvre, d'ailleurs, maint tripotage personnel au bénéfice de pas mal d'entre les Français mêlés à ces diverses négociations.

Mais le Gouvernement des Tuileries s'est trompé de porte. Escomptant impressionner la Belgique tout comme il avait intimidé le Grand-Duché, il a compté sans son hôte, c'est-à-dire sans les ministres de Bruxelles. Trop tard alertés pour empêcher la signature de la convention de cession, ceux-ci, c'est-à-dire leur chef, l'énergique Frère-Orban, font voter d'urgence une loi bâclée de justesse qui, rétroactivement, vide les conventions conclues avec l'Est de toute leur portée utile. Découverts et dupés tout à la fois, les dirigeants de la politique française démasquent leurs batteries et leur rage, et c'est alors le grand jeu, les préparatifs de pression ouverte, voire, à peine voilée, la menace d'une exécution militaire : ou la Belgique marchera à la remorque de Paris et *inclina la pente de sa neutralité vers la France*, à quoi elle s'inféodera par la fusion chaque jour plus étroite des intérêts économiques et même, s'il se peut, par une union douanière ; ou l'on ne répond de rien, l'Empereur lui-même n'étant pas éloigné de quelque décision d'éclat. Mais, impassibles, dédaigneux de toutes les pesées, insensibles au déchainement orchestré de toute la presse française officieuse et officielle, les Belges tiennent le coup. Se défendant de mettre Bismarck dans le jeu, c'est Londres qu'ils invoquent ; c'est du Foreign Office qu'ils obtiennent auprès de la diplomatie française une intervention décisive arrêtant net toutes ces manœuvres d'intimidation et de chantage. Et il semble alors que tout doive se composer et s'arranger. Et voici que tout va rebondir.

Et c'est alors la troisième phase des négociations. Frère-Orban accourant à Paris non point pour y venir signer, repentant, quelque capitulation plus ou moins déguisée, mais bien, au contraire, pour porter la bataille au cœur même des positions adverses, y discuter pied à pied, dessiller les yeux de l'Empereur, braver victorieusement les brutalités et les finasseries de Rouher, le grand responsable de toute cette manigance, et cerner ce dernier dans l'isolement de sa hargne impuissante. En bref et en clair, Frère-Orban triomphant de haute lutte et par la force du bon droit de toutes les ambiguïtés accumulées à dessein, de toutes les coalitions d'improbité nouées dans ce vaste tripot d'af-

fares qu'est la capitale française. Enfin, vainqueur magnanime, descendant à abandonner aux ministres français, pour leur savonner la planche de la résignation, cette inglorieuse consolation d'un mince ajustement ferroviaire de détail et de service. C'est aussi bien le minimum dont se peuvent contenter, pour sauver la face, les ministres français, qui, au fur et à mesure que durait l'affaire, ont senti autour d'eux s'augmenter, en même temps que la sévérité irritée de l'Angleterre, la réprobation de toutes les puissances européennes, de toutes, à l'exception de la seule Autriche. Aux termes donc de cette vulgate, on aurait là l'échec en forme éclatante de l'insoutenable manœuvre d'une diplomatie d'aventure, la faillite d'une diversion de sottise et de maladresse compliquées d'improbité, au moins mal l'effondrement d'une improvisation hasardeuse et d'imprudente témérité.

Il ne s'agit nullement, dans notre dessein et par le présent propos, de redresser cette vulgate ; d'autant que, sur le fond de l'imprudence et de la rare inopportunité d'agissement des meneurs français du jeu, ce serait, on l'a marqué dès le début, gageure insoutenable que de prétendre pour si peu que ce soit les innocenter. Plus simplement souhaiterait-on mettre en évidence quelques aspects de nature à rectifier — en quelque mesure — la version traditionnelle de l'affaire ; en particulier ceux-ci. Tout d'abord, il serait abusif de ne retenir, dans l'opération, que le caractère d'une improvisation diplomatique hasardeuse ; le déroulement des faits s'y étant, en réalité, référé à des préoccupations économiques substantielles et à un plan de cet ordre mûrement réfléchi et parfaitement cohérent. Voilà le premier point. Et voici le second. Il serait tout pareillement de parfaite injustice de ramener — comme les diplomates anglais mêlés à l'opération et, derrière eux, les historiens ont eu tendance à le faire — cette affaire compliquée et délicate à la présentation en image d'Épinal d'un conte moral et surtout de croire qu'on en a dégagé la physionomie vraie et épuisé le sens profond en s'extasiant sur la vertu sans tache de l'agneau belge sauvé de la voracité brutale du loup français. Schéma de naïveté simpliste qui ne tient compte ni de certaines arrière-pensées ni de certaines astuces, ni, peut-être même, de certaines perfidies des gens de Bruxelles. En somme, nuancer quelque peu une interprétation traditionnelle trop unilatérale et partant tendancieuse, voilà tout ce que l'on se propose ici et rien de plus. Aussi bien, assez lourde a été la responsabilité française pour qu'il ne convienne pas, non point, certes, de lui chercher des circonstances atténuantes — et ce n'est point là, on tient nettement à

le redire, le dessein de ce propos — mais bien, par souci de vérité, de la réintégrer dans l'ensemble de la conjoncture, tant économique que politique, où se déroula la bagarre.

Premier point et sur quoi il convient de mettre l'accent : l'affaire des chemins de fer du Luxembourg et de la Belgique orientale n'a point été inventée de toutes pièces par le cabinet des Tuileries pour reprendre, sur frais nouveaux, une précédente affaire mal terminée et, si l'on ose dire, pour dépanner la politique du pourboire perdue dans les fondrières. La question en soi des chemins de fer de cette région était en fait depuis longtemps déjà posée.

Tant dans le Grand-Duché que dans les parties avoisinantes de la Belgique, tous pays de relief général heurté et tourmenté, il n'y avait eu à l'origine que de petites entreprises ferroviaires, dues, d'ailleurs, presque toutes, il convient de le souligner, à des initiatives venues de Lorraine et prises ensuite en main par des compagnies, internationales par leurs capitaux, en fait sous le contrôle de financiers parisiens : le trop fameux Mirès d'abord, puis une autre lumière du genre, soit gendre des Bischofheim, le non moins fameux baron Hirsch, promis plus tard à une notoriété retentissante pour ses prouesses ferroviaires aux Balkans. Lorsque se produisit — un peu partout, mais avec quelque avance pour la France — le mouvement des « fusions », il était inévitable que se trouvassent très vite et durement guettées les diverses compagnies mineures formant comme un embryon de réseau entre ceux même en train de se constituer aux trois États voisins : Belgique, Prusse rhénane, France. Le Luxembourg aussi bien n'a-t-il pas toujours été, pour partie de son territoire, un pays de « marches » et de passage, ouvrant au sud des âpres et froids plateaux de l'Ardenne, comme une voie lumineuse entre pays de Meuse et pays de Moselle ? Et n'était-il pas évident que cette fameuse forteresse, « le Gibraltar du Continent », tout comme elle avait vu de tout temps se rencontrer sous ses remparts les routes de Reims à Trèves par Arlon et de Metz à Trèves par Thionville et Dalheim, pourrait, si elle s'intégrait dans un ensemble plus vaste, voir sa gare ordonner la rencontre de lignes vraiment internationales ? L'Est français qui, dès 1857, a fait avec le *Guillaume-Luxembourg*, soit avec la première compagnie constituée en terre grand-ducale, une convention d'exploitation et de service, l'Est est ainsi et tout naturellement amené à souhaiter resserrer plus fortement son emprise ; il y a là, en effet, des artères fort actives : en particulier la ligne Metz-Luxembourg, dont le revenu kilométrique

annuel — plus de 40,000 francs — s'avère, dès 1865, l'un des plus fructueux de toutes les lignes françaises, égalant celui de la voie de Strasbourg à Bâle. Au surplus, depuis que l'on parlait du Gothard, l'Est ne pouvait pas ne pas convoiter ce lieu qui lui permettrait de capter vers ses propres lignes les rapides d'Ostende et d'Anvers sur Bâle, c'est-à-dire de Londres et d'Ostende sur Milan et l'Italie centrale. Valeur donc et exemplaire de position ferroviaire. Mais cette valeur s'accroissait, en outre, singulièrement en ces années même et prenait une importance sans seconde du fait d'une évolution en train de s'opérer dans la métallurgie — plus exactement d'une révolution — et à quoi il convient de se référer pour bien entendre la conjoncture.

Le massif d'Ardenne, auquel s'adossent pareillement pays bordiers de Belgique, de Luxembourg et de Lorraine, avait longtemps porté une très ancienne métallurgie mettant en œuvre, en même temps que le bois des forêts dont il se parait d'un manteau quasi continu, les gites de minerai de ses vieux calcaires dévonien et carbonifères ; métallurgie aux installations toutes menues et, qu'il s'agisse des hauts fourneaux et des forges, des martinets et des fonderies, toutes dispersées au long des rapides vallées forestières ; métallurgie occupant à peine dix ouvriers de fabrique pour cent bûcherons et charbonniers ardents à éclaircir la forêt, et néanmoins faisant vivre des milliers de cloutiers et d'armuriers autour de Liège et des centaines de couteliers autour de Namur ; métallurgie ayant fait, et dès le Moyen Age, de tous les pays d'entre Meuse et Sambre, comme un royaume du fer. Or, depuis vingt-cinq ans bientôt, délaissant le combustible végétal en même temps qu'elle renonçait à son éparpillement et qu'elle entamait un mouvement de concentration grandissante, cette métallurgie, en quête du combustible minéral, a émigré vers les houillères de ce bassin de Charleroi et de ce pays de Liège, où Cokerill avait allumé, en 1820, le premier four à puddler et, en 1823, le premier haut fourneau marchant au coke. Mais, tandis qu'elle achève ce mouvement d'émigration, surgit pour elle le problème de la matière première : à ce combustible en surabondance qu'elle est venue trouver sur place va faire défaut le minerai. L'année cruciale 1865, qui voit se fermer les derniers des pauvres petits fourneaux ardennais jusque-là obstinés à marcher au bois, voit, pour la première fois, la Belgique hors d'état de nourrir toute sa métallurgie avec son minerai propre. C'est dès lors chez elle une famine de minerai et qui va, aux années ultérieures, se développer avec une inquiétante rapidité. Ainsi, au nord de la région

luxembourgeoise, une métallurgie en progressive et griève carence de sa matière nourricière.

Et, cependant, voici que tant dans cette région luxembourgeoise même que sur ses confins méridionaux, voici que commence de grandir, en une poussée foudroyante, une autre métallurgie et placée dans des conditions radicalement inverses : la métallurgie lorraine. Grâce à l'exploitation intensive de la minette, cette pierre rougeâtre de faible teneur de fer, mais disposée en couches profondes et inépuisables sous le calcaire oolithique, les petites forges, installées jadis dans les vallées forestières de l'Orne, de la Fentsch, de la Chiers et à tous ces vallons écartés entaillant les côtes de Moselle, sont en train de céder la place à des installations d'industrie lourde, assurées, elles, d'un inépuisable ravitaillement en minerai, mais qui, renonçant, elles aussi, au combustible végétal demandé par elles jusque-là aux forêts luxembourgeoises et lorraines, s'interrogent anxieusement pour savoir où trouver ce combustible minéral, qui, sur place, leur fait cruellement défaut. Ce combustible, elles le demandent sans doute au bassin de la Sarre, et en quantité si grande que Forbach, point d'entrée de ces introductions sarroises par fer, se hausse en ces années mêmes à la dignité de deuxième gare de marchandises de tout le réseau de l'Est, se classant immédiatement après celle même de Paris-La Villette. Mais il est hautement souhaitable de ne point se trouver condamné à une source d'approvisionnement unique. Et les métallurgistes lorrains de regarder avec avidité vers les cokeries belges.

Ainsi, de part et d'autre de ce pays du Luxembourg, placé comme au centre des bassins houillers et des bassins de minerai groupés à sa périphérie, au nord, une métallurgie qui manque de minerai et regorge de combustibles ; au sud, une métallurgie en cruelle indigence de combustible, mais en surabondance pléthorique de minerai. Les contacts se prennent automatiquement ; automatiquement, les courants se nouent. Et, tandis que les de Wendell, en ces années mêmes, se rendent acquéreurs, à Seraing, de grosses cokeries belges, inversement, les métallurgistes français du Nord, Denain-Anzin, par exemple, sollicitent et obtiennent des concessions dans le bassin lorrain, et non seulement des industriels français, mais aussi des entreprises belges, celles, par exemple, de Marchiennes. Fait plus significatif encore : des banquiers de Bruxelles font le siège de certaines entreprises lorraines auxquelles ne s'étaient intéressés jusque-là que des capitaux strictement locaux. Mais c'était d'autre chose aussi que des gisements lorrains qu'il s'agis-

sait
rés
lise
plo
geo
« L
rich
Fra
lerc
M
« fu
sina
en
sab
occi
et s
nag
des
hou
mer
du
imp
faci
aille
d'un
Que
men
touj
de t
L
fran
mét
l'Es
sion
d'ex

1.
pays
gée e
rése

sait, soit des gisements luxembourgeois eux-mêmes et des immenses réserves de Differdange, Pétange et Esch, dont on commençait à réaliser la valeur. Seuls, des chemins de fer pourraient en permettre l'exploitation ; la permettre, mais aussi l'orienter. Un notable luxembourgeois, Majerus, très versé dans toutes ces questions, écrivait, en 1866 : « Le but principal des chemins de fer du Luxembourg est de relier les riches bassins miniers et métallurgiques du Luxembourg et de la France limitrophe avec les bassins houillers de Sarrebrück, de Charleroi, de Liège, d'Aix-la-Chapelle et de la Ruhr. »

Mettons cela en clair et parlons net : ou ce seraient les Belges qui « fusionneraient » les lignes du Luxembourg avec les leurs propres avoisinantes, auquel cas ce seraient les maîtres des houillères belges qui, en situation désormais d'atteindre à leur gré et à leur mode d'inépuisables réserves de minerai, domineraient le marché de la métallurgie occidentale ; ou ce seraient les Français qui absorberaient ces lignes et se trouveraient en état dès lors d'organiser à bas prix, par un aménagement approprié des tarifs, l'arrivée, vers la métallurgie lorraine, des apports charbonniers de Belgique venant à la concurrence des houilles sarroises, mais en état surtout — et toujours par un aménagement approprié des tarifs — de faire renchérir pour les Belges le prix du minerai de Luxembourg et de Lorraine. Résultat d'autant plus important à procurer que la politique douanière du régime avait facilité, sur le marché français même, la concurrence belge, et que, par ailleurs, on parlait volontiers, dans les sphères politiques françaises, d'une Union douanière franco-belge à mettre sur pied tôt ou tard. Quelle que fût l'issue et dans un sens comme dans l'autre, un déplacement massif de matières pondéreuses, déplacement sur lequel réagit toujours, en forme impérieusement brutale, l'aménagement des tarifs de transports.

Là donc était la vraie bataille, méthodiquement organisée, du côté français, sitôt que, le Comité des Forges à peine constitué en 1864, la métallurgie lorraine entre en stricte liaison avec la Compagnie de l'Est. Ce dont il s'agit, au vrai, c'est, du fait que la technique des fusions ferroviaires s'est assuré, en France, une incontestable avance¹, d'exploiter à fond cette avance en prévenant tout effort du même

1. La poussée vers les fusions s'est, en France, manifestée à peine plus tôt que dans tels pays limitrophes. Mais la technique de ces opérations y a été presque immédiatement dégagée et dans une forme de rare pertinence par les initiatives associées des animateurs des réseaux et des maîtres de la haute administration.

ordre venu d'ailleurs. La date véritablement importante n'est point, donc, en la matière, l'échec en 1867 des visées politiques de la diplomatie impériale sur le Luxembourg ; c'est, en 1864, la constitution du Comité des Forges et, à dater de cette création, la liaison étroite de ce Comité avec la Compagnie de l'Est. A l'origine de l'opération de la sorte, non point, comme on le croit d'ordinaire, un médiocre expédient politique improvisé, mais la volonté de puissance de la nouvelle métallurgie française qui fait un sort mûrement réfléchi aux offres de Hirsch, uniquement soucieux, lui, de vendre au prix fort des lignes jusque-là dépareillées, aussi bien le *Guillaume-Luxembourg* — ce sont les lignes grand-ducales — que le *Grand-Luxembourg* et le *Luxembourg-Limbourg* — ce sont les lignes belges — lignes dépareillées, mais que leur fusion au sein d'une grande compagnie bien épaulée, capable de jouer en un mode supérieur de la distance courte ou des tarifs fermes, devait porter à leur maximum d'efficacité et de rendement. Ainsi, la volonté de puissance de la métallurgie française. Mais aussi le faire supérieur de la Haute Administration française. Une réflexion du ministre belge en France, Beyens, se référant à l'affaire quand, à l'automne 1868, elle devient publique, est à cet égard hautement significative : « C'est », note assez finement Beyens, « Sauvage, Franqueville et Forcade qui mènent le jeu. » Il nommait là des techniciens. Et, de fait, si Forcade, encore que de sens délié et d'esprit clair, était aux Travaux publics de par le hasard des remaniements ministériels, Sauvage, directeur de la Compagnie de l'Est, et Franqueville, directeur des Chemins de fer au ministère des Travaux publics — et qui, depuis dix ans, avait présidé avec une inégalable maîtrise aux diverses fusions — étaient, l'un comme l'autre, du type de ces grands commis qui, de tout temps et sous tous les régimes, ont été la force et l'honneur à la fois de la Haute Administration française ; de ce « Beamtum » français, si puissant et si fort, encore que si habile, en appréhension tout à la fois des courtisans, quand le régime est de droit monarchique, et des démagogues, quand le régime est de droit populaire, encore que si habile, disons-nous, à masquer son jeu et à demeurer obstinément dans les coulisses des événements. C'est l'éclat même des ministres belges, l'initiative de Frère-Orban enlevant à l'esbrouffe la loi inhibant rétroactivement l'effet d'une convention régulièrement négociée et régulièrement conclue qui allait porter l'affaire sur le plan politique et pousser cet aspect politique au premier plan. Ce sont, en dernière analyse, les Belges qui ont obligé Rouher et La Valette à prendre

en mains les cartes du jeu. Rouher et La Valette, dont l'entrée en scène marque parfaitement le changement d'atmosphère. Et que c'est bien de politique qu'il va désormais s'agir.

Personnalités d'ailleurs fort dissemblables ! Ce Rouher, d'abord, et dans qui l'on a tendance à ne voir que le vice-empereur, l'avocat patenté du système, plaidant — avec quelle habileté ! — le dossier du régime autoritaire et négociant — en un mode sensiblement moins heureux — celui de la politique des pourboires. C'était, en réalité et au fond — et en même temps qu'un bourreau de travail d'inimaginable résistance physique et d'incroyable ressort — un notable retors tout droit venu du régime Louis-Philippien et de la politique des intérêts, et dont la pensée essentielle s'était dégagée, enrichie et fixée durant son long séjour à ce ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, dont, avant que de se hausser ou de se fourvoyer au ministère d'État, il avait fait sa véritable satrapie. Poste majeur, où il avait été l'animateur de ce qui aurait pu être la vraie et féconde pensée du Régime : ployer au service de la puissance et du rayonnement extérieurs de la France le merveilleux épanouissement économique de l'heure, tenir les pays voisins par le réseau des ententes douanières, des unions monétaires, des fusions de chemins de fer. Vue pénétrante et grandiose et qui était bien encore celle de Rouher au moment même où il va prendre en main le dossier des chemins de fer belges. Le point faible actuel en était — et c'est là la partie solide de la traditionnelle vulgate — qu'elle devait, en vue d'un succès immédiat de prestige, relayer une pratique diplomatique condamnée par plus de deux ans de revers ininterrompus, des lendemains de Nikolsbourg à la conférence de Londres sur le fait du Luxembourg. Et qu'on demandait ainsi à une négociation d'ordre économique longuement mûrie et lentement poussée la revanche immédiate de déboires politiques majeurs, plus exactement que l'on s'efforçait, sous le couvert de cette négociation même, de reprendre l'affaire politique perdue dans les sables — infériorité substantielle et que ne corrigeait nullement la personnalité de La Valette.

La Valette, personnage très évidemment de second plan, a fort intensément fixé l'animosité des Belges mêlés à l'affaire, qui, tous, d'une unanimité qu'on peut tenir pour un peu suspecte, l'ont dépeint comme prompt, remuant, ambitieux, peu scrupuleux, souvent même brouillon. De fait, sa personnalité s'offrait assez complexe. D'assez fraîche noblesse, marié en secondes noces à une fort riche Américaine,

M^{me} Weller, veuve elle-même, et dont il avait fait épouser le fils à une fille de Rouher, bon courtisan des puissances et qui s'était jadis évertué à réconcilier Rouher et Morny, anticlérical bon teint, encore qu'assez bien en cour auprès de l'Impératrice, et, au titre de cet anticléricalisme, en liaison tout à la fois avec le bonapartisme démagogique du Palais-Royal et du prince Jérôme, d'une part, et, d'autre part, avec tous les affairistes de la presse de gauche, La Valette, dans l'affaire qui nous occupe, s'agita beaucoup. Et son agitation ne laisse pas, en tels détails de la négociation, que d'apparaître assez équivoque et point trop nette. Un mot de lui est, en tout cas, de contre-vérité totale. Lorsque l'affaire tourna mal, il dit, négligemment et comme en se jouant, à Frère-Orban : « Cette affaire de chemins de fer, je n'en ai, après tout, jamais bien entendu le détail. » Ainsi se donnait-il l'allure d'un grand seigneur dépris de la menue monnaie de la brouille matérielle. On ne saurait mentir avec plus d'impudence. Il était, en fait, fort engagé dans toutes sortes d'affaires. On peut même estimer que, tout autre que de taille à les bien conduire en forme discrète, il s'y était à plein fourvoyé et de façon bien trop voyante.

Et, par exemple, s'il est assez difficile d'entrevoir sur le fait des chemins belges le sens personnel des agissements de Rouher, il est sensiblement moins malaisé d'entrevoir la pratique et les intérêts de La Valette. D'abord, il semble bien avoir épaulé, de toute sa force, les financiers parisiens qui, en ces dernières années du règne, s'essayaient à regrouper l'héritage des Pereire et la clientèle effondrée de ce Crédit mobilier, dont le krach, en 1867, a bien constitué une des dates essentielles et capitales dans le déroulement général du Régime. Sur le plan ferroviaire, en particulier, La Valette s'intéressait ainsi aux chemins de fer espagnols, et pareillement à l'entreprise du Simplon, par quoi il s'efforçait, sans trop se découvrir, de contrer le P.-L.-M. sur le fait des lignes de la Savoie du Nord. Mais, dans l'affaire belge, il jouait un jeu fort serré et à double, voire à triple détente. Car, en même temps qu'il apportait à l'extension de la domination de l'Est français sur les lignes belges et luxembourgeoises l'appui le plus décidé, il s'intéressait aussi, et de très près, à une affaire concurrente de l'Est : un projet de chemin de fer de la frontière belge à Orléans par Châlons-sur-Marne, projet à quoi étaient mêlés certains milieux financiers belges, projet qui, sous l'impulsion de ce fort inquiétant requin de Jérôme David — celui-là même qui devait fossoyer l'Empire en tant que ministre des Travaux publics du cabinet Palikao — semble avoir

été une des grandes affaires, encore que des moins connues, du Régime finissant. Il semble bien que La Valette professait là cette théorie — que nous avons vue tenir l'affiche en d'autres conjonctures plus proches de nous — du mélange des intérêts et de l'entre-croisement, de nation à nation, des grandes entreprises, ici de Belgique à France comme de France à Belgique. Ainsi, s'avérerait-il, à ce titre, comme un devancier et un précurseur de ceux qui devaient, quelque vingt ans plus tard, favoriser le colossal développement en France des affaires du groupe Empain. Quoi qu'il en soit, du reste, de cette hypothèse, il a été à fond derrière un des protagonistes français qui ont fixé, le plus âprement, l'animosité des Belges ; à savoir ce vicomte de la Guéronnière, dont l'envoi à Bruxelles comme titulaire de notre légation a précisément coïncidé avec l'aggravation politique de la question des chemins de fer.

Les Belges ont à l'envi noirci ce diplomate, décrit par Beyens sous un extérieur aussi peu flatté que possible : haute taille voûtée et déparée par la dissymétrie des épaules, regard myope clignotant et fuyant l'affrontement de celui de l'interlocuteur ; traits repris par Jules Devaux, insistant sur l'œil faux et inquiet du personnage, sur son langage mielleux et précautionné dans la forme et, quant au fond, embarrassé volontiers, sybillin par tactique et toujours réticent. La Guéronnière passait, par surcroît, pour continuer, tout en s'essayant à la grande diplomatie, ce métier de publiciste, dont il avait jadis vécu à ses années de misère et à ne pas s'interdire, tout ministre qu'il fût, de fournir d'articles de tête son ancien journal *La France*. Ici nous touchons un des points dont les Belges écumaient : la parfaite orchestration de la presse française, qui, d'une seule voix (et mis à part le *Temps*, alors à ses débuts et qui, peut-être, ne s'est tenu tranquille que parce que les intérêts du *Gaz de Paris* qu'il soignait étaient opposés à ceux de la métallurgie française), a été antibelge et a mené grand tapage sur la fermeté de résistance rencontrée à Bruxelles par les prétentions françaises. Aussi bien, en effet, les organes de l'impérialisme démocratique, tels la *France* et le *Constitutionnel*, que les porte-parole du bonapartisme ratapail, tel le *Pays*, où Granier de Cassagnac faisait feu des quatre pieds, que ces quotidiens réputés de qualité et où notre conformisme scolaire se plaît d'ordinaire à révéler les représentants méritoires d'un libéralisme en bataille discrète contre le pouvoir personnel : la *Liberté*, le *Siècle*, tous étaient derrière les prétentions des diplomates impériaux. Peut-être simplement parce que tous ils étaient

pareillement « éclairés » par la Compagnie de l'Est et par le Comité des Forges. Ici, il faut insister. Ces tenants d'une opposition intellectuelle et de bon ton à l'Empire, et avant tout la *Liberté*, le *Siècle*, dont volontiers nous ne retenons que les chroniques étincelantes d'un About et d'un Prévost-Paradol, c'étaient des journaux d'affaires ; si l'on préfère : des journaux dans la main des gens d'affaires ; de Mirès, autrefois, qui avait longtemps possédé la *Liberté*, et, en ces années 1868-1869, de financiers mineurs, mais non moins avertis. Il ne fait aucun doute qu'un homme comme de Girardin ait été alors mêlé aussi profondément à toutes les entreprises — soit à tous les tripotages — de bourse, de coulisse, de finance et de travaux publics que tel grand journaliste de nos contemporains, le Père Hébrard, du *Temps*, par exemple, et pour ne citer que celui-là. Cette orchestration unanime de la presse française s'avérant, d'ailleurs, en rapport avec l'importance — qui n'avait cessé de grandir tout au long de la législature 1863-1869 — des parlementaires d'affaires, avocats plus ou moins soldés des grandes entreprises. Importance qui marquera un temps d'arrêt aux élections de 1869, victoire tout à la fois et des vieux chefs intègres du parti de l'ordre et des doctrinaires enragés d'opposition. Importance qui, dix ans plus tard, renaîtra pour exploser, en toute impudence, au triomphe de l'opportunisme.

Il est dès lors facile de réaliser le parti que, de tous ces faits, les Belges ne manquaient point de tirer auprès des Anglais. Jules Devaux, mandant à Beyens que le télégraphe jouait sans discontinuité entre la Légation de France à Bruxelles et les bureaux du baron Hirsch à Paris, écrivait, tout fervent d'indignation : « Vous sentez les conséquences sonnantes de la chose... Lord Clarendon ne s'est pas gêné pour écrire à son ambassadeur à Paris qu'il est honteux à la France de jeter l'inquiétude partout, pour satisfaire les intérêts engagés dans ces misérables tripotages d'argent. »

État d'esprit que les ministres français discernèrent très vite et dont ils s'irritèrent à leur tour. Un homme comme Rouher était de trop lucide intelligence pour ne pas comprendre que la voie où s'était engagée la diplomatie impériale risquait de se clore en quelque impasse. La Valette, pris dans trop d'affaires pour se sentir à l'abri de toute critique, n'était pas, par ailleurs, sans penser que, celle-ci venant à mal évoluer, il trouverait, quant à lui, des compensations où se rattraper. Mais il serait de simpliste injustice de croire qu'ils se sont obstinés contre tout bon sens et par entêtement sommaire : ils

étaient tous deux trop bien informés, en effet, pour ne pas savoir qu'il y avait du côté de leurs partenaires belges une singulière outrance à s'offrir comme des agneaux sans tache, comme des âmes virginales uniquement vêtues de probité pudique et de lin blanc, comme des oies blanches de toute candide ignorance. Et telle affirmation venue d'en face, leur semblant insoutenable vraiment, les jetait absolument hors de leurs gonds.

Parlementaire de très grande classe, n'étant point, à ce titre, sans posséder des parties de prestigieux comédien, Frère-Orban, la main sur le cœur et des larmes dans la voix, attestait le Bon Dieu et les hommes que le jour n'était pas plus pur que le fond de son cœur et jurait aux Chambres belges n'avoir jamais eu — oralement ou par écrit — quoi que ce fût de Bismarck à cet égard. Et il se peut après tout qu'il fût véridique. Mais les ministres français se méfiaient. Et, quand, du côté belge, on leur affirmait que les Prussiens n'étaient pour rien dans toute cette affaire, ils étaient parfaitement fondés à soupçonner le contraire. A peine quelques années en deçà, en effet, lorsque, avant Sadowa, les rapports étaient de coquetterie réglée entre les Tuileries et les gens de Berlin, eux-mêmes, et Rouher tout le premier, avaient fait pression sur la Compagnie de l'Est pour que, en dérogation à sa convention générale de 1857, cette dernière rétrocédât aux chemins de fer prussiens de Rhénanie l'exploitation d'une ligne luxembourgeoise, celle de la capitale grand-ducale à Wasserbillig, ligne à laquelle ces chemins de fer rhénans s'intéressaient beaucoup et même un peu trop. Surtout Rouher et La Valette savaient parfaitement que, lorsque Hirsch était venu proposer à la Compagnie de l'Est le contrat d'affermage du *Guillaume-Luxembourg*, il avait en poche un papier très authentique contenant, avec l'aval de Bismarck lui-même, les offres concurrentes de ces mêmes chemins de fer rhénans ; ce dont le financier avait profité d'ailleurs pour extorquer à l'Est quelque surenchère. Très sincèrement et, je le crois du moins, à très bon droit, ils subodoraient du Bismarck dans tout cela et, dès lors, s'étonnaient de cette affectation belge — au surplus fort adroite — à vouloir mettre les Anglais dans le coup, mais les Anglais seuls. Il convient de noter, au surplus, que la diplomatie anglaise se prêtait merveilleusement à ce jeu. Lord Clarendon secouait à Londres, et de bonne poigne, notre ambassadeur La Tour d'Auvergne : « Il y a quelqu'un », lui hurlait-il en pleine figure, « qui a dressé les Belges contre les agissements de l'Est, et ce quelqu'un c'est moi. » Attitude éminemment louable de

franchise et prise loyale de responsabilité. Mais le noble Lord s'aventurait quelque peu, et même beaucoup — on peut le penser, du moins — quand, en toute sincérité d'ailleurs, il engageait à notre ambassadeur sa parole de gentilhomme que la Prusse n'était pour rien, *absolument pour rien*, dans l'affaire. Très manifestement, Londres prélu-dait déjà à cette erreur majeure où l'Angleterre donnera avec tant d'obstination tout au long de la guerre franco-allemande : en réprobation des erreurs d'ambition et des agissements de déloyauté de la diplomatie impériale, ouvrir en blanc aux Allemands un inlassable crédit de confiance et n'avoir, à leur endroit, que condescendance et sourire.

Les ministres français, au surplus, n'étant pas en matière d'affaires de la dernière pluie, entendaient pleinement le véritable enjeu du conflit : à savoir la primauté métallurgique sur le continent. Mais, s'ils connaissaient — pour, suivant les cas, la servir ou s'en servir — la volonté de puissance de la métallurgie française, ils n'ignoraient nullement celle, antagoniste, des grands charbonniers belges. Surtout ils s'estimaient — à tort ou à raison — fondés à penser — et leur façon de voir coïncidait en tout cas avec celle même des dirigeants de ce petit État luxembourgeois dont le sort faisait l'enjeu de ces querelles — ils pensaient, disons-nous, que les meneurs belges du jeu n'étaient, pas plus qu'eux-mêmes, ministres français, personnellement désintéressés dans l'affaire. C'est, mêlé à leur absolue conviction de quelque intrigue bismarckienne en tout cela, ce soupçon, quant aux intérêts particuliers poursuivis en l'occurrence par le personnel politique bruxellois, qui a raidi nos ministres et les a si longtemps fourvoyés. Peut-être, toutefois, n'auraient-ils pas, dès le début, poussé si loin les choses s'ils n'avaient su pouvoir exploiter les antipathies personnelles de l'Empereur. Il semble bien, en effet, qu'avec les princes d'Orléans, les orléanistes français et M. Adolphe Thiers, le complexe formé par la bourgeoisie libérale belge et les milieux de la cour de Bruxelles ait figuré en bonne place entre les très rares individualités et groupes humains, à qui l'homme de bonté exquise qu'était Napoléon III ait marqué de l'hostilité et comme de la hargne, lui dont la bienveillance profondément humaine ou, à défaut, la facilité indulgente et un peu lasse du viveur fatigué n'a fait défaut à peu près à personne. Du moins, l'Empereur se reprit-il assez rapidement. L'on peut regretter qu'il n'ait point, du même coup, incité ses ministres à se retirer aussi vite que lui. La piteuse issue de cette affaire trop longtemps poursuivie

devait laisser, en effet, le cabinet des Tuileries plus isolé que jamais en Europe. Il est assez curieux, en tout cas, de constater que ç'a bien été là le dernier effort actif de la diplomatie du Second Empire. Quand, au printemps de 1870, Napoléon III et Olivier remplaceront Daru, orléaniste trop parlementaire, par Grammont, grand seigneur plus Régence et moins strict, l'Empereur dira à son président du Conseil : « Autant qu'un autre celui-là, puisque nous ne voulons plus rien faire. »

L'on peut penser qu'autrement mieux inspiré eût été le Régime, si, renonçant à mettre en cause une évolution — l'allemande — que tout, et même l'aveuglement irrémédiable des Belges et des Anglais, contribuait à rendre irrésistiblement inévitable, il eût reporté tout son effort vers ces entreprises d'expansion méditerranéenne et levantine sur quoi Suez inauguré était en train d'ouvrir les plus lumineuses perspectives. Pour ce, toutefois, il eût fallu autre chose qu'un souverain vieilli avant l'âge, mis hors de cause par la maladie et les excès, et ployant décidément sous le poids d'une destinée et d'une couronne pareillement trop lourdes ; autre chose que la légèreté d'esprit, de cœur et d'âme d'un intarissable bavard et candide ambitieux poussé à la direction du Gouvernement du fait d'une des plus affligeantes erreurs de toute notre histoire française ; autre chose, enfin, que cette équipe hétérogène de porteurs de portefeuilles, étrange troupe que la furibonde et présomptueuse sottise de Grammont allait conduire, tête baissée, au piège de Bismarck.

Marcel BLANCHARD,

Professeur à l'Université de Montpellier

LA FRANCE

ET LES NATIONALITÉS EN 1848

D'APRÈS LES CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES

(Fin¹.)

II. — LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Malgré les souvenirs de 1840, encore récents, mais dont les effets paraissent avoir été moins durables en France qu'en Allemagne, le peuple français ne ressentait aucune animosité, en 1848, envers ses voisins d'outre-Rhin. Le gouvernement de Paris adopta une attitude prudente, mais plutôt sympathique au début, à l'égard des efforts tentés par la nation allemande pour se constituer ; cette amitié n'excluait cependant pas la clairvoyance, et peu à peu les dispositions favorables de Bastide devinrent plus réservées à mesure qu'il discernait mieux les menaces implicites que l'esprit du mouvement national allemand risquait de faire subir à la tranquillité future de l'Europe. La pénétration du ministre républicain se montra sur ce point supérieure à celle de Napoléon III.

Les premiers rapports franco-allemands. — A l'égard des États allemands comme du reste du monde, le premier soin de Lamartine fut de s'efforcer de dissiper les craintes que pouvaient éveiller les incertitudes qui planaient sur les intentions de la France. On se rappelle l'effroi, vrai ou simulé, qu'avaient fait naître outre-Rhin les événements de février ; successivement, le gouvernement badois, le *Bundesrat* de Francfort, le gouvernement wurtembergeois ordonnaient des concentrations de troupes² ; quelques députés de la Diète avaient la

1. Voir *Rev. histor.*, t. CLXXXVI, p. 48.

2. Billing à Lamartine, 1^{er}, 2 et 10 mars. Affaires étrangères, Francfort, 1848, n° 805, fol. 17-19, 22 et 60-61.

courtoisie d'envoyer l'un des leurs assurer Billing, le 2 mars, que ces mesures étaient de simples précautions contre une agitation éventuelle et n'impliquaient nulle animosité contre la France ; mais notre représentant ne discernait pas sans quelque appréhension le divorce qui s'annonçait, dès le début du mouvement allemand, entre la pensée libérale, préoccupée surtout de la constitution future, et la pensée nationale, décidée à réaliser l'unité coûte que coûte, fût-ce en sacrifiant le libéralisme pour la mettre sous la protection militaire de la Prusse. « De ces dispositions pacifiques ou hostiles (j'entends agressivement hostiles) dépend donc la question de savoir si 33.000.000 d'Allemands placés à notre porte entreront, plus ou moins rapidement, dans le mouvement qui entraîne l'Europe, ou si ces 33.000.000 d'Allemands, reliés en un faisceau par leurs craintes chimériques pour leur indépendance ou leur nationalité, se rangeront comme un seul homme sous les drapeaux de la Puissance militaire habituée à lutter la première contre nous sur les champs de bataille...¹ » Quelques jours après, von Dönhoff, ministre de Prusse à Francfort et vice-président du *Bundesrat*, recevant des mains de Billing la circulaire du 4 mars, affirmait son attachement au principe de non-intervention, mais exprimait son regret de la dénonciation des traités de 1815². L'Allemagne restait réticente.

Lamartine, sincèrement désireux d'éviter tout nuage entre la France et sa voisine, jugea utile de faire connaître ses intentions d'une manière encore plus précise. Dès le 6 mars, l'envoi de Circourt, bien vu à Berlin, auprès de Frédéric-Guillaume IV témoignait de son désir d'entretenir des relations confiantes avec la cour de Prusse ; il ne pouvait prévoir que son chargé de mission, lié d'amitié avec lui, desservirait à plaisir son gouvernement³. D'ailleurs, le parti pris de ce diplomate en faveur des préjugés du roi, quoique dépassant les instructions reçues, contribua en fait à rassurer le gouvernement prussien. — Quelques jours après cette désignation, Lamartine, en remettant la légation de Francfort au premier secrétaire, Salignac-Fénelon, lui prescrivit d'insister sur l'esprit pacifique de la République et de réclamer la confiance en son libéralisme et en la loyauté de sa politique⁴. Malheureusement, au même moment, un gros incident de frontière allait aviver encore toutes les défiances de l'Allemagne du Sud à l'égard du pays de la Révolution. Un groupe de réfugiés allemands forma une petite armée

1. Id., 6 mars. Ibid., fol. 36.

2. Id., 10 mars. Ibid., fol. 64.

3. Voir notre article sur la question polonaise.

4. 15 mars. Aff. étr., n° 805, fol. 70.

sous le nom de « Société démocratique allemande » et réclama des armes au gouvernement français, qui n'en accorda pas, mais leur fournit de l'argent, heureux de les voir partir et affectant de les considérer comme des émigrés se rapatriant. Ils se mirent en route le 30 mars ; mais déjà les gouvernements du Sud s'étaient inquiétés ; une panique s'était déclarée le 26 mars en Bavière, où l'on parla d'une invasion de 4 à 5.000 ouvriers *français* ; la Diète mobilisa, Gagern demanda à la Chambre hessoise, le 27 mars, des crédits contre une agression française, en citant un discours de Ledru-Rollin. Des troubles à Baden-Baden et à Constance (12 avril) parurent en corrélation avec les agissements de cette Légion allemande de France, qui, forte de 1,200 hommes, franchit le Rhin le 23, mais qui, apprenant l'échec des mouvements du 12, se détourna vers la Suisse. Un détachement wurtembergeois l'arrêta le 27 avril et la dispersa. Cette équipée d'un mois explique la recrudescence des craintes allemandes à l'égard des intentions de la France ; Salignac-Fénelon, qui, dès le 22 mars, avait donné des détails sur les armements allemands (il évaluait à 80.000 hommes l'effectif des troupes prussiennes prêtes à être transportées dans un court délai sur la frontière occidentale)¹, écrivait, le 26 mars, au moment de la première alerte dont il n'avait pas encore connaissance, que, si l'Allemagne n'adoptait pas la forme républicaine, c'était certainement par un reste de défiance envers la France². Lamartine se hâtait de protester, en qualifiant ces craintes d'aveugles et d'injustes. « La République française ne nourrit aucune idée d'hostilité, aucune arrière-pensée à l'égard de l'Allemagne. Elle le prouve suffisamment par la manière dont elle pratique sa politique de fraternité, de paix et de modération... Au surplus, la France ne prétend imposer à aucun pays son principe ni sa forme. Elle respecte tous les gouvernements, toutes les nationalités, tous les droits et n'entend pas plus s'immiscer dans le régime intérieur des autres peuples qu'elle ne serait disposée à permettre qu'on intervint dans le sien³. » Cette déclaration renouvelée de 1793 était certainement sincère de la part de l'auteur de la *Mar-seillaise de la Paix*. Celui qui, en 1841, au milieu des passions déchaînées et des violences xénophobes, avait audacieusement crié : « Vivent les nobles fils de la grave Allemagne ! » et affirmé que jamais plus le Rhin ne charrierait de sang, ni ne résonnerait du fracas des caissons,

1. Ibid., fol. 76-78.

2. Ibid., fol. 80.

3. 31 mars. Ibid., fol. 92.

ne pouvait être suspect d'antipathie pour le peuple allemand ; et cela d'autant moins qu'il comptait sur lui pour ressusciter la Pologne, ou au moins la partie prussienne de ce pays. Enfin, le rapprochement des dates permet de penser qu'il fut encouragé, dans sa volonté de rassurer la Prusse, par le manifeste menaçant du tsar (14/26 mars), qui risquait fort d'influencer Frédéric-Guillaume IV. Le gouvernement français n'avait donc aucun intérêt à favoriser l'équipée des réfugiés allemands ; il tenta de remettre les choses au point par une note du *Moniteur* (5 avril) ; mais il fallut attendre la fin du mois et l'échec définitif de la tentative pour que l'horizon se rassérénât un peu. A Berlin cependant, dans les semaines qui suivirent, les défiances à l'égard de la France s'apaisèrent peu à peu et la négociation relative à Posen, sur laquelle nous ne reviendrons pas aujourd'hui, s'engageait dans une atmosphère suffisamment cordiale.

Toutefois, Lamartine et, après lui, Bastide ne furent pas longs à concevoir quelques inquiétudes devant la croissance rapide des ambitions nationalistes en Allemagne. Salignac-Fénelon n'avait-il pas signalé, dès le 26 mars, que certains membres de la Diète, dans le moment où ils admettaient la libération de Posen et de Cracovie, se laissaient aller à des rêves d'expansion grandiose ? « On pense aussi à la Courlande, à la Livonie, à la Finlande, provinces suédoises et allemandes que la Russie s'est appropriées peu à peu. Une révolte de ces provinces et de la Pologne, appuyée par l'Allemagne, aboutirait à leur affranchissement. Elle donnerait un but utile et glorieux à cette surabondance de sève et de vigueur qui se fait remarquer dans la Confédération¹. » Peut-être ne fallait-il voir dans ces projets (outre l'expression du sentiment anti-russe) que l'effet de l'imagination déréglée de quelques isolés ? Si l'on s'était bercé de cette illusion, les événements du Schleswig vinrent montrer presque aussitôt que la Confédération se trouvait décidément en pleine fièvre d'expansion.

L'affaire du Schleswig. — La nouvelle Allemagne avait à résoudre un problème qui ne se posait pratiquement pas en Italie, un problème très grave pour elle et pour l'Europe : celui de ses futures frontières. Si elle avait conçu sa réorganisation sur les bases de l'idée de nation, il eût peut-être été relativement aisé d'aboutir ; mais l'idée de race, ou si l'on veut de nationalité, vint dès le début compliquer les choses. Lorsqu'on se fut mis en tête de constituer une Allemagne qui englobe-

1. Ibid., fol. 81.

rait tous les Allemands, on ne pouvait que buter dans des impasses perpétuelles. Pas plus en 1848 qu'aujourd'hui, il n'existait de frontières ethniques précises et, bon gré mal gré, il fallait ou laisser des Allemands en dehors de la Germanie, ou y englober d'autres nationalités. C'est sur cette question que devait échouer la réorganisation du Grand-Duché de Posen, pour laquelle le gouvernement et le peuple prussiens avaient manifesté d'abord la meilleure volonté. C'est sur cette question également que l'Allemagne allait se heurter au droit européen, et c'est dans les Duchés danois que le conflit se révéla d'abord.

On se rappelle les complications juridiques qui enveloppaient la question dynastique danoise. Le roi de Danemark, Frédéric VII, monté sur le trône le 20 janvier 1848, n'avait pas d'enfants ; le Danemark (Schleswig compris) admettait la succession féminine et devait revenir à son neveu Christian de Glücksburg ; le Holstein, fief allemand, rattaché en 1815 à la Confédération germanique bien qu'appartenant au roi de Danemark, n'admettait que la succession masculine et devait revenir à un parent plus éloigné du roi, Frédéric d'Augustenburg. Mais celui-ci désirait également le Schleswig. De plus, le Holstein était de population allemande, ainsi que la moitié méridionale du Schleswig ; ces populations désiraient l'union des deux Duchés, et le *Reich* futur manifestait le désir de les englober toutes. En troisième lieu, Frédéric VII ayant préparé dès son avènement une Constitution qu'il destinait à tous ses sujets danois, c'est-à-dire du Danemark et du Schleswig, semblant ainsi renoncer d'avance au Holstein, celui-ci protesta contre un acte qui lui donnait un statut différent de celui du Schleswig ; il réclama, au contraire, une organisation qui détachât le Schleswig du Danemark et unit les deux Duchés ; il plaça, le 24 mars, le duc d'Augustenburg à la tête d'un gouvernement provisoire (la « lieutenance des Duchés ») et appela à son secours la Prusse, qui envoya une armée, le 4 avril, sous les ordres du général Wrangel¹, tandis que le *Bundesrat* admettait le Schleswig dans la Confédération. En mai, le Jutland était envahi.

Sans intervenir encore directement, la France se concerta aussitôt avec l'Angleterre, comme l'y obligeait le traité de Stockholm, signé

1. Circourt relate un incident curieux qui se serait produit avant cette date : l'ambassadeur du Danemark à Berlin, le comte de Plessen, assistant, le 21 mars, des fenêtres de l'ambassade de France, au passage du cortège royal acclamé par la foule, « l'instinct des périls... lui valut une révélation grave et subite : « Ah ! ciel ! », s'écria-t-il, « ces gens-là vont déclarer la guerre au Danemark ! » (*Une mission à Berlin*, I, p. 205.)

le 3/14 juin 1720 entre le Danemark et la Suède, qui restituait au premier le Schleswig en toute propriété et sous la garantie franco-britannique. La Suède et l'Angleterre forcèrent presque tout de suite les Prussiens à la retraite, puis, aidées de la Russie, imposèrent le premier armistice de Malmö (2 juillet) ; Wrangel refusa de l'exécuter en se déclarant mandataire, non de Berlin, mais de Francfort, et la guerre reprit le 24 juillet. La France, occupée par les journées de Juin, était restée en dehors de la politique active¹, mais avait quand même réagi. Le 8 juin, peu après l'invasion du Jutland, Bastide avait envoyé des instructions à son agent auprès de la *Nationalversammlung*, Savoye : « Nous considérons le Sleswig comme une province danoise ; nous regardons les droits du Danemark sur ce pays comme hors de contestation ; nous improuvons la guerre que lui fait la Confédération germanique pour l'en déposséder ; nous applaudissons à la résistance énergique et courageuse du Danemark, et, si de graves préoccupations de politique intérieure nous ont empêchés de prendre, dès le commencement, une attitude conforme à la garantie stipulée par la France dans le traité du 14 juin 1720, nous regardons du moins comme un devoir de nous prononcer hautement en faveur du droit et de l'équité, blessés par la conduite arbitraire de l'Allemagne envers le Danemark. Le sentiment qui porte l'Allemagne à se constituer sur un principe d'unité nationale est sans doute fort légitime. Mais c'est une tendance qu'il ne faudrait pas pousser jusqu'à l'usurpation...² » S'adressant à la Prusse même, le ministre français soutenait, avec plus de force encore, le même point de vue : « En droit comme en fait, le Duché de Sleswig est, depuis un temps immémorial, une province essentiellement danoise, qui, au contraire du Holstein, n'a jamais fait partie de l'Empire ni de la Confédération germanique. » Et il invoquait, outre le droit, des raisons d'opportunité : « Au point de vue politique, et j'ajoute au point de vue de la liberté germanique comme de la liberté en général, au point de vue de ses propres intérêts et de sa sécurité, l'Allemagne a pris envers le Danemark une attitude vraiment injustifiable. Attaqué par elle et par trop faible pour résister, à la longue, à des forces si supérieures, le Danemark s'est vu obligé de chercher

1. Le Danemark n'avait, d'ailleurs, pas fait appel à elle, et Bastide en conçut quelque humeur : « Le gouvernement danois, comme vous le savez, n'ayant pas même réclamé nos bons offices, nous continuons de nous abstenir. Mon prédécesseur s'est borné à exprimer au comte de Moltke nos sympathies pour une cause qui nous paraît juste... » (A Tallenay, 19 mai. Aff. étr., n° 670, fol. 49.)

2. Aff. étr., n° 805, fol. 185.

un appui dans la Russie qu'il hait et qu'il redoute. Or, d'une part, comment l'Allemagne n'est-elle pas frappée de l'idée que cette protection russe ne peut s'exercer qu'aux dépens du progrès et du triomphe de la liberté dans le Nord? Comment, d'un autre côté, ne pas comprendre que l'intervention de la Russie en faveur du Danemark doit donner à cette ennemie de l'Allemagne libérale et démocratique un moyen de plus de peser sur elle et de lui faire la guerre? C'est un spectacle singulier que de voir l'Allemagne, au moment où elle naît à la démocratie, prendre fait et cause dans le Holstein et le Sleswig pour une aristocratie factieuse et pour des révoltés contre le souverain le plus libéral de l'Europe...¹ » Remarque fort intéressante, en ce qu'elle souligne l'antinomie entre le mouvement libéral et national en Allemagne, et encore plus entre l'attitude de la France en 1848 et celle de presque tous les autres pays. Bastide voit tout sous l'aspect libéral et admet que le respect du droit des peuples dépend moins des frontières que des institutions; l'Allemagne, celle de Francfort principalement, voit tout sous l'aspect national, et considère que le droit des peuples ne consiste pas tant dans le respect de leurs traditions et de leur volonté que dans leur réunion en États constitués sur des bases ethniques. Doctrines inconciliables; et il n'est pas sans importance de constater qu'en 1848 déjà, les mots « principes de nationalité » et « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » sont entendus, en France et hors de France, dans un sens presque diamétralement opposés: c'est par une erreur d'interprétation manifeste, et peut-être pas entièrement involontaire, que ces principes sont invoqués auprès de la France comme venant d'elle, lorsqu'il s'agit de légitimer les conquêtes les plus brutales et les plus audacieux défis au droit international. Il y a là une tradition qui se forme et qui aura un certain avenir.

Bastide ne s'y laisse pas prendre et dénonce ces sophismes. « La vraie question de nationalité, » lit-on dans la même dépêche, « dans l'affaire du Sleswig est donc bien plutôt danoise et même scandinave. Car c'est le Danemark qui défend son territoire... » Et un peu plus loin: « Dans cette question du Sleswig comme dans celle du Grand-Duché de Posen, nous ne pouvons voir, de la part de la Prusse et de l'Allemagne, qu'une violation des principes d'équité et du droit international, qu'un abus de la force, qu'une infraction tout aussi manifeste au dogme du respect pour les nationalités... »

Après les journées de Juin, Bastide, l'esprit plus libre, joint ses

1. Bastide à Arago, 29 juin. Aff. étr., Berlin, 1848, n° 302, fol. 136.

efforts à ceux de l'Angleterre et de la Russie lorsque Wrangel refuse de reconnaître le premier armistice ; l'action des trois puissances, appuyée sur la résistance danoise, aboutit au deuxième armistice de Malmö (26 août), conclu pour sept mois, et ratifié, non sans peine, par Francfort, le 16 septembre : les Duchés seront évacués et soumis à un régime provisoire, sous un commissaire danois et un commissaire prussien. Le litige reste en suspens, et la suite des événements n'appartient plus à l'histoire du ministère de Bastide.

La question de l'unité allemande. — Ce sont les réactions de l'Allemagne devant les problèmes polonais et danois qui commencèrent à ébranler la confiance du gouvernement français. Lamartine, Bastide, et plus encore leurs envoyés, en contact journalier avec les espérances germaniques, avaient d'abord salué avec sympathie les efforts de l'Allemagne vers le libéralisme et vers l'unité. Billing y voyait le triomphe des idées de la Révolution française¹ ; quelques jours après, Salignac-Fénelon, chargé de l'intérim, renchérissait (« La France ne pourra voir qu'avec plaisir tout ce qui donnera plus de liberté, plus d'égalité, plus de bonheur à l'Allemagne² »). Savoye et E. Arago seront pris par l'ambiance des patriotes au milieu desquels ils vivent, au point de partager leurs vœux et d'aller jusqu'à envisager un secours armé de la France au cas où l'Allemagne libérale serait attaquée par la Russie³. Tous se félicitent des premières déclarations favorables à la cause polonaise ou italienne, et leurs correspondances du printemps 1848 reflètent constamment le bon espoir d'établir, tant avec Berlin qu'avec Francfort, une entente durable.

Le premier symptôme d'un revirement dans l'esprit de Bastide se laisse saisir au début de juin. Le 8, en effet, dans la dépêche que nous avons déjà citée, il prescrit encore à Savoye de cultiver les meilleurs rapports avec les membres du Parlement de Francfort, parce que « c'est dans leur conviction qu'il est essentiel de faire prévaloir le principe d'une étroite alliance entre la France et l'Allemagne » ; mais déjà nous avons vu qu'il proteste contre les entreprises germaniques sur le Schleswig, et il commence à porter un jugement sur la tendance unitaire de l'Allemagne, qui est légitime, mais « qu'il ne faudrait pas pousser jusqu'à l'usurpation. Tous les pays », continue-t-il, « où il y a une population de race allemande n'appartiennent pas, par cela seul,

1. A Lamartine, 6 mars. Aff. étr., n° 805, fol. 35.

2. 21 mars. Ibid., fol. 75.

3. Arago à Bastide, 20 juillet. Aff. étr., n° 302, fol. 161-162.

à l'Allemagne. Et pourtant c'est dans ce sens abusif que l'on procède envers le Sleswig et à l'égard du duché de Posen dont on morcelle le territoire sous le prétexte insoutenable que la partie qu'on en retranche n'est pas polonaise. Cet esprit de nationalité germanique, en se manifestant ainsi par des envahissements, ne fait qu'exalter et fortifier au sein même de l'Allemagne le sentiment d'autres nationalités et tendrait plutôt à la diviser qu'à l'unifier. Par exemple, la Bohême, à son tour, revendique sa nationalité slave et prétend devenir le centre d'un État slave. Si, comme il en était question, la Diète germanique veut courber par la force des armes la Bohême sous le niveau de l'unité allemande, ce sera un triste moyen d'arriver à la réalisation de cette unité que la guerre civile en Allemagne. Tout cela prouve qu'il ne faut rien exagérer et qu'il faut être juste avant tout¹. Cette lettre pose clairement le problème de ce que le *xx^e* siècle appellera les « minorités » ; — et elle montre que, dès que ce problème apparaît en Europe, le gouvernement français repousse l'utopie du morcellement des États en groupes ethniques indépendants, dont les frontières sont d'ailleurs impossibles à tracer avec certitude, vu la pénétration réciproque des races. Il fait remarquer justement à l'Allemagne que l'application intégrale de pareilles prétentions désagrégerait l'Allemagne elle-même. Son idéal est évidemment la reconnaissance d'une autonomie nationale aux groupes les plus évolués, sans briser pour cela les grands États où ils vivent ; c'est la solution qu'il admettait en Italie comme en Bohême ou en Pologne — à condition que cette liberté et cette autonomie fussent sincèrement assurées. Il pensait concilier ainsi la justice, d'une part, et le respect des traités et du droit international, de l'autre. C'est en vertu de ces mêmes principes que, le lendemain, il protestait vigoureusement à Berlin contre le projet de partage du Grand-Duché de Posen, contraire au droit historique comme à l'Acte final de 1815².

Le 16 juin, ses réactions se font plus énergiques encore à l'égard de « cet esprit de nationalité germanique qui pousse l'Allemagne à envahir des territoires qui ne lui ont jamais appartenu... ». Et il ajoute : « Nous n'avons, je le répète, que des sentiments affectueux et fraternels pour l'Allemagne, nous avons sincèrement à cœur de voir l'union la plus étroite s'établir entre elle et la France : mais la France n'a pas à tenir compte que de l'Allemagne seule, sa politique ne doit pas se

1. Aff. étr., n° 805, fol. 185.

2. A. Em. Arago, 9 juin. Aff. étr., n° 302, fol. 107.

faire exclusivement germanique, d'autant qu'en ce moment l'Allemagne nous paraît céder à des entraînements dangereux pour elle-même » ; dans l'affaire du Schleswig, elle risque de se heurter à la Russie ; à Posen, ce serait un singulier moyen de procéder à la résurrection de la Pologne « que de commencer par incorporer au territoire de la Confédération germanique la moitié au moins d'une province qui a toujours été polonaise sous le prétexte qu'il s'y trouve une population d'origine allemande et parlant l'allemand. Nous pensons, nous qui avons proclamé le respect des nationalités et des circonscriptions territoriales des traités de 1815, que cette annexion à l'Allemagne de ce qu'on appelle à tort la partie allemande du Grand-Duché de Posen ne saurait s'effectuer sans constituer une nouvelle violation de la nationalité polonaise, ni sans changer arbitrairement un état de choses qu'il n'appartient pas à l'Allemagne seule de modifier¹... ». Il est clair que Bastide entend *nationalité* au sens de *nation*, que, fidèle en cela à la doctrine française, il est indifférent aux questions ethniques et linguistiques et ne connaît que les *peuples*, constitués par l'histoire et la volonté humaine et non par des classifications biologiques. Cette conception a, en outre, l'avantage d'éviter les bouleversements arbitraires et de ne pas rendre impossible l'action du droit public. Qu'un traité ne puisse être dénoncé unilatéralement, c'est une idée qui paraît encore évidente au XIX^e siècle... C'est bien à ce point de vue juridique encore que Bastide se place lorsque, quelques jours plus tard, il montre la vraie portée du problème des Duchés. Son opinion, dit-il dans ce document important dont nous avons déjà cité des extraits, « comme celle de tout homme impartial, est qu'au point de vue du droit, des traités, du *statu quo* territorial, de la nationalité, de la politique honnête et réfléchie, la Diète germanique s'est laissé entraîner dans une voie fausse et compromettante. En droit comme en fait, le Duché de Sleswig est, depuis un temps immémorial, une province essentiellement danoise, qui, au contraire du Holstein, n'a jamais fait partie de l'Empire ni de la Confédération germanique. Sous le rapport de la nationalité, on ne saurait raisonnablement dire que le Sleswig est allemand parce que la langue allemande s'y est introduite, parce que, sur une population de 350,000 habitants, il y en a à peu près 125,000 qui parlent cette langue dans la partie méridionale du Duché. On parle aussi l'allemand en Alsace, en Lorraine, en Suisse, en Courlande et en Livonie. Sera-ce un motif pour que l'Al-

1. A Savoye. Aff. étr., n° 805, fol. 195.

Allemagne veuille s'incorporer l'Alsace et la Lorraine, les cantons allemands de la Suisse, la Courlande et la Livonie? Un tel principe mènerait tout simplement à l'absurde¹ ».

Quoi qu'en pût penser Bastide, c'est bien ainsi que la question se posait. Il aurait pu trouver dans les archives de ses services la lettre où Salignac-Fénelon avait informé Lamartine qu'outre une alliance avec la Pologne ressuscitée, l'on pensait aussi, en Allemagne, à la Courlande, à la Livonie et, pour la Suède, à la Finlande². A cette politique déjà « raciste », que Bastide commençait à démêler en juin sans en soupçonner toute l'ampleur, et si éloignée des conceptions françaises du droit national, le ministre opposait la volonté des populations intéressées, le droit international, l'inopportunité de principes qui ne pouvaient que mettre le feu à l'Europe. C'était donc le gouvernement révolutionnaire de Paris qui prêchait la modération, l'attachement aux traités et à la politique traditionnelle, le respect des principes juridiques ; là où l'impossibilité du *statu quo* serait manifeste, l'étude des modifications nécessaires s'imposerait, mais seulement par une entente de toutes les Puissances signataires des actes internationaux en litige. Telle était si bien sa pensée que, le 6 septembre, lassé des lenteurs de la médiation en Italie, il allait envisager la réunion d'un Congrès européen pour la solution des questions pendantes — et ce n'est pas le seul point où la politique de la Deuxième République semble annoncer celle du Second Empire.

Mais cet aspect nouveau des problèmes nationaux était cause, en même temps, d'un changement progressif des conceptions de Bastide. Devant ces redoutables appétits de race, il se sentait de moins en moins pressé de concourir à une unité germanique qui s'annonçait menaçante. Lorsque M. de Raumer vint se présenter à lui comme ambassadeur de l'archiduc Jean (24 août), le ministre français le reçut courtoisement, mais évita de paraître reconnaître sa fonction officielle³. Comme il l'expliquait à Arago, il désirait auparavant être fixé sur le sort des légations des Cours particulières d'Allemagne, et s'assurer que l'œuvre unificatrice tentée par Francfort était vouée au succès ; mais ses préoccupations ne s'arrêtaient pas là, et il se demandait s'il était vraiment sage de faire des vœux pour l'unité allemande telle qu'elle se préparait. « Elle ferait de ce peuple de plus de

1. A Arago, 29 juin. Aff. étr., n° 302, fol. 136.

2. 26 mars. Voir ci-dessus.

3. Bastide à Arago, 24 août. Aff. étr., n° 302, fol. 224. — A Tallenay, 5 septembre. Aff. étr., n° 806, fol. 7.

40.000.000 d'âmes une puissance bien autrement redoutable pour ses voisins que l'Allemagne ne l'est aujourd'hui, et dès lors je ne crois pas que nous ayons intérêt à désirer cette unité et encore moins à y pousser. L'esprit d'envahissement qui se manifeste en Allemagne n'est déjà pas trop rassurant et, par exemple, l'Assemblée nationale de Francfort donne un assez triste spectacle de moralité politique dans la question du Sleswig et du Grand-Duché de Posen¹... » Repor- tons notre pensée à cette date et, sachant ce que nous savons, blâme- rons-nous Bastide de n'avoir pas cru à l'unité allemande, qui ne s'est pas réalisée en 1848, et d'avoir craint les appétits du mouvement unitaire et national, qui se sont manifestés contre nous en 1870?

L'on comprend, en tout cas, que, recevant d'Arago une brochure prussienne hostile à Francfort, Bastide ait pu faire un pas de plus et déclarer que la tendance antiunitaire était à encourager, si on pou- vait le faire avec discrétion². De fait, si Arago répondait que la France de 1848 n'avait pas les mêmes raisons que Richelieu de désirer une Allemagne morcelée³, Savoye confirmait, quelques jours après, les craintes du ministre en lui annonçant que la *Nationalversammlung* avait repoussé rudement une demande du Tyrol italien tendant à la séparation d'avec l'Autriche, et que M. de Radowitz s'était même élevé contre l'idée d'une Italie libre. « L'Allemagne a besoin », avait-il dit, « pour son avantage commercial et stratégique, de la ligne du Min- cio avec Peschiera et Mantoue ; elle a besoin de Venise et de tout le territoire vénitien, afin de protéger Trieste et le littoral de l'Adria- tique⁴. » Comment concilier ces prétentions avec le principe des natio- nalités invoqué par l'Allemagne elle-même? Aussi la correspondance de Bastide le montre-t-elle évoluant peu à peu vers le point de vue prussien ; dans les instructions qu'il donne à Tallenay, au moment où celui-ci vient remplacer Savoye, il ne lui cache pas les inquiétudes qu'il conçoit des ambitions du nouvel État et du peu de sympathie qu'on témoigne à présent à Francfort à l'égard de la France ; et il conclut que le gouvernement français n'est pas pressé de reconnaître le nouvel Empire avant d'être au clair sur ses intentions⁵. C'est sans doute en partie pour des raisons du même ordre que nous l'avons vu, tout le mois de septembre, assez disposé à accepter la Prusse dans

1. 31 juillet. Aff. étr., n° 302, fol. 187.

2. 1^{er} août. Ibid., fol. 188.

3. 6 août. Ibid., fol. 196-199.

4. 12 août. Ibid., n° 805, fol. 242.

5. 5 septembre. Ibid., n° 806, fol. 7-10.

la médiation franco-anglaise relative aux affaires d'Italie, avant que Palmerston lui en signalât les dangers. Il trouve un peu forte, en octobre, la prétention de Schmerling de considérer l'armée de Radetzky comme appartenant au *Reichsverweser*¹, et il lâche enfin le grand mot : « Notre alliée naturelle en Allemagne, c'est la Prusse. C'est elle qui me paraît devoir être à la tête de la Confédération germanique². » Erreur grave sur les sentiments de la Prusse à l'égard de la France (mais le préjugé prussien était ancien, et hantera encore jusqu'à la fin l'esprit de Napoléon III) ; inversement, Bastide voyait juste quant à l'avenir prochain du Royaume. Il était exact également que Vienne et Francfort fussent, en 1848, plus dangereux que Berlin ; le mouvement unitaire, salué fraternellement par la France au printemps, se révélait conquérant et plein de périls pour les voisins ; un fossé profond séparait la pensée nationale française et la pensée nationale allemande : les mots qui, à Paris, signifiaient libération, hors de France signifiaient annexion.

III. — QUESTIONS DIVERSES

Les affaires d'Allemagne et d'Italie ont absorbé, comme il est naturel, l'attention principale du gouvernement provisoire ; mais elles ne l'ont pas retenue tout entière. Dans les autres domaines, la diplomatie française s'est également montrée assez active, et elle s'est placée, là aussi, sur le terrain du droit international tel que le définissaient les traités, quand bien même les sympathies idéologiques de la France eussent pu lui inspirer une autre attitude.

1^o *La France et la Russie*. — Le but poursuivi par le gouvernement de 1848 a été essentiellement de rassurer le tsar sur les intentions françaises ; il ne cesse de mettre en lumière le caractère pacifique de sa politique, et, en effet, les correspondances ne renferment pas un mot qui pût laisser croire à une manifestation en faveur de la Pologne russe. Nicolas I^{er} a su gré à Cavaignac d'avoir, assez brutalement, prouvé aux journées de Juin qu'il entendait ne pas suivre les partis

1. Bastide à Tallenay, 5 octobre. Ibid., fol. 110. — Cependant, Radetzky lui-même s'était adressé au gouvernement de Francfort, le 27 septembre, pour lui rappeler combien l'influence allemande était ancienne en Lombardie et que « renoncer à cette contrée, ce serait commettre une trahison, non seulement contre l'Autriche, mais vis-à-vis de l'Allemagne » (cf. J. Bastide, *La République française et l'Italie en 1848*, p. 50).

2. A. Arago, 7 octobre. Aff. étr., n^o 303, fol. 15.

révolutionnaires ; il l'en a félicité, et Bastide a saisi l'occasion de cette ouverture pour accréditer auprès de lui le général Le Flô, chargé de rétablir les relations officielles entre les deux pays¹. L'Empereur et la République marchaient d'accord, on l'a vu, dans la question du Schleswig ; mais, si Bastide se montrait désireux par là de détourner l'Allemagne de démarches inconsidérées, il paraît avoir tenté le même effort auprès du tsar lui-même, pour autant que la mission du général Le Flô ait été, outre l'obtention de la reconnaissance de la République, d'essayer d'amener Nicolas à renoncer à « se jeter tête baissée dans les aventures autrichiennes² ». La bienveillance de l'Empereur, cependant, ne commença de fléchir qu'au moment où l'on put prévoir la candidature du prince Louis-Napoléon à la Présidence³.

2^e *La France et l'occupation des Principautés*. — On sait que les Roumains ont eu, eux aussi, leur révolution de 1848 ; le 27 mars, un mouvement avait paru se dessiner à Iassy, aussitôt étouffé par l'hospodar Michel Sturdza, malgré les instances du consul de France Guérault ; mais l'agitation la plus importante se produisit en Valachie, où elle fut marquée par la réunion et le serment d'Izlaz (21 juin) et par l'abdication du prince Bibescu (23 juin). Les révolutionnaires (les frères Brătianu, C. A. Rosetti, N. Bălcescu, etc.) venaient presque tous de Paris, où plusieurs d'entre eux avaient été jusqu'à la veille, auditeurs assidus et enthousiastes de Michelet au Collège de France ; néanmoins Bastide n'hésita pas à blâmer l'insurrection, d'où ne pouvait résulter qu'une occupation russe. Avant même d'avoir appris les événements de Bucarest, Bastide avait exprimé à son agent à Londres, en même temps que ses sympathies pour la cause chrétienne, la conviction que les peuples des Balkans devaient tout espérer des effets du Tanzimat, de la charte de Gülhane et des efforts de Reşit Paşa : « Le maintien de la suzeraineté turque », affirmait-il, « quelque nominale qu'elle soit à beaucoup d'égards, n'en est pas moins une digue, un contrepoids opposés aux tendances envahissantes du protectorat russe⁴. » Les insurgés en étaient eux-mêmes persuadés, puisqu'ils mirent le plus grand soin à maintenir l'entente avec le Sultan ; mais le tsar, irrité de la teinte antirusse du mouvement, affecta de venir

1. Bastide à Famin, 20 août. Aff. étr., Russie, n° 202, fol. 67 ; à Beaumont, 21 août. Aff. étr., Londres, n° 671, fol. 69.

2. Bastide à Arago, 6 septembre. Aff. étr., n° 302, fol. 247.

3. Le Flô à Bastide, 11 novembre. Aff. étr., n° 202, fol. 145.

4. 24 juin. Ibid., n° 670, fol. 181.

au secours d'Abd-ül-Mecit et envoya des troupes, comme Bastide l'avait prévu. C'est pourquoi le ministre blâma la précipitation de la jeunesse valaque, et, sans s'en tenir à ces regrets stériles, demanda ce que pensait Palmerston de ce réveil des ambitions russes en Orient¹. Le Foreign Office, bien que sans indulgence pour le geste du tsar, ne paraissait pas disposé à s'aventurer loin dans la protestation, en un moment où la situation européenne était grave et où le marché russe était le seul resté à peu près sûr pour le commerce anglais. Bastide insista ; il envoya à Tallenay tous les renseignements en sa possession et demanda à l'Angleterre d'encourager la Porte, comme la France l'avait fait elle-même sans attendre, à protester et à ne pas se laisser manœuvrer par le cabinet de Pétersbourg². Il y eut un moment de répit, pendant que l'on pouvait croire au succès de la mission de Süleyman Paşa à Bucarest ; Bastide engagea le Sultan à poursuivre cette œuvre pacifique et bienfaisante, et demanda encore une fois à l'Angleterre de se joindre à lui pour assurer au gouvernement de Constantinople un appui commun³. Mais les événements se précipitent ; Fuad Paşa s'empare de Bucarest, sous les yeux du général russe Duhamel, et, à la fin de septembre, les troupes russes sont en Valachie. Palmerston, qui paraît partager l'opinion de la France, ne s'en montre que plus prudent et n'envisage qu'une démarche amicale⁴. Du coup Bastide perd patience : « Lord Palmerston se résigne-t-il à voir les Russes s'établir de plus en plus dans la vallée du Danube et sur le Bosphore, renonce-t-il à combattre l'influence toujours croissante qu'ils prennent parmi les peuples slaves, influence à laquelle les troubles de l'Empire d'Autriche donnent une nouvelle activité ? Consent-il à ce que les Russes déjà établis à Iassy deviennent en fait maîtres souverains de la Moldo-Valachie et réalisent à peu près complètement le but qu'ils se proposent depuis longtemps à l'égard de Constantinople ? » Si Palmerston s'entend avec les Russes, qu'on le dise, afin que la France sache à quoi s'en tenir et reprenne sa liberté d'action⁵. Palmerston ne s'entendait pas avec les Russes, mais il ne croyait pas possible de les arrêter autrement que par la force, ce qui pouvait entraîner fort loin⁶. Quant au but réel poursuivi par les

1. 13 juillet. Ibid., fol. 231.

2. Tallenay à Bastide, 19 juillet. Ibid., fol. 250-254 ; Bastide à Tallenay, 31 juillet. Ibid., fol. 291.

3. 4 septembre. Ibid., n° 671, fol. 127.

4. Beaumont à Bastide, 9 octobre. Ibid., fol. 244.

5. Bastide à Beaumont, 20 octobre. Ibid., fol. 265.

6. Beaumont à Bastide, 21 octobre. Ibid., fol. 279-281.

Russes, c'est Beaumont qui paraît l'avoir le premier découvert : surveiller la Transylvanie par le Sud¹. Drouyn de Lhuys réalisera en 1849 le désir de Bastide, en exerçant avec l'Angleterre une commune pression afin d'obtenir enfin l'évacuation des Principautés par les troupes du tsar.

3^e *Affaires religieuses*. — On connaît l'attitude du gouvernement provisoire dans la question de Rome, que nous avons d'ailleurs rappelée à propos de l'Italie. On sait peut-être moins qu'il se montra soucieux de sauvegarder les droits acquis par la France dans les Lieux saints. Le consul sarde à Jérusalem ayant tenté, en 1848, de profiter de la situation pour se substituer aux agents français dans la protection des chrétiens d'Orient, et d'intervenir notamment dans une querelle entre Grecs et Latins, les autorités turques se référèrent, fort correctement, au consul de France. Bastide s'empessa de soutenir ce dernier et de protester à Turin. « La République », déclara-t-il, « en héritant de la monarchie le patronage religieux que, depuis des siècles, la France possède au Levant, saura le maintenir dans son intégrité et le défendre, au besoin, contre toute tentative d'usurpation, de quelque part qu'elle vienne². » Il est piquant de voir ceux que d'aucuns représentaient comme de dangereux révolutionnaires offrir un refuge au pape menacé et s'opposer à la diminution du prestige chrétien de la France en Orient. Mais Bastide était un « catholique libéral » ; et, en tant que ministre des Affaires étrangères, il entendait, là comme ailleurs, faire respecter les traités et la place de la France dans le monde.

IV. — CONCLUSION

Le tour d'horizon que nous venons de faire sur la politique étrangère de la France en 1848 paraît confirmer certaines réflexions que nous avons avancées jadis, et permettre de nous prononcer avec certitude sur quelques points fondamentaux :

1^o *L'activité de la politique française en 1848* — Le gouvernement provisoire et la commission exécutive, loin de rester passifs, ont mis le plus grand soin à suivre les événements extérieurs même les plus lointains, à être exactement renseignés, à ne pas laisser oublier la France. Leur action européenne s'est étendue partout, de l'Occident

1. 8 novembre. Ibid., n° 672, fol. 53.

2. Bastide à Reiset, 14 juillet. Aff. étr., n° 321, fol. 171.

à l'Orient, et s'est inspirée, en général, de la politique traditionnelle de la France et du respect des conventions internationales. Pour reprendre les mots de la première note de Lamartine aux diplomates étrangers (27 février), ils ont veillé à ce que ne fût pas changée « la place de la France en Europe » ; ils ont fait entendre sa voix pacificatrice sur les points les plus menacés du continent, Duchés danois, Sicile, Italie septentrionale, Principautés, Pologne, et leur action a été souvent utile ; ils ont su rappeler les prérogatives de la France dans l'Empire ottoman, ainsi que son protectorat sur les chrétiens. La continuité de cette politique en elle-même et par rapport au passé a été assurée par un choix généralement heureux des diplomates ; à côté d'hommes nouveaux et démocrates comme Bastide (secrétaire général), de Thiard (Berne), Bixio (Turin), Bois-le-Comte (Naples, puis Turin), le général Aupick (Constantinople), Lamartine conserva aux Affaires étrangères Cintra et Vieil-Castel, et employa d'anciens diplomates expérimentés, comme Bellocq (Bruxelles), de Tallenay (Londres, puis Francfort), de Lesseps (Madrid), d'Harcourt (Rome), de Circourt (Berlin). Sauf peu d'exceptions, ces agents surent à la fois s'appuyer sur les anciens traités et le droit public, et défendre le droit des peuples proclamé par la France.

2^o *La politique de paix.* — Fidèle aux promesses du 4 mars, la France « n'a intenté la guerre à personne » et s'est employée au maintien de la paix ; elle s'est opposée à la reprise des hostilités en Italie, elle a empêché l'investissement de Venise, arrêté la répression en Sicile, collaboré à l'armistice de Malmö, tenté d'apaiser les conflits de Posen, engagé (sans grand succès) la Porte à résister à la pression russe à Bucarest ; elle n'a donné d'encouragement à aucun des partis en présence dans l'empire d'Autriche ; pour elle-même, enfin, elle n'a rien revendiqué, proclamant son acceptation de fait des traités de 1815 qu'elle condamnait en droit et sa volonté de n'y porter atteinte, éventuellement, que par la voie diplomatique. Lamartine y perdit sa popularité, mais Bastide et Cavaignac continuèrent sa politique avec courage, et notre ambassadeur Beaumont, dans un mémorandum remis le 25 août à Palmerston, faisait valoir combien était méritoire une telle attitude du général, à qui une guerre eût assuré le renforcement de sa dictature¹. Cette paix, ce fut le grand mérite des hommes de 1848 d'avoir su la maintenir ; ils avaient compris que la France en

1. Aff. étr., n° 671, fol. 101-102.

avait doublement besoin, d'abord pour le raffermissement de sa situation intérieure, ensuite parce qu'au fond, les querelles allumées au delà de ses frontières n'étaient pas les siennes et qu'elle n'avait rien à gagner à s'y compromettre.

La base de cette action pacifique fut l'entente étroite avec l'Angleterre. Sa nécessité n'a jamais fait l'ombre d'un doute pour les ministres successifs de la République. Dans les tout premiers jours (8 mars), à son ami Normanby qui était venu lui rendre visite et voulait ensuite « le laisser à ses affaires », Lamartine avait répondu : « Mes affaires ! mais c'est vous : tout dépend de vous maintenant. Si l'Angleterre exprime promptement, sous une forme qui puisse être rendue publique, les sentiments dont vous vous êtes fait l'organe aujourd'hui, nous sommes tous sauvés ici, et nous jetons les fondements de l'alliance la plus durable et la plus singulière entre deux grandes nations qui devraient toujours être amies¹. » C'est presque dans les mêmes termes que Bastide, plus de cinq mois plus tard, pressait Palmerston d'agir résolument aux côtés de la France dans les affaires du Danemark et d'Italie : « Les deux premières puissances qui s'uniront et qui déclareront hautement que le seul but de leur alliance, c'est la conservation de cette paix si nécessaire à toutes, feront la loi à l'Europe et lui auront rendu un immense service... Que l'Angleterre le veuille comme nous le voulons, et le succès est assuré². »

Cette nécessité de l'alliance anglaise a pu, jusqu'à un certain point, exercer à son tour une influence modératrice sur la politique extérieure de la France. Le souci de ne pas réveiller les défiances de Palmerston à l'égard de nos intentions en Italie, sa répugnance à s'opposer trop ouvertement à la Russie ou à s'engager d'une manière trop absolue contre l'Autriche, ont pu accentuer la modération de la politique française. Mais l'on s'abuserait vraiment si l'on se représentait le gouvernement français comme à la remorque de l'Angleterre ; on le voit, au contraire, à plusieurs reprises essayer de pousser Palmerston à suivre une ligne de conduite plus nette ; par exemple, à prendre Venise sous sa protection, à se montrer plus ferme dans la médiation entre l'Italie et l'Autriche, à protester plus vigoureusement contre l'occupation russe des Principautés ; il n'attend pas les réactions anglaises pour encourager le Sultan ni pour envoyer d'office des

1. Normanby, *Une année de Révolution*, I, p. 141 et suiv. ; cf. P. Quentin-Bauchard, *Lamartine et la politique étrangère de la Révolution de Février*, p. 2.

2. A Beaumont, 24 août. Aff. étr., n° 671, fol. 83.

navires à Venise, non plus qu'il n'hésite à prendre position contre la Grande-Bretagne elle-même le cas échéant : par exemple, dans les affaires de Grèce, où Bastide blâme l'hostilité systématique de Palmerston contre le gouvernement du roi Othon¹; dans les affaires d'Espagne, où, au moment de la rupture diplomatique entre Londres et Madrid, il assure formellement Isturiz, de passage à Paris, inquiet d'une attaque possible de l'Angleterre sur quelque île, « que la France ne pourrait pas rester indifférente à de pareils projets, s'ils existaient en effet, et qu'au besoin, surtout en ce qui concerne les Baléares, nous aiderions, autant que possible et dans un complet esprit de désintéressement, l'Espagne à maintenir ses droits sur ces importantes possessions² ». Bref, le gouvernement français n'a pas craint d'avoir une opinion personnelle ni d'agir seul (à Posen ou à Venise, par exemple) quand il pensait qu'il ne serait pas suivi. S'il ne s'est pas départi de son attitude pacifique, malgré sa sympathie pour plusieurs peuples en lutte, c'est donc, sans doute, pour des raisons françaises avant tout : et le nœud du problème nous paraît être l'évolution des conceptions nationales en Europe.

3^o *La France et les nationalités.* — Comme l'entente anglaise n'impliquait pas une politique de complaisance systématique, de même la volonté de paix ne signifiait pas le renoncement et pouvait admettre des exceptions. Lamartine avait promis secours, en cas de menace, à « quelques nationalités opprimées » et il tint parole ; on a pu voir, dans les pages qui précèdent, quels efforts avaient été déployés par le gouvernement provisoire en faveur du droit des peuples. Sur ce point, les dirigeants avaient l'appui entier de l'opinion, dont une partie aurait même voulu aller plus loin. Le *National* du 21 mars exprimait son espoir dans la réalisation imminente d'une « République européenne », ajoutant : « Le temps des Rois est passé, celui des démocraties est venu » ; même le conservateur *Journal des Débats* croyait à l'unité européenne (28 mars) ; les utopistes voyaient déjà une Europe divisée d'un commun accord selon le principe des nationalités et proclamaient la mission émancipatrice de la France ; Ledru-Rollin, Causidière, Barbès, Blanqui, Raspail prêchaient la croisade des peuples contre les rois : on se fût cru revenu en 1792³. Ces propagandistes

1. Voir, notamment, ses dépêches à Tallenay des 31 mai, 6 juin, 13 et 23 juillet. Aff. étr., n° 670, fol. 79, 106, 231 et 264.

2. A Tallenay, 19 juin. Ibid., fol. 170.

3. Voir, entre autres, une rapide revue de ces espérances dans Q. Bauchard, *ouvr. cité*, p. 25-34.

n'étaient à la vérité qu'une minorité, d'ailleurs bruyante ; le gouvernement fut amené, pour rassurer l'étranger, à multiplier les déclarations pacifiques ; mais il était certain d'être suivi en cas de conflit, et il put puiser dans cette certitude des encouragements dans ses efforts diplomatiques en faveur de la Pologne, de l'Italie, du Schleswig, des Principautés, de la Grèce. Il paraît hors de doute, toutes les correspondances, tous les mémoires le montrent, qu'il était prêt à faire la guerre pour l'Italie ; ce n'est pas le lieu de savoir si la France était en position d'y faire face : le gouvernement, l'opinion, les généraux étaient persuadés qu'elle le pouvait, que, d'une part, l'état de son armée, peu atteinte par les événements, d'autre part, l'ébranlement apporté par la révolution à l'Autriche et aux États allemands permettaient à la France de faire bonne figure dans un conflit. Il est donc exact que seul le refus italien maintint en deçà des Alpes l'armée toute prête à s'opposer aux forces autrichiennes. Plus tard seulement, d'autres raisons s'y sont ajoutées.

Mais l'on se souvient aussi que nulle part le gouvernement français n'a fait de l'émancipation complète d'un peuple, ni de la réalisation de l'unité nationale, la condition expresse de son assentiment au règlement des conflits. Il n'a point songé à arracher Posen à la Prusse ni à constituer un État ethniquement polonais ; il a trouvé aussi absurde de vouloir détacher le Schleswig du Danemark que de distinguer des zones allemandes et danoises ; il n'a demandé pour Venise qu'une autonomie sincère dans le cadre de l'Empire, et a même parfois envisagé une solution de ce genre pour tout le Lombard-Vénitien ; il a considéré que le maintien de la suzeraineté ottomane était la base même du statut des Principautés. Il s'est ainsi montré résolument conservateur et ne s'en est jamais caché. En quoi il restait fidèle à cette politique de paix si souvent affirmée ; mais il est important de remarquer qu'il ne se croyait pas par là résigné à un pis aller pour éviter des complications, et qu'au contraire ces solutions moyennes lui paraissaient parfaitement légitimes. Il pensait que la liberté était affaire d'institutions, non de frontières, et que l'on ne devait envisager la séparation que là où la persécution était sans remède. Le mythe des États nationaux n'était pas encore forgé à cette date.

C'est donc en toute bonne foi que Lamartine et Bastide avaient cru pouvoir faire fonds sur les promesses de Frédéric-Guillaume IV aux Polonais de Posen et assurer à ceux-ci, d'accord avec la Prusse, une organisation telle qu'ils se sentissent chez eux sous le sceptre des Hohenzollern ; et la démarcation tracée par le général Pfiel leur parut

une mauvaise plaisanterie. Il suffira ici de renvoyer à notre article sur ce sujet.

En Italie, ils se montrèrent plus préoccupés d'assurer aux Milanais et aux Vénitiens une liberté véritable que d'encourager la formation d'un grand État de l'Italie du Nord, surtout sous l'autorité de Charles-Albert. Bastide s'en est franchement expliqué dans une lettre adressée à Cavour dix ans après les événements (28 avril 1858) : « Que la République tirât l'épée, pour la première fois, afin d'accroître une monarchie, c'est une chose à laquelle, même à Turin, personne n'a jamais dû songer ; et, quant à faire de la propagande républicaine armée, c'était une politique diamétralement opposée aux principes de notre révolution... J'aurais voulu, si une armée pénétrait en Italie, qu'elle y entrât, non pas comme un corps de condottieri, ainsi que cela nous fut demandé, non pas pour imposer le secours de ses armes, mais comme alliée de la nation italienne, armée pour assurer la conquête de l'indépendance et non pour une autre conquête » ; comme il ne put en être ainsi, il ne restait plus qu'à faire juge l'Europe du différend italo-autrichien et à lui montrer que le maintien du Lombard-Vénitien dans la sujétion ne pouvait qu'être une cause de trouble général : tel était le but essentiel de la médiation¹. Les Mémoires du ministre expliquent clairement le fond du malentendu qui séparait la France du roi de Sardaigne : « Charles-Albert désirait que la Lombardie adoptât le régime monarchique, comme nous préférons pour elle le régime républicain ; cela était également logique, et il serait absurde de s'en étonner ; seulement Charles-Albert entendait que la Lombardie monarchique ferait partie de ses États, et la France qu'elle formerait avec Venise une république indépendante ; enfin, pour dernière différence, le roi de Piémont aimait mieux que la Haute-Italie restât soumise à l'Autriche plutôt que de devenir république ; et nous, malgré des intérêts politiques du premier ordre, nous nous serions résignés à voir la Lombardie annexée au Piémont, si telle devait être sa volonté suprême, pourvu qu'elle eût été préalablement mise en demeure de déterminer elle-même, avec toute liberté, quelle devait être la forme de son gouvernement². » On ne saurait mieux souligner le fait que, fidèle aux traditions de la Révolution, Bastide mettait la liberté bien au-dessus des contingences territoriales ; car il croyait

1. J. Bastide, *La République française et l'Italie en 1848*, p. 13-14. L'étude des documents d'archives confirme la sincérité de ce livre.

2. *Ibid.*, p. 24.

que le respect de la volonté humaine et la prospérité des peuples dépendaient bien plus sûrement de la jouissance de libres institutions que de la formation d'unités nationales où cette liberté ne fût pas expressément garantie. Il lui semblait que l'obtention de semblables institutions était le meilleur service qu'on pût rendre à la cause des peuples. En ce qui concerne plus spécialement Venise, Bastide a dit quelque part que la France se sentait moralement obligée à la soutenir en réparation de la violence que le Premier Consul lui avait fait subir à Campo-Formio ; c'est pourquoi il avait songé à en faire un grand État en lui unissant la Lombardie ; c'est pourquoi, en tout état de cause, une escadre française la défendit efficacement tant qu'il fut au pouvoir¹ ; c'est pourquoi aussi il accepta l'idée de la laisser à l'Autriche quand celle-ci proposa de lui garantir une autonomie aussi entière que celle de la Hongrie. On voit ainsi que, s'il lui est arrivé à plusieurs reprises de témoigner de son peu d'enthousiasme pour un agrandissement des domaines de Charles-Albert, dont il savait l'hostilité, et d'en voir les dangers possibles pour la France, ce n'est pas uniquement ce mobile égoïste (et d'ailleurs légitime chez un ministre responsable) qui explique sa réserve croissante dans les affaires italiennes ; ne croyant pas l'unité indispensable au bonheur de la Péninsule, il ne sacrifiait pas, dans son esprit, l'intérêt italien à l'intérêt français en n'encourageant pas cette unité hypothétique et d'ailleurs combattue par une partie des Italiens eux-mêmes en 1848.

C'est une attitude du même ordre qu'il observa à l'égard de l'Allemagne. Son revirement peut paraître moins manifeste à l'égard de ce pays que de l'Italie, en faveur de qui il avait d'abord songé à prendre les armes ; mais les réactions de sa pensée sont du même genre. Il n'était pas hostile, nous l'avons vu, aux efforts de la *Nationalversammlung* ; il s'est cependant trouvé peu à peu mis en garde par les tendances annexionnistes des députés et par l'aspect, imprévu pour lui, que revêtait progressivement le mouvement national, et il en a été conduit à tenter de s'appuyer sur Berlin de préférence à Francfort. Mais il ne pensait pas sacrifier l'intérêt allemand plus que l'intérêt italien en cessant de s'associer aux espérances unitaires ; il lui parut même, bien au contraire, que l'Empire en gestation serait moins favorable à l'évolution des États allemands et à la liberté de leurs sujets que le *statu quo*, si les conquêtes constitutionnelles des premiers mois de 1848 étaient respectées ; et que le maintien de l'au-

1. Ibid., p. 127-151.

tonomie des États était préférable à leur fusion en un organisme où l'ambition des Habsbourgs ne rencontrerait pas d'obstacle sérieux. Il ne pensait donc pas défendre la tranquillité de l'Europe au détriment de l'Allemagne lorsqu'il faisait des vœux pour qu'un frein fût mis aux appétits des nationalistes de Francfort.

On aura remarqué, enfin, qu'il n'y a pas un mot, dans les correspondances diplomatiques, qui ait trait à l'organisation future de l'Autriche. Bastide prit soin d'être renseigné avec précision par Lacour sur l'évolution de la situation ; mais on ne voit pas qu'il ait exprimé de préférence pour tel ou tel des peuples en lutte, à plus forte raison qu'il leur ait adressé un encouragement quelconque. En conflit avec Vienne au sujet de l'Italie, il avait quelque mérite à ne pas tenter de profiter des convulsions internes de l'Empire ; mais il ne semble pas qu'il ait porté son attention, là plus qu'ailleurs, sur l'aspect *national* des questions, encore moins songé à l'utiliser. Lamartine n'exprimait donc que la vérité lorsqu'il s'écriait, le 8 janvier 1849, répondant à Drouyn de Lhuys : « Il n'y a eu dans cette politique ni déloyauté ni excitation... à des nationalités de sortir des conditions de leur existence légale, et de se jeter, sur la foi de notre propagande, dans les périls et dans le sang des révolutions sous la promesse d'être appuyés dans toutes leurs tentatives d'insurrection par la France¹. »

* * *

Nous croyons avoir, par toutes ces réflexions, laissé pressentir que, si le gouvernement français a agi à l'extérieur avec vigueur souvent, mais toujours avec une extrême prudence en ce qui concerne les questions nationales, ce n'était pas seulement par sagesse, par amour de la paix, par souci de la sécurité française ; c'est qu'il y avait une véritable antinomie entre ce que la France entendait par droit des peuples et ce qu'y voyaient les autres États ; c'est que Bastide avait jaugé le péril que les conceptions qui régnaient hors de France faisaient courir à la tranquillité de l'Europe.

Droit des peuples, droit national, pour la France, c'était avant tout le *droit de la nation* ; le droit de tout peuple à être régi selon des normes conformes à sa volonté, de ne pas être soumis à une exploitation étrangère, de participer librement au gouvernement de son territoire. Cette conception ignorait les contrastes ethniques, restait indifférente à la forme des frontières, tant que la liberté des citoyens

1. Cf. *La France parlementaire*, VI, p. 36.

était assurée, tant que, si telle province appartenait à un État d'une autre nationalité, le régime local comportait une autonomie suffisante pour que la volonté des habitants ne fût pas brimée (Principautés dans l'Empire ottoman, projets d'organisation nationale à Posen, à Venise, etc.), ou tant que le régime commun de l'État était suffisamment libéral pour qu'aucun sujet ne fût lésé (Suisse, Danemark). Doctrine naturelle en un pays comme la France, ethniquement diversifié, uni depuis des siècles par une cohésion interne et une volonté commune, et où aucune région n'était soumise à l'arbitraire d'une autre.

Hors de France, droit national signifiait essentiellement *droit des nationalités*, c'est-à-dire droit des peuples à s'unir en États fondés sur le principe ethnique, rejetant les dominations étrangères (fussent-elles libérales) et au besoin en annexant des « frères de race ». Il s'agissait moins de dignité humaine, de volonté générale, que de constructions conçues d'après les données de l'histoire, de la philologie et de l'ethnographie, et principalement en invoquant l'argument trompeur de la langue. Les doctrines de l'école philologique allemande avaient fait des disciples enthousiastes chez les Italiens, les Germains et les Slaves; et l'on ne saurait s'en étonner, puisqu'il s'agissait de peuples morcelés et souffrant de cette situation, soumis à l'autorité d'États étrangers peu aimés, dont il fallait se libérer. Chez de pareils peuples, il est logique que les volontés aient tenté de s'appuyer sur des théories dites scientifiques, fournissant des arguments dans la lutte et de précieux encouragements. Mais ces arguments, puissants instruments de défense et de libération, devenaient détestables dès qu'il s'agissait de reconstruire; ils étaient même contradictoires, car, si la philologie inspirait par exemple aux Allemands l'idée de morceler le Grand-Duché de Posen ou le Danemark, l'histoire les encourageait à réclamer les provinces baltes ou la Bohême, l'Autriche à conserver l'Italie septentrionale, la Hongrie à garder ses Slaves et ses Roumains, etc.

Bastide voyait clairement toutes ces contradictions, sans peut-être en discerner très bien les causes. Il ne croyait pas à la nécessité des unités nationales, ni en Italie ni en Allemagne; et l'on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas devancé son temps: il n'était pas évident, en 1848, que l'unité italienne serait l'œuvre du Piémont, antipathique aux mazzinistes et à plusieurs États de la Péninsule; ni que l'unité allemande fût chose possible; et, en fait, ni l'une ni l'autre ne se réalisèrent alors. — Il ne croyait pas davantage à la nécessité du morcellement des États formés de plusieurs peuples différents en autant de pays que de groupes ethniques; l'humanité n'est pas un herbier ou

une collection d'insectes, et il n'arrêtait pas son esprit à de telles classifications d'entomologistes. Les grands États unifiés qu'il avait sous les yeux étaient loin d'être ethniquement purs, et cependant une assimilation séculaire s'y était accomplie sans laisser de regrets. Un régime juste et humain pouvait être trouvé qui apporterait une solution acceptable : le Lombard-Vénitien autonome dans le cadre de l'Autriche qui en respecterait les traditions, une Hongrie laissant une pleine autonomie à la Croatie et à la Transylvanie, un Grand-Duché de Posen ou une Bohême librement administrés par leurs habitants selon les intérêts locaux, quelle que fût leur race, pouvaient paraître parfaitement viables en 1848. Le patriotisme français des Flamands, des Alsaciens, des Corses, des Catalans, etc., ne pouvait laisser soupçonner, à des esprits français non prévenus, la profondeur des animosités ethniques en Europe centrale ou orientale. A plus forte raison, les aspirations conquérantes de la nouvelle Allemagne devaient-elles faire naître chez les dirigeants responsables de la France un éloignement de plus en plus marqué à l'égard d'un principe des nationalités ainsi compris.

Il est à peine besoin, en terminant, de faire remarquer à quel point la politique étrangère des débuts de la Deuxième République s'est trouvée placée en face de problèmes qui devaient se poser avec force, soit à ses successeurs immédiats, soit à une plus longue échéance. Le Second Empire a pris une part active à l'unité roumaine, à l'unité italienne, et a vu se faire contre lui l'unité allemande ; il a été fortement gêné par la question polonaise. Le problème des nationalités et son corrélatif moderne, celui des « minorités », se sont posés d'une manière de plus en plus irritante et dans les termes mêmes qui avaient excité les défiances et les craintes de Bastide ; et ils se sont heurtés de nos jours, précisément, aux mêmes impasses qu'il avait décelées et dénoncées. Il est clair, en tout cas, que ce principe des nationalités, que l'on considère souvent comme d'essence éminemment française, non seulement est en contradiction, parfois absolue, lorsqu'il est ainsi entendu, avec le concept français de nation, mais que, dès son apparition en Europe dans le domaine des faits, il a été renié, repoussé, combattu par la France, au nom même du droit des peuples dont elle entendait rester le fidèle champion.

Paul HENRY,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

MÉLANGES

UN TÉMOIN DE LA RÉVOLUTION

RÖDERER

Sainte-Beuve, étudiant, dans les *Causeries du lundi*, le comte Röderer¹, trouve en lui beaucoup de ressemblances avec Sieyès. Sans doute n'a-t-il, dit le grand critique, ni l'invention des idées ni la puissance des formules qui caractérisent l'auteur du célèbre pamphlet sur le tiers état ; « c'est », dit Sainte-Beuve, « un Sieyès en monnaie et en miniature ». Ainsi, Sainte-Beuve justifiait-il par anticipation l'énorme thèse que M. Paul Bastid vient de consacrer à Sieyès². Tout de même, la carrière politique de Röderer est si variée, ses œuvres si multiformes³, les papiers inédits qu'il a laissés si suggestifs⁴, les relations qu'il a eues avec les hommes, les rapports avec les circonstances historiques si intéressants, qu'on peut s'étonner que Röderer n'ait pas fait l'objet d'une étude biographique sérieuse. Je sais bien tout ce que l'on peut dire contre le « genre » biographique — cadre souvent déformant des événements historiques, moyen commode et dangereux à la fois de refaire, à l'occasion d'un individu, l'histoire d'une période.

La difficulté est particulièrement grande avec Röderer : c'est qu'il n'appartient pas à une époque seulement. Beaucoup de témoins de la Révolution sont nés et morts avec elle, et cependant tout n'est pas dit sur eux, et cependant on discute, avec quelle ardeur, sur la personnalité, les idées, le rôle d'un Marat, d'un Danton, d'un Robespierre, d'un Saint-Just et de tous les leaders éliminés par la guillotine. Mais Röderer appartient à plusieurs époques. Il en est de lui comme de Merlin de Douai, qui a été, comme Röderer, un « macrobite », et qui attend encore son biographe⁵. De ce

1. T. VIII, s. d.

2. Thèse de doctorat. Paris, Hachette, 1939, in-8°.

3. On se reportera essentiellement à la collection, incomplète, des prétendues *Œuvres complètes*, publiées par son fils. Paris, 1853-1859, 8 vol. in-8°.

4. Ils sont aux Archives nationales, dans la série A B XIX (1845 à 1859) et ont fait l'objet d'un inventaire par le signataire de cette note.

5. On ne peut considérer comme une biographie véritable la thèse de droit de M. Gruffy (Paris, 1934), ni l'article de M. R. Falco, dans *La Révolution française*, 1939, 1^{er} trimestre, p. 11 et suiv.

groupe d'hommes du passé qui ont vécu la Révolution, mais ont aussi personnellement transmis au ^{xix}^e siècle une partie du legs du ^{xviii}^e siècle où ils avaient vécu aux temps modernes, seul Talleyrand a bénéficié d'une curiosité sans cesse renouvelée.

Les actes et les idées de ces hommes sont pourtant bien intéressants, et la seule étude de leur système de pensée, leur biographie intellectuelle réserverait de grandes satisfactions à l'érudit qui l'entreprendrait et de nombreux éléments nouveaux pour la connaissance ou l'interprétation même de la Révolution. Rappelons, en effet, brièvement la vie de Pierre-Louis Rœderer.

Il est né à Metz le 15 février 1754 ; il a fait ses études dans sa ville natale, son droit à Strasbourg. Son père, avocat, le destinait au barreau. Il s'y résigna sans plaisir, mais, dès 1780, achetait une charge de conseiller au Parlement de Metz. Il s'initia ainsi aux affaires administratives, tandis qu'il complétait par une lecture immense sa formation intellectuelle. Il se spécialisa dans un certain nombre de catégories juridiques d'affaires, et, en particulier, s'intéressa à la situation des Juifs dans les Trois-Évêchés. Ainsi se posaient peu à peu devant lui les grands problèmes que la Révolution allait avoir à résoudre. En 1788, il commençait sa carrière d'homme politique en publiant une brochure sur *La députation aux États-Généraux* et sa carrière de publiciste en écrivant des articles sur les questions et les événements du jour.

Élu député le 26 octobre 1789 en remplacement d'un représentant dont l'élection avait été annulée, il s'affirme bientôt à la Constituante par une activité débordante : réforme de l'ordre judiciaire, établissement du jury, abolition des ordres religieux, des corporations, des distinctions nobiliaires, liberté de la presse, égalité des droits politiques, il exprime dans ses interventions l'esprit même du ^{xviii}^e siècle et de la Révolution. Membre du Comité des contributions, il rédige le texte des lois sur le timbre et sur les patentes ; il collabore activement à la rédaction du texte de la loi sur la contribution foncière. La Constituante disparue, Rœderer est élu par l'assemblée électorale de la Seine, le 11 novembre 1791, procureur-général-syndic de ce département. Le voilà donc déraciné, amené à jouer dans les affaires de la capitale un rôle actif. Il rédige une *Instruction sur la manière de se servir de la guillotine* ; il fait partie du club des Jacobins ; il assiste de près à l'évolution de la crise révolutionnaire. Mais, au fond, c'est un modéré, qui, selon l'expression de Sainte-Beuve, cherche à « rectifier le ^{xviii}^e siècle sans l'abjurer ». Un modéré conscient et honnête, qui tente de trouver les solutions intermédiaires propres à réaliser un programme sans écraser des hommes. Le 20 juin 1792, il se présente à la barre de la Législative, pour lui demander qu'elle n'admette plus dans son sein des multitudes d'hommes armés qui, sous prétexte de pétitionner, exigent que leurs volontés soient exécutées par les représentants. Le 10 août, c'est Rœderer qui, pour sauver

la vie à Louis XVI, le conduit, avec la famille royale, à l'assemblée. Aussi est-il bientôt en butte aux dénonciations les plus violentes : à l'instigation de Marat, la Commune de Paris lance contre lui un mandat d'arrêt, qui n'est pas exécuté.

C'est le début d'une ère de retraite : Röderer s'efface, ne s'occupe plus que de collaborer au *Journal de Paris*. Et c'est en vérité, peut-être l'aspect essentiel de la carrière de Röderer que cette activité de journaliste, apparue dès Metz, et qu'il manifestera pendant presque toute sa vie. Ne sont-ce point des sortes de « reportages », ces récits rapides des journées révolutionnaires, comme la *Chronique des cinquante jours*, qui retrace les événements du 20 juin au 10 août 1792, ou ces reproductions d'entretiens avec Napoléon, où l'allure même de la phrase impériale est rendue ? Rédacteur du *Journal de Paris*, Röderer, sous la Restauration, défendra avec ardeur les intérêts qu'il avait dans ce journal, dont l'histoire, comme celle de tant d'autres grandes feuilles, mériterait d'être tentée.

« Précepteur actif du public », comme écrit à son sujet Sainte-Beuve, Röderer a cependant besoin d'un minimum de sécurité personnelle et de liberté morale. Aussi, sa dernière manifestation personnelle est-elle cet article du 6 janvier 1793, où il déniait à la Convention le droit de juger Louis XVI. Après cela, après surtout la chute des Girondins, ce sont les précautions de toute espèce, et, d'abord, le silence. Mais, après le 9 thermidor, Röderer redresse, peu à peu, la tête : l'écrit sur — contre — la Terreur, que Tallien lit, le 28 août 1794, à la tribune de la Convention, est de Röderer ; Merlin de Thionville édite, de son côté, un *Portrait de Robespierre*, qui est de Röderer encore. Puis, au début de 1795, Röderer publie dans le *Journal de Paris* une série d'articles sur l'« Esprit public », il en ouvre la rédaction au vieil abbé Morellet, qu'il considère comme son « maître », et au groupe libéral Benjamin Constant-M^{me} de Staël. Il recherche toujours sa voie dans un esprit de synthèse sympathique, entre la contre-révolution et la Terreur révolutionnaire, et ses idées, il les professe dans les Écoles centrales, où il enseigne l'économie politique, et à la classe des sciences morales de l'Institut, récemment fondé, où il a été nommé. Je crois qu'il faut insister sur cet aspect de l'idéologie de Röderer : ce n'est pas un esprit abstrait, un métaphysicien de la politique, c'est un réaliste, qui conçoit parfaitement l'importance des facteurs matériels dans l'évolution politique. Sans être personnellement un « affairiste », du type de ceux qui ont déshonoré la période thermidorienne et le Directoire, il sait gérer ses propres affaires d'intérêt, et on en a la preuve dans la façon dont seront menées les verreries qu'il possédera en participation, et, moins personnellement, dans le mode d'administrer les finances de Naples, du grand-duché de Berg ou de la sénatorerie de Caen. Dans la même ligne, on pourrait essayer de systématiser les idées exposées par Röderer dans le *Journal d'économie publique*, de

morale et de politique qu'il a fondé en août 1796 et qui doit paraître tous les dix jours¹.

Plus tard, Roederer analysera les diverses révolutions dont la suite constitue la Révolution. Le 18 fructidor est une de celles-ci, et Roederer a failli être emporté dans son tourbillon : c'est à Talleyrand qu'il dut de n'être pas déporté. Les menaces dont il avait été l'objet, la progression même de ses idées le conduisaient à souhaiter l'avènement d'un pouvoir fort : il fut donc nécessairement l'un des agents du coup d'État du 18 brumaire. Pendant les quinze jours qui précéderent le drame, il servit, avec Talleyrand, de truchement entre Bonaparte et Sieyès. L'*Adresse aux Français*, placardée dans la capitale le matin du grand jour fut composée par lui et imprimée par son propre fils dans un atelier dont le chef était à la dévotion de Saint-Jean-d'Angély. Il joua un rôle, d'autre part, dans la démission de Barras.

Bonaparte récompensa Roederer en le nommant tout de suite sénateur, mais, Roederer ayant refusé, il en fit, le 25 décembre 1799, un conseiller d'État. Président de la section de l'Intérieur jusqu'au 14 septembre 1802, Roederer obtint, le 12 mars de cette année même, la direction de l'esprit public, c'est-à-dire que de lui dépendirent presque exclusivement — non sans heurt parfois avec le ministre de l'Intérieur Chaptal — les écoles primaires et centrales, les lycées et les prytanées, les théâtres, enfin. Il élaborait un vaste projet — qui mérite de n'être pas oublié parmi les antécédents de l'Université impériale — pour la réforme de l'enseignement, où, en particulier, était prévu, dès les classes les plus basses, un aménagement des trois genres de connaissances, littéraires, physiques et mathématiques.

Roederer quitta le Conseil d'État pour la sénatorerie de Caen — de plus en plus éloigné de son Metz natal — et il s'intéressa de près à la Normandie, où il devait acheter la propriété — Bois-Roussel — où il terminera ses jours. Mais il fallait à un homme comme lui autre chose que les parlottes du Luxembourg ou les pronostics agricoles de Caen ou d'Alençon. Il gardait sa belle énergie d'antan. Le 7 mars 1804, s'entretenant avec Bonaparte : « Je suis un homme de parti, je suis un soldat du parti philosophique. » Sans doute, mais avec cette correction que les problèmes concrets l'intéressaient au premier chef. Aussi fut-il prêté par l'empereur à son frère Joseph, roi de Naples, à la fin de 1806, et, dans le royaume francisé, un instant attaché à sa haute administration, il prépara, jusqu'en 1808, les réformes financières et sociales réalisées sous le successeur de Joseph, le roi Murat². Comte de l'empire en 1809, Roederer devait encore servir le Grand-Empire hors de France : il fut chargé d'administrer le grand-duché de Berg, avec le titre de ministre³.

1. Roederer reviendra plus tard sur les mêmes problèmes. Cf. sa brochure de 1819 : *De la propriété considérée dans ses rapports avec les droits politiques*.

2. Sur le rôle de Roederer à Naples, on se reportera à la thèse de Jacques Rambaud, *Naples sous Joseph Bonaparte*. Paris, 1911, in-8°.

3. Cf., à ce sujet, la thèse de Ch. Schmidt, *Le grand-duché de Berg*. Paris, 1905, in-8°.

S'il avait pu naguère conseiller Bonaparte en marche vers le Consulat, il n'eut pas l'occasion de prévenir Napoléon courant à la catastrophe. Du moins l'assista-t-il à deux instants de celle-ci. A la fin de 1813, il était à Strasbourg, comme commissaire impérial, et il demeura dans la ville alsacienne tout le temps du blocus¹ ; pair de France aux Cent-Jours, il fut, de nouveau, commissaire impérial dans les neuf départements du Sud-Est : à chaque fois, il déploya l'intelligence et l'énergie dont il avait déjà donné des preuves à Naples et à Cassel.

Et voici que s'ouvre une nouvelle période dans la vie de Röderer. La Restauration est faite. Röderer n'est plus ni sénateur, ni pair, ni même membre de l'Institut, la classe à laquelle il appartenait ayant été supprimée. Il vit principalement à Bois-Roussel, et c'est dans ce domaine aimé qu'il élabore une partie de son œuvre : des souvenirs personnels, des travaux historiques, des œuvrettes théâtrales. Ce n'est ni le lieu ni le moment de parler des seconds ni des troisièmes, et, des souvenirs personnels, on ne retiendra que quelques-uns de ceux, l'un de ceux, plus exactement, où l'expérience personnelle, la culture historique, et peut-être les ambitions légitimes de Röderer se sont réunies pour lui permettre de jeter sur la Révolution un coup d'œil réfléchi.

C'est en 1815, après le second retour des Bourbons, qu'a été composé *l'Esprit de la Révolution de 1789*, sur lequel je veux insister. Cet ouvrage est dédié au duc d'Orléans, à qui il fut présenté, en manuscrit, au mois de janvier 1829, et l'avertissement qui précède l'édition imprimée, qui est de 1831, rappelle avec justice l'importance des écrits de Sieyès, desquels, toutefois, Röderer ne craint pas de rapprocher — songeons à qui son petit livre est dédié — les instructions données par Philippe-Égalité aux personnes chargées de sa procuration aux assemblées de bailliage où il était habilité à voter. Cet avertissement signale également deux publications contemporaines de *l'Esprit*, l'une, de Lacretelle, réfutée anonymement, sans doute par Charles de Lameth², l'autre, de Mignet³, qui sera précisément l'un des biographes de Röderer⁴.

Il est indispensable, explique Röderer dans *l'Esprit*, de définir la Révolution. Elle « ne s'est pas faite un tel jour, à telle heure, en tel lieu, par telles personnes, par tel événement du passé ». Elle n'est « l'ouvrage ni des parlements, ni des notables, ni même de l'Assemblée constituante ». Elle procède de causes profondes et lointaines et a été « faite dans tous les esprits et dans les mœurs avant de l'être par les lois ». Elle était déjà « établie dans cette classe moyenne qui tient aux deux extrêmes de la société générale », et elle

1. Il quitta Strasbourg pour Troyes, où il avait été nommé préfet de l'Aube, le 24 février 1814, et où il resta quatre jours, peut-être chassé par l'invasion.

2. *Histoire de la Révolution française*. Paris, 4 vol., 1821, 1826. — L'écrit anonyme est intitulé : *De l'Assemblée constituante, la réponse à Charles de Lacretelle*.

3. *Histoire de la Révolution depuis 1789 jusqu'à 1814*. Paris, 1824, 2 vol.

4. *Notice historique sur la vie et les travaux de M. le comte Röderer*. Paris, 1838, in-8°.

a été déterminée par l'amour de la liberté, de la propriété et de l'égalité. Mais il faut mettre en avant l'amour, la passion de l'égalité, non pas l'égalité de fait, « qui eût été la subversion de la société », mais l'égalité de droits. Celle-ci, explique Rœderer, « ouvrait la carrière à l'ambition de toutes les supériorités morales et politiques, des premières magistratures, des plus hautes dignités civiles et militaires, de toutes les distinctions que l'état social peut offrir aux talents, aux vertus, aux services d'un ordre éminent ».

C'est ce que la nation a fait pour l'égalité qui a entraîné ce qu'elle a fait pour la liberté et la propriété. Et Napoléon I^{er} a parfaitement bien compris la tendance dominante des Français en élevant tous ceux qui méritaient de l'être, tandis qu'il affaiblissait sans obstacle la Révolution. Pour Rœderer, les droits féodaux ont été abolis plus parce qu'ils étaient injustes que lourds, et l'on a voulu l'abolition de la milice, dont la noblesse était exempte, en acceptant la conscription, exigée de tous.

Mais la Révolution n'a été possible que grâce aux progrès d'une civilisation, résultat elle-même de « l'accroissement simultané des richesses et des lumières ». Rœderer explique, à cet effet, le sens général de l'histoire française, et particulièrement l'alliance entre monarchie et les communes contre la féodalité, ainsi que le grand développement économique dû à l'essor de la bourgeoisie. Ainsi, Rœderer aperçoit très exactement le substratum réel de l'évolution politique et sociale et souligne de façon schématique, mais exacte, la montée d'une ancienne classe opprimée au niveau pour le moins de la classe opprimante. De la même façon, la culture intellectuelle fut progressivement réservée au tiers état, qui fut en droit et en état de revendiquer toutes les fonctions des services publics et privés. La bourgeoisie, détentrice de capitaux et de lumières, dès le xvi^e siècle, affirma sa prédominance intellectuelle au xvii^e et au xviii^e siècle. C'est à ce moment qu'apparut ce que Rœderer appelle, si pittoresquement, « la noblesse du genre humain », les savants, les écrivains, les penseurs, qui créèrent « l'autorité de l'opinion publique ».

De celle-ci, les rois devaient se sentir tributaires, et Louis XIV, chanté par Boileau dans sa gloire, mais qu'entoure le silence des prêtres et du peuple dans sa vieillesse, et Louis XV, contre qui « ce sera un moment la conspiration de la chaire, du barreau, du théâtre et des parlements, et en face de qui se dresse l'esprit national ». Plusieurs années avant 1789, l'égalité est passée dans les mœurs et la révolution morale est déjà opérée. La révolution politique, préparée par cette ambiance d'égalité, est, d'autre part, amorcée par toute une suite de secousses, dont les premières s'enregistrent au xi^e siècle. On ne relèvera pas, à cet égard, les erreurs historiques que Rœderer, après bien d'autres, commet sur le mouvement communal, l'origine, le développement, les caractères des États Généraux. En particulier, Rœderer voit, dans les États de 1467, 1484 et 1506, des manifestations véritablement nationales, qu'il compare aux Communes anglaises, et qui expriment, selon

lui, l'accord du peuple et de la royauté ; ainsi s'affirme la curieuse sympathie personnelle qu'a ressentie Röederer pour le premier roi français du xvi^e siècle, Louis XII, ce « Père du peuple », auquel il oppose François I^{er}, imaginant de « gouverner sa cour par le plaisir, la nation par la cour ». Les Bourbons renchérisaient sur les Valois, réunissant « ensemble les moyens de nuire et ceux d'irriter », et, si Louis XVI eut de « louables intentions », il laissa de nouvelles fautes se commettre, et le jour vint où l'on voulut restaurer la liberté perdue depuis deux siècles.

Ainsi, pour Röederer, la Révolution de 1789 reprend les traditions les plus anciennes de l'histoire française ; ses causes réelles plongent dans le plus lointain passé, mais les circonstances qui la déterminèrent, ce furent le déficit, estimé à 56 millions annuels, et la décision, proposée par la cour, d'y remédier non pas en diminuant les dépenses de tout le montant du déficit, mais en élevant les recettes au niveau des dépenses. Contre cette décision devait se déchaîner l'opposition, suscitée par des motifs variés, de tous les éléments de la société française, qui, tous, réclamèrent la convocation des États-Généraux. La préparation de ceux-ci permit aux « esprits éclairés et sages » de formuler dans les cahiers de bailliages leurs revendications essentielles en ce qui concerne les moyens d'établir et de maintenir la liberté, la propriété et l'égalité.

Ce programme devait se heurter aux prétentions des privilégiés, qui ne représentaient pourtant pas le quatre-vingtième de la nation, et aux prétentions ou aux habiletés de la cour. La première défaite du 23 juin n'ouvrit les yeux ni aux premiers, ni à la seconde, et « l'unanimité des citoyens » dut se dresser « contre deux cent mille privilégiés ou adhérents ». Ainsi éclata à Paris, le 14 juillet, corroboré, dans le pays, par la révolte paysanne, la formation des gardes nationales et des 40,000 municipalités ; l'abandon opéré, le 4 août, par la noblesse et le clergé de leurs privilèges marqua l'aboutissement de l'effort révolutionnaire.

Après cette analyse des événements de 1789, Röederer se pose la question si la majorité nationale a persévéré dans sa volonté contre les privilèges. Depuis 1789 jusqu'au moment où il écrit — 1828, soit vingt-six ans — il souligne que l'histoire française a été fertile en événements sensationnels : neuf constitutions, ou régimes politiques différents, sept grandes « journées », trois grandes proscriptions — les prêtres, les nobles, la famille royale — trois grandes « abolitions » — la noblesse, le clergé, la royauté. Derrière le heurt des factions, les actes des gouvernements et des divers corps constitués, les discours des orateurs, la masse des journaux, derrière toutes les agitations contradictoires apparaît la constance d'une volonté parfaitement déterminée. On en a la preuve dans des manifestations qui n'ont rien d'équivoque : les votes émis par le peuple quand il a été consulté, les sacrifices en hommes et en argent qui ont été consentis par lui, tous actes qui ne se sont produits que lorsqu'ils ont été déterminés par « un profond sentiment d'in-

térêt public ». Aussi faut-il distinguer, au cours de la Révolution, entre les « actes permanents de la Révolution, ceux qui sont conformes à la volonté nationale, ceux qui peuvent y être contraires, ceux qui lui sont étrangers », et, dans les motifs déterminants de ces actes, à côté de l'amour de l'égalité et de l'irritation issue des contrariétés que la Révolution avait rencontrées, deux sentiments particulièrement agissants : la jalousie et la peur. En tout cas, pour Røederer, analysant ce qui s'est fait, au cours de la Révolution, à l'égard des prêtres, des nobles et du roi, il existe un résidu intégralement révolutionnaire, qui ne peut se confondre avec les mesures soudaines et brutales exigées par les factions et sorties des circonstances. Dans l'espèce de ventilation que Røederer tente — et qui, disons-le en passant, s'oppose, comme méthode et comme tendance, à la thèse du bloc plus tard mise en œuvre par Georges Clemenceau — se vérifient un effort de justice et une volonté de sincérité fort sympathiques. Il met, avec justesse et vigueur, l'accent sur deux grandes catégories de faits, qui, en réalité, ne paraissent pas manquer de signification.

D'une part, « six cent mille hommes qui, pendant que le roi est au Temple, et que l'on demande sa tête, courent aux ennemis qui veulent sa délivrance, et les battent, sont des votants qui prononcent l'absolution des événements du 10 août et de ceux qui devaient en être la suite » — sans compter la résistance des 60,000 hommes de Lafayette, « qui ont refusé de marcher contre les auteurs des événements du 10 août et du renversement du trône », et les adresses des autres armées alors existantes.

D'autre part, si « la multitude n'est pas en état de juger l'ensemble d'une constitution », « elle entend fort bien si les intérêts dont elle est occupée sont protégés par les dispositions constitutionnelles ou s'ils sont mal assurés ». Les Français de la Révolution voyaient dans la constitution essentiellement des abolitions — qui ont été exprimées par les articles préliminaires, portant sur la noblesse, le régime féodal, la vénalité et l'hérédité des offices publics, les privilèges, les jurandes et corporations, les vœux religieux, et tous autres engagements contraires aux droits naturels ou à la constitution elle-même : c'était précisément l'objet de leurs désirs. Peu importe, après cela, que la constitution de 1791 n'ait point été soumise à l'acceptation du peuple. « Quand on eut suspendu le roi, la république existait de fait. Quand on la proclama, le peuple, qui n'avait demandé à sa constitution monarchique que sûreté contre le retour des privilèges abolis et contre le roi qui le faisait craindre, accepta la république comme une garantie plus sûre que la monarchie. Mais il ne crut pas juger la question de la prédominance de la république sur la monarchie, ou de la monarchie sur la république. » Le faible nombre de votants lors de l'acceptation de la constitution de 1793 est un autre indice des tendances réelles du peuple français, car, dit Røederer, dans sa conclusion, « le nombre des suffrages est plus concluant qu'on n'est disposé à le croire ; il exprime mieux qu'on ne pense l'opinion générale ».

Ainsi se termine cette œuvre dense, où Rœderer a amalgamé et les expériences de son passé politique personnel et les connaissances de sa culture historique.

L'*Esprit* est de 1815 ou, si l'on veut, de 1828. Deux ans après cette date, le trône de Charles X était à bas, et Rœderer était rappelé à la Chambre des pairs et à l'Institut — où il retrouvait Merlin de Douai, rentré d'exil. Aux affaires politiques et même sociales de la nouvelle monarchie, gérée par Louis-Philippe, Rœderer apportera le même intérêt, éclairé par une expérience très poussée, et c'est ainsi que, dans un écrit de la fin de l'année 1830, se trouvent confrontés des observations fort judicieuses sur l'état présent des choses et des souvenirs vivants de l'époque de Brumaire.

Il s'agit d'une lettre ouverte au roi, lithographiée à grand nombre d'exemplaires et portant la date du 19 octobre 1830¹. En présence des désordres qui continuaient d'agiter la France, le vieil homme politique se croit en droit d'analyser la situation et de donner des conseils à ce même Louis-Philippe à qui il avait dédié l'*Esprit*.

« Deux classes s'agitent en France : les ouvriers et la jeunesse sortant des hautes études. Elles souffrent toutes deux : les ouvriers dans leur existence physique, les jeunes gens dans leur existence morale. Les premiers veulent être mieux, les seconds ambitionnent une position plus élevée, plus séparée de l'enfance, plus rapprochée de la classe des hommes publics.

« Il y a cela de fâcheux en ce moment que quelques-uns de ces jeunes gens, entraînés par les leçons de pernicieuses écoles qui ont envahi le domaine de la vraie philosophie, arment les ouvriers de fausses théories, quand ils s'échauffent pour leurs intérêts. »

Après cette allusion aux écoles socialistes, Rœderer exposait ses moyens pour résoudre la double difficulté.

« En ce qui regarde d'abord les ouvriers », disait-il, « le roi voudra que la Révolution de 1830 soit pour eux ce que la révolution de 1789 a été pour les prolétaires ruraux. »

Et l'homme de la Révolution, qui savait, en effet, ce que la Révolution avait fait pour la propriété paysanne, voyait la solution du problème ouvrier dans l'extension de l'artisanat ou dans l'institution de sociétés ouvrières de production.

« Les ventes de biens nationaux à bas prix pendant la dépréciation des assignats ont fait passer une multitude de petits fonds de terres dans les mains des hommes de travail. La plupart possèdent aujourd'hui un champ. Il est possible de donner un moyen de bien-être équivalent aux ouvriers des villes, en leur procurant la faculté d'acquérir un fonds industriel, c'est-à-dire des outils et surtout des machines, soit individuellement quand les machines sont d'un volume et d'un prix médiocres, soit en société quand elles sont d'un prix considérable et exigent un grand emplacement. »

1. Dans A B XIX 1919 des Archives nationales.

Après avoir indiqué rapidement la façon d'opérer cette distribution d'outils et de machines — souscriptions patriotiques, organisation par l'État d'entreprises pour la fourniture et la location de machines, etc. — Røederer montrait les avantages du système préconisé : « d'abord donner des machines aux ouvriers serait le moyen le plus sûr de leur faire passer l'extravagante idée de les briser », allusion aux excès des luddistes. Ensuite, la France pourrait soutenir la concurrence des Allemands et des Suisses, car, présentement, la production est « grevée de la somptuosité de nos grandes manufactures ». Et Røederer, qui ne prévoyait pas l'insurrection lyonnaise, croyait éclairer sa thèse par des exemples qu'il pensait topiques : « En Suisse, ces fins tissus de coton qui ont la transparence de l'air, à Lyon, ces riches étoffes qui servent aux plus magnifiques parures et aux plus somptueux ameublements, se fabriquent dans des taudis, à côté du pot-au-feu, où cuisent les pommes de terre qui feront la nourriture de la famille pendant la journée. »

Évidemment, la solution de la question ouvrière que présente Røederer est singulièrement étroite, et, cependant, il est juste d'y noter le souci de rattacher les transformations sociales à l'idéologie ou à la pratique révolutionnaire.

Le même souci apparaît encore plus nettement en ce qui concerne la façon dont Røederer proposait de résoudre le problème des jeunes. Il revenait tout bonnement à l'idée des listes de notabilités — préconisées en l'an VIII — listes communale, départementale et nationale, établies à l'élection, « expression de l'opinion publique sur les personnes », et dans lesquelles, sans « condition d'âge ou de propriété d'aucune nature », on puiserait pour remplir les fonctions vacantes dans chaque catégorie.

Ce système se substituerait au système électoral, remontant à 1789, et qui comporte « un certain nombre d'absurdités ». Røederer en énumère neuf, dont la plus patente — qui sera utilisée avec ardeur par les partis d'opposition — a trait aux « capacités ».

« Tandis que la propriété foncière ou mobilière », écrit-il, « ouvrent (*sic*) à l'ignorance, à l'incivisme, à la corruption les honneurs de la représentation, le profond jurisconsulte, le sage notaire, le médecin savant et généreux, le plus illustre professeur, le plus célèbre écrivain politique n'ont rien à prétendre à ces titres, ni à l'élection des représentants, ni à la représentation. »

Røederer couronne son système d'une pairie héréditaire extraite par le roi de la liste de notabilités nationales. L'hérédité des pairs est garante de l'hérédité royale, à condition qu'elle soit corrigée par la notabilité : le fils d'un pair non inscrit sur la liste serait privé du bénéfice de l'hérédité, et le roi choisirait un nouveau pair dans les notabilités nationales.

Ainsi, cet homme, qui vient de la Révolution, cherche à appliquer aux temps nouveaux dans lesquels il vit certaines des expériences qu'il a enregistrées. Et c'est ce qu'on constate encore à propos d'un autre texte sorti de sa plume féconde.

Publiée d'abord sans nom d'auteur pour les membres des deux Chambres, l'*Adresse d'un constitutionnel aux constitutionnels* fut rééditée en février 1835 par Röederer. Le vieux pair de France, mettant en œuvre son expérience d'homme politique, ayant traversé la Révolution et participé à la fondation du régime consulaire, y soulignait l'erreur dangereuse qui consistait à réduire les fonctions du roi au profit du président du Conseil. L'oligarchie ministérielle en était arrivée, expliquait-il, à écarter les avis indépendants, et même l'intervention de celui qui était pourtant le chef suprême de l'État. Röederer, commentateur précis des textes, analysait avec exactitude les articles de la Charte de 1830, puis attaquait l'interprétation qu'en donnait Thiers et insistait sur la tâche particulière revenant à Louis-Philippe, celle de donner de la stabilité à la monarchie constitutionnelle. « Quels gens seront plus clairvoyants que le prince attaché au nouveau système par des intérêts de premier ordre, permanents, héréditaires, en qui l'œil du maître est tenu en éveil par les entrailles du père de famille? Pourquoi sa dignité lui a-t-elle été conférée à titre héréditaire, si ce n'est pour qu'il eût plus d'intérêt qu'un autre à sa conservation? » Et il ajoutait, se souvenant des deux révolutions : « Louis XVI et Charles X ont bien prouvé que, si ce sont les ministres qui sont responsables des rois devant le corps législatif, ce sont les rois qui sont responsables des ministres devant le corps de la nation. » Ainsi la formule : « Le roi règne et ne gouverne pas », choquait Röederer, affirmant que les ministres n'avaient qu'une fonction à remplir, celle d'administrer, « chacun dans son département » ; au roi revenait de gouverner, avec un ou plusieurs ministres, avec tous et d'autres encore que ses ministres, s'il le voulait, et gouverner, régner, « c'est », disait encore en finissant Röederer, « faire concourir les relations personnelles avec les puissances étrangères, à établir et conserver d'utiles intelligences ; c'est, dans les crises de guerre civile ou étrangère, payer de sa personne et monter à cheval. Dans la paix, régner, c'est s'occuper sans distraction et sans relâche des lois, des établissements à faire pour le bonheur de son pays ; régner, c'est ajouter à l'empire des lois l'exemple de toutes les qualités qui attirent le respect et la confiance des peuples ; c'est être accessible, affable, affectueux ; c'est être à propos grand et magnifique, simple et bon ».

L'*Adresse* devait soulever des protestations dans les milieux favorables à la prérogative ministérielle. Et il est vraisemblable que Röederer aurait encore pris la plume pour répondre à ses contradicteurs et s'appuyer à cet effet encore sur la Révolution, si elle ne lui avait été enlevée par la mort. Le comte Röederer mourut à Bois-Roussel, le 17 décembre 1835, à quatre-vingt-un ans.

Vie remplie que la sienne, à propos de laquelle on a pu dire, sans charité — c'est Mallet du Pan — qu'il avait passé « avec succès au travers des orages et des partis », mais dont le labeur et la continuité logique ne laissent pas d'avoir une certaine grandeur. Röederer, comme d'autres de ses contemporains — et je songe en particulier à ce Merlin de Douai dont tant de lettres

ont été minutées par lui lorsqu'il était ministre de la Justice ou membre du Directoire — a travaillé énormément dans des conditions qui nous surprennent : les moyens de communication, d'information, de circulation, voire même d'éclairage, en des temps où l'électricité, la vapeur, le chemin de fer, l'automobile, la machine à écrire n'étaient point en usage, tout ce qui, aujourd'hui, intensifie, prolonge et, pour ainsi dire, multiplie la vie, a manqué à ces hommes actifs qui portaient leurs curiosités sur des objets si divers et, en particulier, sur cette chose considérable : la transformation intégrale de toute une société.

Transformation, en effet, que toute révolution, qui n'est jamais qu'une évolution précipitée : 89, 93, l'an VIII, 1815, 1830, ce sont les anneaux étroitement soudés d'une chaîne qui en compte bien d'autres, et dont certains ont été forgés en plein Moyen Age. C'est de cette continuité que les pages rapportées ou commentées ici de Roederer nous donnent une idée, et c'est pourquoi les considérations de ce témoin de la Révolution ont à mes yeux une grande importance et une réelle valeur.

Georges BOURGIN,

Conservateur aux Archives Nationales.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Arnold VAN GENNEP. *Manuel du folklore français contemporain*. T. III : *Questionnaires, Provinces et Pays, Bibliographie méthodique*; t. IV : *Bibliographie méthodique (fin), Index des noms d'auteurs, Index par provinces*. Paris, Éditions Picard, 1937 et 1938. In-8°, pagination continuée, 1,078 pages.

Il n'est pas nécessaire de présenter M. Van Gennep, spécialiste du folklore depuis près de quarante ans et auteur de nombreux ouvrages. Il se rattache à la tradition des rénovateurs de l'étude du folklore chez nous, P. Sébillot, Gaidoz, Saintyves, dont il fut le collaborateur et dont il cherche à perfectionner les méthodes; il apparaît tout particulièrement au courant des recherches parallèles activement poussées à l'étranger, en Angleterre et en Allemagne surtout. On attendait son *Manuel*.

Les deux derniers volumes paraissent les premiers; ils représentent, en effet, la base plutôt que le couronnement de l'œuvre. Tout d'abord, quelques modèles de questionnaires qui tracent le plan et la méthode des études de folklore et, en première ligne, celui de Dulaure, rédigé au nom de l'*Académie celtique*, devenue notre *Société des Antiquaires de France* et qui date de 1808; il devait guider une vaste enquête confiée aux préfets; il s'inspire des études des Encyclopédistes du XVIII^e siècle, au travail desquels M. Van Gennep rend pleinement hommage. Les questionnaires régionaux, dûs soit à divers savants, soit à l'auteur lui-même, seront des guides utiles pour tous ceux qui penseront à des études de folklore, études de plein air autant et même plus que de cabinet, puisqu'il s'agit d'une matière vivante qu'il s'agit d'observer et de saisir sur place. Tel est bien, en effet, l'intérêt de cette science; son objet nous entoure et il est en perpétuel devenir.

Que signifie cet assez long chapitre : *Provinces et Pays*? Le folklore n'est pas littérature; il est essentiellement observation de faits et ces faits sont exactement localisés. Il accuse, dans son ensemble, de larges zones qui correspondent approximativement à nos anciennes provinces et se subdivisent en cantons plus étroits : les « pays ». Le folklore touche ici à la géographie, au moins à la géographie historique; c'est pourquoi M. Van Gennep a tenu à lui donner la nomenclature des grandes et des petites divisions qui sont celles des légendes et coutumes. « Elles ont », précise-t-il, « la valeur d'un diagnostic préliminaire, pas davantage, car il subsiste encore trop d'inconnues. » Désormais, c'est par provinces que, dans chaque chapitre, vont être répartis les travaux mentionnés. La bibliographie qui suit sera ainsi méthodique, elle représentera comme un relevé sur le terrain de l'état actuel des questions; elle fournit déjà, en somme, une esquisse du *Manuel*.

Il serait néanmoins prématuré de juger, d'après elle, de l'œuvre future. Disons seulement qu'elle est parfaitement précise jusque dans le détail : les références

sont complètes, le nombre des pages indique l'importance au moins matérielle du travail. Assez souvent, une note brève, mais nette, de M. Van Gennep en caractérise la valeur. La bibliographie est, en effet, pratique. Elle l'est d'abord parce que M. Van Gennep a voulu choisir. Il se défend d'être complet ; à vrai dire, il ne le pouvait pas et il ne le devait pas. Une bibliographie complète ne peut être que le fruit d'une opération mécanique considérant les titres et non le contenu des travaux ; il n'en résulte le plus souvent qu'un outil difficile à manier... un instrument à perdre son temps. Un *Manuel*, en tout cas, doit présenter une bibliographie déjà dépouillée, le résultat de l'expérience du savant. Remarquons, d'ailleurs, que cette bibliographie, même incomplète, est considérable, puisque le dernier titre porte le n° 6510.

Bibliographie non seulement méthodique et critique, mais aussi raisonnée, en ce sens que chacun des chapitres et même des paragraphes est précédé d'un « chapeau », bref et didactique. M. Van Gennep décrit sommairement l'usage dont il s'agit et donne la raison des divisions qu'il adopte ; il guide très utilement à travers la succession des titres. Voici, par exemple, ce qu'il dit du *Problème de l'Aguilaneuf* (au gui l'an neuf, p. 391) : « Il a paru commode de classer ici quelques ouvrages et mémoires qui traitent de ce problème en général, plus ou moins comparativement ; mais la plupart des mémoires classés plus loin par provinces contiennent aussi des documents comparatifs et des discussions générales à partir des faits locaux directement observés et recueillis ; le plus souvent, d'ailleurs, les références bibliographiques données dans ces mémoires sont insuffisantes ou inexactes. » De telles indications et le classement lui-même sont déjà fort instructifs. A parcourir la bibliographie, il semble qu'on ait là toute l'ossature du *Manuel*.

On y admirera l'ampleur de l'étude entreprise. Le folklore, nous dit M. Van Gennep, « c'est essentiellement l'étude des contes, des légendes et des chansons populaires ; c'est aussi celle des rites et des cérémonies » — c'est également celle du travail et de ses instruments ; c'est la magie et la sorcellerie et c'est tout l'art populaire. Pour saisir toute la variété des matières qu'il embrasse, reportons-nous à la table des matières : d'abord l'homme, du berceau à la tombe — et même avant le berceau et après la tombe — puis les cérémonies périodiques, cycles saisonniers, fêtes et rites à date fixe et à date variable, tout le calendrier avec ses saints, toute la nature, le ciel, la terre, les eaux, la faune et la flore ; le corps humain, la médecine populaire, puis les êtres fantastiques ; la littérature populaire, dictons et proverbes, énigmes et devinettes, surnoms individuels et sobriquets collectifs, ce que M. Van Gennep appelle « le blason collectif » — les cris des métiers, les jeux et divertissements, ceux des enfants et ceux des grandes personnes, musique et danses, travaux de femmes ; les veillées ; les usages juridiques et sociaux, le folklore domestique, l'habitat, ses annexes et tout son contenu, meubles et bibelots, le folklore « épulaire », c'est-à-dire l'alimentation et la cuisine ; les images de toute sorte, enseignes, tatouages, poterie, verrerie, costumes ; le théâtre populaire, marionnettes et guignol, ombres chinoises ; tout jusqu'au cinéma. Le folklore, en somme, c'est toute la vie, la vie reflétée par l'âme populaire.

Cette étude, mieux que toute autre peut-être, contribue à nous faire connaître et comprendre notre pays dans ses traits les plus intimes et, bien qu'il ne s'agisse que du folklore moderne, depuis le xvi^e siècle, dans son fond historique. Au passage, parmi les auteurs qui accidentellement ont traité quelque point de folklore,

l'archéologue, l'historien, le géographe, l'historien de la littérature, retrouve dans la bibliographie de M. Van Gennep des noms qui lui sont familiers et leurs contributions paraissent au spécialiste parmi les plus importantes. Le folklore, en effet, touche à toutes les sciences historiques. Traité avec la rigueur et la méthode qu'enseigne cette bibliographie, il devient lui-même une science historique.

A. GRENIER.

R. WEILL. La Phénicie et l'Asie occidentale, des origines à la conquête macédonienne. Paris, Armand Colin, 1939. In-16, 204 pages, 1 carte. Prix : 15 fr.

Le titre même du volume indique le plan suivi par l'auteur : étudier la Phénicie, plus en fonction des événements auxquels elle s'est trouvée mêlée au cours de l'histoire, que l'étudier dans ses institutions, sa religion, son art, et ceci nous vaut un fort intéressant tableau de l'évolution de l'Asie occidentale ancienne au cours de presque trois millénaires. Au III^e millénaire, l'Égypte est déjà installée en Phénicie, à Byblos, en toute certitude, où les pharaons envoient des offrandes à son temple et des expéditions dans ses environs pour y faire du butin, en ramener des cèdres et des sapins ; entre Byblos et l'Égypte, des légendes religieuses se font communes, notamment le mythe d'Adonis et de Hay-Taou. Mais, dans la haute antiquité, il n'est pas question de Phénicie ; tout le pays se connaît, la Haute-Syrie sous le nom d'Amurru, le Sud, y compris côte et intérieur, jusqu'à la Palestine incluse, sous le nom de Canaan. Les Égyptiens, de leur côté, considèrent dans le pays le Horu et le Lotanu. Devons-nous voir dans les Horu les Hurri que nous retrouverons plus tard ? M. Weill le croirait volontiers ; il estime, cependant, que la population de la côte, dès le III^e millénaire, est nettement sémitique et il en voit une preuve dans la littérature de Ras-Shamra, ces tablettes en cunéiforme alphabétique récemment découvertes, où se trouve décrit le cheminement des Sémites depuis le sud. Il est, en effet, certain que les invasions sémites en pays de Sumer sont venues du nord-ouest, c'est-à-dire d'Amurru ; il y avait là un relai des clans sémites, en provenance sans doute du sud, installés déjà dans le pays avant le début de la période historique ; mais nous pouvons cependant retenir la présence de ces Horu, vraisemblablement les Hurri, et rappeler que les textes de Ras-Shamra n'ont pas reçu de tous la même interprétation, ce qui permet de comprendre la présence de l'élément non sémitique, qui dut être répandu en Canaan, comme il l'était ailleurs. Là encore, comme nous le verrons en Mésopotamie, la langue sémitique, nettement supérieure aux parlers asianiques, se propagea de bonne heure, et il ne reste que la religion pour marquer qu'il y eut sémitisation d'éléments qui étaient d'autre souche. Tout le III^e millénaire est marqué par la compétition des Sémites et des Sumériens établis dans la Mésopotamie du Sud après avoir essaimé vers le nord et obligés de battre en retraite devant les Sémites, la première fois lors de la dynastie d'Akkad vers le milieu du millénaire, la seconde fois lors de l'arrivée de la I^{re} dynastie de Babylone vers la fin du même millénaire. Les rois d'Akkad ont d'ailleurs à lutter contre des coalitions où se trouvent des Asianiques ; leur présence se trouve donc attestée en Haute-Syrie, en Asie Mineure et vraisemblablement en Canaan.

Avec la fin du III^e millénaire, les migrations changent de caractère; il s'y joint un élément nouveau et, le plus souvent, directeur, l'Indo-Européen. On le rencontre en Asie Mineure, où il conduit les tribus hittites au sac de Babylone, fondée depuis quelques siècles; on le trouve chez les Kassites qui prennent le pouvoir en Mésopotamie pendant plusieurs siècles; on le reconnaît chez les Hurri qui s'installent en Haute-Syrie. Pendant ce II^e millénaire, l'Égypte est suzeraine de Byblos. Repliée sur elle-même, lorsque les Hyksos ont dévalé jusqu'à elle par le couloir de Syrie (M. R. Weill, tout en ne voyant pas dans les Hyksos des seuls Cananéens, admet cependant leur prépondérance), elle se jette à leur suite en Syrie, lorsqu'elle est assez forte pour les y poursuivre et y reprendre pied, s'en fait presque chasser encore par les Hittites que Ramsès II neutralise à la bataille de Kadesh. Pendant cette période, la Phénicie reparait au premier plan, grâce à la correspondance de Tell-el-Amarna échangée entre l'Égypte et ses vassaux de la côte, et au tombeau de Ahiram, prince de Byblos, féal de Ramsès, où l'on a trouvé une inscription en alphabet phénicien.

Viennent les Peuples de la Mer qu'arrête Ramsès III, l'installation des Philistins au sud de Canaan, la lutte de ces derniers contre les Israélites qui s'infiltrent partout, et la période assyrienne, où la Phénicie, pressée entre ses deux puissants voisins, l'Égypte et la Mésopotamie, est sans cesse obligée de prendre parti, jusqu'au moment où la conquête perse d'abord, puis macédonienne, réduit la Phénicie à n'être plus qu'une partie dans un ordre nouveau.

Tout cet exposé très net, riche en détails, est plein de vie et constitue un tableau saisissant des vicissitudes de l'ancien monde au cours de cette longue période. Deux chapitres explicatifs sont d'un haut intérêt, celui sur la chronologie, où M. R. Weill adopte, peut-être avec raison, la date de 2500 pour le début de la dynastie d'Akkad (mais il faut alors reviser la chronologie égyptienne de façon à conserver le synchronisme : période de Jemdet-Nasr = début des Thinites), et celui où il traite de l'origine de l'alphabet, inventé dans son principe autour de 1500 et réalisé par des systèmes indépendants comme le paléosinaïtique, l'écriture de Ras-Shamra et le système phénicien qui seul a survécu.

Un des mérites du livre de M. R. Weill est de mettre bien en lumière les éléments ethniques si divers de l'Asie occidentale avant notre ère; s'il demeure assez délicat d'apprécier exactement le rôle de chacun d'eux dans la civilisation de la Phénicie, et d'accorder leur dû aux Asianiques, aux Sémites, aux Indo-Européens, les précisions qu'apporte M. R. Weill, jointes aux découvertes de ces dernières années, sont de nature à le mieux permettre.

G. CONTENAU.

Georges DUMÉZIL. *Mythes et dieux des Germains*. Paris, Ernest Leroux, 1939. In-12, xvi-157 pages. Prix : 15 fr.

On ne devra pas chercher dans ce petit livre, alerte et substantiel, un tableau complet des anciennes mythologies germaniques. Procéder à une sorte de mise en place de ces croyances rituelles, par rapport « à ce qu'on entrevoit des conceptions et représentations religieuses des Indo-Européens », en général; plus précisément établir, d'une part, par l'examen des similitudes, les filiations; puis, de l'autre,

mettre en lumière les transformations et déviations qui, altérant l'héritage commun, aboutirent à faire du système mythologique de la Germanie une chose vraiment originale : tel est l'objet, à la fois plus limité et plus neuf, que l'auteur s'est proposé. De même, toute recherche sur la genèse d'une langue est nécessairement à double direction ; il ne suffit pas de déterminer ce qui, dans le français, par exemple, subsiste de l'apport latin primitif ; il nous importe au moins autant de savoir comment et, s'il se peut, pourquoi ce latin est devenu du français. Et, sans doute, aux yeux de l'historien, le second des deux problèmes, étroitement liés, qui se posent ainsi au mythologue comme au linguiste, est-il, à tout prendre, le plus riche d'enseignements. Dans le cas particulier, la mutation ne tire pas seulement un intérêt spécialement vif de son ampleur même, favorisée par l'absence de tout clergé professionnel, du type des brahmanes ou des druides ; l'analyse des tendances qu'elle révèle dans l'orientation propre aux civilisations germaniques mérite, au premier chef, l'attention de l'historien du monde occidental, sur lequel ces peuples ont été appelés à exercer, vers les débuts du Moyen Age, une action incontestablement très forte. A un travailleur plus familier avec les temps médiévaux que rompu à l'étude des lointains de la préhistoire indo-européenne, on pardonnera, je pense, d'insister avant tout sur cet aspect de l'ouvrage.

Aussi bien, pour en faire saisir, de ce point de vue, toute la portée, suffira-t-il, sans doute, de reproduire les titres de ses principales divisions. « Mythes de la souveraineté », d'abord : ce sont ici, transposées sur le plan du rite et de la légende, les origines de la conception germanique de la royauté sacrée ; nourries secondairement d'apports romains et orientaux, peu à peu, aussi, colorées de teintes chrétiennes, tout en demeurant jusqu'au bout profondément antithétiques à ce que le christianisme avait de plus pur, ces représentations devaient — j'ai cherché ailleurs à le montrer, et M. Dumézil, je crois, ne me démentirait point — prolonger leurs effets à travers tout le Moyen Age et bien plus tard encore. Puis, avec les « mythes des guerriers », avec les classes d'âge et les belliqueuses sociétés de jeunes hommes, apparaissent à nos yeux, non seulement la structure et la mentalité des premiers groupes de Vikings, mais aussi les lointaines racines du rite d'initiation juvénile qui, étrangement transformé, d'ailleurs, par une ambiance sociale toute nouvelle, devait donner naissance, finalement, à notre chevalerie. « Mythes de la vitalité », enfin ; ils ne se sont pas survécus, mêlés, à vrai dire, de beaucoup, d'autres traditions autochtones, seulement dans les cérémonies agraires si vivaces dans tant de campagnes européennes ; les banquets sacrés ont eu leur dernier avatar dans les *potaciones* des plus anciennes guildes marchandes, et, parmi les images mêmes que le haut Moyen Age se fit des échanges et de la monnaie, certains traits, sans doute, resteraient difficilement explicables sans un arrière-plan qui n'avait rien de purement rationnel. Certes, dans ce que la civilisation médiévale, à ses débuts, eut de vraiment « primitif », tout ne vint pas de la Germanie. Le propre du grand trouble des invasions fut, dans la « Romania », d'amener à la surface bien des reliquats d'un tenace passé, plus ou moins dissimulé jusque-là sous le vernis d'une civilisation beaucoup plus évoluée. Il y aurait, d'autre part, quelque imprudence à considérer comme spécifiquement germanique plus d'une tendance qu'imposèrent, en réalité, des conditions de vie commune à des groupements ethniques très différents. L'idée qui s'exprime dans le passage, au reste fort intéressant, de Saxo Grammaticus, si ingénieusement commenté par M. Dumézil — à savoir que

la seule utilité des richesses, pour un chef, est de lui permettre de se procurer des suivants — comment ne pas reconnaître en elle, née, tout naturellement, des caractères même d'un milieu social bien déterminé, la notion fondamentale de la première féodalité : celle que traduisent les vers fameux d'un vieux poème français — « Le cœur d'un homme vaut tout l'or d'un pays » — ou encore les propos de ces barons normands, qui ne demandaient, à leur dire, des terres que pour pouvoir y établir des vassaux. Il n'en reste pas moins que l'influence des traditions authentiquement germaines fut assurément considérable et, après avoir lu le livre de M. Dumézil, qui, pourtant, n'est point, par son dessein propre, tourné de ce côté, on comprendra et mesurera mieux la nature du legs ainsi transmis à un monde renouvelé.

Cependant, dans cette civilisation occidentale, les sociétés qui étaient les héritières les plus directes de l'ancienne Germanie demeurèrent toujours marquées de caractères particuliers. Ce n'est pas un des moindres intérêts de l'ouvrage de M. Dumézil que d'avoir su indiquer, avec beaucoup de discrétion et un sens très juste des nuances, comment, dans l'étonnante et formidable Allemagne que nous avons vu aujourd'hui se dresser sous nos yeux, se prolongent certains penchants, mythiquement guerriers et mystiquement juvéniles que déjà décelait, dans le même groupe, l'évolution des traditions reçues du plus vieux passé indo-européen. « Résurrection », écrit-il ; mais il dit aussi : « mouvement spontané ». Et, sans doute, s'agit-il bien, en réalité, de la résurgence de sources seulement à demi cachées. Leur courant est sensible durant tout le Moyen Age : le *Nibelungenlied* n'a-t-il pas ses ondines, qui eussent été singulièrement dépayssées dans notre *Chanson de Roland* ? Il y aurait une belle et curieuse histoire à écrire ; celle de la survie profonde, en Allemagne, je n'oserais dire du paganisme germain, mais, du moins, de tendances sentimentales et religieuses — sociales aussi d'ailleurs — fort étrangères à l'universalisme de la chrétienté latine. Qu'on se laisse aller, une fois fermé le livre de M. Dumézil, à rêver, si loin, en apparence, du sujet propre qu'armé de la plus sûre érudition, il a choisi de traiter, n'est-ce pas la meilleure façon de souligner l'intérêt comme le plaisir qu'on a pris à le lire ?

Marc BLOCH.

G. I. BRĂTIANU. **Études byzantines d'histoire économique et sociale.** (Publications de l'Université de Jassy.) Paris, Geuthner, 1938. In-8°, 294 pages et XX planches.

Bien connu par ses belles études sur le commerce génois dans la mer Noire, G. I. Brătianu a eu l'excellente idée de réunir en un volume une série d'articles ou contributions à des mélanges, qui ont ce caractère commun d'apporter des éclaircissements sur la politique fiscale et économique des empereurs byzantins. Mais, loin de borner son horizon à l'histoire du Moyen Age, il a sans cesse présents à l'esprit les bouleversements économiques qui suivirent la guerre de 1914, crises monétaires, inflation, dévaluation, renforcement de la puissance économique de l'État, phénomènes fréquents dans l'histoire de Byzance, susceptibles, d'après lui, d'éclairer l'évolution actuelle du monde. Rien n'est plus délicat que ces rapprochements entre des époques et des sociétés si différentes, mais il les a faits avec toutes les

précautions que lui ont permis sa grande érudition et un sens historique averti. Ses conclusions entraînent presque toujours l'adhésion du lecteur.

Nous laisserons de côté, malgré leur grand intérêt, les chapitres purement historiques : *Divisions chronologiques de l'histoire byzantine*; *Empire et démocratie à Byzance* (rôle constitutionnel des dèmes et sens du mot *démocratie* dans la langue byzantine); *Anciennes modes orientales à la fin du Moyen Age*, et nous signalerons surtout les résultats importants des études d'histoire économique et sociale.

Après un tableau d'ensemble des mesures adoptées dans les États de l'antiquité classique pour le règlement des dettes privées, considérées à certaines époques comme une véritable maladie sociale, l'auteur analyse la novelle de Justinien, publiée en 555 et destinée à l'Italie et à la Sicile, au lendemain de la guerre des Goths qui avait ruiné ces régions. Contrairement à l'opinion commune, il montre que le moratoire établi par le souverain et la liquidation qui devait le suivre ne favorisaient nullement la grande propriété, mais concernait surtout les petits cultivateurs, dont les biens, mis en gage ou hypothéqués, avaient été détruits par la guerre : la moitié de la perte, d'après la loi, est supportée par le créancier, dont toute fraude démontrée est punie de l'abolition de sa créance.

L'essai suivant : *La distribution de l'or et les raisons économiques de la division de l'empire romain*, cherche à expliquer par des raisons purement économiques la division du monde romain en deux empires ou, ce qui serait plus juste, le transfert en Orient, après la fondation de Constantinople, de toutes les forces politiques et économiques de l'empire. Nous ne pouvons entrer dans le détail des questions importantes soulevées dans ce chapitre. Notons que l'auteur adopte les calculs de Mickwitz, d'après lequel on a exagéré beaucoup le dommage causé à la monnaie d'or romaine par le commerce avec l'Extrême-Orient. Entre le ^{II}^e et le ^{VIII}^e siècle, la valeur de l'or impérial n'aurait baissé que de 30 %. Mais, comme le fait remarquer Brătianu, ces calculs négligent les crises temporaires, comme celle du ^{III}^e siècle, pendant lesquelles la monnaie romaine est tombée au plus bas degré. Et c'est de cette crise terrible qu'il part pour expliquer la division de l'empire. Elle a été suivie, en effet, de l'effort gigantesque fait par Dioclétien et ses successeurs pour relever l'empire par le rétablissement de la discipline dans l'armée, par la création d'une monarchie administrative et despotique, par la restauration de l'étalon-or, achevée avec succès par Constantin, par l'organisation d'un système fiscal perfectionné, enfin, par une économie étatiste, opposant à la crise commerciale les monopoles, les prohibitions, les règlements. Mais toutes ces pratiques existaient déjà plus ou moins en Orient, en particulier en Égypte, restée un royaume enclavé dans l'empire romain avec ses institutions remontant aux Lagides et même aux pharaons. La réforme a donc réussi en Orient, dont la richesse et la prospérité formaient un étrange contraste avec la misère qui régnait en Occident, depuis les invasions du ^{III}^e siècle. Ni en Gaule, ni en Espagne, ni même en Italie, on ne trouvait ces traditions anciennes d'étatisme. Pays neuf par rapport à l'Orient, ruiné par les invasions germaniques du ^{III}^e siècle, l'Occident n'aurait pu supporter le régime du Bas-Empire qui permit, au contraire, à l'Orient de durer. La thèse est intéressante, mais n'est pas sans soulever des objections. G. I. Brătianu s'est rendu compte, d'ailleurs, de la contradiction entre ses vues et les faits notés par Pirenne, montrant que la ruine économique de l'Occident ne date en réalité que du ^{VIII}^e siècle.

C'est surtout la question de l'*approvisionnement de Constantinople* et celle du

monopole du blé qui ont permis à G. I. Brătianu de montrer les divers aspects de la politique économique des empereurs, dont le principal souci était d'assurer les subsistances de la population de Constantinople et d'y attirer les marchandises étrangères en donnant le moins possible en échange. Il en résulte que l'industrie et le commerce étaient, suivant l'expression très juste de l'auteur, traités comme une affaire d'État, soumis à un contrôle et à des règlements minutieux. Mais, pour pouvoir subordonner ainsi toutes les ressources de l'empire à l'économie urbaine de Constantinople, pour appliquer à la production, à la vente, aux échanges « un protectionnisme intégral », il fallait un pouvoir très fort, un basileus énergique. Si, au contraire, l'autorité venait à fléchir, les règlements se relâchaient, les initiatives privées se développaient, le marché redevenait libre et cet affaiblissement du protectionnisme coïncidait parfois avec le développement de la petite propriété.

C'est ce que G. I. Brătianu montre par des exemples typiques. Il décrit successivement le régime de l'annone, établie par Constantin dans sa nouvelle Rome et qui entraînait une subordination étroite de l'Égypte à l'économie urbaine de Constantinople, puis, l'annone disparue après les invasions arabes, la politique frumentaire, souvent oppressive, de l'État qui entassait dans les greniers publics des céréales achetées à bas prix et parfois par contrainte (vente obligatoire, dite *συμωρή*). Ce régime permettait parfois à l'État et à ses fonctionnaires des spéculations éhontées, dont une des plus célèbres est celle du logothète Nikephoritzes sous Michel III, en 1073. G. I. Brătianu, qui décrit cet épisode en grand détail, soumet à une critique serrée le témoignage curieux de Michel d'Attalie et y voit un effort du pouvoir central pour rétablir son autorité battue en brèche par les grands propriétaires, les *puissants*, qui vendaient librement leurs récoltes aux marchands vénitiens.

Dès l'époque des Comnènes et, surtout, sous les Paléologues, Byzance subit la domination économique des colonies italiennes. G. I. Brătianu note qu'en 1268, pour la première fois, des navires génois et vénitiens transportent directement en Italie du blé acheté sur les rives de la mer Noire. Le gouvernement impérial, obligé de renoncer au monopole, conserve cependant son souci d'assurer l'approvisionnement de Constantinople en empêchant la spéculation, en retenant parfois les navires chargés de céréales à leur passage dans les détroits. Rien n'est plus intéressant à cet égard que les renseignements apportés par l'auteur sur les mesures prises par Michel Paléologue pour interdire l'exportation du blé en cas de hausse des prix et, même sous Andronic II, les efforts du patriarche Athanase, vrai chef du gouvernement, pour appliquer ces règlements et poursuivre les accapareurs. Ces efforts furent infructueux et n'eurent d'autre résultat que de pousser Gênes et Venise à traiter avec les Ottomans. G. I. Brătianu montre, d'ailleurs, et c'est là une partie très originale de sa substantielle étude, comment les sultans, devenus maîtres de Constantinople, reprirent à leur compte tous les procédés du protectionnisme byzantin pour assurer l'approvisionnement de leur capitale.

C'est cette connaissance des traits permanents de la politique économique de Byzance qui a permis à G. I. Brătianu d'expliquer avec précision la portée des *mesures fiscales de Nicéphore I^{er}*, présentées par Théophanes comme « les onze vexations, *κακώσεις* », d'un impitoyable tyran. Bury avait déjà commencé la revision de ce procès. G. I. Brătianu est parvenu à plus de précision encore, mais je dois avouer que je n'approuve ni le sous-titre retentissant du chapitre ni des expressions, qui sont de choquants anachronismes (*esprit essentiellement laïque ; politique*

d'indifférence religieuse), appliquées à un empereur byzantin. Ce n'est pas là-dessus qu'il faut juger cette pénétrante étude. Nicéphore à la différence d'Irène, voulait être le maître dans l'Église comme dans l'État, ce qui devait amener ses conflits avec les Studites.

G. I. Brătianu explique avec raison la portée des fameuses vexations par la nécessité de réagir contre la politique de facilité d'Irène, par la carrière antérieure de Nicéphore, logothète του γενικού, c'est-à-dire principal ministre des Finances; enfin, par la situation extérieure de l'empire, obligé de lutter à la fois contre les Arabes et les Bulgares, auxquels Irène avait consenti de lourds tributs, que Nicéphore se hâta de refuser, ainsi que contre Charlemagne. Il semble bien que le principal but de Nicéphore ait été de recruter une armée nationale, qui permit de se passer des mercenaires, et c'est là, comme le veut l'auteur, le sens de la deuxième vexation (enrôlement des pauvres aux frais de leurs voisins, obligés, en outre, de payer leurs impôts sans pouvoir se faire attribuer leurs terres), mais il est plus douteux que cet impôt de solidarité ait été étendu aux contribuables urbains. Je ne vois pas non plus que les achats, imposés aux armateurs de la côte d'Asie, de domaines confisqués, que l'État ne pouvait mettre en valeur, correspondent « au rétablissement des antiques liturgies » : c'est une mesure purement fiscale. Cette explication ne vaut pas davantage pour la dixième vexation (prêt par l'État aux armateurs de 12 livres d'or, avec intérêt de 16 % par nomisma). Comme le dit Brătianu, ce n'est pas un emprunt d'État, puisque l'État avance le capital, mais c'est un emprunt forcé à l'État avec un taux usuraire d'autant plus scandaleux que Nicéphore, d'après Théophanes (p. 487, 17-19), avait défendu aux notables (οἱ ἐν τοῖς) de passer des contrats de nolis à intérêt, le prêt à intérêt étant, d'ailleurs, interdit à tous (Théophanes, p. 488, 10-12, année 810). Cette mesure avait donc pour objet de faire fructifier l'or de l'État en lui réservant le monopole du prêt à intérêt et, de plus, indirectement, celui des contrats de nolis.

Le chapitre sur l'*Hyperpère byzantin et la monnaie d'or des républiques italiennes au XIII^e siècle* est, en quelque sorte, le complément de l'étude sur l'approvisionnement de Constantinople et constitue un tableau important et original des variations de la monnaie byzantine au cours des siècles, tableau esquissé déjà par Andreadès, auquel G. I. Brătianu rend, d'ailleurs, pleine justice. Il part des travaux de Pirenne, qui a montré comment, à la suite d'une révolution économique, l'Occident a renoncé à la frappe de l'or au VIII^e siècle. Seuls l'empire byzantin et le califat arabe ont conservé l'étalon-or. Leurs monnaies, extrêmement appréciées, besants et dynars, ont longtemps fait prime sur les marchés internationaux jusqu'au jour où la frappe de l'or a reparu en Occident : augustal de Frédéric II (1230), florin de Florence à la fleur de lis (1252), ducat de Venise (1284). Il s'agit pour l'auteur d'expliquer la raison de cette nouvelle frappe d'or. Il montre, après Andreadès, qu'on a cru à tort que la valeur de la monnaie byzantine n'avait jamais varié au cours des siècles. Jusqu'au XIV^e siècle, elle a subi des dépréciations passagères, parfois assez fortes, notamment sous Justinien, puis au IX^e et à la fin du XI^e siècle, lorsque Alexis Comnène réduisit des deux tiers la valeur de l'hyperpère. Mais ces crises furent toujours surmontées et, jusqu'à la fin du XIV^e siècle, la valeur de l'hyperpère varia entre 95 et 70 %. Sa chute commence, en réalité, au XIII^e siècle; après la catastrophe de 1204 et la restauration incomplète de 1261. Les témoignages rassemblés par l'auteur et empruntés soit aux voyageurs, soit aux actes vénitiens

montrent que, dès 1250, l'hyperpère n'est plus considéré comme une monnaie saine, au moment où le commerce international prend un nouvel essor, et c'est ce qui explique la nécessité où se trouvèrent les républiques italiennes de frapper des monnaies d'or de bon aloi. Ces initiatives eurent pour résultat d'achever la dépréciation de l'hyperpère. Rien n'est plus dramatique que les efforts d'Andronie II pour lutter contre cette concurrence. Au début de son règne, il relève le titre de l'hyperpère, mais, en 1304, le paiement de la solde des Almugavares l'oblige à frapper des pièces qui n'ont plus que cinq parties d'or sur vingt-quatre. Au xv^e siècle, l'hyperpère n'est plus qu'une monnaie de compte et n'entre dans les paiements extérieurs qu'évalué en monnaie italienne. Rien ne montre mieux que cette analyse les causes de la chute de Constantinople.

Très important, enfin, est le chapitre consacré au *Servage de la glèbe et régime fiscal*. Nul n'a mieux montré que G. I. Brătianu les différences essentielles qui existent entre le servage de l'Occident médiéval et celui des pays d'Orient, Russie, Pologne, Roumanie, qui s'est établi et renforcé au moment même où il disparaissait en Occident. Le point de départ est le colonat du Bas-Empire, l'attache à la glèbe, établis par un État tout-puissant, afin d'assurer, d'une part, une main-d'œuvre permanente aux domaines ; d'autre part, la rentrée des impôts sur le domaine (iugum) et sur chacun de ses exploitants (capitation), d'où résultait, d'ailleurs, la responsabilité collective devant l'impôt. Mais, en Occident, c'est par suite de la décomposition de l'État que le servage s'est établi et que la féodalité s'est constituée. A Byzance, au contraire, l'État a été amené à réagir contre les grands propriétaires (puissants) et à favoriser la classe des paysans libres, comme on le voit dans le *Nomos Georgikos* et la législation de Basile II. Puis, les grands propriétaires sont arrivés au pouvoir avec les Comnènes. L'État leur a abandonné ses droits sur les cultivateurs du sol, le servage a été renforcé. Une évolution analogue s'est produite en Russie, où les princes ont favorisé la classe des boïars, dont les domaines alimentaient l'impôt, et dans les principautés roumaines pour la même raison, et surtout, pour réunir les sommes exigées par le lourd tribut (*kharatch*), imposé par les sultans. La *legatura* de Michel le Brave et le fameux oukhaze de Boris Godounov à la fin du xvi^e siècle n'ont donc fait que consacrer un état de choses antérieur en rivant la chaîne qui retenait les paysans au sol. G. I. Brătianu conclut avec raison que ce servage de la glèbe était beaucoup plus près du colonat du Bas-Empire institué par l'État que du servage féodal de l'Occident, qui a disparu, au contraire, au moment où l'État a commencé à se reconstituer.

Dans son Avant-Propos, G. I. Brătianu constate que l'histoire économique et sociale de l'empire byzantin reste encore à écrire. Les brillants essais qu'il a réunis dans ce volume nous font souhaiter qu'il puisse entreprendre bientôt cette tâche, pour laquelle il semble désigné par ses excellents travaux.

Louis BRÉHIER.

Eugenio DUPRÉ-THESEIDER. *I papi di Avignone e la questione romana*. Florence, Felice Le Monnier, 1939. In-8°, 240 pages, 8 planches hors texte. Prix : 27 lire.

Qu'entend-on par question romaine au xiv^e siècle? Celle du retour des papes à

Rome, nous dit M. Dupré-Theseider. Mais ce problème comporte deux facteurs, l'un général, l'ensemble des conditions politiques de la chrétienté, guerre franco-anglaise, personnalité des papes, circonstances de leurs élections, etc., l'autre local, la situation exacte de Rome à cette époque, autrement dit les chances que la curie peut avoir d'y vivre en paix. On comprend tout de suite que, si, comme l'a fait M. Dupré-Theseider, on s'attache au premier facteur, on sera amené à faire une histoire générale des papes d'Avignon : pour Clément V, il faudra mettre en avant sa faiblesse de caractère, ses liens de dépendance à l'égard de Philippe le Bel, le concile de Vienne, pour Jean XXII son election (qu'on nous raconte après avoir dit que ce n'en était pas le lieu, p. 38), la lutte contre Louis de Bavière, et ainsi de suite. L'auteur a vu le danger, semble-t-il (p. 162, en particulier, à propos de Grégoire XI, dont toute la politique a été conduite en vue du retour), et a essayé d'y échapper en s'attachant surtout à l'histoire polémique de la question, ce qui est l'occasion d'analyses (fines et suggestives) des principaux écrits des grands « publicistes » : Rienzi, Pétrarque, Jean de Hesdin, Anselme de Chaquart, des prédictions de sainte Brigitte de Suède. Notons quelques belles pages sur Rienzi, sur le charme même de cette Rome du xiv^e siècle, peut-être moins lamentable qu'on ne l'a dit (p. 93 et suiv.), un beau parallèle entre elle et Avignon (p. 211) ; mais, là, nous avons un peu la sensation de quitter le domaine de l'histoire pour celui de la poésie. Nous aimerions mieux que l'auteur se fût attaché au deuxième facteur du problème, nous eût donné un tableau aussi vivant, aussi précis que possible de la ville, des conditions de vie, des épidémies, des révolutions ; il pouvait l'esquisser en s'appuyant sur la thèse de M. A. de Boüard¹, et même sur l'œuvre un peu rapide de Rodocanachi² ; nous aurions voulu trouver la première au moins mentionnée dans la bibliographie. Est-ce à dire que cette brève histoire de la papauté avignonnaise soit sans intérêt ? Nullement. Comme manuel agréable à lire et impartial sur une question brûlante à l'usage des étudiants italiens, elle peut rendre déjà des services. Il y a plus : les vues originales, justes en tout cas, ne manquent pas. C'est avec raison qu'est marquée l'influence des théories « spirituelles » sur presque tous les milieux, particulièrement chez Pétrarque et à Florence. L'auteur souligne fortement que le centre de la politique italienne est bien, dès le xiv^e siècle, Milan, d'où les Visconti tendent à dominer Lombardie et Ligurie, menaçant la Romagne pontificale ; à signaler aussi un rapprochement intéressant entre le si curieux projet d'un royaume d'Italie du Nord formé par Robert de Naples et les tentatives unitaires de Rienzi (p. 99), une note, qui peut être le point de départ d'une recherche plus approfondie, sur le cheminement de l'idée (apparaissant chez Venturino de Bergame) d'employer les grandes compagnies à la croisade (p. 124, n. 1). Dans le récit (inutile, d'ailleurs) du séjour de Louis de Bavière à Rome en 1328 et de l'élection de Nicolas V, nous relevons un point (le seul intéressant le sujet) : on reproche à Jean XXII son séjour en Avignon et l'empereur impose au nouveau pape, sous peine de déposition, l'obligation de résider à Rome. A la fin d'une analyse (un peu longue) des polémiques de Pétrarque contre Jean de Hesdin, on nous donne un

1. *Le régime politique et les institutions de Rome au Moyen Age*. Paris, 1920, in-8° (*Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 118).

2. *Histoire de Rome de 1354 à 1471. L'antagonisme entre les Romains et le Saint-Siège*. Paris, 1922, in-8°.

aperçu très suggestif de l'évolution de la pensée du poète en ce qui concerne la question romaine, trois étapes peuvent s'y reconnaître : dans la lettre d'exhortation à Urbain V, désir d'avoir au moins l'empereur à Rome ; dans la lettre de remerciements après le retour de 1367, l'empereur est oublié ; le vrai souverain de Rome, c'est le pape ; quand Urbain est reparti en 1370, dans l'*Apologie* contre Jean de Hesdin, le pape disparaît aussi ; il n'y a plus que la défense de Rome et de l'Italie méconnues. C'était cela qu'il fallait développer ; c'est ce que l'auteur aurait pu faire s'il avait pris pour titre : « Les polémiques sur la Question romaine au temps des papes d'Avignon », titre répondant d'ailleurs bien mieux au contenu réel de son livre. Il aurait été ainsi dispensé de ces aperçus rapides sur l'histoire de la papauté, auxquels le contraignait le cadre trop vaste qu'il avait adopté, car les papes d'Avignon eux-mêmes n'ont pas toujours formulé nettement leur désir de retour à Rome ; s'ils l'ont fait, ils n'y ont pas, sauf les deux derniers, conformé leurs actes, et, pour comprendre leur attitude, il faut, en effet, étudier toute leur histoire. Ce qui a été fait, de façon définitive, par M. l'abbé Mollat. Ce qui serait à faire, c'est une histoire *complète* de Rome et des États de l'Église au *xiv^e* siècle, tâche qui pourrait tenter M. Dupré-Thésider, dont les qualités nous semblent avoir été desservies par un sujet mal délimité¹.

J. B. MAHN.

B. DEW ROBERTS. *Mitre and Musket, John Williams, lord Keeper, Archbishop of York, 1582-1650*. Oxford University Press, 1938. Gr. in-8°, xii-300 pages. Prix : 8 s. 6 d.

Le livre de Miss Roberts a les avantages et les inconvénients de son sujet : portrait d'un personnage après tout secondaire, ou, comme elle dit elle-même plus joliment, *a bridle track*, chemin de traverse dans le grand paysage de l'Angleterre puritaine et du triomphe de Cromwell.

John Williams, né cadet à Conway (Pays de Galles) de l'ancienne famille des Cochwillan de Gwydir, en 1582, fut, à seize ans, envoyé à Saint John's College, Cambridge, où il s'éleva jusqu'à devenir *proctor* de l'Université. Il avait pris les ordres ; en 1612, nous le voyons chapelain et secrétaire privé du lord-chancelier Egerton (celui-là même, j'imagine, dont la précieuse collection de manuscrits a enrichi le British Museum?), bientôt fait lord Ellesmere. Ellesmere mort (1616), notre homme, en dépit d'offres brillantes, refuse de s'attacher à la maison du nouveau chancelier, Bacon, et de la sorte évite d'être enveloppé dans sa ruine. Rapproché du roi Jacques par leur commun goût pour la controverse pédante, leur érudition latine et théologique, il est, en quelques années, couvert de gras bénéfices, doyen de Salisbury, puis de Westminster, évêque de Lincoln et, à la chute du chancelier Bacon, lord garde du Grand Sceau (1621). Espérons, avec Miss Roberts, qu'il laisse nombre de ses prébendes sans même aller y dormir dans les stalles... C'est un grand travailleur, qu'on trouve plongé dans ses livres de six heures du matin à huit heures du soir, dévoué aux droits de la couronne comme

1. Le célèbre « condottiere » John Hawkwood apparaît sous son nom anglais à la page 167 et sous son « nom » italien (« l'Aguto ») à la page 184 ; rien n'indique qu'il s'agit du même personnage. Une table alphabétique, qui serait très nécessaire, aurait évité cette confusion.

sont les Gallois, avec cela politique délié, souple et presque inquiétant, ami tant soit peu soupçonné — et soupçonneux — du tout-puissant favori, Buckingham, qu'il a aidé à épouser lady Katherine Manners, fille du comte de Rutland. Voici Jacques mort, Buckingham tombé sous le couteau de Felton ; après quelque temps de faveur sous Charles I^{er}, John éprouve l'inimitié du nouveau favori, Laud, archevêque de Cantorbéry. Suivent douze années de persécution (1629-1641), où la justice anglaise épuise contre lui toutes les armes d'une technicité retorse, qu'assaisonne bizarrement un arbitraire royal, encore à peu près illimité, ce semble. Il perd les Sceaux. Il est enfermé à la Tour (1637), frappé d'une amende de 10,000 livres, son splendide palais de Buckden pillé et dévasté par Kilvert, un attorney de Londres, homme à tout faire de Laud. Mais, quand on veut lui arracher ses dignités ecclésiastiques, doyen de Westminster, évêché de Lincoln, il résiste, à la ruse comme à la violence ou aux caresses, finit par l'emporter. Pédagogue et savant, rien ne lui tient plus au cœur que ses livres de Westminster, et cette école dont on voit parfois encore, vivant anachronisme, la robe violette qu'il a dessinée circuler aujourd'hui dans les rues de Londres... Cependant, entre Parlement et Couronne, entre puritains et roi (c'est tout un), les relations de plus en plus se tendent. Charles jette du lest, sacrifie Laud, puis Strafford. John, relaxé de la Tour, autorisé à prendre son siège aux Lords, y a défendu la prérogative royale : c'est assez pour qu'il soit réadmis aux conseils du prince. Le voici archevêque d'York, c'est-à-dire, en l'absence de Cantorbéry (Laud), qui est prisonnier, tête de l'Église d'Angleterre et, comme tel, ayant à combattre la révolution puritaine qui veut détruire la hiérarchie. Il parle donc, à la Chambre Haute, contre le *bill* qui dépouille les prélats de tout pouvoir temporel et, pour cette audace, cette fois par les ordres du Parlement, tête encore de la Tour. Libéré, il se retire dans son archidiocèse d'York ; mais là, dans sa résidence des champs, Cawood, le voilà attaqué à main armée par une Tête-Ronde, le jeune Hotham. Il n'a que le temps de s'enfuir dans son pays natal, tout entier royaliste, en Galles du Nord, à Conway, dont Charles I^{er} lui confie le château. Il répare à ses frais la forteresse, qui commande le passage en Irlande. Il demande secours au vice-roi de Dublin, le duc d'Ormond. En vain. La cause du roi périlite un peu plus chaque jour. Williams désespère de vaincre. Les exactions du prince Rupert, neveu du roi, réveillent en lui le Gallois qui sommeille. Après tout, c'est là un homme en qui l'intelligence l'a toujours emporté sur le sentiment, un partisan constant de la prudence et de la voie moyenne, un esprit, mon Dieu ! point tellement différent de ce Bacon qu'il a refusé de suivre, un sage pour qui tout attachement romantique à une cause perdue est une sottise, toute sottise un péché. Pour comble, sir John Owen, un parent à lui, commandant pour le roi la ville de Conway, s'empare du château par violence et l'en chasse. Auprès du roi, nul recours. C'en est assez. Williams épargnera à son petit pays l'inutile désastre d'une invasion, d'un saccage. Il passe au Parlement : et jusqu'à la fin, désormais, les Cavaliers le tiendront pour un traître. Et pourtant... Ce sacrifice dernier l'avait brisé. Il était devenu, lui si longtemps intrépide combattant, intrépide chevreau, un vieillard, gros, lent, avec une grande barbe négligée, et qui charmait son humeur morose par l'alchimie. Le 1^{er} février 1648-1649, en apprenant l'exécution de Whitehall, il perdit connaissance : tant, au secret de son cœur, était demeuré intact le sentiment légitimiste, la vénération instinctive pour cet Oint qu'il avait officiellement trahi ! L'auteur a de belles pages sur la fin de John York, fin muette,

assiégée de scandale et d'horreur, peut-être de remords, en tout cas de regret pour ce prince qu'il avait perdu le droit de regretter...

On le voit, cette vie, avec ses hauts et bas quasi picaresques, a, comme sujet d'un livre, quelque chose d'un peu mince. C'est une de ces recherches particulières, étroites, dont les Anglais raffolent : biographies, généalogies, mémoires. La tragédie du temps, chute de la monarchie devant l'assaut parlementaire et puritain, n'y apparaît qu'en toile de fond, entrevue parfois d'un coup d'œil rapide. En même temps, un pareil livre a, si l'auteur sait son métier, les qualités de ses défauts. Il est bien vrai, comme on nous l'indique, que le pathétique de la mort du roi est peut-être senti, plus intensément que dans n'importe quelle description, par son écho dans le cœur d'un vieil homme brisé. L'histoire, quand elle devient à ce point particulière, a la beauté d'un roman qui serait vrai. Miss Roberts écrit des pages d'une sensibilité toute féminine sur la fin morose, taciturne, désenchantée du vieillard que tout a déçu et que nul n'a pleinement compris, d'autres d'une justesse (et justice) bien délicates pour doser les éléments nobles ou non, intéressés ou patriotiques, dans cette âme un peu trop intelligente, un peu trop dénuée d'élan (272-277). Elle connaît et elle aime ce beau pays de Galles, cette farouche Snowdonia aux cimes vite neigeuses, ce rude Conway dont murailles et château érigent encore leur ruine austère sur le détroit d'Anglesey, cette vieille maison de Gwydir, là-haut dans la montagne. Elle les évoque avec bien de l'âme. Elle a bien du talent. Ce n'est pas moi qui le lui reprocherai.

Roger CHAUVIRÉ.

Patrick POWER. **Waterford and Lismore. A compendious history of the united dioceses.** Cork University Press ; Londres, Longmans, Green and Co., 1937. In-8°, 402 pages, avec 8 planches et 2 cartes hors texte. Prix : 7 s. 6 d.

Le chanoine Power, auteur d'une *Histoire paroissiale* du diocèse de Waterford et Lismore, parue il y a près de vingt-cinq ans, a entièrement repris son sujet et retrace en un fort volume les fastes religieux de cette région de l'Irlande méridionale. Le nouveau titre de l'ouvrage risquerait de tromper le lecteur non averti : seule l'introduction, de cinquante pages, résume ce qu'on sait du diocèse. Le reste est une série de courtes monographies examinant dans l'ordre alphabétique les paroisses actuelles du diocèse et donnant sur elles des notes d'ordre historique et archéologique.

Dès son avant-propos, l'auteur annonce qu'il a volontairement restreint, sur deux points importants, l'étendue de son travail. Il a d'abord supprimé toute référence aux sources manuscrites ou imprimées auxquelles il a puisé ; les notes bibliographiques, dont il déplore la mode chez les érudits modernes, lui apparaissent pure affectation. Nous ne doutons point de la conscience ni de la science de l'auteur. Mais il est évident que, dans l'état actuel de son ouvrage, qui ne se présente pourtant pas comme un livre de vulgarisation, ses interprétations et affirmations restent incontrôlables. Passe encore si nous avions affaire à des sources connues de tous et facilement accessibles. Mais on ne peut dire que l'histoire d'Irlande, spécialement avant la période cromwellienne, soit familière à beaucoup. On regrettera donc, sur ce point, le silence du chanoine Power. Nous lisons de même, dans

l'avant-propos, que « l'histoire des périodes celtique et hiberno-normande n'intéresse que médiocrement le public ». On l'a donc comprimée à l'extrême pour s'étendre, au contraire, sur les siècles « qui, étant plus près de nous, sont plus facilement compris du public ». Par conséquent, tous les problèmes relatifs à l'évangélisation de la *Decies*, aux saints de la période celtique, à l'organisation ecclésiastique et à la vie religieuse après la conquête anglaise sont ou bien ignorés ou traités de la façon la plus sommaire. Les notices individuelles consacrées aux paroisses sont composées d'après les mêmes principes : dans les listes de curés, on a volontairement ignoré tout ce qui est antérieur à la Réforme.

C'est donc surtout à la période « pénale » (du *xvi^e* au début du *xix^e* siècle) et à l'époque contemporaine qu'est consacrée cette histoire. Elle contient, sur les persécutions protestantes, sur la vigoureuse renaissance monastique ou paroissiale qui suivit l'émancipation des catholiques, des renseignements aussi nombreux que curieux. Ils sont, il est vrai, dispersés au cours d'une quarantaine de monographies paroissiales, sans que l'introduction cherche à les coordonner ni à mettre en relief les enseignements qu'ils comportent. C'est tout à fait par hasard, au cours d'une série de notes chronologiques des plus diverses sur une paroisse, que nous apprenons que tel curé fut un adversaire acharné du « whiteboyism » : indication à peu près unique du rôle joué par le clergé pour ou contre les divers mouvements terroristes qu'a connus l'Irlande. Plus accessibles seront, pour le lecteur dont les préoccupations dépassent le cadre de la petite histoire locale, les documents publiés ou analysés en appendice, mais dont on nous laisse trop souvent ignorer la provenance : une visite du diocèse en 1588, à un moment où le clergé protestant n'avait encore pu s'implanter, une liste des confiscations opérées sur les propriétaires catholiques par Cromwell, une liste de catholiques « convertis » au protestantisme entre 1713 et 1794, etc.

Ajoutons, enfin, que ce volume est l'œuvre d'un catholique et que, surtout quand on touche à la période moderne, le souci d'apologétique se fait jour trop souvent. S'il ne nuit guère, dans le fond, à l'impartialité de l'information, du moins peut-on déplorer qu'il ait délibérément écarté l'histoire du diocèse protestant, puisque, après tout, c'est le clergé imposé par la royauté anglaise qui a succédé, au moins temporairement, aux prêtres et prébendiers médiévaux.

Édouard PERROY.

Armand Budington DU BOIS. *The English business company after the Bubble act, 1720-1800*. New-York, The Commonwealth Fund, 1938. In-8°, xvii-522 pages.

En mai 1720, lors des spéculations, contemporaines du système de Law, provoquées par la *Compagnie du Sud*, le Parlement anglais vota une loi qui, pour réprimer l'agitation boursière, s'efforça de déterminer le statut des sociétés commerciales et industrielles. Ce fut le *Bubble act* qui, directement et, plus encore, indirectement, eut une influence décisive sur l'organisation de la vie économique en Angleterre : il fixa le sort des *corporations* et en fit le modèle de tous les groupements mettant en œuvre des capitaux collectifs.

Le nom de *corporation* est donné, outre-Manche, à un corps qui jouit de la « per-

sonnalité légale » en vertu d'une charte de la Couronne ou d'un acte du Parlement : la *corporation* est « une création de l'État ». Les organismes non *incorporés* reçoivent habituellement le nom de société, association, même de compagnie, encore que ce dernier soit donné indifféremment aux groupements de l'une et de l'autre catégorie.

Notons ici, de façon sommaire, une comparaison entre l'évolution des communautés économiques et des grandes entreprises en France et celle qui se produit en Angleterre. Quant aux mots, les Anglais abandonnent, au XVIII^e siècle, pour les créations nouvelles, le mot *guild*, qui désignait l'équivalent de nos maîtrises et jurandes traditionnelles ; les Français adoptent le mot, nouveau, de *corporation* et l'appliquent aux institutions qui vont bientôt disparaître. Quant aux faits, la *corporation* anglaise, imitée de sociétés continentales dès l'époque d'Élisabeth et des premiers Stuarts, garde, parmi les caractères traditionnels des anciennes communautés, la sanction officielle, considérée comme essentielle à sa constitution ; mais il ne s'agit plus, pour elle, de grouper tous les membres d'une profession. En France, les sociétés de capitalistes (spécialement les sociétés en commandite, semblables, quoique non entièrement assimilables aux « corporations » anglaises), développées au XVII^e siècle et nombreuses au XVIII^e — ces sociétés qui sont les antagonistes authentiques, bien plus nettement que les manufactures, des maîtrises et jurandes, peuvent bénéficier des faveurs du gouvernement, mais deviennent rapidement des organismes libres, vivant sous un droit commun assez vague, établi par l'Ordonnance de 1673. Peut-on évoquer ici la différence habituelle entre l'histoire française, aux brusques ruptures de pente, et l'évolution anglaise, qui abandonne sans éclat les institutions périmées et façonne progressivement les nouvelles, évolution où la tradition s'identifie à la vie ? Peut-être, car même ce *Bubble act*, qui semble d'abord exprimer des vues systématiques et paraît un coup de barre vers des voies inattendues, n'eût pas dans les faits l'influence novatrice et « révolutionnaire » qu'on attendrait.

M. Du Bois, en effet, distingue, en gros, trois périodes dans son application de 1720 à 1800. De 1720 à 1750, les officiers de la Couronne opposent toutes sortes d'obstacles à l'octroi des chartes et le Parlement, rarement sollicité, n'intervient guère. De 1750 à 1768 environ, époque où les pamphlétaires fulminent contre les compagnies montées par actions, les chartes royales sont de moins en moins nombreuses ; mais le Parlement commence à accorder plus souvent des « incorporations ». De 1768 à 1800, on est en plein compromis et les « incorporations » par décisions du Parlement se multiplient.

Le *Bubble act* avait d'abord été peu appliqué, parce que l'opinion restait hostile aux aventures financières. Mais, peu à peu, les hommes d'affaires et les juristes — ceux-ci commencent à jouer un rôle de plus en plus actif dans l'organisation pratique de l'économie — s'étaient ingéniés à tourner la loi et à rechercher « quand une compagnie n'en est pas une » du point de vue du *Bubble act*. Les autorités, du fait de circonstances fortuites plus que d'une tolérance systématique, restèrent passives ; les hommes d'affaires ne songèrent pas à invoquer le texte légal pour supprimer les concurrences naissantes. Puis, le mouvement des idées autant que le développement de la production rendirent la loi inefficace. Si bien qu'elle cessa d'être mentionnée bien avant la fin du XVIII^e siècle et on tua un cadavre en l'abrogeant en 1825.

Elle avait été « une ombre », mais une ombre « omniprésente ». Cette loi peu appli-

quée eut une influence considérable. Elle avait créé un type caractérisé d'entreprises collectives. En dehors des garanties que leur assurait la possibilité du contrôle officiel — de la Couronne ou du Parlement — elle offrait l'énorme avantage, nouveau, de limiter la responsabilité de ses membres à leur apport individuel dans les compagnies. Mais les sociétés qui se constituèrent en dehors de leurs normes s'efforcèrent d'acquiescer les avantages dont elles jouissaient. Elles calquèrent leur administration sur celle des « corporations », adoptèrent leurs usages, y compris celui de la responsabilité limitée. Elles jouissaient, d'autre part, de certains avantages, par exemple, de la possibilité de modifier plus rapidement, lors d'une assemblée générale, tel ou tel article de leurs statuts. Pratiquement sûres en général, ordinairement plus souples que leurs aînées, les compagnies *unincorporated* furent de plus en plus autorisées de façon expresse par le Parlement et l'emportèrent nettement dans les domaines de l'assurance contre l'incendie et sur la vie, de l'exploitation minière : « the average company was permitted to proceed placidly on its unregulated way ». C'est un beau chapitre d'histoire éminemment pragmatique, où les textes juridiques jouèrent un rôle d'orientation à distance.

M. Du Bois a consacré deux chapitres à la structure des compagnies, à leur organisation, spécialement financière ; il a donné aussi, comme exemples concrets, de brèves monographies de deux « corporations » : la *Free British Fishery* et la *London Assurance Company*, et d'une compagnie *unincorporated* : le *Phoenix Fire Office*. Son livre est construit sur une documentation d'une grande richesse, puisée dans des archives publiques et privées, sur une copieuse bibliographie (il aurait trouvé plus de renseignements utiles en ce qui concerne la France dans l'*Histoire juridique des Sociétés de commerce en France...*, de Henri Levy-Bruhl, que dans tel autre livre français cité par lui). Et, ce qui ne gâte assurément rien, cet ouvrage dense, solide, où l'histoire du droit reste toujours concrète, je dirais volontiers humaine, est écrit avec brio et, assez souvent, une pointe d'humour.

On connaissait les conditions économiques et techniques de ce qu'on appelle la révolution industrielle anglaise ; M. Du Bois en a détaillé brillamment un autre aspect : les conditions juridiques dans lesquelles ont agi les promoteurs de l'élan commercial et industriel du XVIII^e siècle¹.

E. COORNAERT.

M. G. JONES. *The Charity school movement : a study of XVIIIth century puritanism in action*. Cambridge University Press, 1938. In-8°, XIII-446 pages et 6 illustrations, plus 8 hors texte. Prix : 21 s.

Comme M. Norman Sykes, M. M. G. Jones s'attache à évoquer les lumières de l'Eglise anglicane au XVIII^e siècle, longtemps rejetées dans l'ombre par une génération d'historiens. L'œuvre est solidement documentée ; la longue bibliographie de vingt-sept pages qui la termine témoigne de curiosités qui, dépassant les ouvrages de seconde main (p. 426-432), se sont tournées vers des centaines de tracts,

1. Il y a lieu de rapporter qu'un élégant petit livre de M. Bishop Carleton Hunt, *The development of the business corporation in England, 1800-1867* (Harvard economic studies, 52), paru en 1936, donne la suite de l'histoire écrite par M. Du Bois.

vers quarante et un périodiques, les sermons et surtout vers les manuscrits de trente-huit bibliothèques différentes localisées dans quatorze villes.

C'est dire que M. Jones s'est entouré de toutes garanties pour évoquer la naissance et l'histoire, au XVIII^e siècle, des *Grammar schools*, des *Charity schools*, des *Sunday schools*. Tour à tour, il étudie les principes du mouvement (chap. i), ses résultats en matière d'organisation (chap. ii), de discipline (chap. iii), de politique (chap. iv), de renouveau spirituel (chap. v) en Angleterre (chap. ii-v), l'Écosse (chap. vi), l'Irlande (chap. vii), le Pays de Galles (chap. viii), les rapports des associations charitables et l'État (chap. ix).

Les développements sont amples, détaillés, riches de substance, mais le plan est souvent sinueux et sans rigueur.

Dès l'introduction, l'auteur montre comment les Anglicans et les Dissidents : *non jurors* comme R. Nelson ou puritains comme Hannah More, ont concouru à gagner la « middle class » à l'impérieux devoir d'instruire les pauvres, victimes de la société. Les sociétés volontaires allaient contribuer à l'ouverture de 1,329 écoles comptant 23,421 élèves vers 1723, de 18,500 écoles (4,100 dotées, 14,400 de charité) fréquentées par 644,000 élèves en 1818.

Ce formidable bond en avant a été accompli sous l'influence décisive de la *Society for Promoting Christian Knowledge* (S. P. C. K.), qui, dès 1699, entreprit de lutter contre le papisme en suivant les exemples du piétiste allemand H. Francke. Un peu partout, elle allait obtenir les souscriptions de la classe moyenne, ouvrir cinquante-quatre écoles de charité à Londres, obtenir de réels succès à Bristol et à Newcastle, échouer dans les centres miniers (Bradford) et à la campagne, où les parents exploitaient leurs enfants. Vers 1725, les écoles de charité avaient pris pied dans chaque comté. Pour résister aux attaques des ennemis de l'œuvre, les organisateurs, qui s'étaient appliqués à enseigner pendant six heures par jour l'écriture sainte et les trois R's, en vinrent à préconiser le travail manuel et l'apprentissage d'un métier. Avec un succès médiocre, faute de trouver des maîtres qui fussent d'habiles ouvriers. Attaquées sur le plan social et pédagogique, les écoles de charité allaient l'être sur le plan politique. Anglicane, la S. P. C. K. était favorable à la haute Église et aux Jacobites. « Le jacobitisme s'était répandu dans de nombreuses écoles de charité londonniennes » (p. 114). A partir de 1716, les Whigs, avec Wake et surtout Gibson, allaient imposer aux maîtres le loyalisme hanovrien. Et anglican, pourrait ajouter M. Jones. Car le méthodisme, le premier des grands « revivals », ne s'est pas appliqué à gagner la jeunesse.

La conversion des adultes lui importait davantage. « Ce ne fut pas avant que fût complète l'organisation du méthodisme qu'il s'appliqua à la cause de l'éducation populaire » (p. 139). Ce fut sur le terrain des écoles du dimanche, à la fin du siècle, que se réalisa l'union des dissidents, des méthodistes, des *Evangelicals* anglicans. Formule singulièrement heureuse, puisque, « sans menacer l'ordre économique du temps, elle assurait une combinaison harmonieuse de la discipline du travail les jours ouvrables et de la discipline de la religion le jour du Sabbat » (p. 146). Les écoles du dimanche, multipliées par la *Sunday School Society* (1785), purent, pendant la Révolution, opposer les anglicans aux dissidents. Elles et les écoles d'industrie n'en prospérèrent pas moins de 1780 à 1830, parce qu'elles répondaient tout à la fois aux besoins économiques d'une société fondée sur la *Statute of Labourers* au temps de la révolution industrielle et aux aspirations morales de la *Low Church*.

Dans l'Écosse calviniste, l'obligation de l'enseignement populaire, déjà proclamée au xvi^e siècle, prescrite en 1633, 1646, 1696, n'avait pu, faute de moyens financiers, être réalisée. Après l'Acte d'Union et devant le danger jacobite, le gouvernement et l'opinion éclairée comprirent la nécessité de répandre l'enseignement dans les Highlands et, après 1745, au lendemain de la dissolution des clans, de développer l'agriculture ou l'industrie. Dès la fin du règne de Anne Stuart, la S. P. C. K. fonde des écoles qui sont au nombre de 150 de 1714 à 1750. Entretienues au moyen des revenus des biens confisqués aux Jacobites, elles deviennent surtout des écoles de métiers après l'octroi de la patente de 1738. Si les échecs furent la règle, les efforts de Sir Rob. Scott, des industriels liniers à Portsoy (1751) et au Loch Carron, l'école de charité s'acclimate peu à peu dans les Highlands à la fin du xviii^e siècle. A tous elle donne ce minimum de connaissances générales ou techniques qui permettront à l'Écossais resté chez lui de mettre en valeur son sol aride, à l'émigrant en Amérique de devenir un des meilleurs colons du monde.

Dans l'Irlande, plus misérable encore, Lord Percival, O'Brien, Edw. Nicholson ouvrirent les premières écoles de charité : à Dublin (1704), à Cork celle, si remarquable, de Green Coat Hospital. Elles sont déjà 163, avec 3,000 élèves en 1725. Mais leur progrès s'arrête, jusqu'en 1750, parce qu'elles ne peuvent compter ni sur l'appui du clergé anglican ni de la *middle class*. Leur incorporation dans les cadres de la S. P. C. K. n'améliore guère la situation, parce que les *hedge schools* catholiques leur font une concurrence victorieuse.

Toute autre est la situation des écoles de charité au Pays de Galles. Dans ce pays, qui a si vigoureusement lutté contre les réformes de Laud, les ministres exclus en 1662, devenus maîtres d'école, guidés par Stephen-Hugues, Thomas Gouge, le *Welsh Trust*, union interconfessionnelle d'anglicans et de dissidents (vers 1672), sauvent leur foi et la langue galloise (Nouveau Testament en gallois de 1672). C'est sur ce terrain si fécond qu'allait, à partir de 1699, intervenir la S. P. C. K. (elle devait fonder soixante-trois écoles nouvelles au xviii^e siècle). Puis, après 1737, Griffith Jones, d'accord avec le clergé local, ouvrit des écoles du soir, sur le modèle de celles de sa paroisse, Llandowis. Méthodiste sans le savoir, il est à l'origine de l'ouverture des écoles du dimanche, dont l'apôtre fut Thomas-Charles de Bala (1790) et du Welsh Revival.

Dans cette évolution des écoles de charité, du soir et du dimanche, toute l'évolution est commandée par une certaine défiance à l'égard de l'État et par la primauté des associations libres, primauté qui explique le succès de la pédagogie monitoriale de Bell et de Lancaster (1797-1798).

Dans l'ensemble, le si curieux mouvement des *charity schools* n'a point apporté de contribution neuve à l'histoire de la pédagogie. Préoccupé de faire beaucoup au moindre prix, il a de plus en plus abandonné le programme des trois R's pour développer les écoles techniques, les cours du soir et du dimanche, l'emploi des moniteurs. Il ne présente pas au point de vue pédagogique la valeur des expériences tentées en France par les Ursulines, par C. Démià ou saint J.-B. de la Salle. Leur intérêt est tout autre. Si, en Irlande, elles ont échoué, elles ont contribué à civiliser les Highlands, à sauvegarder la nationalité galloise, à maintenir la moralité anglaise, à éloigner des pays industriels les émeutes de la faim.

Telle est la substance du bon livre de M. M. G. Jones. Intéressant, nuancé, neuf dans maints détails, bien écrit, il apprendra beaucoup aux historiens du continent.

Peut-être leur eût-il appris davantage si, dans un chapitre final, il avait dégagé le rôle d'ensemble de la S. P. C. K., celui des doctrinaires religieux (Gibson, Raikes) nationaux (Philipps, Griffith Jones) du mouvement. Deux additions, enfin, paraissent nécessaires à ce livre. L'une, de nature chronologique, aurait cherché à expliquer pourquoi, dans toutes les parties des Iles Britanniques, les écoles s'ouvrent de 1699 à 1710, pourquoi elles végètent de 1710 à 1735 et pourquoi, à partir de cette date, qui est antérieure à la révolution industrielle, elles se transforment de plus en plus en écoles du soir ou du dimanche. Enfin, le lecteur regrette que, si, ici et là, quelques touches heureuses évoquent les maîtres et les élèves des *Charity Schools*, ils restent néanmoins trop à l'arrière-plan. Ce qui est d'autant plus curieux qu'ils sont un des thèmes de la littérature anglaise : il n'est point besoin de rappeler le succès qu'a connu le *John Halifax* de Mrs Craik.

Puissent ces remarques montrer tout l'intérêt du livre de M. M. G. Jones !

E. PRÉCLIN.

Herbert Imgram PRIESTLEY. **France Overseas. A Study of Modern Imperialism.** Londres-New-York, D. Appleton-Century Company, 1939. In-8°, 463 pages et cartes. Prix : 5 dollars.

L'unique ouvrage d'ensemble sur l'expansion de la France au XIX^e siècle : *Les colonies françaises. Un siècle d'expansion coloniale*, par Dubois et Terrier, fut publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900 et vaut surtout par les nombreux textes réunis en annexes. La tentative de M. Priestley de reprendre le sujet, en le menant jusqu'à 1936, était donc opportune. L'auteur n'a pas voulu faire œuvre originale, mais fournir une mise au point des résultats dispersés dans une immense littérature. Des sept mille études qu'il a mis dix ans à dépouiller, des centaines eussent pu, sans inconvénient, être laissées de côté ou citées avec réserves. Tels historiens, qui firent jadis autorité, comme Gaffarel, ne peuvent plus être invoqués sans précautions. C'est qu'en France surtout, l'histoire coloniale s'évade lentement de l'apologétique. Il suffit de comparer les six volumes actuellement parus de la *Cambridge History of the British Empire* aux six volumes de l'*Histoire des colonies françaises* de Hanotaux et Martineau pour mesurer la distance qui sépare une science majeure d'une science en formation. A l'heure actuelle, pour aborder sérieusement l'histoire de la colonisation, même française, il faut d'abord savoir l'anglais. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que le premier manuel sur la France d'outre-mer aux XIX^e et XX^e siècles ait paru à New-York.

M. Priestley est bien renseigné. Peu d'ouvrages importants lui ont échappé et les erreurs qu'il peut commettre sont de tradition. Il n'est tendancieux ni dans le choix des faits ni dans leur interprétation. Il procède par phrases courtes, fixant la suite des événements et les jugements qui en découlent. Des résumés des temps antérieurs permettent les reculs nécessaires. Des notes signalent, en quelques mots, les sujets controversés et les positions personnelles des auteurs. Il est peut-être excessif, par scrupule, de mettre en opposition les points de vue d'historiens compétents et de vulgarisateurs. Dans les conflits qui opposèrent France et Angleterre, l'auteur, qui est Américain, ne croit pas nécessaire de se faire l'avocat d'une des deux causes. « Pritchard », écrit-il, par exemple, « suscita une insurrec-

tion pour laquelle il fut expulsé ; à son retour en Angleterre, il fut reçu en martyr, cependant qu'en France le gouvernement était taxé de lâcheté. » Il ne dissimule pas les intrigues, à Madagascar, du Révérend Ellis, « antifrçais et anticatholique ». Il signale, avec équité, et l'héroïsme de Marchand et l'imprudence de la politique française, qui aboutit à l'humiliation de Fachoda. Les revendications italiennes, maghrebines, syriennes sont impartialement exposées, en faisant appel, le cas échéant, aux journaux et revues de toutes tendances, de l'*Afrique française* au *Populaire*. Il y a, dans tout l'ouvrage, un louable effort d'objectivité.

Le plan adopté est le plan chronologique, du moins jusqu'à la fin du Second Empire. Pour la Troisième République, Algérie, Tunisie, Égypte, Indochine, Afrique occidentale, Afrique équatoriale, Madagascar, Maroc et Syrie font l'objet d'autant de chapitres indépendants. L'auteur a reculé devant la difficulté de suivre, au cours des sept dernières décades, les fluctuations de la politique républicaine. La tâche eût été ardue et, peut-être, décevante, car l'histoire coloniale se développe dans des cadres chronologiques propres à chaque territoire et il n'est pas certain que les changements de ministère qui apportent les modifications les plus profondes dans la politique intérieure aient des effets analogues aux colonies. L'effort mériterait quelque jour d'être tenté.

Le défaut du manuel de M. Priestley est d'être exclusivement fondé sur les documents imprimés. Il n'en saurait, actuellement, être autrement. En matière coloniale, on a écrit l'histoire avant de consulter les archives. On ne saurait s'étonner que leur dépouillement réserve des surprises. Dans cet ordre d'activité, la contribution des Américains à l'étude de l'expansion française ne cesse de croître. Non seulement les thèses d'Université, mais les ouvrages de professeurs mettent à jour des documents nouveaux. Les recherches de Langer sur Tunis, de Flournoy et de Cruickshank sur le Maroc, de Brookes sur l'Océanie sont de première main. Il faudra de nombreuses études analogues avant qu'on puisse écrire une synthèse comme celle de la *Cambridge*. On s'apercevra alors que les notions acquises sur les initiatives des missionnaires catholiques dans le Pacifique, sur l'influence des hommes d'affaires à Madagascar sous le Second Empire, sur les relations entre armées et missionnaires en Cochinchine, sur les origines de l'affaire de Lang-Son, sur le rôle des financiers en Tunisie, avant 1870, ne répondent peut-être pas à la réalité. En attendant les recherches directes, qui seront l'œuvre de demain, le manuel de M. Priestley est l'ouvrage le plus complet et le plus sûr dont on dispose.

Ch.-André JULIEN.

Josef-Albert OTTO, S. J. **Gründung der neuen Jesuitenmission durch General Peter Johann Philipp Roothaan.** Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1939. In-8°, xxviii-551 pages.

Livre important, rempli de faits, rempli de références, un peu dense et de lecture parfois un peu pénible, mais fort instructif. Il s'agit du rétablissement, sur nouveaux frais, d'un grand ensemble de missions jésuites, qui a été, non l'œuvre, mais une des œuvres, du mémorable généralat de P. Roothaan, un des plus longs (vingt-quatre ans : 1829-1853) que l'ordre ait connus. L'auteur a débuté par un utile chapitre d'introduction. Dissous, comme tout le monde le sait, en 1773,

l'ordre s'est maintenu en Russie, grâce à la bienveillance de Catherine II, mais bien entendu, avec une activité très limitée. Confirmé, pour la Russie, en 1800, par le pape Pie VII, il fut rétabli solennellement, pour toute la chrétienté, en 1814, par le même pape. On n'avait pas attendu ce moment pour lui proposer des missions. Circonstance émouvante, l'appel venait parfois d'anciens religieux, victimes de la dissolution de 1773, restés dans les pays qu'ils évangélisaient, mais désireux de rentrer dans l'ordre et de renouer la tradition. Ainsi pour la Chine. Ailleurs, en Amérique, par exemple, les souvenirs que les Jésuites avaient laissés engageaient à les rappeler. Mais aucune entreprise missionnaire de quelque envergure ne pouvait être tentée avant que l'ordre se fût suffisamment recruté. Ce fut le cas, juste au moment où une chance heureuse assurait à l'ordre un chef de tout premier ordre. La correspondance du P. Roothaan, l'une des principales sources à laquelle le P. Otto a puisé, donne la plus haute idée de son intelligence, de son ardeur, de son jugement et de son adresse. — Un livre comme celui-ci ne peut guère s'analyser. Nous ferons seulement quelques remarques générales.

Entre les missions du *xix^e* siècle et celles des *xvii^e* et *xviii^e*, le P. Otto signale et souligne une grande différence. Les missions d'ancien régime étaient ordinairement défrayées, patronnées — et régentées — par les souverains d'Europe, parfois sincèrement dévoués à la propagande chrétienne, mais qui y voyaient aussi un moyen d'influence et une manière de se faire honneur. Des difficultés en étaient souvent résulté. On les vit reparaître dans la première moitié du *xix^e* siècle. La France exerçait traditionnellement dans le Proche-Orient une espèce de protectorat. Mais les Jésuites, à cette date, n'y étaient pas bien vus du gouvernement. Guizot ne se priva pas de les contrecarrer en Asie Mineure et en Syrie et de leur opposer les Lazaristes. Beaucoup plus grave fut le schisme de Goa. Le Saint-Siège avait jadis à peu près abdiqué au profit du roi de Portugal l'administration religieuse de l'Inde. Seulement, la situation avait singulièrement changé. La papauté, de par l'impuissance du Portugal à jouer son rôle, et la conquête de l'Inde par l'Angleterre, estimait que les anciens privilèges avaient fait leur temps. Le clergé goanais ne l'entendit pas ainsi ; un véritable schisme éclata, qui donna lieu à une lutte très vive avec les missionnaires jésuites. Il fallut longtemps pour en venir à bout.

Les cas de ce genre n'en furent pas moins rares. En somme, les gouvernements se désintéressaient plutôt de la propagande religieuse. Il est à noter que, dans l'Inde, les Anglais ne gênèrent nullement les missionnaires catholiques. La grande nouveauté, sur laquelle insiste le P. Otto, est que les missions sont désormais soutenues, non surtout, comme autrefois, par les gouvernements, mais par les dons des fidèles. C'est l'époque où se créent la Propagation de la Foi, puis d'autres œuvres analogues.

Une question très délicate se posait, en revanche, quand les missionnaires appartenaient à un ordre ; plus particulièrement quand l'ordre avait des constitutions aussi étudiées et aussi fortes que celles des Jésuites, et plus encore si le missionnaire devenait évêque. Qui dirigeait en dernier ressort : le supérieur de l'ordre, ou bien la congrégation de la Propagation, établie à Rome, auprès du Saint-Siège, précisément pour diriger l'activité missionnaire ? Le P. Roothaan a connu en plein cette difficulté, et on ne peut pas dire qu'elle ait été pleinement réglée.

Par ailleurs, le P. Roothaan a gouverné de façon remarquable les missions de l'ordre, étant donné surtout leur nombre et leur variété, ainsi que les distances et la lenteur des communications. Des faits très nombreux cités par le P. Otto, il résulte qu'il suivait toutes les affaires avec grand soin, entretenait infatigablement une immense correspondance, et conseillait ou commandait avec un grand sens pratique. Malgré l'intérêt particulier qu'il portait aux missions, et malgré le rôle avec lequel de très nombreux membres de l'ordre souhaitaient d'y être envoyés, malgré encore les appels incessants qui lui étaient adressés, il sut très bien maintenir un juste équilibre entre les deux tâches, européenne ou missionnaire, qui s'imposaient. Il n'hésitait pas à refuser quand il n'était pas sûr de pouvoir continuer une œuvre entreprise. Rien dont il se défilât davantage que du romantisme missionnaire, pour employer une expression dont se sert volontiers le P. Otto. Dans les pays tout à fait neufs, où il ne s'agissait pas de reprendre une œuvre ancienne, il avait voulu qu'une étude méthodique du pays et de ses habitants précédât toute fondation, se rendant parfaitement compte que les mêmes moyens ne pouvaient réussir partout.

En un quart de siècle environ, le réseau des missions des Jésuites couvrait à peu près le monde entier, sauf les régions encore inaccessibles pour tout le monde. Bien entendu, on ne réussit pas partout. Il y eut de grandes espérances anéanties par la versatilité de certains peuples; ainsi les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord. D'autre part, bien des résultats qui devaient être brillants n'apparurent que plus tard. L'œuvre accomplie en si peu de temps n'en est pas moins extraordinaire.

E. JORDAN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH. *La technique parlementaire des relations internationales* (Paris, Libr. du Recueil Sirey, 1937, in-8°, 86 p.). — Il est évident que les faits et les principes de la politique intérieure exercent une constante influence sur le plan international. M. Mirkine-Guetzévitch s'efforce d'apprécier le rôle des institutions représentatives dans les relations internationales. Il expose successivement : le rôle des parlements dans la conclusion des traités internationaux ; la conclusion des traités internationaux sous le régime parlementaire ; le contrôle politique des relations internationales sous le régime parlementaire.
Maurice BAUMONT.

— N. IORGA. *Basele populare ale orcării mișcări din Balcani* (Le fondement populaire de tout mouvement balkanique). Conférence faite le 3 mars 1939 (Bucarest, 1939, in-8°, 25 p.). — Communauté profonde de la mentalité et de la civilisation balkaniques, substratum de l'Entente balkanique.
P. H.

— N. IORGA. *Ce e Bizanțul* (Ce qu'est Byzance). Conférence faite à l'*Universitatea liberă* en mars 1939 (Bucarest, 1939, in-8°, 22 p.). — Historique des études byzantines en Europe. Byzance est une synthèse d'éléments fort divers (Empire romain, chrétien et oriental), qui ont gardé cependant la tradition romaine et se sont imposés même aux Ottomans et aux États successeurs.
P. H.

— Ch. GILLIARD. *La politica di Carlo V al principio del 1536* (Florence, Olschki, in-8°, 8 p. Extr. de l'*Archivio storico italiano*, fasc. 2 de 1939). — Montre Charles-Quint désirant la paix au commencement de 1536 et voulant éviter de paraître l'agresseur, alors que François I^{er} ne se résignait pas au traité de Cambrai. — E. C.

— Herbert SCHWARZ. *Die Entwicklung der völkerrechtlichen Beziehungen Äthiopiens zu den Mächten seit 1885* (Breslau, Martin, 1937, in-8°, 76 p.). — H. Schwarz consacre une étude sérieuse aux relations internationales de l'Éthiopie depuis 1885, c'est-à-dire depuis l'occupation de Massaouah par les Italiens. Le traité d'Ucciali du 2 mai 1889, qui fait l'objet d'un chapitre spécial, est suivi de nombreux traités de commerce et d'amitié. Le traité de 1906, conclu par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, équivalait-il à un partage de l'Empire éthiopien en sphères d'intérêt ? C'est l'avis de l'auteur ; ce n'était pas l'avis de von Nostitz-Wattwitz.

En 1923, l'Éthiopie entre dans la Société des Nations. Pour les dernières années, M. Schwarz apporte surtout la documentation italienne et allemande ; un lecteur français ne sera pas toujours d'accord avec certaines observations. Dans l'ensemble, ce travail représente une utile contribution à l'histoire du problème éthiopien.
M. B.

— Frank OLIVER. *Special Undeclared War* (Londres, Jonathan Cape, 1939, in-8°, 368 p.). — M. Frank Oliver est un journaliste anglais très estimé ; correspondant de l'agence Reuter en Extrême-Orient, il a vécu quinze ans en Chine. Un rédacteur du *Times*, M. Peter Fleming, fait précéder d'une brève préface cet ouvrage qui mérite d'être retenu au dossier des événements d'Extrême-Orient.

Dans « la guerre spéciale non déclarée », ses sympathies vont aux Chinois, et il proclame Chiang Kai-shek « le plus grand homme de l'Asie ». Mais il ne s'agit pas d'un pamphlet hâtif ; le livre, où l'on sent une connaissance précise des hommes et des choses, est fort instructif et se lit avec agrément. M. B.

— Richard COUDENHOVE-KALERGI. *L'Europe unie* (Glaris, Éditions paneuropéennes, s. d., in-8°, 149 p.). — Rapide essai sur l'unification de l'Europe, l'histoire, déjà riche de projets et d'espérances, de la Paneurope, sur les perspectives d'avenir de l'union du continent. E. C.

Allemagne. — Pierre BENAERTS. *L'unité allemande, 1806-1938* (Paris, A. Colin, 1939, 224 p. *Coll. A. Colin*, n° 219 ; prix : 15 fr.). — Le petit livre de M. Benaerts comble une lacune. Depuis Ernest Denis, on n'avait pas publié de manuel moderne et sérieux sur l'unité allemande. Le nouvel ouvrage de la collection A. Colin en retrace les péripéties depuis le 6 août 1806, date de la disparition du premier Reich. On lui saura gré d'avoir bien mis au point les différentes questions sur lesquelles on a beaucoup publié depuis la guerre. L'auteur résume ses propres travaux sur le Zollverein, utilise Valentin sur la révolution de 1848, relate clairement l'histoire intérieure de l'Allemagne pendant la Grande Guerre. C'est un de ses grands mérites que d'avoir consacré à la période contemporaine (1871-1939) plus de la moitié de son étude. Encore ces pages paraissent-elles trop courtes. On voudrait plus de détails sur l'histoire politique de la république de Weimar, dont les difficultés économiques sont remarquablement analysées ; mais cette histoire est compliquée et ne peut se « résumer » en quelques pages. Le meilleur exposé d'ensemble qui lui ait été consacré se trouve dans les deux volumes de M. Arthur Rosenberg¹, que l'auteur ne cite pas. Le travail de M. Benaerts rendra de grands services aux étudiants et aux historiens qui ne lisent pas l'allemand ou qui ne veulent pas se plonger dans d'innombrables monographies. M. B.

— Karl Alexander von MÜLLER. *Vom alten zum neuen Deutschland* (Stuttgart-Berlin, Deutsche Verlags-Anstalt, in-8°, 338 p.). — Karl Alexander von Müller réunit dans un volume une série d'articles, fort brefs en général, qu'il avait publiés dans des revues, et de harangues, qu'il avait prononcées pour des cérémonies universitaires. S'étendant de 1914 à avril 1938, ces textes doivent, dans la pensée de l'historien munichois, éclairer la route qui a mené au III^e Reich. Ils sont animés parfois d'une éloquence frémissante : ainsi l'article *Allemagne et France*. Rappelons qu'un volume de l'auteur : *Deutsche Geschichte und deutscher Charakter*, paru en 1925 et qui a une composition identique, a reçu le *Verdunpreis*, par lequel l'Académie prussienne des sciences couronnait tous les cinq ans « le meilleur livre d'histoire allemande ».

1. *Die Entstehung der Deutschen Republik*. Berlin, 1928, et *Geschichte der Deutschen Republik*. Carlsbad, 1935. — Signalons une erreur de détail à rectifier dans une prochaine édition. Le traité de contre-assurance n'est pas de 1884, mais de 1887.

A vrai dire, plusieurs articles (sur Cromwell, sur Machiavel) n'ont aucun rapport avec l'Allemagne contemporaine. Ceux qui datent de la guerre sont inspirés du plus ardent nationalisme. C'est un fait très caractéristique qu'ils soient exhumés au bout d'une vingtaine d'années. En France, on s' imagine mal un éditeur reprenant en 1938 des articles de guerre publiés par un professeur, même réputé. K. A. von Müller demandait alors à l'Allemagne d'avoir « non seulement une épée aiguisée, mais une volonté politique claire » (1915).

Puis il célèbre le drame de Scapa Flow et dénonce inlassablement les horreurs de Versailles. « Nous ne pouvons pas vivre avec un tel traité. Aujourd'hui, nous sommes hors d'état de le détruire par les armes, car on nous a désarmés... Attendons que les vainqueurs se divisent... Un espoir subsiste, le traité est édifié sur un mensonge... La chaîne, qui devait nous apporter la suprême humiliation, sera notre meilleure arme si nous savons nous en servir. »

Articles ou discours, tous ces textes, qui se lisent avec intérêt, mènent logiquement à l'apothéose du national-socialisme et de Hitler : « Hitler est le peuple allemand. »

M. B.

Amérique latine. — J. VELLARD. *Une civilisation du miel. Les Indiens Guayakis du Paraguay* (collection *Géographie humaine*, dirigée par P. Deffontaines). Préface de P. RIVET (Paris, Gallimard, 1939, in-8°, 189 p., 24 pl., phot. et dessins). — Au cours d'expéditions difficiles dans les épaisses forêts du Caaguassu, le Dr J. Vellard a réussi à joindre des campements de ces tribus très craintives et restées jusqu'ici mystérieuses. Du groupe Guarani, elles sont parmi les plus arriérées de l'Amérique du Sud, errant sans cesse, vivant de petit gibier et surtout de miel. « Les deux tiers des objets qu'ils connaissent sont destinés à la récolte ou à la conservation du miel et de la cire. » En somme, une forme très rudimentaire de nomadisme forestier.

Jules SION.

— R. P. Émile HOUSSE. *Une épopée indienne. Les Araucans du Chili* (Paris, Plon, 1939, in-8°, II-307 p., 11 fig., dessins, 1 pl. carte, 32 pl. phot. ; prix : 22 fr.). — Après un séjour de neuf ans en Araucanie, l'auteur nous donne une description précise et vivante des mœurs des habitants, de leurs croyances religieuses, de la constitution de la famille, du genre de vie. La partie proprement historique est consacrée surtout aux luttes du XVI^e siècle contre les Espagnols, sujet de l'épopée d'Alonso de Ercilla. Mais on trouvera aussi, notamment en conclusion, des pages utiles et parfois émouvantes sur la ténacité de ces montagnards devant les exactions des colons, trop peu contenus par le gouvernement, avides des dernières réserves indiennes.

J. S.

Belgique. — A. COSEMANS. *De bevolking van Brabant in de XVII^e en XVIII^e eeuw* (Koninklijke commissie voor geschiedenis. Bruxelles, Palais des Académies, 1939, in-8°, XL-261 p.). — Après une étude très générale sur les théories de la population et la démographie et sur les dénombremens tentés en France, en Prusse, en Autriche, dans les Pays-Bas du Nord avant 1800, l'auteur étudie les recensements de Brabant en 1693 et 1709, en 1755, en 1784.

La population totale passa de 373,191 à 447,282, puis à 618,396 personnes. Accroissement d'autant plus remarquable que le chiffre de 1709 ne marquait qu'un progrès d'environ 10,000 âmes par rapport aux évaluations données pour le début du XVI^e siècle (1526). En 1755, la densité est de 75 au km².

Cette étude, très expressive, détaille la composition de la population, sa répartition locale, professionnelle même dans la mesure du possible, recourt à la méthode graphique. Elle donne à l'histoire une base solide, « réelle » et invite à des recherches de détail pour lesquelles elle constitue une excellente introduction.

E. C.

— Émile CAMMAERTS. *The keystone of Europe. History of the Belgian dynasty, 1830-1939* (Londres, Davies, 1939, in-8°, ix-393 p.). — C'est Louis-Philippe qui dit un jour à Guizot que la Belgique, « comme État neutre indépendant, deviendrait la clef de voûte de l'Europe ». M. Cammaerts a résumé en un livre alerte l'histoire de son pays depuis 1830, du point de vue de la famille royale. Il décrit la formation des princes, analyse leur caractère, définit leur action en face des grands événements de la vie nationale.

La partie la plus originale de l'ouvrage est celle qui est consacrée aux événements de 1918 à nos jours et, plus spécialement, les trois chapitres consacrés au règne de Léopold III. Les idées du roi, surtout en politique étrangère, l'expérience Van Zeeland, l'apparition du communisme, le nationalisme flamand, le rexisme, la politique d'Oslo — le discours d'octobre 1936, les déclarations des grandes puissances, la crise de septembre 1938 et l'accord de Munich. Les raisons d'une politique nouvelle de la Belgique sont exposées clairement et présentée avec force sa volonté de contribuer à la paix dans une Europe où se sont exaspérées les oppositions d'intérêts entre grandes puissances ; le livre se termine sur l'espoir que, dans une Europe nouvelle, vraiment pacifiée, la neutralité belge puisse devenir « obsoleète »... Cette histoire est trop proche de nous pour être écrite de façon définitive. Le témoignage, à tout le moins, vaut d'être retenu.

E. C.

Espagne. — M^{me} A. Wilson SERVER. *L'Espagne dans la « Revue des Deux Mondes », 1829-1848* (Paris, 1939, in-8°). — Cette thèse de doctorat d'Université, soutenue devant la Faculté des lettres de l'Université de Besançon, comprend six chapitres. L'auteur étudie comment, de 1829 à 1848, c'est-à-dire au temps du romantisme et des révolutions libérales, la *Revue des Deux Mondes* a rendu compte à ses lecteurs de la politique (I), de la vie littéraire, scientifique et artistique (II et IV), des caractères de la vie journalière en Espagne (III). Au chapitre V, M^{me} Server dégage les traits principaux de l'influence espagnole sur notre pays. Le chapitre VI est intitulé : « La *Revue des Deux Mondes* et les ouvrages récents sur l'Espagne. »

L'ouvrage témoigne de certaines inexpériences : la bibliographie, qui n'est pas critique, est mal classée, l'index est insuffisant. Les dates-limites choisies, surtout 1848, ne paraissent pas heureuses. Le sujet, conçu à un point de vue littéraire trop analytique, est mal rattaché à l'histoire générale, à l'histoire française et à l'histoire espagnole. Les erreurs sont assez nombreuses et le sujet manque de vie.

Du moins, le travail de M^{me} Server, qui est écrit en une langue correcte, constitue un bon dépouillement des articles de la *Revue des Deux Mondes*. Il sera indispensable à qui voudra étudier les rapports franco-espagnols à la fin de la première moitié du XIX^e siècle.

E. PRÉCLIN.

États-Unis. — Grant FOREMAN. *Sequoyah* (Norman, University of Oklahoma Press, 1938, in-8°, 90 p. ; prix : \$ 1.50). — Le présent ouvrage est la biographie vivante et documentée d'un Indien Cherokee de Tuskegee, George Guess-Se-

quoyah, vétéran de la guerre de 1812 et inventeur génial d'un système de quatre-vingt-six caractères propres à reproduire tous les sons de sa langue natale. D'abord discuté et combattu, il se fit écouter de ses compatriotes, qui purent se civiliser, ouvrirent l'imprimerie de Park Hill (1839) et se constituèrent en une nation cherokee. L'auteur conclut, sans le prouver, que Sequoyah était le fils de N. Gist, compagnon de G. Washington. E. P.

— Percy Wells BIDWELL. *Our trade with Britain, Bases for a reciprocal Tariff agreement* (New-York, s. d. (1938), in-8°, x-129 p.). — Ce livre, divisé en six chapitres, enrichi de dix-neuf tables statistiques et de huit appendices, est l'œuvre du rapporteur d'un Comité nommé par le *Council on Foreign relations* aux États-Unis, dans le but de préparer un traité de commerce anglo-américain. C'est un travail, sobre, tout technique et réduit aux commentaires indispensables. Dans un premier chapitre, l'auteur montre toute l'importance du commerce entre l'Angleterre et l'Amérique. Si elle a diminué depuis 1929, la balance commerciale en faveur des États-Unis dépasse \$ 200 M. Après cette introduction, le volume s'ordonne en deux parties symétriques : la politique commerciale des États-Unis et l'étude des tarifs qui frappent les importations anglaises (chap. II, III), la politique commerciale de la Grande-Bretagne et l'étude des tarifs qui frappent les importations américaines (chap. IV, V). Le chapitre VI conclut.

La politique douanière des Républicains, si protectionniste et si néfaste (tarifs de 1922, Hawley Smoot de 1930), génératrice d'une hausse du prix de la vie dans le monde, fait l'objet d'un exposé qui, équitable dans la forme, n'en est pas moins sévère quant au fond. Il fallut le retour des démocrates au pouvoir pour que les *Tariff Agreement Acts* (12 juin 1934), autorisant le président à élever ou à diminuer certains droits de 50 %, pussent améliorer les conditions du commerce extérieur (de 70 % dans les deux sens, avec les dix-sept pays signataires de traités économiques récents, de 49 % seulement avec les autres). La politique douanière britannique devenue plus protectionniste avec les « Mackenna Duties » de 1915 et de 1925, plus libérale avec les travaillistes, s'est engagée sur la voie de la protection impériale (*Abnormal Importations Act* du 24 novembre 1931, *Import Duties Act* du 1^{er} mars 1932, *Accord d'Ottawa* d'octobre 1932), sous l'impulsion dominatrice de l'*Import Duties Advisory Committee* (19 avril 1932), qui, de façon très souple, a porté le pourcentage des importations taxées de 17 (1929) à 72 % (1931) et 79 ½ % (1933), accru la part des importations (de 29 à 39 %) et des exportations impériales (de 44 ½ à 48 %), obtenu du Canada des réductions sur 179 articles et conclu avec l'étranger vingt traités basés sur les contingentements et un transfert équitable des devises. Aussi les importations agricoles américaines ont-elles décliné, alors que se maintiennent les achats en Amérique de produits industriels.

Dans ces conditions, les perspectives d'un accord anglo-américain rencontrent quelques difficultés. Les États-Unis désirent recevoir à bon compte l'étain, le caoutchouc et obtenir pour leurs matières premières une entrée aisée en Angleterre. Déjà le désir qu'ils ont de bénéficier du régime de la porte ouverte dans les colonies britanniques se heurte aux résistances anglaises, qui craignent la concurrence yankee et la réaction canadienne ou australienne. Mais les divergences ne paraissent pas irréductibles et les négociateurs américains envisagent quatre cents réductions dont bénéficieraient les produits anglais.

Huit tables statistiques, une longue bibliographie complètent l'intérêt de ce très utile ouvrage. E. P.

— Le *Journal of the history of ideas*, dont nous avions annoncé la prochaine apparition dans notre numéro de juillet-septembre 1939 (t. CLXXXVI, p. 223), vient de publier son premier fascicule (janvier 1940). On y trouvera, outre un remarquable article du directeur de la revue, *Arthur O Lovejoy*, *Reflections on the history of ideas*, les articles suivants : *Bertrand Russel*, *Byron and the modern world*. *Gilbert Chinard*, *Polybius and the American constitution*. *Louis B. Wright*, *The significance of religious writings in the english renaissance*. *Hans Kohn*, *The genesis of english nationalism*, et *Robert R. Palmer*, *French nationalism before the Revolution*.

Sont annoncés pour paraître dans les prochains numéros des articles de *Daniel Mornet*, *L'idée de préciosité en France au xviii^e siècle*. *Crane Brinton*, *Political aspects and influence of Nietzsche's philosophy*. *Morris R. Cohen*, *Interpretations of the history of science*. *J. Salwyn Schapiro*, *The problem of liberalism in France during the Restoration*, etc.

France. — *Archives.* — La Direction des Archives de France a publié un ouvrage posthume de M. Henri COURTEAULT, le prédécesseur de M. P. Caron, intitulé : *Les Archives nationales de 1902 à 1936* (Paris, Didier, 1939, in-8°, 215 p.). M. Courteault avait l'intention d'étendre son exposé aux archives départementales ; la mort le lui a interdit, et nous avons seulement une sorte de rapport d'ensemble sur l'existence du grand dépôt français pendant une trentaine d'années. Ce rapport, personne n'était mieux en état de le présenter que celui qui, pendant tant d'années, secrétaire des Archives nationales, puis directeur des Archives de France, a été la cheville ouvrière de ce service. Bâtiments et locaux, accroissement des collections, travaux du personnel, telles sont les rubriques entre lesquelles sont répartis un très grand nombre de renseignements, qui ont un intérêt non seulement historique, mais encore pratique. En dehors d'un court fragment sur le service des archives départementales, on trouve encore dans ce volume divers appendices : versements et dépôts effectués de 1923 à 1936 aux Archives nationales ; mouvement du personnel de 1800 à 1936 ; état nominatif du personnel des archives départementales des origines à 1936.

M. Paul DUPIEUX, avec la collaboration de M. Jules BLANC, a dressé le *Répertoire numérique de la sous-série II C (Fonds de l'enregistrement et de la conservation des hypothèques)* des archives départementales de l'Aube (Troyes, impr. Troyenne, 1938, in-4°, 53 p.). Ces documents peuvent nous donner une idée multiforme de la vie économique de l'Ancien Régime, car ils se réfèrent au contrôle des actes notariaux institué par l'édit de mars 1643 et le tarif de septembre 1722, aux insinuations exigées par l'édit de décembre 1703, à la taxe du centième denier, établie en 1703, aux biens de mainmorte, aux revenus domaniaux, aux droits du duc d'Orléans (particulièrement sur le domaine de Chaumont) ; enfin, au régime hypothécaire établi en 1771.

M. Alfred GANDILHON, après avoir quitté le dépôt qu'il administrait avec tant de zèle, a pu donner de celui-ci une dernière preuve en publiant le *Répertoire critique des anciens inventaires des archives du département du Cher* (Bourges, Archives départementales, 1939, in-8°, 90 p.). Ce répertoire remplit parfaitement les instructions ministérielles, rédigées par Ch.-V. Langlois, du 15 décembre 1923, car il signale plus de deux cent cinquante instruments de travail de toute nature, au moyen desquels — et grâce aussi à la table dressée par M. Bernard Jarry, suc-

cesseur de M. Gandilhon — on peut faire de fructueuses investigations dans les archives du Cher.

Le même M. Alfred GANDILHON s'était attaché, conformément aux vœux du Conseil général de ce département, à faire connaître les richesses documentaires des archives communales relevant de son inspection. Ainsi a-t-il pu élaborer un *Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790* de Dun-sur-Auron (Bourges, Archives départementales, 1938, in-4°, 520 p.). Cet inventaire, remarquablement tabulé, est précédé d'une introduction de plus de soixante pages, qui constitue une excellente monographie, depuis les origines celtiques, de Dun-sur-Auron.

Continuant d'appliquer avec constance une méthode dont on a déjà souligné ici même la valeur, M. Raoul BUSQUET, en présentant les *Fonds des archives départementales des Bouches-du-Rhône* ; 2^e vol., 1^{re} partie : *Dépôt annexe à Aix-en-Provence, série B* (Marseille, Archives des Bouches-du-Rhône, 1939, in-8°, VIII-196 p.), donne aux historiens un admirable moyen de se reconnaître parmi les fonds organisés à Aix par l'un de ses prédécesseurs, l'éminent Louis Blancard. Avec une science incomparable, en effet, M. Busquet donne, pour chacune des cours et des juridictions qui figurent dans la série B de son dépôt annexe, un tableau précis de la composition de leurs fonds, un historique des institutions correspondantes et une bibliographie étendue et exacte. Ainsi, sur le Parlement de Provence, les sénéchaussées d'Aix et d'Arles, les cours royales ordinaires d'Aix, Arles, Tarascon, les justices royale et seigneuriale ou sièges d'appeaux de diverses localités provençales, nous possédons, grâce à M. Busquet, des notices très précieuses. Nous souhaitons très vivement que le second volume, dont le présent fascicule n'est qu'une partie, soit très prochainement publié.

M. A. MORGAND fournit une contribution importante à la collection des *Inventaires sommaires des archives départementales* en inventoriant une nouvelle série de documents ecclésiastiques se rapportant essentiellement à l'évêché d'Autun (*Invent. som. des arch. dép. de Saône-et-Loire antérieures à 1790. Archives ecclésiastiques, série G*, t. II, fasc. I. Mâcon, arch. dép., 1939, in-4°, 160 p.) : la visite des paroisses pour les archidiaconés d'Autun, Avallon, Beaune, Flavigny, les assemblées synodales, le fonctionnement des méparts (fondations dont les revenus étaient partagés entre plusieurs ecclésiastiques), le contentieux des cures, les fondations et les insinuations ecclésiastiques sont représentés dans les articles diligemment inventoriés ici.

MM. Ernest LAURAIN, archiviste honoraire du département de la Mayenne, et René GAUCHET, vice-président de la Commission historique et archéologique de ce département, avec la collaboration de M. Marcel WEBER pour l'établissement d'une table onomastique, ont publié l'*Inventaire sommaire des archives hospitalières de Château-Gontier* (Laval, Goupil, 1938, in-4°, iv-131 p.). L'introduction, rédigée par M. Laurain, résume, de façon attachante, l'histoire de l'aumônerie et de l'hôpital de Château-Gontier et indique que, malgré des efforts méritoires de conservation, de récolement et d'inventoriage, bien des documents se rapportant à cette histoire ont, au cours des siècles, disparu.

M. Marcel BAUDOT, archiviste départemental de l'Eure, a eu l'excellente idée d'établir, sous le titre de *Les sources de l'histoire du département de l'Eure*, un État sommaire des documents conservés aux archives du département de l'Eure (Évreux,

impr. Hérissé, 1939, in-4°, v-106 p.). Certes, ce travail n'a pas l'ampleur de celui que M. R. Busquet a consacré aux fonds des Bouches-du-Rhône, ni de celui que M. Guéneau achève d'élaborer pour le département du Cher. Mais, tel qu'il est, il constitue un guide précieux d'historiographie départementale. En effet, dans une introduction rapide et précise, M. Baudot fait l'historique des archives qu'il gère jusqu'à l'installation de celles-ci, en 1939, dans leur dépôt nouveau, indique les travaux principaux dont les fonds ont été l'objet, rappelle les lacunes que présentent ceux-ci. Pour chaque série sont fournies une notice générale et des listes de cote d'articles ou de groupes nettement définies. L'ouvrage se termine par d'utiles appendices : principaux documents des archives communales, des archives hospitalières et des bibliothèques publiques ; chartiers privés ; documents des Archives nationales, des archives de divers départements, de la Bibliothèque nationale et de diverses bibliothèques relatifs à l'Eure ; documents étrangers se rattachant à cette même histoire, et, pour terminer, une sorte de bibliographie s'appliquant essentiellement aux sources de l'histoire de ce département. Cette énumération suffit pour caractériser la richesse de l'ouvrage de M. Baudot.

Dans la série des *Inventaires et documents publiés par les soins de l'administration municipale* vient de paraître, par les soins de M. OUDOT DE DAINVILLE, l'*Inventaire de Joffre* (t. VII, Montpellier, impr. « L'Abeille », 1939, in-4°, 372 p.). Il s'agit de la reproduction de l'inventaire ancien des archives du greffe de la maison consulaire, complété, grâce à l'ingéniosité érudite du distingué archiviste, par l'analyse et, le cas échéant, la reproduction des articles analysés par Joffre : ainsi avons-nous, pour la vie municipale de Montpellier, un corpus précieux de textes et d'analyses s'appliquant aux ouvriers de la commune, à l'église de Notre-Dame-des-Tables, à l'Œuvre de la commune, au Conseil des 24, à l'assiette du diocèse, aux règlements de police de divers métiers de l'alimentation, aux variations des poids et de la valeur du pain, au cours des grains, de l'huile, du vin et du pain, à l'élection et aux droits de juridiction des consuls de mer, aux hôpitaux de la ville, aux statuts de la draperie. Cette énumération très limitée peut donner une idée de la richesse de l'inventaire signalé.

M. Émile ISNARD, archiviste de la ville de Marseille, a établi l'*Inventaire sommaire chronologique des chartes, lettres patentes, lettres missives et titres divers antérieurs à 1500*, qui constituent en quelque sorte le cartulaire propre de la célèbre cité (Marseille, impr. Municipale, 1939, in-8°, 188 p.). C'est au moyen du *Livre Noir* et en dépouillant les diverses séries des archives qu'il gère que M. Isnard a pu constituer cet inventaire, où sont analysés, selon les règles, 965 documents ; le plus ancien est de 1138, et une table précise permet de rechercher et de retrouver les pièces utiles. M. Isnard n'a pas négligé de joindre à ses analyses, le cas échéant, des indications critiques et bibliographiques.

G. BN.

— L'Académie de Marine avait mis au concours, en 1937, le sujet suivant : « Les corporations des constructions navales dans un port sous l'Ancien Régime. » Trois mémoires furent élaborés pour répondre, autant que faire se pourrait, à cette question, et ce sont ces mémoires qui ont été publiés sous le titre : *Le corporatisme ancien de construction navale en France* (Paris, Académie de Marine, 1939, in-8°, 317 p., plans et illustr. ; sans indic. de prix). Ce volume contient une importante introduction de M. Paul AUGUSTIN-NORMAND, les mémoires de MM. A. VINTRAS sur *La construction navale à Honfleur, de la fin du XVI^e siècle au commence-*

ment du XIX^e siècle ; c'est le plus important ; Jehan BANSE, *Les corporations des constructions navales dans le port de Fécamp sous l'Ancien Régime* ; M^{me} G. DECOMBLE, *La corporation des constructions navales dans le port de Nantes sous l'Ancien Régime*, et une communication supplémentaire de M. Pierre ABBAT, *Sur les corporations de construction navale, les calfats de Marseille*. Ces travaux sont extrêmement intéressants, parce que, établis par des érudits soigneux sur des sources inédites, ils mettent en lumière certains aspects curieux de l'organisation du travail dans la France d'Ancien Régime. M. Augustin-Normand a heureusement résumé les traits essentiels de cette organisation dans l'introduction du volume. Peut-être était-il inutile d'y faire une incertaine allusion aux hanses et guildes germaniques, voire même aux hétaires et aux collegia, pour expliquer le régime corporatif, ainsi qu'aux vues « corporatistes » de certains milieux actuels. Ce qu'il est intéressant de noter dans la structure des corporations étudiées, c'est que, en général, l'échelon de compagnon n'existe pas ; c'est l'apprenti qui, au terme de son temps, doit exécuter le chef-d'œuvre indispensable pour exercer la maîtrise ; le nombre des maîtres, qui sont, en réalité, des ouvriers qualifiés, n'est pas limité ; enfin, les constructeurs de navires, qui sont les véritables patrons — et quelques aperçus biographiques sont donnés pour certains d'entre eux — ne figurent pas comme tels dans la hiérarchie corporative, leur nombre n'est pas non plus limité, et, à la différence de ce qui se passe dans le patronat du textile, ils ne sont pas organisés en corps. Ainsi, le corporatisme des ouvriers des ports est de type nettement syndicaliste, ce qui explique, d'une part, l'activité d'autodéfense des charpentiers-calfats de Honfleur et l'inexistence dans ce port de compagnonnages ouvriers ; d'autre part, les troubles sérieux et chroniques suscités par les ouvriers des constructions navales dans le comté nantais, où les règles corporatives n'étaient pas favorables à la défense normale des intérêts ouvriers. Les mémoires publiés fournissent des notions également curieuses sur l'apprentissage, les exemptions de chefs-d'œuvre, l'inexistence de droits de réception chez les calfats et charpentiers. Ils nous renseignent également sur les effectifs ouvriers dans les ports (moyenne de cent maîtres, apprentis et manœuvres par constructeur), la durée du travail (douze heures de travail effectif), les salaires, la nature des travaux : il est, en effet, bien entendu que, pour les cordages, les poulies, la voilure, les ferrures, la menuiserie, le constructeur s'adressait aux corporations respectivement qualifiées. Notons, enfin, que les corporations des constructions navales, comme celles des pêcheurs de mer, relevant de l'Amirauté et non du Contrôle général des Finances, n'ont pas été touchées par l'édit d'abolition de Turgot de février 1776 ; elles ont bénéficié, le 21 novembre 1778, de lettres-patentes établies par Sartine, et très poussées en matière de réglementation, mais ont subi le sort commun des corporations, définitivement supprimées en 1791. Les conclusions à tirer des mémoires publiés sont peut-être un peu précaires, en raison du petit nombre de cas étudiés ; c'est pourquoi on ne peut que souhaiter que des travaux analogues soient consacrés à d'autres ports maritimes que ceux dont il est question dans cette importante publication. G. BN.

— Le t. VI de la *Bibliographie alsacienne*¹ est digne des précédents. Ses collaborateurs, compétents, complets et critiques, continuent à y recenser les ouvrages

1. « Publications de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg. » Paris, Les Belles-Lettres, 1938, in-8°, XII-352 p. ; prix : 60 fr.

intéressant leur rubrique. Grâce à eux, le travailleur évitera bien des pertes de temps à rechercher des livres inutiles. Leur formule est la bonne ; une bibliographie, aujourd'hui, ne peut essayer d'être complète qu'à condition d'être aussi critique. Ce nouveau tome, aussi riche que les précédents, bien que moins gros — on a remédié aux difficultés financières en recourant à des abréviations et à des caractères plus petits — recense les livres parus entre 1934 et 1936. Il s'enrichit d'une nouvelle rubrique, celle du folklore, confiée à M. Linckenheld. M. B.

— Georges ESPINAS. *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France, des origines à la Révolution*. Artois, t. II (Paris, Recueil Sirey, 1938, in-8°, x-684 p.). — La Société d'histoire du droit a entrepris de publier les documents relatifs à l'histoire du droit municipal dans toute la France. Ce volume est le deuxième que M. Espinas consacre à l'Artois. Il a précisé antérieurement le cadre de ce travail, en même temps qu'il publiait les documents de caractère général se rapportant à l'ensemble de la province.

Deux cent quatre-vingt-neuf textes se rapportent à vingt localités, dont les plus importantes sont Béthune et Calais. Ils sont de caractère essentiellement institutionnel. Mais l'histoire peut-elle se compartimenter ? A travers les chartes des seigneurs, les serments réciproques des seigneurs et des villes, les interventions progressivement envahissantes du pouvoir central, les serments des magistrats et ceux des bourgeois, c'est le mouvement général des esprits, de la société elle-même qui se manifeste et s'affirme. L'un des actes les plus curieux est la capitulation, en vingt-deux articles, accordée en 1639 par Louis XIII au commandant de l'armée espagnole à Hesdin, « le plus ancien texte de ce genre que nous offre la période dite de l'Ancien Régime ».

Les documents sont présentés avec le soin le plus minutieux : après un résumé qui présente chaque texte, les renseignements les plus précis sont donnés sur les originaux, sur leurs copies, sur toutes les éditions, les analyses et même les indications antérieures.

E. C.

— Le t. XIII du *Recueil de documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France* vient de paraître par les soins de M. Léonce CELIER, conservateur adjoint aux Archives nationales (Poitiers, Société des Archives historiques du Poitou, 1938, in-8°, 325 p.). Le t. I de cette publication avait paru en 1881 ! Cette lenteur est conditionnée par l'état budgétaire de la Société en question, qui a dû renoncer au système de la reproduction intégrale des actes recensés. Mais les analyses très développées de M. Celier sont excellentes et, dans la très grande majorité des cas, suppléent aux textes eux-mêmes. Elles s'appliquent à l'époque de Louis XII et concernent, avec le Poitou, l'Angoumois, qui n'avait pas alors d'officier royal en état de faire exécuter les actes du pouvoir central. Une excellente table termine le volume.

G. Bn.

— Autour du seigneur de Pradel, de l'auteur du *Théâtre d'agriculture*, Olivier de Serres, l'année 1939 a vu s'organiser de multiples manifestations. Le Comité national, qui avait charge de les promouvoir, a publié une courte brochure (*Olivier de Serres, père de l'agriculture française, 1539-1619*, 24 p., illustr.), qui rappelle les faits essentiels de la vie du célèbre agronome et reproduit quelques textes caractéristiques. Au protestant qu'était Olivier de Serres, M. Ch. Bosr a commencé de consacrer une étude, qui repose sur un important dossier de la bibliothèque de

l'histoire du protestantisme français et complète ou corrige les auteurs antérieurs (*Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, janvier-mars 1939; à suivre). Mais on signalera surtout la très belle exposition organisée à la Bibliothèque nationale sous le titre : *Les travaux et les joies dans l'ancienne France*, sous les auspices des Chambres d'agriculture et avec le concours du Musée national des arts et des traditions populaires (Paris, 1939, in-8°, III-100 p., XV pl.). En réalité, dans cette exposition, Olivier de Serres n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste, et M. Marc Bloch a souligné d'une façon particulièrement suggestive comment les textes, les images et les objets offerts à la curiosité des visiteurs avaient pour mission de leur faire comprendre l'admirable continuité et cependant les changements de toute espèce qui se manifestent dans l'évolution de l'agriculture et de la classe paysanne française. M. Robert Brun indique en traits justes et délicats les caractères principaux de l'imagerie de la vie rurale. La riche matière de cette exposition est répartie en cinq parties, dont chacune a été confiée à un collaborateur particulier, qui a eu la charge de donner un commentaire précis de chacun : aspects de la vie rurale, par M. E.-A. van Moë; rythme de la vie rurale, saisons et calendrier, par M. A. Varagnac; théoriciens de l'agriculture, par M. Ch. Parain; Olivier de Serres, par M. Ch. Bost, déjà nommé. A ces cinq parties en est jointe une sixième, qui concerne les objets divers. L'effort de classification qui est tenté ici, les très belles planches qui terminent le volume et, encore une fois, les pénétrantes indications du grand spécialiste qu'est M. Marc Bloch font de ce modeste catalogue un instrument de travail fort utile pour les historiens, les folkloristes, les économistes, et l'on doit remercier M. Julien Cain, administrateur général de la Bibliothèque nationale, d'avoir mis à leur disposition un ouvrage qui honore une nouvelle fois le grand établissement dont il a la charge. G. Bn.

— Dans ses *Notes angevines*, M. l'abbé Émile PASQUIER fournit quelques éléments pour la biographie de trois personnages qui ont étudié à la Faculté de médecine de Blois, fondée en 1432, à savoir Denis Papin, le Hollandais Wilhelm Ten Rhyne et surtout François Bernier, le commentateur de Gassendi (extr. des *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, t. XIII, Angers, Éditions de l'Ouest, [1939], in-8°, 47 p.). Ainsi M. l'abbé Pasquier contribue à éclairer certains aspects de l'histoire scientifique du XVII^e siècle. G. Bn.

— Curieuse publication que celle de M. le D^r René CRUCHET, professeur à l'Université de Bordeaux, et « visiting professor » à l'Université d'État de la Louisiane, parue sous le titre de *France et Louisiane, médecine et littérature, Montaigne et Montesquieu at home* (Roman language series, n° 2, Louisiana State University Press, 1939, in-8°, 297 p.). On y trouve, en fait, le texte des conférences faites par le distingué professeur à Bâton-Rouge, précédé d'une préface où M. Cruchet rappelle tous les liens qui subsistent entre cette partie du Nouveau-Monde et Bordeaux, et, de fait, M. Cruchet expose, dans le premier chapitre de son livre, l'histoire des relations de la Louisiane avec cette ville; il analyse ensuite et publie, pour expliquer ce qu'était la vie louisianaise au milieu du XVIII^e siècle, le journal de voyage de Vaugine de Nuisement, capitaine des troupes de la marine à la Louisiane. C'est tout pour l'Amérique, car le livre se termine par une série d'essais, d'une part, sur la médecine et les médecins dans la littérature française — essentiellement Montaigne, Molière et Montesquieu, et nous revenons à Montaigne et à Montesquieu avec deux courts chapitres sur la vie quotidienne de ces grands « giron-dins ». G. Bn.

— On connaissait bien l'enquête, conservée dans le fonds Anisson-Duperron de la Bibliothèque nationale, confiée, au début du XVIII^e siècle, par le chancelier aux intendants de province et qui devait aboutir à l'arrêt réglementaire du 21 avril 1704, déterminant le nombre maximum des imprimeurs autorisés dans les diverses villes du royaume. Cette enquête, entrée dans les archives du contrôle de la librairie, le dernier titulaire de ce poste, d'Hémery, s'en défit, entre 1792 et 1794, au profit d'Anisson-Duperron, le dernier directeur de l'Imprimerie royale du Louvre, mort sur l'échafaud le 25 août 1794, et c'est comme bien national que les collections d'Anisson-Duperron parvinrent à la Bibliothèque nationale. Toutes les réponses envoyées par les intendants n'ont pas la même importance. Celle qui a été adressée par l'intendant de Guyenne a paru importante à M. Jean MARCHAND, qui l'a publiée pour la Société des bibliophiles de Guyenne (*Une enquête sur l'imprimerie et la librairie en Guyenne, mars 1701*. Bordeaux, Taffard, 1939, in-8°, xxiv-185 p.). L'introduction qui précède le texte publié souligne que l'excellent corps des imprimeurs et des libraires bordelais du dernier tiers du XVII^e siècle faisait porter son activité professionnelle sur des publications d'un caractère assez étroit et même médiocre : pièces officielles pour les besoins de l'Intendance ou du Parlement, documents épiscopaux et livres religieux, manuels scolaires. Dans quelle mesure les audaces intellectuelles du XVIII^e siècle changeront cet état de choses, nous aurions aimé à le savoir. En tout cas, l'enquête et les précisions complémentaires établies par M. J. Marchand fournissent des notions définitives sur la situation de l'imprimerie et de la librairie à Bordeaux, Bayonne, Condom et Périgueux. — G. BN.

— En 1936 avait paru, établi par MM. André MOULIN et Gérard WALTER, le t. I du *Catalogue de l'histoire de la Révolution française* de la Bibliothèque nationale; deux ans après, en 1938, est sorti le t. II dudit *Catalogue* (Paris, Éditions des Bibliothèques nationales, in-8°, 616 p.), s'appliquant aux auteurs compris entre les noms extrêmes Decaisne et La Fayette. Souhaitons que cette admirable publication, qui constitue un instrument de travail incomparable, soit continuée sur le même rythme et prochainement achevée. Elle fait honneur à ses auteurs, ainsi qu'à l'institution d'où elle émane. G. BN.

— Sous le titre de *Le rayonnement de la Révolution française*, on a publié, dans la collection des « Classiques français du socialisme », des extraits de Jean Jaurès (Paris, Bureau d'éditions, 1939, in-16, 96 p.; prix : 2 fr.). Ces textes, empruntés à son *Histoire socialiste de la Révolution*, concernent l'influence intellectuelle et politique de la France révolutionnaire en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et en Savoie. G. BN.

— Parmi les manifestations scientifiques locales à l'occasion du cent cinquante-naire de la Révolution française, on notera tout particulièrement l'exposition chartraine. Celle-ci a été organisée par M. M. JUSSELIN, archiviste départemental, qui a su grouper un ensemble tout à fait remarquable de documents, objets et images, centrés autour de quelques sujets et de quelques hommes — dont, il va de soi, le général Marceau. L'introduction de ce catalogue de l'*Exposition des souvenirs de la Révolution française* (Chartres, impr. Lainé et Tantet, 1939, in-8°, 89 p., illustr.) est pleine d'idées judicieuses sur le mode — ou les modes — d'interpréter les faits qui constituent la Révolution.

Rapprochons de cette publication de l'actif et érudit archiviste départemental

sa brochure sur *Les représentants d'Eure-et-Loir au Corps législatif de 1789 à 1799* (Chartres, Lester, 1939, in-8°, 32 p.), complément utile de son livre sur *L'administration du département d'Eure-et-Loir pendant la Révolution*, paru en 1935, et dont on est sûr qu'il a coûté beaucoup de mal à établir à son auteur et qu'il rendra beaucoup de services aux « usagers ».

G. BN.

— *La Révolution française dans l'histoire, dans la littérature, dans l'art* a fait l'objet d'une très importante exposition au Musée Carnavalet. Le catalogue, que j'ai sous les yeux, comporte 1,727 articles bien identifiés, bien classés, et un index terminal permet de retrouver facilement les noms des artistes de l'époque ou des temps ultérieurs dont les œuvres figurent dans cette exposition (Paris, Musée Carnavalet, [1939], in-8°, XIV-254 p., illustr.). Dans une préface en tête du catalogue, M. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, souligne l'intérêt de l'exposition et rappelle les missions évocatrice et éducatrice des musées et des archives.

G. BN.

— Georges CLEMENCEAU. *Discours de paix*, publiés par la Société des Amis de Clemenceau (Paris, Plon, 1938, in-12, 286 p.). — La Société des Amis de Clemenceau a fait coïncider la publication de ses *Discours de paix* avec la célébration du XX^e anniversaire de l'armistice qui marquait l'écroulement du traité de Versailles. Ses discours illustrent les difficultés rencontrées pour établir le traité dont ils ne dissimulent pas toutes les imperfections. Les espoirs que Clemenceau y avait mis se sont effrités. Ses *Discours de paix* n'ont pas seulement l'intérêt d'un rappel historique : ils permettent de mesurer le tragique chemin parcouru. — M. B.

Grande-Bretagne. — Miss Rose GRAHAM, dont l'érudition en matière d'histoire monastique anglaise fait autorité, écrit, à l'usage d'un public assez large, une intéressante brochure qui vise à une mise au point du problème, à un résumé des connaissances actuelles (*An essay on English monasteries*. Historical Association pamphlet, n° 112. Londres, G. Bell and Sons, 1938, in-8°, 40 p. et 4 plans hors texte ; prix : 2 s. 6 d.). L'introduction et l'organisation des différents ordres monastiques en Angleterre (les ordres mendiants sont exclus du tableau) ; le rôle intellectuel et historiographique des monastères (rien sur leurs rapports avec les Universités) ; leurs difficultés financières aux XIV^e et XV^e siècles ; leur rôle dans le développement de l'architecture religieuse ; leur suppression par Henri VIII : telles sont les principales questions traitées dans cette solide et précise brochure, mais d'où semblent volontairement bannis les ornements de style et les idées générales.

Édouard PERROY.

— Quelques illuminés ont voulu reprendre, en les accommodant au goût du jour, les légendes qu'au cours de sa lutte avec Westminster avait fabriquées sans vergogne l'abbaye de Glastonbury. Si l'on en croit de récentes brochures, l'Évangile, l'histoire et la toponymie démontrent que Jésus serait venu lui-même en Angleterre avant sa vie publique et aurait converti les druides de Glastonbury ! En une brochure étonnamment modérée, Miss Beatrice Hamilton THOMPSON, qui enseigne l'histoire à l'Université de Durham, montre au grand public le degré de créance que l'on doit accorder à de pareilles inventions (*Glastonbury, truth and fiction*. Londres et Oxford, A. R. Mowbray and Co., 1939, in-12, 22 p. ; prix : 6 d.).

E. P.

— L'office des monuments historiques anglais (H. M. Office of Works), dont l'activité est d'autant plus méritante qu'il n'a pas derrière lui le long et glorieux passé de notre Commission des Monuments historiques, publie des guides succincts, mais très précis, des monuments confiés à sa garde. Le dernier en date est l'œuvre de M. C. A. RALEIGH RADFORD et concerne *Goodrich Castle, Herefordshire* (Londres, H. M. Stationery Office, 1938, in-8°, 12 p., avec 2 planches et 1 plan hors texte; prix : 6 d.). Ce château des marches galloises, qui fut la propriété des comtes de Pembroke, remonte en grande partie aux environs de 1300. Il peut être comparé, malgré sa taille exiguë, aux magnifiques châteaux élevés vers la même époque par Édouard I^{er} dans le Pays de Galles récemment conquis (Caernarvon, Flint, Beaumaris, etc.). E. P.

— Un catalogue Sotheby (vente des 12-13 juin 1939) mentionne, parmi de nombreuses pièces, une déclaration de Washington, du 10 mars 1757, touchant le régime de Virginie; une lettre de Wesley, du 20 octobre 1775, au sujet des relations entre la métropole et l'Amérique; une lettre, en latin, de la reine d'Angleterre, Marie I^{re} à Cosme de Médicis, pour l'informer de son retour au catholicisme; deux lettres de Cadoudal au commodore anglais Keats, 7 et 28 décembre 1799, en vue d'une opération combinée sur les côtes bretonnes; une lettre du comte d'Essex, en français; une du duc de Bouillon, 10 décembre 1596, concernant principalement la politique religieuse; un manuscrit de 56 p. de Boissy d'Anglas, intitulé : *Pensées sur la Révolution française*; une lettre de Louis XIII, roi de France, au duc de Bouillon, 18 mai 1619, pour le remercier de son attachement; un document concernant Stofflet, 12 décembre 1795.

Le catalogue suivant (vente du 28-29 juin) est tout entier consacré à « a rare and valuable collection of voyages and travels, early atlases, manuscripts collections and autograph letters of african explorers ». Tout son contenu offre de l'intérêt au regard de l'histoire de la géographie et de la colonisation.

— Un groupe de documents en provenance de C. Stuart, secrétaire de la légation anglaise à Vienne, et concernant la politique européenne sous le Premier Empire (1801-1804), a été mis en vente par la même maison, le 20 mars 1940. A noter également une liste de lettres d'affaires des xvii^e et xviii^e siècles. — G. BN.

Pologne. — Sur les antécédents révolutionnaires du Communard polonais Wroblewsky, on trouvera une intéressante étude de M. N. YAFFE, *Walery Wroblewski as the organiser of the polish rising of 1863 in the government of Grodno* (dans *Bulletin of the International Institute for social history*, d'Amsterdam, n° 1 de 1939). Cet article repose sur des documents conservés aux archives de Wilno. — G. BN.

— Imre LUKINICH. *Die ungarische Regierung und die polnische Frage in den ersten Jahren des Weltkrieges* (Archivum Europae Centro-orientalis. Budapest, 1938, IV, 4, p. 413-455). — L'auteur insiste sur l'importance évidente que revêtait le facteur polonais sur le front oriental et que soulignèrent les proclamations russes (grand-duc Nicolas, 16 août 1914) et autrichiennes. Pour la monarchie danubienne, d'ailleurs, la solution était pleine de difficultés; une Pologne libre signifiait la perte de la Galicie; inversement, l'annexion des territoires polonais du dehors était dangereuse pour l'Autriche (en accroissant encore le nombre des Slaves) et mal vue de l'Allemagne et de la Hongrie qui eussent soumis leur acceptation à l'octroi de contre-parties (mines pour l'Allemagne, Bosnie pour la Hongrie). L'opinion polo-

naise était partagée. Quant à Tisza, il était plutôt favorable à la constitution d'une Pologne indépendante. L'Allemagne, enfin, semblait faire des avances aux Polonais russes en rapportant la fameuse loi d'expropriation, mais elle était peu désireuse, d'autre part, d'altérer le caractère allemand de l'Empire. Au reste, tout allait dépendre des événements militaires.

Après la chute de Varsovie (5 août 1915), le « Comité national polonais » réclama l'union des Polognes russe et autrichienne ; il admettait donc la formation d'une Pologne dans le cadre de l'Autriche, sans doute en donnant à cette dernière un caractère trialiste ; on ne pouvait naturellement songer à la Posnanie. Vienne hésitait ; Andrassy se prononçait avec force pour l'indépendance, avec une union personnelle sous François-Joseph, mais Tisza, tout en étant fort préoccupé de cette question, était hostile au trialisme. En attendant, l'occupation militaire et le vague des déclarations officielles inquiétaient les populations polonaises.

Pour le gouvernement hongrois, ce problème était une cause de soucis incessants. Si l'épuisement de l'État, déjà sensible en 1915, poussait à désirer la paix, il ne fallait pas que la Pologne fût un obstacle ; si l'annexion paraissait souhaitable, on craignait la destruction du dualisme qui avait fait la force de la Hongrie (raison qui explique la volonté de celle-ci, si le maintien du dualisme se révélait impossible, de réclamer un agrandissement territorial sur d'autres points).

A la fin de 1915, cependant, l'Allemagne se montra plus encline aux annexions ; en 1916, Bethmann-Hollweg parlait à Burian d'un État tampon sous le protectorat de l'Allemagne : c'était l'éclosion du premier conflit net entre l'Allemagne et son alliée, mais l'offensive Brussilov et l'entrée en guerre de la Roumanie engagèrent Tisza à ne pas se brouiller avec Berlin. Ce n'est d'ailleurs qu'après de longues négociations que les Empires centraux parvinrent à se mettre d'accord sur la rédaction d'une proclamation commune annonçant la création d'un État indépendant de Pologne et d'une armée nationale polonaise (5 novembre 1916). Cette proclamation, dont on attendait merveille, n'obtint pas le suffrage de Tisza, notamment parce qu'il en craignait les répercussions sur les revendications des Slaves de la Monarchie ; du moins garda-t-il jusqu'au bout ses sympathies pour les Polonais. L'auteur n'ajoute pas que la solution fut donnée en fin de compte par la victoire des Alliés.

P. HENRY.

Roumanie. — C. PETRANU. *L'art roumain de Transylvanie* (Bucarest, Impr. nationale, 1938, in-8°, 97 p. ; extr. de *La Transylvanie*). — Après une courte introduction sur l'historiographie, assez mince, du sujet, le professeur de Cluj explique les raisons d'ordre historique et social qui ont empêché les Roumains de Transylvanie d'élever des monuments importants. Leurs églises, généralement en bois et fort modestes, ont pourtant un cachet tout particulier et il existe vraiment une école transylvaine, dont les caractères sont moins sensibles dans les églises de pierre. Le style éclectique de ces dernières emprunte ses éléments aux arts byzantin ou occidental, en les mélangeant ou non (l'auteur en donne la liste p. 13-17). Bien plus attachantes sont les églises de bois, soigneusement isolées dans un enclos ou sur une hauteur, affectant toujours le même plan simple, en trois compartiments et généralement agrémenté d'un portique, mais dont l'élément artistique essentiel reste ce curieux clocher, à flèche suraiguë et à galerie supérieure, qui domine l'entrée et donne à l'édifice sa silhouette si particulière. Sans cesse restaurées à cause du caractère périssable du bois, ont-elles gardé la forme primitive

depuis leur fondation, qui remonte, pour certaines, au ^{xiv}^e siècle? Cela ne paraît point invraisemblable, bien qu'on ne puisse se montrer affirmatif qu'à partir du ^{xvii}^e siècle.

Toujours est-il que l'architecture du bois semble avoir plus influencé l'art de la pierre que la réciproque n'est vraie. Encore y aurait-il lieu de se défier de certaines affirmations hasardeuses, comme celle qui veut que, dans les Principautés, « les styles historiques occidentaux, roman, gothique, Renaissance, n'ont pas existé » (p. 27), ou ce cliché d'après lequel les églises roumaines « expriment non seulement le style des matériaux dont elles sont faites, mais aussi l'âme du paysan roumain qui les a édifiées » (même page). Ce qui est plus intéressant, et vraiment neuf, ce sont les développements que M. Petranu consacre à la peinture murale de Transylvanie, aux icônes, objets liturgiques, livres religieux, ainsi qu'à l'art profane moderne. On ne voit pas très bien pourquoi les développements sur l'art paysan sont rejetés à la fin et n'accompagnent pas ceux sur l'architecture du bois. Quant au rayonnement de l'art roumain de Transylvanie (p. 86-93), on connaît les théories de l'auteur, analysées naguère dans cette même *Revue*. P. H.

— Victor BRĂTULESCU. *Miniaturi și manuscrise din Museul de Artă religioasă* (Bucarest, Impr. Națională, 1939, in-8°, 171 p. et 71 planches en couleur). — Ce travail, présenté comme thèse de doctorat à l'Université de Bucarest, est essentiellement un catalogue, mais luxueusement édité et comportant une notice substantielle sur chacun des manuscrits conservés au Musée d'Art religieux de la capitale roumaine.

L'auteur les classe en deux groupes selon la langue : grecque et slavone. On verra plus bas que cette distinction en recouvre une autre plus profonde. Le premier groupe comprend cinq manuscrits : deux reproduisant les Évangiles et les Actes (1434, ^{xvi}^e siècle), trois recueils liturgiques (1620, 1631, et manuscrit dit de Brâncoveanu) ; le second en comprend huit : deux disparus, dont il ne reste que la copie de deux miniatures (*Vocation des Apôtres* de Bistrița en Vâlcea, ^{xv}^e siècle ; frontispice de l'Évangélaire de 1521) ; quatre Évangélistes (1519, 1573, 1583, 1642) ; Actes et Épitres (^{xvi}^e siècle) ; Liturgie de Slatina (^{xvi}^e siècle).

Sans vouloir entrer dans le détail de toutes les remarques présentées par l'auteur, relevons quelques constatations parmi les plus intéressantes :

1) Le papier vient en général de Brașov, à partir du milieu du ^{xvi}^e siècle, et surtout d'Italie, avant cette date.

2) Les miniaturistes, en Valachie, sont, en général, étrangers, grecs principalement, alors qu'en Moldavie fleurit une école locale représentée par les grands couvents du Nord (Neamț, Bistrița, Putna, Probota, Slatina). Un assez grand nombre de noms d'artistes ont été conservés, dont quelques-uns remontent au ^{xv}^e siècle.

3) L'ornementation domine, et, sauf quelques brillantes mais rares exceptions, l'emporte sensiblement sur l'illustration.

4) Cette ornementation (c'est peut-être la remarque la plus originale de M. Brătulescu) s'harmonise avec le style de l'écriture, c'est-à-dire en définitive avec la langue : linéaire lorsqu'elle accompagne les lettres semi-onciales du slavon, elle manifeste une prédilection pour les motifs végétaux quand elle est associée aux courbes gracieuses de la cursive grecque. A vrai dire, les manuscrits slavons eux-mêmes peuvent se diviser en deux types, un type « moldave » à ornementation proprement linéaire, architecturale, et un type « valaque » plus souple, à tiges

entrelacées, formant transition entre le style moldave et le style grec. Ce dernier est, d'ailleurs, d'une extrême variété.

Une petite remarque : l'Introduction, la Conclusion et la Postface ont été traduites en français. On ne se rend pas très bien compte pourquoi la première est suivie de quelques notes sur les manuscrits grecs, alors que la traduction garde le silence sur les manuscrits slaves décrits dans le texte roumain.

Si l'on pouvait exprimer un regret à la lecture de ce bel ouvrage, ce serait que l'auteur n'ait pas poussé plus loin ses analyses et son classement. Dans l'Introduction, il dresse une sorte d'inventaire de tous les manuscrits roumains existants (en langue grecque ou slave) : quelle place occupent ceux du Musée d'Art religieux dans cette série? Quel chaînon marquent-ils dans l'évolution de l'art balkanique ou byzantin? Quelles sont les inspirations dominantes? Voilà ce que nous aimerions saisir avec plus de netteté dans le texte ; car, après tout, le lecteur peut s'attacher à se faire une opinion sur ces points en contemplant les magnifiques planches qui complètent le volume.

Ces reproductions, de toute beauté, rappellent, en les surpassant, celles qui ornent le catalogue des collections de la Commission des Monuments historiques de Roumanie, paru en 1912. Elles constituent l'une des plus belles réussites de l'édition artistique européenne contemporaine. La netteté impeccable de l'impression, la beauté des couleurs, la splendeur des ors et de l'argent soulèvent l'admiration en même temps qu'elles contribuent à mettre le chercheur en possession d'une documentation de tout premier ordre. Miniatures, initiales, frontispices, pages d'écriture grecque ou slave, plats de reliure en cuivre repoussé se succèdent sous nos yeux en un choix judicieux qui non seulement nous permet de contrôler les affirmations du livre, mais se prête à un facile examen et à toute recherche qu'il nous plairait d'entreprendre. Pour n'en donner qu'un faible aperçu, les initiales et les frontispices ne nous éloignent pas beaucoup des manuscrits athonites ou russes, avec une pointe roumaine parfois prononcée (armoiries, portraits). Certaines miniatures (pl. I à V, XXI, XXXV) relèvent évidemment de la peinture d'icônes. Mais une impression surtout reste vive, celle de la persistance prolongée, au moins jusqu'au ^{xviii} siècle, de l'inspiration persane, souvent très pure, notamment dans son bestiaire stylisé et symétrique (pl. XI, XIII, XXIV, XXXII). Elle est limitée, il est vrai, aux manuscrits grecs ; l'on sent de même revivre, dans certains d'entre eux, le souvenir de l'héraldique byzantine la plus solennelle (pl. XIV, XXVI). Mais, à côté, que de charmants motifs empruntés à la broderie grecque ou roumaine ! La variété des dessins et de l'inspiration réserve à l'historien, à l'artiste, à l'amateur, une source inépuisable de jouissances et d'études. P. H.

— Reine MARIE de Roumanie. *Histoire de ma vie*, t. III (Paris, Plon, s. d. (1938), in-8°, 604 p.). — Ce volume est la suite des deux tomes analysés antérieurement et nous donne le livre qu'on attendait, le journal de guerre de la reine de Roumanie. Assez différent des deux premiers, il affecte rarement la forme du récit continu et reproduit très souvent les notes prises au jour le jour par la souveraine ; il n'en est que plus émouvant. La reine s'y peint elle-même, sans forfanterie comme sans fausse modestie, se rendant naïvement un hommage d'ailleurs pleinement mérité sur son tranquille courage et son indéfectible volonté de ne pas céder à l'infortune. Les marchandages de la neutralité, les intrigues des politiciens, puis l'entrée en guerre, les premiers espoirs et les premières déceptions, l'invasion, le refuge

à Iassy, la défection russe, les mortelles angoisses qui ont précédé le désastreux traité de Bucarest, l'occupation, puis la résurrection après la victoire des Alliés, tout cela est noté en petites phrases incisives, simples et nettes comme un rapport militaire, et ceux qui connaissent la Roumanie et les personnages cités ne peuvent pas, sans la plus vive émotion, lire certains passages qui retracent le désespoir croissant du vaillant peuple accablé, l'héroïsme fanatique, presque religieux, de ces hommes qui mouraient « pour que leur Reine devint Impératrice de tous les Roumains », ou les pages sobres, mais poignantes, où sont évoqués les miracles accomplis par les médecins français et nos religieuses, la mort d'un si grand nombre d'entre eux au chevet des typhiques (et parmi lesquels se dresse la grande figure du Dr Clunet) ; enfin, le départ, au milieu des larmes, des missions militaires alliées après la défaite. Le triomphe final est sobrement raconté, et l'on ne peut que souscrire à cette fière exclamation : « Si jamais Reine ne fit qu'un avec son Armée, j'ai été cette Reine » (p. 589).

La mort qui a enlevé prématurément, l'an dernier, la vaillante souveraine à l'amour de son peuple nous privera peut-être d'un IV^e tome qui eût été consacré à l'après-guerre. On peut se féliciter, toutefois, que la reine Marie ait pu poursuivre la rédaction de ses Souvenirs jusqu'à la fin des années douloureuses où elle a donné toute la mesure de sa force d'âme et de son ardent courage, les plus belles années sans doute de son règne. Et peut-être est-il bien que ses Mémoires s'arrêtent ainsi sur une note optimiste et confiante, au moment de l'accomplissement de toutes les espérances roumaines.

P. H.

— OTTO FOLBERTH. *Stefan Ludwig Roth și raporturile lui cu Români* (S. L. Roth et ses relations avec les Roumains). Conférence faite à Braşov le 16 mars 1939 (Bucarest, 1939, in-8°, 18 p.). — Un aspect de l'activité politique du pasteur Roth, le célèbre héros « saxon » de Transylvanie, fusillé par les Hongrois le 11 mai 1849 : sa campagne pour la reconnaissance des droits de la population roumaine de Transylvanie et pour le rapprochement et la connaissance réciproque des Saxons et des Roumains.

P. H.

— I. NISTOR. *Vechea graniță de Nord a Moldovei* (L'ancienne frontière septentrionale de la Moldavie). Conférence faite le 10 mars 1939 (Bucarest, 1939, in-8°, 17 p.). — Les travaux de la commission cadastrale autrichienne de 1775, lors de l'annexion de la Bukovine, ont montré que la frontière du Dniestr était aux mains de propriétaires roumains. C'était une frontière ethnique, qui a perdu ce caractère sous la domination étrangère (par suite, notamment, du départ de nombreux optants), mais que l'auteur juge nécessaire de reconstituer.

P. H.

— GEORGES I. BRĂTIANU. *Les origines du peuple roumain : les données archéologiques* (Bucarest, 1939, in-16, 51 p., 3 planches, 1 carte). — Cet intéressant petit livre fait suite à l'ouvrage du même auteur : *Une énigme et un miracle historiques* (Bucarest, 1937), analysé ici même. Après l'uniformisation de la vie de l'Empire romain au temps des Antonins, la crise du III^e siècle amène une réapparition de la vie des campagnes, traditionaliste et particulariste, dans toutes les provinces. Or, il semble qu'on puisse observer le même phénomène en Dacie, notamment un retour offensif du paganisme, ainsi que la réapparition de la céramique autochtone, entre le IV^e et le VI^e siècle. Ainsi s'expliqueraient la reviviscence de vieux noms comme Ordessus (l'Argeș) ou Pyretus (le Prut) et le maintien séculaire de l'art

préhistorique. On voit l'intérêt de ces constatations au point de vue de l'histoire en général et du problème de la continuité roumaine en particulier. P. H.

— V. MERUTIU. *La carte ethnographique de la Roumanie d'après le recensement de 1930* (Cluj, *Revue de Transylvanie*, 1938, t. IV, fasc. 3-4, p. 328-334, 1 carte).

— M. Meruțiu, professeur de géographie à l'Université de Cluj, s'efforce de faire ressortir sur cette carte au 1/1.000.000^e, qu'accompagne un court commentaire de quelques pages, le bien-fondé des frontières actuelles de la Roumanie sans se départir de la plus rigoureuse objectivité. Cette dernière prétention paraît justifiée ; les pourcentages attribués aux diverses nationalités sont à peu de chose près ceux qu'on admet généralement : 71,9 % de Roumains (on ne peut guère descendre au-dessous de 70), 8 % de Hongrois (on peut aller jusqu'à 9), 4 % d'Allemands, 2 % de Bulgares, 5 % de Ruthènes et de Russes. La carte elle-même, si on l'examine avec soin, paraît établie avec rigueur ; elle est préférable à celle du comte Teleki, qui, laissant en blanc les zones montagneuses, risquait de donner lieu à des interprétations erronées en dissimulant la supériorité numérique des Roumains. Ici, au contraire, les Carpathes sont fort justement indiquées comme zone de transhumance et d'habitat temporaire, le gros ilot des Szekler allant de Tg. Mureș à Sf. Gheorghe est très apparent, ainsi que les régions où les autres nationalités sont richement représentées.

Deux faits, cependant, font que cette carte, elle non plus, n'est pas aussi parlante qu'elle le devrait, à en juger par le soin qui a présidé à sa confection, et qu'elle paraît, pour qui n'y jette qu'un regard rapide, faire cette fois la part trop belle aux Roumains :

1) Les régions où les allogènes sont nettement en majorité gardent cependant la teinte rouge correspondant au peuplement roumain (quelle qu'en soit d'ailleurs la nuance, qui désigne fort correctement les proportions allant de 20 à 98 %), alors que les « minoritaires » n'y figurent que sous la forme de points plus ou moins larges et plus ou moins serrés, correspondant aux communes. Ils paraissent ainsi plus dispersés qu'ils ne le sont en réalité.

2) Les villes sont figurées par un cercle blanc plus ou moins large, où manque l'indication relative au peuplement, de sorte que les villes allemandes (Sibiu, Brașov, Sighișoara, Bistrița, etc.) ou hongroises (du centre ou de la périphérie), à la physionomie si caractéristique, n'apparaissent pas comme telles.

En somme, le défaut de cette carte, qui est scientifiquement établie et témoigne d'un effort sincèrement impartial, est qu'elle risque de n'être lue correctement que par les seuls initiés et d'induire à d'assez graves erreurs ou incertitudes les esprits non avertis. A cet égard, la carte établie par M. de Martonne, dans les *Annales de géographie* de 1920, bien que n'ayant pu, et pour cause, faire état des résultats du recensement de 1930, reste d'une lecture sensiblement plus aisée. P. H.

Suisse. — Herman BUNSEN. *Die Dynamik der Schweizerischen Demokratie* (Breslau, Marcus, 1937 (cah. 57 des *Abhandlungen aus dem Staats- und Verwaltungsrecht...*), in-8°, II-133 p., 8 tableaux statistiques ; prix : 6,40 RM.). — Exposé précis, complet et objectif de la formation historique du droit constitutionnel suisse, du fonctionnement actuel de la Constitution fédérale, de l'action réciproque réelle des divers organes de l'autorité cantonale et fédérale, des modifications introduites dans la pratique depuis la révision de 1874, enfin des problèmes qui se posent

devant la Suisse de notre temps, ainsi que du jeu des partis. Il y a là un louable effort pour faire comprendre aux sujets d'un État autoritaire et totalitaire ce qu'est une nation démocratique, étrangère et supérieure aux questions de race, de langue, de religion, respectueuse plus que toute autre au monde des libertés et autonomies locales, ainsi que de l'égalité des citoyens et des cantons. C'est à peine si l'auteur exprime le regret (p. 20) que cette égalité absolue, se traduisant dans la vie sociale et politique par une jalousie démocratique, s'oppose à la formation d'un *Führertum*.

H. H. R.

— Gonzague DE REYNOLD. *Conscience de la Suisse : billets à ces Messieurs de Berne* (Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, s. d. [1938], in-8°, 302 p.; prix : 4 fr. 50 suisses). — Le brillant écrivain a rassemblé ici des articles adressés à la *Gazette de Lausanne*, « commencés dans l'inquiétude provoquée par l'Anschluss et... terminés dans l'angoisse provoquée par l'affaire tchécoslovaque et la menace de la guerre générale ». Contre le radicalisme matérialiste et la bureaucratie unificatrice qu'il reproche au Conseil fédéral et au Parlement, il fait appel aux valeurs historiques, spécifiquement aux valeurs chrétiennes qui lui paraissent donner aux cantons leur physionomie propre. On fixera le lecteur de ces essais en disant que l'admiration de l'auteur va au dictateur lusitanien Salazar, et qu'il laisse échapper (ce n'est pas la première fois) ce regret inattendu chez un citoyen de la plus vieille des républiques (p. 217) : « Il manque à notre édifice une clef de voûte, comme le sont pour la Belgique, les Pays-Bas, les États scandinaves, l'institution royale. » Mais, si l'histoire lui a refusé un *Schweizerkönig*, elle lui fournit, en revanche, la théorie du fédéralisme et on lira avec intérêt le chapitre (p. 200 et suiv.) où il explique que la Confédération est issue d'« un système d'alliances ». Quiconque a vu à Zurich, en 1938, la belle exposition des documents de 1291, de 1315, de 1332, de 1351, etc., sera d'accord avec lui pour interpréter ainsi le passé et pour penser qu'une fédération ne se fait pas à volonté et sur mesure. Il faut à une œuvre de ce genre, pour qu'elle soit viable et qu'elle dure, la collaboration des siècles. Inutile de dire que l'auteur a horreur de la Révolution française, de la démocratie égalitaire, du socialisme, de l'étatisme, de la prédominance de l'économique sur le politique — politique de marchands de fromage... Accordons-lui cette conclusion : « La Suisse meurt si vous brisez la continuité de son histoire. »

H. H. R.

— Emil DÜRR. *Jakob Burckhardt als politischer Publizist*. Publié par Werner KAEGLI (Zurich, 1937, in-8°, 182 p., un portrait). — Il est beaucoup question de Jakob Burckhardt dans les études récentes sur l'histoire suisse¹. Il est donc bon de signaler le livre posthume d'Emil Dürr, heureusement sauvé par un autre historien, et consacré à l'activité de Burckhardt dans sa jeunesse, en 1844-1845, comme collaborateur de la *Basler Zeitung* et correspondant de la *Kölnischer Zeitung*.

1. Voir, dans le numéro de la *Neue Schweizer Rundschau* d'avril 1939, une conférence prononcée par M. Theodor Gut, à propos de la nouvelle fondation *Pro Helvetia*. Elle revendique pour Burckhardt le mérite d'avoir prophétisé, « dans une sorte d'apocalypse », la dégradation des valeurs morales à laquelle devait aboutir le triomphe du radicalisme révolutionnaire et du césarisme, ces deux extrêmes. Le conférencier se réfère aussi à cette parole féconde de Gottfried Keller : « Ce n'est pas la nationalité qui nous donne l'idée, mais c'est une idée invisible, flottant dans ces montagnes, qui a réalisé en sa forme corporelle cette nationalité originale. »

Époque décisive, puisque c'est celle du mouvement des couvents d'Argovie, du rappel des Jésuites à Lucerne, de la formation des bandes de francs-tireurs, l'époque où s'annonce le *Sonderbund*. Burckhardt y apparaît avec ses deux tendances, contre le radicalisme et contre l'ultramontanisme. Il soutient cette doctrine que l'admission ou l'expulsion d'un ordre religieux est l'affaire des cantons, États souverains, affaire dans laquelle « la Confédération et les autres cantons n'ont pas à s'immiscer ». Il n'aime pas les Jésuites, mais en lui, dit très bien Dürr, « le fédéraliste bâlois doit éclipser le protestant ». Quant au radicalisme, il en avait horreur « comme manifestation des masses et puissance des masses ». Tout Burckhardt est déjà dans ces lignes, où il décrit la Suisse « non comme un État fédéral, pas même comme une nation, mais comme une fédération d'États égaux en droits, entre lesquels *a priori* règnent toutes les antipathies possibles ». La reproduction des articles de Burckhardt (p. 43-161), soigneusement annotés, est l'illustration de ces idées, que Dürr aurait développées, s'il avait vécu, dans une étude sur les idées politiques de Burckhardt. M. Kaegi termine par d'intéressantes considérations sur « Burckhardt comme Suisse », et sur ce qui le sépara de l'Allemagne lorsque, après 1848, la culture allemande devint un phénomène de masses. Ni Prussien ni Bismarckien, il refusera plus tard d'aller occuper à Berlin la chaire de Ranke. Toute création unitaire d'un État national (Italie ou l'Allemagne) était, à ses yeux, un retour à la barbarie, car sa foi était l'helvétisme cantonal, analogue pour lui à la *polis* grecque, à la Rome des premiers âges, à la *città* médiévale, c'est-à-dire « le sens de la qualité humaine, le jeu des individus indépendants différenciés, les liens réciproques du droit et de la liberté, et cette union de la beauté et de l'esprit où il reconnaissait la civilisation de la vieille Europe ». — H. H.

Histoire religieuse. — H.-X. ARQUILLIÈRE. *L'Église au Moyen Age* (Paris, Bloud et Gay, 1939, in-12, 492 p.). — Un vaste sujet, difficile à résumer, car il est bien des systèmes, des idées, des institutions qui ne peuvent s'exposer en quelques mots, et beaucoup de faits qu'une allusion ne suffit pas à rappeler à bien des lecteurs qui ne les ont peut-être jamais connus. M. Arquillière n'en a que plus de mérite à avoir bien réussi sur beaucoup de points. La première partie, le haut Moyen Age, est, notamment, très bien traitée et très claire. Si, dans la seconde partie, depuis Grégoire VII, nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec l'auteur, cela tient sans doute à ce qu'étant obligé de se renfermer dans des limites précises et étroites, ayant, d'autre part, un peu cédé à la tentation de développer la première partie, il n'a plus eu la place nécessaire pour marquer toutes les nuances. Par exemple, nous nous faisons de saint Bernard une idée un peu différente de la sienne. Nous attacherions moins d'importance que lui à une phrase, sur les deux glaives, qui est contredite par beaucoup d'autres passages dans lesquels il semble bien, à notre avis, dénier au pape le pouvoir temporel de droit divin.

E. J.

— Nigel ABERCROMBIE. *Saint Augustine and French Classical Thought* (Oxford, Clarendon Press, 1938, in-8°, 123 p.). — Après une introduction dans laquelle il insiste sur le regain d'influence que saint Augustin a due, aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, à la réaction antiscolasique, M. Abercrombie, limitant quelque peu le sujet fort ample qu'indique son titre, a étudié successivement la manière dont Montaigne, Descartes et Pascal ont connu l'augustinisme et s'en sont inspirés. Il l'a fait avec

beaucoup de pénétration. Mais naturellement son travail intéresse la philosophie et la théologie plus que l'histoire. E. J.

— John FOSTER. *The Church of the T'ang Dynasty* (Londres, Society for promoting Christian Knowledge, 1939, in-12, xvi-168 p. ; prix : 4 s.). — Un petit livre qui étonnera bien des lecteurs ; — qui en découragera d'autres ; trop de noms parfaitement inconnus qu'il faudra apprendre ; — qui en décevra d'autres encore : beaucoup de problèmes s'y posent qui, faute de sources, ne seront jamais résolus sans doute ; — qu'en dehors d'un tout petit nombre de spécialistes, personne n'est capable de juger ; mais on peut avoir confiance dans les titres et le passé de l'auteur. Il s'agit d'une étude sur le christianisme — précisons : le nestorianisme — en Chine. Après avoir réuni dans les premiers chapitres ce que l'on sait sur les relations — il y en a eu — entre la région méditerranéenne et les pays de l'Asie centrale ou orientale, M. Foster expose comment les nestoriens, molestés dans l'Empire, passèrent en masse en Perse, où ils furent l'objet d'une relative tolérance ; d'abord sous les Sassanides, puis sous les Arabes. De là, et dès le VII^e siècle, ils avaient pénétré jusqu'en Chine. Sous la dynastie T'ang, les chrétiens, assez nombreux, passèrent par des alternatives d'oppression et de faveur et, à diverses reprises, furent dans l'Empire chinois un élément assez important. La fameuse inscription nestorienne, datant de 781, découverte en 1625, et dont M. Foster donne une traduction à la fin du volume, en donne l'impression. On aimerait savoir dans quelle mesure le christianisme a pu conserver la pureté de sa doctrine, étant, comme il l'était, en contact avec de puissantes religions ou doctrines, comme l'islam, le manichéisme, le bouddhisme, le confucianisme. Un fait qui semble bien certain est que le monachisme y tenait une très grande place, comme d'ailleurs dans les autres religions. Le christianisme disparut complètement dans le grand désordre du X^e siècle. Il devait revivre sous la domination mongole, au XIII^e ; mais M. Foster s'en est tenu à la première période. E. J.

— Dom J. LAPORTE. *Inventio et miracula Sancti Wulfranni* (Rouen, impr. Lainé, 1938, in-8°, 81 p. ; tirage à part des *Mélanges de la Société d'histoire de Normandie*, t. XIV). — L'ouvrage ci-dessus signalé a été composé par un moine de Saint-Wandrille ; entre 1074 environ et 1087, d'après les allusions qu'il contient ; il raconte l'invention du corps d'un ancien religieux, saint Wulfran, mort vers 695, ainsi que les miracles arrivés sur son tombeau. L'intention de l'auteur est d'édifier, sans doute, mais surtout, semble-t-il, d'écarter la prétention des moines du Mont-Blandin à Gand, d'être les vrais possesseurs des reliques du saint. L'ouvrage avait été déjà imprimé plusieurs fois, par d'Achery, puis Mabillon, puis plus récemment par les Bollandistes, mais avec quelques lacunes ; l'édition de Dom Laporte, outre qu'elle est bien plus accessible, est donc la seule tout à fait complète. L'importance de ce document n'est pas très considérable ; le *folklore* trouvera à y glaner. Dom Laporte a fait précéder le recueil d'une préface claire et précise. — E. J.

— M.-L. GARNIER-AZAÏS. *Prélat des ouvriers... Le cardinal Manning* (Paris, Lethielleux, 1939, in-12, vi-115 p.). — Sous une forme très brève, et sans apporter rien de vraiment nouveau, l'auteur donne un résumé clair et suffisamment exact de la vie et de l'œuvre du cardinal Manning. E. J.

— Nicholas Cardinal WISEMAN. *Recollections of Rome* (Londres, Burns Oates et Washbourne, 1936, in-12, xiv-181 p. ; prix : 5 s.). — Ce volume est une réim-

pression abrégée du livre publié par Wiseman en 1858, comme archevêque de Westminster : *Souvenirs des quatre derniers papes*. Il pouvait en avoir, ayant vécu vingt-deux ans à Rome, sauf quelques interruptions, de 1818 à 1840, d'abord comme étudiant, puis comme vice-recteur, puis comme recteur, au Collège anglais, relevé peu après la chute de Napoléon et la réinstallation de Pie VII à Rome. Ce n'est pas de la grande histoire que nous donne Wiseman. Mais il décrit avec beaucoup de vie, de détails, de pittoresque, de charme, d'émotion rétrospective, cette ville de Rome — on pourrait dire cette Italie — si voisine de nous, en somme, par la chronologie, mais si différente. Des voyages très lents, difficiles parfois (Wiseman a fait le tour de la Sicile dans le temps où on n'y trouvait encore que douze milles de routes carrossables), dangereux même ; l'auteur consacre tout un chapitre au brigandage encore très vivace. Une ville de population assez réduite ; du temps du régime napoléonien, beaucoup de membres de la cour pontificale, beaucoup de grandes familles avaient quitté Rome. Bien des œuvres d'art, enlevées par les Français, n'avaient pas repris — et ne reprirent pas toujours — leurs places. D'ailleurs, une ville assez délabrée, mais qui conservait bien plus de traits curieux, disparus depuis, de son passé médiéval, ou d'Ancien Régime. A la cour pontificale, un mélange singulier de pompe et de simplicité. Beaucoup de fêtes, très populaires, dont un des éléments intéressants était l'afflux des paysans des environs avec leurs costumes. Le jubilé rétabli, en 1825, comme autrefois, attirait à Rome des foules de pèlerins venus à pied, et de très loin. Naturellement, Wiseman a parlé des études qui étaient la raison d'être de son séjour. Il a écrit quelques pages charmantes sur les facilités de travail qu'offrait Rome, et sur la curiosité sans cesse entretenue par les souvenirs rencontrés à chaque pas. Il ne discute pas les méthodes, quelque peu surannées ; mais il donne bien l'impression d'avoir un peu souri en décrivant une soutenance de thèse. — Wiseman a eu encore la chance d'être le témoin de l'effet produit, à Rome, par de grands événements : des relations courtoises, par lettres, entamées entre les souverains anglais et le Saint-Siège ; la première création, depuis longtemps, d'un cardinal anglais. Et c'est lui qui annonça à Pie VIII, en 1829, l'émancipation des catholiques. — Un détail intéressant ; dans une création de cardinaux, Léon XII déclara en réserver un *in petto*. En fait, il ne le promulgua jamais. D'après Wiseman, l'opinion à peu près unanime fut qu'il s'agit de Lamennais.

E. J.

Histoire économique et sociale. — H. CHARLES, S. J. *Tribus moutonniers de Moyen-Euphrate* (Institut français de Damas, [1939], in-8°, 171 p., 4 cartes, 14 tableaux, 16 planches et croquis). — Je signale ce tome VIII et dernier des *Documents d'études orientales* aux géographes et aux historiens. Les premiers y trouveront, avec une bonne carte, des documents intéressants sur la vie sociale et sur l'activité économique des 'Agebat, grande tribu arabe qui habite les rives de l'Euphrate de Deirez Zor à Abou Kemāl et celles du Khabour jusqu'à Sowar. Les historiens y verront un bon exemple des généalogies de tribus que peut dresser un observateur bien préparé, arabisant et sociologue.

M. G. D.

— Gaëtan PIROU. *Introduction à l'étude de l'économie politique (Traité d'économie politique*, par Gaëtan PIROU et Maurice BYÉ. Paris, Recueil Sirey, 1939, in-8°, 303 p.). — Il y a beaucoup d'histoire dans cet ouvrage qui paraît, à la fois, et théorique et étranger à nos préoccupations. D'abord, un historique substantiel

des études de sociologie, puis une discussion déliée des rapports de l'histoire avec l'économie politique et même de son « utilité » actuelle, avec une allusion à des débats récents ; il y a surtout une claire et solide histoire de l'économie politique, depuis l'antiquité jusqu'au planisme. Les historiens auraient aussi à faire leur profit des chapitres concernant la méthode de l'économie politique, où sont opposées la méthode abstraite et la méthode positive : opposition qui se présente autrement en histoire, mais ne doit pas être résolue d'une façon exclusive en faveur d'un seul des deux termes. M. Pirou présente avec clarté et autorité, comme il en a l'habitude, un ouvrage solide, largement documenté, qui rattache son sujet aux préoccupations générales de tout esprit cultivé à notre époque. De tous les points de vue, cette *Introduction*, promesse et gage d'un grand livre, est à recommander aux historiens.

E. C.

— Eugene STALEY. *World economy in transition* (New-York, Council of foreign relations, 1939, in-8°, xi-340 p.). — La technologie porte l'humanité vers une économie planétaire ; les passions politiques tendent à la morceler en économies nationales. Le partage des ressources du monde se fera-t-il pour le bien de tous ou le profit de quelques-uns ? Les murailles économiques sont-elles dues à une forme d'impérialisme ? La tendance au contrôle de l'économie et celle du laissez faire peuvent-elles se concilier dans une économie « mixte » ? Les « économies de puissance » vont-elles se transformer en « économies de bien-être » ? Comment, dans une économie « mixte », peuvent se résoudre les problèmes de la monnaie, du commerce international, de la législation du travail, des contrôles de la production, de l'expansion du capital et des techniques, de l'émigration et des transferts de territoires ?

C'est tout un monde de questions, brûlantes à la veille de la guerre et qui se poseront avec tout autant d'acuité quand reviendra la paix, que pose ce livre, alerte, judicieux dans ses procédés d'exposition, aux informations bien choisies. Les historiens y trouveront d'intéressants retours en arrière concernant l'évaluation des distances il y a un siècle, des prix, des tarifs de fret à la même époque, des statistiques d'émigration au départ de l'Europe. Ils y trouveront une substantielle étude d'économie politique et une invitation assez ferme aux États-Unis, dans leur propre intérêt, à contribuer à une pacification économique du monde.

E. C.

— Amintore FANFANI. *La Storiografia economica nell' ultimo mezzo secolo* (Milan, A. Giuffrè, 1939-XVII, in-8°, 31 p.). — Cet extrait d'un volume d'hommages à Carlo Calisse est un excellent résumé du travail qui se produisit en réaction contre l'économie dite naturelle d'Adam Smith. L'auteur donne plus qu'il ne promet, puisqu'il remonte à Sismondi, avant d'arriver à List. Il suit les vicissitudes de l'école « historique » proprement dite et montre le rôle croissant de l'histoire dans la littérature économique. Il a une certaine tendance à appuyer sur les thèses du catholicisme social. — Les Français goûteront particulièrement les pages consacrées aux travaux italiens (p. 17-31). Il y a là des renseignements bibliographiques précieux sur des œuvres comme celles de Lattes, de Luzzatto, de Prato, de Saporì, de Roberto Lopez. M. Fanfani lui-même prend place dans cette brillante phalange.

H. H.

Problèmes de politique européenne. — *La question d'Orient.* — W. N. MEDLICOTT. *The Congress of Berlin and After. A diplomatic History of the Near Eastern Settlement 1878-1880* (Londres, Methuen & Co, 1938, in-8°, 442 p.). — Depuis quelques années, la crise orientale de 1875-1878 a fait l'objet d'importants travaux. Après D. Lee, Manfred Müller, R. W. Seton-Watson, B. H. Sumner, W. N. Medlicott s'occupe du traité de Berlin. Un quart du livre est consacré aux préliminaires du Congrès et au Congrès lui-même. L'essentiel de l'ouvrage — et c'est ce qui en fait le réel intérêt — étudie l'exécution assez laborieuse du traité jusqu'en 1881 et retrace en détail l'évolution diplomatique qui suit le Congrès. Son étude approfondie et critique repose surtout sur la correspondance diplomatique de Vienne et de Londres. L'auteur a pu étudier la correspondance de l'ambassade de Russie à Londres qui n'avait pas été publiée, sauf pour ce qui concerne la correspondance de Schouvalov avant le Congrès et de Staal après 1884. L'histoire des négociations austro-turques, relatives à la Bosnie, est quelque chose de nouveau. M. N. Medlicott a l'intention de poursuivre cet important travail en étudiant les origines de l'alliance des trois empereurs. Il fait remarquer dans l'Introduction que la publication a été rendue possible par une donation spéciale de l'Université de Londres. M. B.

— Alois HAJEK. *Bulgariens Befreiung und staatliche Entwicklung unter seinem ersten Fürsten* (Munich-Berlin, R. Oldenbourg, 1939, in-8°, 412 p.). — Le professeur Hayek, qui, en 1925, avait publié un ouvrage relatif à la Bulgarie sous la domination turque, vient d'écrire l'histoire la plus complète qui ait été consacrée à la libération de la Bulgarie et au règne du prince Alexandre de Battenberg. La guerre turco-russe et le congrès de Berlin font depuis quelques années l'objet de publications très sérieuses ; près d'un tiers du volume est occupé par des chapitres qui les concernent. D'autres chapitres décrivent l'administration russe provisoire, l'octroi de la Constitution, la question de Roumélie.

Le prince Alexandre arrive à Sofia. Le mot fameux de Bismarck : « Acceptez toujours, cela vous fera de beaux souvenirs », n'a pas été prononcé devant lui, mais devant Charles de Hohenzollern, prêt à gagner la Roumanie. Dans sa capitale, le jeune homme s'installe en une maison délabrée où il pleuvait et que peuplent des grenouilles. Le salon est meublé grâce à une chanteuse viennoise qui vient d'être l'objet d'une liquidation judiciaire.

Tout de suite, ce sont les luttes de partis et des difficultés, vite croissantes, avec les Russes. L'union de la Roumélie orientale avec la Bulgarie provoque la guerre avec la Serbie. En Autriche-Hongrie, les diplomates officiels s'efforçaient de détourner Milan de ses intentions belliqueuses ; mais il était encouragé à l'action par les militaires autrichiens, par les politiciens magyars, par l'archiduc Rodolphe, et il sous-estimait les forces bulgares.

Le récit du complot monté contre Alexandre constitue l'une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage. On y trouve un portrait peu flatté du Bulgare Radko Dimitriev, le général russe de la Grande Guerre, et qui a joué alors un rôle décisif.

Stamboulov surgit et triomphe. Il s'indigne de l'humble requête adressée au tsar par le prince qu'il a fait rentrer en Bulgarie : « La Russie m'ayant donné ma couronne, c'est entre les mains de son souverain que je suis prêt à la remettre. » Stamboulov n'a rien su de cette démarche à laquelle répond un télégramme impitoyable : « Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, prévoyant les consé-

quences sinistres qu'il peut entraîner pour le pays bulgare, déjà si éprouvé. » Ne pouvant compter que sur la sympathie platonique de l'Angleterre, Alexandre abdique.

Dans l'intéressant ouvrage de Hayek, il apparaît bien tel qu'on l'imaginait : inexpérimenté, aimable, mais sans adresse, courageux, mais sans fermeté. — Il est surprenant que la bibliographie ne mentionne pas l'ouvrage d'E. Queillé : *Les commencements de l'indépendance bulgare et le prince Alexandre* (Paris, 1909), témoignage d'autant plus intéressant qu'E. Queillé avait longtemps séjourné en Bulgarie durant le règne du prince qu'il a très bien connu personnellement. — M. B.

— Mihailo D. STOJANOVIČ. *The great powers and the Balkans 1875-1878* (Cambridge, University press, 1939, in-8°, 296 p.). — La crise de 1875-1878, qui a montré que les aspirations autrichienne et russe dans les Balkans étaient inconciliables, apparaît à certains comme le prélude de la guerre mondiale : est-ce la raison pour laquelle elle fait depuis quelques années l'objet de tant de travaux ? Ceux de Seton-Watson, de David Harris, d'Humphrey Sumner... et aujourd'hui de M. D. Stoyanovič, Serbe qui met l'accent sur le rôle alors joué par la Serbie.

Après un chapitre qui nous semble assez inutile sur les « grandes puissances et les Balkans avant 1875 », l'auteur en arrive à l'insurrection de Bosnie et d'Herzégovine, insurrection soutenue par la Serbie et le Monténégro. Il précise l'attitude du prince Milan, qui, élevé en France jusqu'à l'âge de quatorze ans, ne partage pas les sentiments des milieux serbes et n'est populaire auprès d'aucun parti, tandis que Nicolas de Monténégro est le candidat des Russes au trône serbe et que Pierre Karageorgevitch, commandant une bande de volontaires bosniaques, fait figure de héros national. Après avoir songé à abdiquer, il essaie de gagner du temps, aussi bien vis-à-vis de son peuple que des puissances qui lui conseillent le maintien de la paix. Mais son gouvernement suit le courant populaire. Milan se débarrasse du ministre des Affaires étrangères Ristitch et un nouveau cabinet, très terne, se constitue.

Dès le début, les politiques russe et autrichienne s'opposent. La Russie est la protectrice traditionnelle des chrétiens de l'Empire ottoman ; l'Autriche ne veut pas que le gouvernement du tsar intervienne entre les insurgés et la Porte. L'évolution de la crise est exposée avec une grande clarté. Particulièrement pour ce qui concerne la politique serbe, l'ouvrage constitue une très utile mise au point de tous les facteurs qui déterminaient cette évolution.

La Russie et l'Autriche ont souhaité un arrangement ; mais les accords de Reichstadt en 1876, de Budapest en 1877 n'ont pu les réconcilier et apparaissent comme des manœuvres diplomatiques d'une sincérité douteuse. Dépourvu de toutes illusions sur les possibilités de collaborer avec la Russie, Andrassy ne désirait qu'« éviter une collision ». M. B.

— Mario TOSCANO. *La conferenza di Montreux e la nuova convenzione degli stretti* (Milan, Gontrano Martucci, 1938, in-8°, 228 p.). — La convention des Détroits, signée le 20 juillet 1936, à la suite des travaux de la Conférence de Montreux, par la Bulgarie, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Japon, la Roumanie, la Turquie, l'U. R. S. S., la Yougoslavie, en l'absence de l'Italie, constitue l'un des plus importants accords qui aient été conclus depuis le traité de Versailles. Elle est étudiée dans un esprit fort critique par M. Toscano, professeur à l'Université

de Turin, qui a publié déjà plusieurs ouvrages sur le pacte de Londres, sur les accords de Saint-Jean-de-Maurienne... Après avoir rappelé en un premier chapitre tous les accords qui ont suivi les Capitulations jusqu'au traité de Berlin, il en arrive à la guerre mondiale et évoque les accords secrets de 1915 et de 1916, les traités de Sèvres et de Lausanne. Il expose avec une grande précision les conditions dans lesquelles s'est réunie la Conférence de Montreux après une laborieuse préparation diplomatique du gouvernement d'Ankara et l'attitude qu'ont prise chacune des puissances. Il estime que l'Angleterre, qui s'était d'abord heurtée aux Russes, a capitulé devant ceux-ci et devant les Français. Il résume les commentaires qui ont accompagné les décisions de la Conférence.

M. B.

— Jean PICHON. *Le partage du Proche-Orient* (Paris, Peyronnet, 1938, in-12, 382 p.). — Le commandant Jean Pichon, qui a déjà publié des ouvrages sur le Proche-Orient, s'est proposé de montrer les phases successives par lesquelles ont passé les projets de démembrement de l'Empire ottoman au cours de la Grande Guerre et au lendemain de la victoire, puis la réduction progressive des avantages escomptés par les Alliés et le rétablissement rapide d'une Turquie solide. Les divisions des Alliés expliquent leurs revers. La révolution russe a fait rebondir les ambitions de l'impérialisme britannique, et les coloniaux anglais, s'appuyant sur le nationalisme arabe, ont mené contre les intérêts français en Asie Mineure et au Levant une lutte tantôt sourde, tantôt ouverte.

Très clair, l'exposé, qu'a préfacé le général Dufieux, comprend deux parties : le Proche-Orient pendant le conflit mondial, le nouveau statut oriental. Il traite de la Turquie, de la Syrie, de la Palestine, de la Transjordanie, de l'Irak, de l'Égypte, et même de l'Iran. Il arrive à la conclusion que « le vieux duel d'avant guerre pour Alexandrette, Mossoul, la Perse et le golfe Persique » recommence entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne¹.

M. B.

Les relations anglo-allemandes avant la guerre de 1914-1918. — Dans l'histoire diplomatique contemporaine, peu de thèmes ont fait l'objet d'ouvrages aussi nombreux que les relations de l'Allemagne et de l'Angleterre à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle ; en particulier, les tentatives d'alliance au temps de Joseph Chamberlain et de Bülow, les débats relatifs à un accord naval... ont été étudiés avec minutie depuis quelques années. La question, d'ailleurs, n'est pas close ; de nombreux points d'interrogation restent posés.

R. J. SONTAG, professeur à l'Université de Princeton, vient de publier un excellent ouvrage sur les relations anglo-allemandes de 1848 à 1894². On a tant écrit là-dessus que le lecteur éprouve d'abord quelque appréhension : à quoi bon se plonger dans un volume qui ne peut rien livrer de neuf ? Mais, dès qu'il a ouvert le livre de Sontag, ses préventions s'évanouissent.

Des analyses très fines, des descriptions vivantes se succèdent en cette brillante esquisse, où abondent les formules piquantes, les anecdotes pittoresques, vivement enlevées à la manière de P. H. Guedalla. L'auteur parle un peu de tout à propos

1. Pourquoi parler, p. 6, de « l'ambassadeur en Perse » ? P. 125, lire : Cecil ; p. 134, lire : Imperiali ; p. 119 et 121 : le 19 avril 1917 ; p. 260 : 1923.

2. Raymond James SONTAG, *Germany and England, Background of conflict, 1848-1894*. New-York, Appleton, 1938, in-8°, 362 p.

des relations anglo-allemandes ; mais l'intérêt ne faiblit à aucun moment. En somme, il s'agit d'une sorte d'histoire comparée des deux pays. Parfois, l'histoire intérieure passe au premier plan, aux dépens de l'histoire diplomatique. Les « impondérables » de la politique ne sont pas oubliés. L'Angleterre de Cobden, celle de Palmerston, celle de Disraeli, celle de Gladstone, l'Allemagne d'avant Bismarck font l'objet de descriptions savoureuses.

Bien entendu, on ne peut pas être d'accord avec l'auteur sur tous les points. Par exemple, il est surprenant que, passant en revue l'entourage de Guillaume II, il ne souffle mot de Philippe d'Eulenburg. La vingtaine de pages, consacrées à Treitschke pour clore le livre, indique les orages qui se préparent et qui contribueront à l'échec des efforts tenaces de Joseph Chamberlain. Arrivant au pouvoir en 1895, il souhaite l'alliance germanique : l'Allemagne et l'Angleterre apparaissent alors comme des alliées naturelles ; mais elles vont devenir ennemies.

Le gros ouvrage d'E. M. CARROLL, également professeur dans une Université américaine, relève d'un tout autre genre¹. L'auteur s'y était préparé par un volume publié en 1931 : *French public opinion on foreign affairs, 1870-1914*. Cette fois, il écrit une sorte d'histoire diplomatique de l'Allemagne, depuis l'avènement de Bismarck jusqu'à la guerre de 1914 ; une histoire diplomatique qui met l'accent sur l'opinion allemande et qui cite abondamment les journaux, les revues d'Allemagne. Dans une telle entreprise, il n'est pas facile d'équilibrer l'exposé des faits et les commentaires dont ils ont été l'objet à un moment où ils n'étaient pas connus aussi exactement qu'aujourd'hui : l'auteur a grand mal à éviter cet écueil, tandis qu'il expose en détails la politique étrangère de l'Allemagne. Cet exposé honnête et consciencieux, qui, heureusement, respecte l'ordre chronologique, porte des jugements toujours sobres, d'ordinaire très raisonnables. Il est égayé de nombreuses caricatures, fort instructives, empruntées au *Kladderatsch* et au *Simplissimus*, et accompagné de notes abondantes et précieuses, d'un index d'une trentaine de pages. Il complète utilement les études de Langer, en insistant sur les réactions que marquait l'opinion allemande en présence de tel ou tel événement. Il serait facile et vain de chicaner l'auteur sur certaines appréciations, sur de menues erreurs (sans parler des termes allemands ou français estropiés par certaines). Tel quel, son ouvrage peut rendre de réels services aux historiens.

Trop souvent, l'histoire néglige les forces et les intérêts qui se dissimulent derrière les négociations diplomatiques. Aussi faut-il se féliciter du livre consciencieux et méthodique que P. R. ANDERSON vient de consacrer à « l'arrière-plan de l'anglophobie » qui avait envahi l'Allemagne de 1890 à 1902². M^{lle} Anderson a dépouillé les revues, les rapports des chambres de commerce, les publications des organisations les plus diverses, les archives des grandes villes, pour préciser cette anglophobie. Elle étudie successivement le gouvernement, les partis parlementaires, les principales organisations : ligue agrarienne, association commerciale, ligue maritime, société coloniale, ligue pangermaniste, ligue de l'industrie. Elle examine de près l'affaire du télégramme à Krüger, l'état de l'opinion publique

1. E. Malcolm CARROLL, *Germany and the great powers 1866-1914. A study in public opinion and foreign policy*. New-York, Prentice Hall, 1938, in-8°, 852 p.

2. Pauline Relyea ANDERSON, *The background of anti-english feeling in Germany, 1890-1902*. Washington, The american university press, 1939, in-8°, 382 p.

lors de la conclusion en 1897 d'un accord commercial anglo-allemand et durant la guerre des Boers.

Dans la propagande antibritannique, il faut réserver une place d'honneur aux sociétés ou aux personnages qui voulaient avant tout le renforcement de la flotte de guerre. Mais la politique de Bülow ne peut être comprise si l'on néglige les intérêts industriels et agricoles de l'époque postbismarckienne. Les agrariens exerçaient une action considérable. Or, en tant que conservateurs renforcés, ils étaient fort mal disposés à l'égard de l'Angleterre, État parlementaire, industrialisé, libéral. Il est d'ailleurs fort difficile de préciser jusqu'à quel point la rivalité économique a été un obstacle à l'alliance. Toutefois, au moins du côté germanique, la rivalité anglo-allemande a été plus politique que commerciale. M^{lle} Anderson avait l'intention de faire une étude analogue de la germanophobie en Angleterre. La principale conclusion qui se dégage de ses recherches est que l'anglophobie, qui sévissait en Allemagne durant la guerre du Transvaal, rendait fort difficile la conclusion d'une alliance avec l'Angleterre.

Dans un ouvrage sur « la politique navale anglaise avant la guerre mondiale », M. Fritz Uplegger¹ soulignait l'importance qu'avait présentée l'année 1908 dans la résistance opposée par l'Angleterre aux constructions de Tirpitz. H. H. ROBERTZ² a voulu fouiller le sujet. Car l'été de 1908 a été marqué par divers événements qui suivaient la transformation du cabinet libéral, où Asquith, remplaçant en avril Campbell-Bannerman, avait comme successeur à l'Échiquier Lloyd George. Celui-ci, après conversations avec l'ambassadeur d'Allemagne en juillet, gagne le Reich pour un bref voyage, dont une enquête sociale est le prétexte. En août, Guillaume II et Édouard VII se rencontrent à Cronberg, et le Kaiser ne laisse aucun doute à Hardinge sur sa volonté de poursuivre à outrance le programme naval ; il se refuse nettement à sacrifier aux bons rapports avec l'Angleterre la construction de la flotte : c'est l'événement décisif de l'été de 1908. L'étude de Robertz, minutieuse au point que le lecteur se perd dans les détails, compare les documents allemands et anglais sans répondre à la question essentielle : peut-on prendre très au sérieux l'action de Lloyd George? M. B.

Problèmes méditerranéens. — Arthur LOVEDAY. *World War in Spain* (Londres, John Murray, 1939, in-12, 206 p.). — M. Arthur Loveday ne vise pas à l'impartialité ; il se refuse à se dresser au-dessus de la mêlée espagnole dans une attitude « pseudo-olympienne ». Toutes ses sympathies vont au général Franco, « sauveur de l'Europe occidentale ». Il reproche vivement au gouvernement français d'avoir acheminé sur Barcelone les nombreux miliciens qui, de Bilbao et de Gijon, avaient pu gagner la France. Dans le même sens, son préfacier, Sir Arnold Wilson, dénonce les menées des agents de Moscou et reproche à la diplomatie anglaise de n'avoir pas reconnu aux franquistes les droits de belligérants, « sous l'influence de politiciens français ». Il conseille aux conservateurs britanniques d'éviter toute comparaison avec l'ancien régime espagnol : les biens de la duchesse d'Atholl, si opposée à Franco, seraient plus étendus que ceux du plus grand propriétaire foncier de

1. *Die englische Flottenpolitik vor dem Weltkrieg, Beiträge zur Geschichte der nachbismarckschen Zeit und des Weltkrieges.* Stuttgart, 1930.

2. Heinrich Hubert ROBERTZ, *Die deutsch-englischen Flottenbesprechungen im Sommer 1908.* Bonn-Berlin, Dümmlers Verlag, 1938, in-8°, 152 p.

l'Espagne ; les revenus de l'Église catholique d'Espagne minimes par rapport aux revenus de l'Église anglicane.

Le livre a été écrit après la chute de Barcelone, alors que la guerre civile, dont l'issue ne faisait plus de doute, n'était pas encore terminée. Il ne faut y chercher qu'un récit clair des événements, bien présenté, agréablement illustré ; c'est l'œuvre d'un publiciste, non d'un historien.

M. B.

— G. T. GARRATT. *Gibraltar and the Mediterranean* (Londres, Jonathan Cape, 1939, in-8°, 352 p.). — Aucune histoire de Gibraltar n'avait été écrite depuis soixante-dix ans. Le célèbre rocher, redevenu d'actualité, fait l'objet d'une très intéressante étude de G. T. Garratt, qui en met admirablement en relief l'importance symbolique : « Pour ceux des Européens qui n'aiment pas beaucoup l'Angleterre, Gibraltar représente un peu ce que la Bastille était pour les Français du XVIII^e siècle. Comme prison, la Bastille ne comptait plus guère ; mais elle était le symbole du régime, et sa chute a signifié la fin d'une époque. » De même, le rocher est l'emblème de la puissance anglaise, « l'arrogant symbole de l'impérialisme britannique ».

Une centaine de pages sont consacrées à Gibraltar jusqu'en 1815. Une seconde partie expose « l'ère du progrès impérial », qui va jusqu'à la guerre de 1914-1918, dans laquelle Gibraltar n'a eu qu'une importance secondaire. Une troisième partie, qui n'a plus le même caractère historique, décrit « l'ère du déclin impérial » ; il y est moins question de Gibraltar même que de l'action italienne à Malte et dans le bassin méditerranéen, de la guerre d'Éthiopie, de la guerre civile d'Espagne.

M. Garratt a été correspondant du *Manchester Guardian*, notamment dans la guerre d'Éthiopie. Il représente donc une tendance politique assez précise. Dans cet ouvrage écrit en un style alerte et dont certaines pages sont tout à fait remarquables, l'auteur ne manque pas une occasion de reprocher aux conservateurs anglais leur politique « d'apaisement à tout prix » en face de l'Allemagne ; il ne cesse de décocher ses traits contre « les gras dormeurs du Foreign Office » et ne ménage pas M. Laval. Dans la guerre d'Espagne, toutes ses sympathies vont aux « gouvernementaux » du côté desquels il a suivi une partie des hostilités.

Pendant la guerre mondiale, il avait été question d'échanger Gibraltar contre Ceuta, dans l'espoir d'entraîner l'intervention de l'Espagne du côté des Alliés. Primo de Rivera aurait vivement souhaité cet échange. Aujourd'hui, des nationalistes espagnols ou italiens prétendent contraindre une Angleterre en décadence à la restitution de Gibraltar : car, dans l'ère de l'aviation, Gibraltar est hautement vulnérable. Mais la conclusion de Garratt est que, si, « depuis l'occupation anglaise, de bons et solides arguments pouvaient parfois conseiller de rendre Gibraltar à l'Espagne », il serait insensé de l'abandonner aujourd'hui, pour le livrer au contrôle de puissances autres que l'Espagne.

M. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Erich Wittenberg. L'image que Ranke se fait de l'histoire (l'historien doit rejeter toute préoccupation politique et même nationale et pousser l'objectivité aussi loin que possible. Importance donnée aux valeurs morales et aux tendances universelles; idée d'une communauté de culture européenne. Historiens partisans de cette conception). [*Hist. Tidschrift Stockholm*, 1938, f. 2.]

Jacques de Dampierre. Les publications officielles dans la documentation de l'État moderne. [*Rev. de l'Ac. des S. mor. et pol.*, janvier-février 1939.] — *H. Van Houtte.* Van Vrijheid naar Bedwang? Synchronismen uit het Verleden en uit het Heden. [*Ac. roy. de Belgique. Bull. de la cl. des lettres*, 1939, 1-9.]

A.-V. Jacquet. L'histoire économique et sociale intégrée aux mathématiques (très suggestif). [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.] — *Georges Smets.* Le commerce silencieux. [*Ac. roy. de Belgique. Bull. de la cl. des lettres*, 1939, 1-9.] — *R. Marjolin.* Rationalité ou irrationalité des mouvements économiques de longue durée (discussion pénétrante qui conclut : « Les mouvements économiques de longue durée nous apparaissent comme provoqués par des facteurs dont l'étude ne relève pas de l'économie politique et qui ne peuvent être ramenés... à la série causale économique. » Opinions diverses de MM. Mauss et Halbwachs). [*Annales sociologiques*, série D, fasc. 3, 1938.] — *Marc Bloch.* L'histoire des prix : remarques critiques. [*Ann. d'hist. soc.*, avril 1939.] — *Gunnar Mickwitz.* Zum Problem der Betriebsführung in der antiken Wirtschaft (étude rapide sur l'agriculture, le commerce, l'industrie, la finance dans les sociétés antiques. La conclusion esquisse une comparaison avec des faits du xiv^e siècle florentin, du xviii^e siècle, du capitalisme contemporain). [*Viertelj. für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte*, 32^e Bd, Heft 1.] — *Wilhelm Ebel.* Die Rostocker Transportgewerbe bis zur Auflösung der alten Gewerbefassung (étude précise sur l'organisation et le développement d'une catégorie de travailleurs depuis la fin du xv^e siècle jusqu'au xix^e). [*Ibid.*, 31^e Bd, Heft 4.]

A. V. Judges. The idea of a mercantile State (retrace le développement, chez les économistes anglais, d'Adam Smith à Cunningham, de la théorie du « mercantilisme ». Née chez les tenants du *laissez-faire*, elle a trop souvent été victime de partialité. Son nom même est mal adapté à la réalité). [*Transactions of the R. Hist. Society*, 1939, 4^e série, t. XXI.] — *J. F. Rees.* Historical revision : Mercantilism. [*History*, septembre 1939.]

J. Houdaille. Les transformations du système bancaire. [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.]

René Cassin. L'évolution des conditions juridiques de la guerre économique. [*Pol. étr.*, octobre 1939.]

R. Rodière et P. Heliot. Essai de bibliographie monumentale du Pas-de-Calais et de la Somme. [*Rev. du Nord*, novembre 1938.]

II. ANTIQUITÉ CLASSIQUE

R. Flacelière, Jeanne Robert, Louis Robert. Bulletin épigraphique (publications de 1938 et premiers mois de 1939). [*R. É. G.*, juillet-septembre 1939.] — R. Vallois. Bulletin archéologique (fin). [*Ibid.*, avril-juin 1939.] — Nicolas Vulić. Deux nouvelles inscriptions grecques de Derriopas (près de Prilep). [*C.-R. A. I.*, mai-juin 1939.]

Louis Gernet. L'institution des arbitres publics à Athènes. [*R. É. G.*, juillet-septembre 1939.] — K. M. T. Atkinson. Athenian procedure and revision of laws (critique la théorie de Kahrstedt (*Klio*, 1938) sur la distinction entre *nomoi* et *psephismata*). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — Lucienne Kampmann-Platt. Chien tirant la charrue. Peinture d'un vase attique. [*R. É. G.*, juillet-septembre 1939.]

Jean Capart. Hippocrate et la médecine égyptienne. [*Ac. roy. de Belgique. Bull. de la cl. des lettres*, 1939, 1-9.]

Joseph Moreau. Les thèmes platoniciens de l'*Ion*. [*R. É. G.*, juillet-septembre 1939.] — A. Raubitschek. "Εργα μεγάλα τε καὶ (cette expression d'Hérodote se rapporte aux grands monuments). [*R. É. A.*, juillet-septembre 1939.] — P. Kucharski. La « méthode d'Hippocrate » dans le *Phèdre*. [*R. É. G.*, avril-juin 1939.] — Pierre Thévenaz. L'enchaînement des idées dans le *De animae procreatione* de Plutarque. [*Ibid.*, avril-juin 1939.]

William Norwin. Zur Geschichte der spartanischen Eunomia. [*Classica et mediaevalia*, 1939, vol. II, fasc. 2.]

Yves Béguignon. Les monuments pyramidants de l'Argolide. [*Rev. arch.*, juillet-septembre 1939.] — A. Puech. Les mages hellénisés. Ostanès et Zoroastre (d'après l'ouvrage de J. Bidez et Fr. Cumont). [*J. des Sav.*, juillet-août 1939.]

J. Hackin. L'hellénisme dans la Haute-Asie. [*R. É. A.*, juillet-septembre 1939.]

L. Herrmann. Remarques sur le « Ludus Trajæ ». [*Rev. belge de phil. et d'hist.*, avril-septembre 1939.]

A. H. Macdonald. The history of Rome and Italy in the II^d century B. C. [*Camb. hist. Journal*, 1939, vol. VI, n° 2.] — Roger Texier. A propos de deux représentations archaïques de la fuite d'Énée. [*Rev. arch.*, juillet-septembre 1939.]

Fernand Benoit. « Usine » de meunerie hydraulique à l'époque romaine. [*Ann. d'hist. soc.*, avril 1939.] — Jules Vannérus. Deux stations de la route romaine de Nimègues à Tongres : Catualium et Feresne. [*Ac. roy. de Belgique. Bull. de la cl. des lettres*, 1939, 1-9.] — E. Albertini et P. Massiera. Le poste romain de Messad (Algérie). [*R. É. A.*, juillet-septembre 1939.] — Gilbert-Ch. Picard. Inscriptions latines d'Orange. [*Rev. arch.*, juillet-septembre 1939.] — Marcel Clouet. L'aqueduc gallo-romain de Saintes (à suivre). [*Rev. de Saint. et d'Aunis*, 1939.]

III. MOYEN AGE

P. Rolland. Les croisades et les Tournaisiens. [*Rev. du Nord*, août 1938.]

Arne Stæde. Le jarl Jon (y a-t-il eu une seule ou deux personnalités de ce nom,

l'une morte vers 1156, l'autre vers 1206? Étude critique des renseignements fournis par Saxo, par la chronique de Saint-Éric et par l'inscription tombale de la cathédrale de Linköping). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1939, f. 2.] — Åke Stille. Le règne du roi Erik Magnusson (prenant comme point de départ le partage de la royauté en 1356 entre Magnus Eriksson et son fils Erik, l'auteur essaie de déterminer les tendances qui s'affrontent à cette époque : royauté forte exercée par un seul roi, royauté conçue comme un patrimoine qu'on peut partager, tendance aristocratique à s'émanciper du pouvoir royal). [*Ibid.*, 1938, f. 3.]

M. Chaume. Les comtes d'Autun des VIII^e et IX^e siècles. [*Mém. Soc. éduenne*, 1939.] — E. J. F. Arnould. Richard Rolle and the Sorbonne (les érudits du XVII^e siècle ont fait de Richard Rolle, le célèbre ermite anglais, un ancien étudiant de la Sorbonne. Interprétation erronée d'obituaires et de listes aujourd'hui perdues). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — Henri Stein. Pierre Lombard, médecin de saint Louis (un document inédit permet d'apprendre qu'il était crémonais et nous fait connaître des transactions immobilières à Paris le concernant). [*Bibl. Éc. des chartes*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.] — A. Wilmart. Les « loisirs » ou sentiments intimes d'un chancelier de France (Hugue, successeur de Suger auprès de Louis VII). [*Rev. bén.*, avril-septembre 1939.]

Ferdinand Lot. Étude sur le recueil des lettres de Gerbert (très important mémoire reprenant la question après J. Havet, Lair et Boudnov. Le recueil est un choix composé par Gerbert lui-même et où les lettres sont placées dans un ordre grossièrement chronologique). [*Bibl. Éc. des chartes*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.] — P.-F. Fournier. Nouveaux documents sur le juriste Pierre Jacobi et sa famille (2^e article. Documents provenant du chapitre de Notre-Dame-du-Port, dont l'oncle du juriste était chanoine ; 6 documents, de 1311 à 1348). [*Ibid.*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.]

J. de Font-Réaulx. Les diplômes de Frédéric Barberousse relatifs au royaume d'Arles. [*Ann. Midi*, juillet 1939.] — Ph. Grierson. La maison d'Évrard de Frioul et les origines du comté de Flandre. [*Rev. du Nord*, novembre 1938.]

G. de Clercq. De kerkelijke instellingen te Gent in verband met de oudste stedelijke geschiedenis (développement des abbayes, des paroisses et autres établissements ecclésiastiques dans les premiers siècles de l'histoire gantoise). [*Nederl. historiebladen*, 2^e jaarg., n^o 2, avril 1939.] — E. Poncelet et Em. Fairon. Liste chronologique d'actes concernant les métiers et confréries de la cité de Liège. [*Ann. d'hist. liégeoise*, n^o 7, 1939.] — Édouard Poncelet. Notes de topographie liégeoise. Souverain Pont et le Vivier de Sur Meuse. [*Ibid.*, n^o 7, 1939.]

F. M. Stenton. The historical bearing of place-name studies. England in the sixth century (l'absence ou la persistance de noms de lieux bretons permet d'apprécier, selon les régions de l'Angleterre, l'importance de l'invasion saxonne. Si l'on ne peut parler d'extermination des Bretons, du moins l'invasion fut-elle partout brutale et profonde et ne laissa subsister que peu de lieux habités). [*Transactions of the R. Hist. Society*, 1939, 4^e série, t. XXI.] — John Daniell. The [Oxford] city wall and ditch in the Clarendon Quadrangle (des fouilles ont mis à jour un fragment du mur d'enceinte d'Oxford et des débris de poterie médiévale). [*Oxoniensia*, 1939, t. IV.] — R. L. S. Bruce-Mitford. The archaeology of the site of the Bodleian extension in Broad Street, Oxford (les fondations des agrandissements de la bibliothèque Bodléienne, sur un site habité depuis le XIII^e siècle, ont mis à

jour de nombreuses poteries, des ^{xiii}^e-^{xviii}^e siècles). [*Ibid.*, 1939, t. IV.] — *Bertie Wilkinson*. Northumbrian separatism in 1065 and 1066 (le séparatisme des provinces nordiques de l'Angleterre, tel qu'il est décrit par Freeman d'après la révolte de 1065 et l'attitude de ses comtes lors de l'invasion normande, est beaucoup moins net qu'on ne l'a dit. Sa responsabilité n'est pas grande dans la décadence et la chute de la monarchie anglo-saxonne. Argumentation parfois confuse). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, n° 2.] — *F.-J. Tanqueray*. Lettres du roi Edward I^{er} à Robert de Bavent, King's yeoman, sur des questions de vénerie (publie, sous ce titre bilingue, dix-huit lettres en anglo-normand, des années 1302-1305, et les accompagne d'un bref commentaire philologique). [*Ibid.*, 1939, t. XXIII, n° 2.] — *H. G. Richardson*. The early correspondence of John of Salisbury. [*Engl. hist. Rev.*, juillet 1939.] — *Levi Fox*. The honor and Earldom of Leicester : origin and descent, 1066-1339. [*Ibid.*, juillet 1939.] — *Alfred Larson*. The payment of fourteenth-century english envoys. [*Ibid.*, juillet 1939.] — *H. G. Wright*. The protestation of Richard II in the Tower in September 1399 (avant d'être forcé à abdiquer, Richard a protesté contre la violence qui lui était faite : il désirait garder la dignité royale, même si le gouvernement lui échappait). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — *C. Maeræ*. The english council and Scotland in 1430. [*Engl. hist. Rev.*, juillet 1939.] — *H. G. Richardson*. An Oxford teacher of the fifteenth century (il s'agit d'un certain Simon O., appartenant à la classe des *dictatores*, et qui a laissé, outre des *dictamina*, un traité sur l'art du notariat. L'auteur en profite pour retracer l'activité des *dictatores* à Oxford depuis le ^{xiii}^e siècle). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, n° 2.]

M. Bauchon. Les fêtes du sixième centenaire de la naissance de Froissart à Valenciennes. [*Rev. du Nord*, février 1938.] — *Peter Shaw*. The black prince. [*History*, juin 1939.] — *V. H. Galbraith*. The battle of Poitiers. [*Engl. hist. Rev.*, juillet 1939.]

L. Mirot. Le licenciement des serviteurs de Philippe le Hardi (en 1404). [*Ann. de Bourg.*, juin 1939.] — *P. Heliot*. Nouvelles observations sur La Trémoille, Jean sans Peur et le Bourbonnais. [*Rev. du Nord*, août 1938.] — *P. Heliot* et *D^r A. Benoît*. Georges de La Trémoille et la mainmise du duc de Bourgogne sur le Bourbonnais. [*Ibid.*, février 1938.] — *E. Wickersheimer*. *De custodie principum*, œuvre d'un médecin de Charles le Téméraire. [*Ibid.*, février 1938.] — *H. Drouot*. Le Languedoc province de l'art « bourguignon » ? (réflexions pénétrantes à propos du livre de *Marguerite de Bévoite* : La sculpture à la fin de l'époque gothique dans la région de Toulouse, d'Albi et de Rodez). [*Ann. de Bourg.*, juin 1939.] — *Henri David*. Au pays de Claus Sluter. [*Ibid.*, septembre 1939.]

Pierre Héliot. Louis XI et le Boulonnais (retrace les circonstances de la conquête du comté de Boulogne par Louis XI en 1477, qui écarte les prétentions de la maison de la Tour, puis fait hommage du pays à la Vierge pour évincer le suzerain d'Artois). [*Bibl. Éc. des chartes*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.] — *G. Dupont-Ferrier*. Ignorances et distractions administratives en France aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles (limites des circonscriptions territoriales non fixées ; nombre des offices mal connu ; « distraction » (?) du roi qui accorde aux quémandeurs des grâces contraires à ses ordres exprès). [*Ibid.*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.] — *Alfred Coville*. Raymond-Bernard Flamenc dit « Sac de Lois », conseiller des ducs d'Anjou, rois de Sicile, et

juge mage de Provence (deuxième moitié du xiv^e siècle) ; fin (activité diplomatique après 1378, puis comme juge mage de Provence jusqu'à sa mort vers 1402). [*Ibid.*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.]

M. Heren. Technique et vente de la draperie amiénoise, à la fin du Moyen Age. [*Rev. du Nord*, février et mai 1938.] — *R. Boutruche.* Aux origines d'une crise nobiliaire en Bordelais (donations pieuses et pratiques successorales du xiii^e au xvi^e siècle ; fin). [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.]

F. L. Carsten. Die soziale Bewegungen in den Pommerschen Städten, vom 14. Jahrhundert bis zur Reformationszeit (des mouvements populaires troublèrent Stralsund à la fin du xiv^e siècle, la même ville et Stettin, Greifswald, Anklam, Demmin, à diverses reprises au cours du xv^e. La Réforme en provoqua de nouveau à partir de 1522. Les métiers durent céder partout devant l'aristocratie marchande et les villes devant la noblesse). [*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1938, aflev. 4.]

J. M. Hussey. Byzantine monasticism (revue bibliographique). [*History*, juin 1939.] — *Sigfús Blöndal.* The Varangian Nabites (avec quelques notes sur les Varègues sous Nicéphore III Botaniates et les Comnènes). [*Classica et Mediaevalia*, 1939, vol. II, fasc. 2.] — *Hugo Burchthal.* The painting of the Syrian Jacobites in its relation to Byzantine and Islamic art. [*Syria*, 1939, fasc. 2.]

P. Grierson. The identity of the unnamed fisci in the « Brevium exempla ad describendas res ecclesiasticas et fiscales ». [*Rev. belge de phil. et d'hist.*, avril-septembre 1939.] — *L. Bréhier.* Le Psautier de Paris et la Renaissance macédonienne (d'après l'important ouvrage de *Hugo Burchthal*). [*J. de Sav.*, mai-juin 1939.] — *Eugène Vinaver.* A note on the earliest printed texts of Malory's « Morte d'Arthur » (les deux exemplaires connus de l'édition de Caxton (1485) présentent entre eux de curieuses variantes). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — *A. Wilmart.* Un nouveau poème de Marbode, Hildebert et Rivallon. [*Rev. bén.*, avril-septembre 1939.] — *K. Lewent.* Une chanson humoristique de Cerveri de Girone. [*Ann. Midi*, juillet 1939.] — *Rita Lejeune.* Le personnage d'Ignaure dans la poésie des troubadours. [*Bull. de l'Acad. roy. de l. et lit. fr.*, septembre 1939.]

Maurice Jusselin. Questions tironiennes à propos des « Diplomata Karolinorum » (la publication de fac-similés que dirigent MM. Lot, Lauer et Tessier permet de lire quelques notes tironiennes nouvelles). [*Bibl. Éc. des chartes*, 1939, 1^{re}-3^e livraisons.] — *M. Chaume.* Saint-Martin d'Autun, centre de propagande des toponymes bourguignons, évoquant la mémoire de Brunehaut. [*Ann. de Bourg.*, juin 1939.] — *J. Madoz.* Eugène de Tolède († 687) ; une nouvelle source du symbole de Tolède de 675. [*R. H. eccl.*, juillet 1939.]

Paul Deschamps. Le décor d'entrelacs carolingien et sa survivance à l'époque romane. [*C.-R. A. I.*, juillet-août 1939.] — *F. Lot.* La destruction et la reconstruction de la ville de Troyes à la fin du ix^e siècle. [*Rev. belge de phil. et d'hist.*, avril-septembre 1939.] — *Élie Lambert.* L'ancienne abbaye de Saint-Vincent de Laon. [*C.-R. A. I.*, mars-avril 1939.] — *Marcel Aubert.* Les anciennes églises épiscopales de Paris : Saint-Étienne et Notre-Dame, au xi^e siècle et au début du xii^e. [*Ibid.*, mai-juin 1939.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE

Lucien Febvre. Cosmologie, occultisme et poésie au XVI^e siècle. [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.]

Omer Lüftü. Problèmes fonciers dans l'Empire ottoman (début XVI^e siècle). [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.]

Roger Doucet. Les premiers temples protestants de Lyon (1564). [*Bull. Soc. hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1939.] — L. Anthéunis. L'odyssée d'un curé ligueur, John Hamilton, 154?-1609 (missionnaire catholique en Écosse) [*R. H. E.*, octobre 1938.] — Ch. Bost. Notes sur O. de Serres (fin). [*Bull. Soc. hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1939.]

D. Lopes. Les Portugais au Maroc (bon résumé de la période 1415-1769). [*Rev. hist. mod.*, août-septembre 1939.] — R. Ricard. Pour une étude du judaïsme portugais au Mexique pendant la période coloniale. [*Ibid.*, août-septembre 1939.]

N. W. Posthumus. De textielindustrie van Hondschoote (montre, d'après la thèse d'E. Coornaert sur *La draperie-sayerterrie d'Hondschoote*, que la draperie flamande du XVI^e siècle, qui ne fut que partiellement rurale, ne fut véritablement ni capitaliste ni libre). [*Tijdschrift voor geschiedenis*, 1938, aflev. 4.]

V. LES XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

G. Lepointe. Le rôle des Chambres supérieures de décimes et leur situation juridique (« ces Chambres [sont] une institution très souple, assez indépendante du Roi, qui constitue une marque de liberté concrète certaine »). [*Rev. hist. de droit fr. et étr.*, janvier-mars 1938.] — A. Bernard. Recherches sur la Chambre souveraine du clergé de Guyenne (cette institution, aux attributions étendues, jouit d'une véritable autonomie). [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — Simone Quet. La Cour des Aides de Guyenne. [*Rev. hist. de Bordeaux*, juillet-septembre 1939.] — G. Dupont-Ferrier. Les problèmes relatifs aux États dits provinciaux. [*J des Sav.*, juillet-août 1939.] — Marie Demeunynck. Le vicariat de Pontoise ou l'officialité foraine de Rouen à Pontoise, des origines à la fin de l'Ancien Régime, 1255-1789 (à suivre). [*Mém. de la Soc. hist. et arch. de Pontoise*, t. XLVI, XLVII et XLVIII, 1937, 1939.]

Birgit Grabe. L'idée d'une alliance nordique pendant la guerre anglo-hollandaise, 1652-1654 (l'auteur étudie les hésitations suédoises qui n'ont pas permis de faire une alliance à trois (Hollande, Suède, Danemark) et montre comment l'idée d'une alliance nordique gagne cependant du terrain). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1938, t. 3.] — Sven Ulric Palme. Procès-verbal du jugement de Linköping en 1600 (il s'agit de la condamnation à mort que le duc Charles (Charles IX) fit prononcer contre les conseillers qui avaient soutenu son neveu Sigismond. Existence d'un double procès-verbal : pour quelle raison? Comment l'utiliser?). [*Ibid.*, 1938, t. 1.]

Léon Janrot. Masquarin et les gazetiers (mazarinade pontoisienne). [*Mém. de la Soc. hist. et arch. de Pontoise*, t. XLVI, 1937.]

R. Chiot. Les maîtres d'école d'une paroisse de la région auxerroise : Chichery (de 1496 à l'an IV). [*Ann. de Bourg.*, juin 1939.] — Ed. Burin. Un conflit entre l'archevêque de Paris, Mgr de Vintimille, et son Chapitre au XVIII^e siècle. [*R. E. H.*,

avril-décembre 1939.] — *B. Robert*. Les maisons des nouveaux et nouvelles catholiques à Alençon avant la Révocation. [*Bull. Soc. hist. Prot. fr.*, juillet-septembre et octobre-décembre 1939.]

Z. Khanzadian. Pierre Poivre, précurseur du commerce français dans le Levant, et ses collaborateurs arméniens. [*R. E. H.*, avril-décembre 1939.]

Léon Cahen. Aspects économiques à la veille de la Révolution (les transports, les « forains »). [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.] — *Charles Gantois*. Les transports en commun de Pontoise à Paris au XVIII^e siècle. [*Mém. de la Soc. hist. et arch. de Pontoise*, t. XLVI, 1937.]

N. Iorga. Frédéric II, roi de Prusse, et l'influence française. [*Rev. hist. du S.-E. europ.*, juillet-septembre 1939.] — *G. de Schepper*. Marie-Thérèse et Joseph II. Leur politique à l'égard des maisons religieuses dans les Pays-Bas (montre à quel point Joseph II a été à la fois un continuateur et un novateur). [*R. H. E.*, juillet 1939.] — Lieutenant-colonel *A. de Ajtay*. L'origine du « hussard » hongrois (le mot apparaît après 1580). [*Rev. int. d'hist. mil.*, 1939, n^{os} 1-2.]

Comte *Carton de Wiart*. Patrice-François de Nény, « la meilleure tête » des Pays-Bas autrichiens (1716-1784). [*Ac. roy. de Belgique. Bull. de la cl. des lettres*, 1939, 1-9.] — *H. van Hamme*. Un projet d'instruction obligatoire en Belgique (début du XVIII^e siècle). [*Rev. belge de phil. et d'hist.*, avril-septembre 1939.]

F.-E.-P. Desfeuilles. Les comtes de Sparre et le comte Axel de Fersen. [*Rev. int. d'hist. mil.*, 1939, n^{os} 1-2.]

Pierre Vigreux. La formation du capital selon Turgot. [*Rev. hist. écon. et soc.*, 1939, n^o 2.] — *Wilma J. Pugh*. Calonne's « New Deal ». [*Journal of mod. hist.*, septembre 1939.] — *Alice Drouin*. Les marais salants de Saintonge et d'Aunis, jusqu'en 1789 (à suivre). [*Rev. de Saint. et d'Aunis*, 1939.] — *André Sayous*. La Banque à Genève pendant le XVIII^e siècle. [*Ann. d'hist. soc.*, avril 1939.] — *D. B. Horn*. The Board of Trade and consular reports, 1696-1782. [*Engl. hist. Rev.*, juillet 1939.]

W. J. Koppins. Omtrent de papieren van Henry Laurens Gordon (au sujet des tractations politiques qui ont entouré la guerre de l'Indépendance américaine). [*Tijdschrift voor geschiedenis*, 1939, aflev. 1.] — *L. B. Namier*. Charles Garth and his connexions, agent for South Carolina. Part I and II. [*Engl. hist. Rev.*, juillet-octobre 1939.]

J. Lestocquoy. La persistance du style gothique aux XVII^e et XVIII^e siècles. [*Rev. du Nord*, mai 1938.] — *A. N. Zadoks-Josephus Jitta*. Piranesi als archeolog (montre en Piranèse le précurseur des archéologues modernes). [*Tijdschrift voor geschiedenis*, 1939, aflev. 1.]

Walter H. Godfrey. Burford Priory (ancien hôpital de Saint-Jean-l'Évangéliste, le « prieuré » de Burford (dans les Costwolds) a été presque entièrement reconstruit aux XVI^e et XVII^e siècles ; curieuse chapelle de cette dernière période). [*Oxoniensia*, 1939, t. IV.]

John R. Alden. Washington and the Pittsburgh Route, 1768 (lettre écrite, le 17 mai 1768, par G. Washington à J. Blair, en vue d'obtenir pour les colons trois ou quatre postes sur la route de Cumberland au fort Pitt en cas de rétrocession de la région aux Indiens). [*Amer. hist. Rev.*, 1939, t. XLIV.]

VI. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE

G. Hubrecht. Les assignats à Bordeaux au début de la Révolution, 1789-1792. [Ann. hist. Rev. fr., juillet-août 1939.] — L. de Cardenal. Les contributions directes dans le département de l'Aude pour l'année 1790 (suite). [Ann. du Midi, janvier-avril 1939.] — Bernard Perrin. Léger Papin, député à l'Assemblée constituante, curé constitutionnel de Marly-la-Ville. [Mém. de la Soc. hist. de Pontoise, 1939, t. XLVIII.] — P. Sainte-Claire-Deville. La Commune de l'an II (fin). [Rev. des Quest. hist., juillet 1939.] — Roger Brouillard. Nouvelles recherches sur les Girondins proscrits (le séjour des Girondins à Saint-Émilion, du 14 novembre 1793 au 20 janvier 1794). [Rev. hist. de Bordeaux, avril-juin et juillet-septembre 1939.] — Doctorat de M. Paul Bastid (exposé par l'auteur des conclusions de ses thèses consacrées à Sieyès et sa pensée, très importantes suggestions et discussions par G. LeFebvre). [Ann. hist. Rev. fr., juillet-août 1939.] — Chanoine Uzureau. Les Héros de Cinq cents livres à la bataille de Saumur, 9 juin 1793. [Anjou hist., octobre 1939.] — G. Saumade. Cambon et sa famille, acquéreurs de biens nationaux, 1791-1793 (la probité de Cambon sort intacte de cette longue enquête). [Ann. hist. Rev. fr., juillet-août 1939.] — J.-P. Faïore. Un officier de marine émigré : le comte Alphonse de Blossville. [Ibid., juillet-août 1939.]

M. Chartier. A travers les papiers Caprara : René Marchant (bénédictin d'Angers et bibliothécaire de Cambrai). [Rev. du Nord, août 1938.] — Jean Leflon. Bernier, évêque d'Orléans (résumé de sa thèse par l'auteur). [Rev. d'hist. Égl. de Fr., juillet-septembre 1939.]

C. W. Crawley. French and english influences in the Cortes of Cadiz, 1810-1814. [Camb. hist. Journal, 1939, vol. VI, n° 2.]

N. A. Constantinescu. Un livre oublié sur la révolte de Pasvan-Oglou (mouvement bulgare du début du XIX^e siècle). [Rev. hist. du S.-E. europ., juillet-septembre 1939.] — Lettres du conseiller russe Barozzi concernant les négociations pour la paix de Bucarest, 1812. [Ibid., juillet-septembre 1939.]

Torvald T. Höjer. Sources et bibliographie pour la vie de Charles XIV Jean avant 1810 (étude critique de ces sources et de ces ouvrages, de leur degré d'objectivité et des tendances qu'ils représentent). [Hist. Tidskrift Stockholm, 1939, f. 1.]

VII. LE XIX^e SIÈCLE

Lucien Febvre. Une révolution : le romantisme. [Ann. d'hist. soc., juin 1939.] — Baron Seillière. Le libéralisme doctrinaire dans l'œuvre de Doudan (à suivre). [Rev. de l'Ac. des Sc. mor. et pol., novembre-décembre 1938 et janvier-février 1939.]

Victor Fleury. Les idées politiques de Lassalle et de Marx. [Révol. 1848, juin-juillet-août 1939.]

Erik Granstedt. Geijer et la Sainte-Alliance (pour quelles raisons l'historien et poète Geijer devait approuver les principes de la Sainte-Alliance, comment il devint hostile à sa politique réelle, tout en continuant d'être attaqué en Suède comme un de ses partisans). [Hist. Tidskrift Stockholm, 1938, f. 4.]

Arthur Redford. The emergency of Manchester. [History, juin 1939.] — N. Gash. Peel and the Oxford University election of 1829 (Peel, député pour l'Université

d'Oxford, démissionnaire en 1829 ; il ne fut pas réélu, son électorat ultra-anglican désapprouvant le projet d'émancipation des catholiques). [*Oxoniensia*, 1939, t. IV.] — *B. H. Charlton*. Browning as a dramatist (étude les œuvres dramatiques du poète Robert Browning). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.]

Grégoire Morgulis. Michel Lermontoff, 1814-1841. Un chantre russe de l'Empereur. [*Rev. des Ét. nap.*, janvier-juin 1940.] — *Henri Troyat*. L'enfance de Dostoïewsky. [*Rev. de Paris*, 1^{er} décembre 1939.]

Kent Roberts Greenfield. Commerce and new enterprise at Venice, 1830-1848. [*Journal of mod. hist.*, septembre 1939.] — *Baron Humbert Michaud*. Genève et les menées mazziniennes à l'époque de l'attentat d'Orsini. [*R. É. H.*, janvier-mars 1939.] — *Maria dell' Isola*. Musée Edgar Quinet : les autographes du général Garibaldi et d'Auréliro Saffi. [*Ibid.*, avril-décembre 1939.]

Erik O. Löfgren. L'attitude de la Suède et Norvège dans la crise dano-allemande de 1848 (analyse détaillée du procès-verbal, retrouvé en 1931, d'un conseil des ministres extraordinaire, tenu à Stockholm le 20 mai 1848). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1938, f. 3.]

Maurice Wilmette. Un oublié : Félix van Hulst, 1799-1872 (écrivain liégeois, germanophile). [*Bull. de l'Ac. roy. de l. et litt. fr.*, septembre 1938.]

Dallas R. Irvine. The fate of Confederate Archives (les archives confédérées ont été dispersées lors de l'évacuation de Richmond ; celles de l'Exécutif entre le War Department, Stanton et le colonel C. C. Jones ; celles du State Department furent vendues au Treasury Department (1872) ; celles du War Department, en majorité du moins, gagnèrent Washington ; celles de la Marine furent détruites à Charlotte ; celles du Trésor (quatorze caisses) furent saisies par les vainqueurs). [*Am. hist. Rev.*, 1939, t. XLIV.] — *Milton R. Hunter*. The Mormons and the Colorado River (enfermés par les neiges dans le Grand Bassin, les Mormons ont cherché à gagner le Pacifique par trois routes : du nord par le Humboldt, du sud plus accessible vers Los Angeles, par le Colorado. Pour s'assurer de la navigabilité du fleuve, le département de la Guerre envoya le lieutenant Ives (1857) et les Mormons (Atlen, 1855 ; G. A. Smith, 1858 ; Anson Call, 1864). Le Transcontinental fit échouer ce projet). [*Ibid.*, 1939, t. XLIV.] — *Fred Harvey Harrington*. Frémont and the North Americans (récit des manœuvres qui permirent aux amis politiques de Frémont de le faire choisir comme candidat à la présidence à la fois par les Républicains et par le North American party). [*Ibid.*, 1939, t. XLIV.]

Laurian Someșanu. Le passé de la Transylvanie et le facteur géographique (unité du « bastion » transylvain ; ses possibilités agricoles et pastorales ; vues assez hypothétiques sur l'évolution de la vie paysanne. L'auteur considère la transhumance comme un phénomène récent. Elle a été un facteur d'union, mais que peut signifier l'idée d'« espace vital » (p. 326) chez une population de bergers?) [*Rev. de Transylvanie*, 1939, vol. V, fasc. 3.] — *I. Lupas*. Un martyr transylvain : le pasteur Stefan Ludwig Roth (notes sur le héros saxon victime des événements de 1848). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 2.] — *Étienne Pascu*. Les Roumains du Silaj (monographie historique et ethnique ; renseignements sur les apôtres de l'idée nationale nés dans cette petite région de la Transylvanie occidentale, qui forme aujourd'hui un département du même nom). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 1.] — *I. Moga*. Les bergers « Mărgineni ». Un chapitre de l'histoire économique des Roumains de Transyl-

vanie (vie des bergers « frontaliers » de la région de Sibiu). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 2.] — *Olimpiu Boitos*. Le centenaire d'un journal roumain : la « Gazette de Transylvanie », 1838-1938 (détails intéressants sur le plus ancien journal roumain de cette province, la *Gazeta Transilvaniei* (au début : *Gazeta de Transilvania*), son fondateur G. Barițiu et les deux premiers successeurs de celui-ci, Jacob et Aurel Mireșianu). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 1.] — *D. Braharu*. L'opinion publique italienne et le procès du Mémorandum de Transylvanie, 1894 (court historique du procès ; témoignages italiens de sympathie, exprimés notamment par Fava, de Gubernatis, Carducci, etc.). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 2.] — *L. Lupas*. Le roi Charles I^{er} et l'indépendance roumaine (court récit des événements de 1877 et rappel de la politique nationale de 1878 à 1914). [*Ibid.*, 1939, vol. V, fasc. 2.]

Paul Knaplund. Gladstone on a proposal to buy Dutch New Guinea, January 1885. [*Journal of mod. hist.*, septembre 1939.] — *Paul Birdsall*. The second decade of Peace Conference history. [*Ibid.*, septembre 1939.] — *Pierre Muret*. La politique personnelle de Rouvier et la chute de Delcassé (31 mars au 6 juin 1905). [*Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, juillet 1939.] — *Pierre Dubois*. Le traité anglo-allemand du 30 août 1898 relatif aux colonies portugaises (explique sa genèse, montre pourquoi il est resté sans résultat). [*Ibid.*, juillet 1939.]

André Mirambel. Le vocabulaire technique musical en grec moderne. [*R. É. G.*, juillet-septembre 1939.]

VIII. LE MONDE CONTEMPORAIN

Ch. Bettelheim. Les origines historiques des plans quinquennaux. [*Rev. hist. écon. et soc.*, 1939, n° 2.] — *Thomas Grandin*. La radio pendant les deux premiers mois de la guerre. [*Pol. étr.*, octobre 1939.] — *Marcel Hoden*. Europe without the League. [*For. affairs*, octobre 1939.] — *Georges Goyau*. Pie XII et les questions internationales. [*Esprit int.*, octobre 1939.]

Henri Brunschwig. Sur l'économie nationale socialiste. [*Ann. d'hist. soc.*, juin 1939.]

Paul Berline. L'énigme soviéto-allemande. [*Année pol.*, novembre 1939.] — *Maurice Pernot*. L'accord germano-russe et ses incidences. [*Pol. étr.*, octobre 1939.]

Bernard Lavergne. L'agression hitlérienne et la France. Les échanges de populations. [*Année pol.*, novembre 1939.] — *Paul van Zeeland*. Aims of recent belgian foreign policy. [*For. affairs*, octobre 1939.] — *E. Wiskemann*. La Suisse devant la guerre. [*Pol. étr.*, octobre 1939.] — *André Girard*. La politique extérieure de la Bulgarie depuis la guerre. [*Année pol.*, novembre 1939.]

Pierre Rondo. La Turquie et les problèmes méditerranéens. [*Pol. étr.*, octobre 1939.] — *Louis Jalabert*. La politique méditerranéenne de la Turquie (à propos de l'accord d'Ankara, 19 octobre 1939). [*Études*, 20 novembre 1939.]

Egidio Reale. The Italian constitution under facism. [*For. affairs*, octobre 1939.]

G. Sofronie. Le président Armand Calinesco, 1893-1939 (article nécrologique ; détails sur le « Front de la Renaissance nationale »). [*Rev. de Transylvanie*, 1939, vol. V, fasc. 3.]

J.-C. Lévine. Les intérêts économiques des pays occidentaux en Chine et la guerre sino-japonaise. [*Année pol.*, août 1939.]

Tyler Dennett. Australia's defense problem. [*For. affairs*, octobre 1939.] — *D. Pacific airways*. [*Ibid.*, octobre 1939.]

Leo Wolman. American labor in another war. [*For. affairs*, octobre 1939.] — John Crosby Brown. American isolation : propaganda pro and con. [*Ibid.*, octobre 1939.] — George V. Ferguson. The Prairie provinces and Canadian foreign policy. [*Ibid.*, octobre 1939.]

H. Rutledge Southwork. The Spanish phalanx and later America. [*For. affairs*, octobre 1939.] — Waldo Frank. Cárdenas of Mexico. [*Ibid.*, octobre 1939.]

IX. HISTOIRE RELIGIEUSE

J. Gazay. Études sur les légendes de sainte Marie-Madeleine et de Joseph d'Arimathie (suite). [*Ann. du Midi*, janvier-avril 1939.] — R. P. A.-M. Dubarle. Rédacteur et destinataire de l'Épître aux Hébreux. [*Rev. biblique*, octobre 1939.] — T. W. Manson. St. Paul in Ephesus. The date of the epistle to the Philippians (Paul n'a pu écrire l'épître d'une prison romaine ou césarienne. Elle date d'Éphèse et est antérieure de peu à 1 Cor.). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — Mgr L. Gry. La date de la fin des temps, selon les révélations ou les calculs du Pseudo-Philon et de Baruch. [*Rev. biblique*, juillet 1939.] — C. Lambot. Lettre inédite de saint Augustin relative au *De civitate Dei*. [*Rev. bén.*, avril-septembre 1939.]

J. Duhr. La confrérie dans la vie de l'Église (jusqu'au début du XVIII^e siècle principalement). [*R. H. eccl.*, juillet 1939.] — Stephan Kuttner. La réserve papale du droit de canonisation (« ce n'est pas Alexandre III, ce n'est que son huitième successeur, Grégoire IX, [1227-1241], qui a expressément réservé au Saint-Siège le droit exclusif de canonisation »). [*Rev. hist. de droit fr. et étr.*, avril-juin 1938.]

L. W. Jones. Dom Victor Perrin and three manuscripts of Luxeuil (les mss. Brit. Mus. Add. 21914, Add. 21917 et Rylands Lat. 12, identifiables par des analyses de l'archiviste Perrin (XVIII^e siècle), datent du IX^e siècle et proviennent du *scriptorium* de Luxeuil). [*Bull. of the John Rylands Library, Manchester*, 1939, t. XXIII, fasc. 1.] — R. Bonnaud. Une bulle d'Alexandre III en faveur de la paix, 1170. [*Ann. du Midi*, janvier 1939.] — Abbé G. Coolen. Une concession d'indulgences à l'église de Saint-Omer pour aider à sa construction (en 1362). [*Bull. de la Société des Antiquaires de la Morinie*, 1938, t. XV.]

R. R. Post. Studiën over de Broeders van het Gemeene Leven, II (les établissements des Frères de la Vie commune à Amersfoort, Delft, Gouda et Utrecht, à Harderwijk, Doesburg, Groningue, Bois-le-Duc et Nimègue au XV^e et au XVI^e siècle). [*Nederl. historiebladen*, 2^e jaarg., n^o 2, avril 1939.] — N. Backmund. Neuere Forschungen zur Geschichte der deutschen Prämonstratenser. [*Anal. Praem.*, 1939, fasc. 1-2.] — Fr. Petit. Les vêtements des Prémontrés au XII^e siècle. [*Ibid.*, 1939, fasc. 1-2.] — E. Valvekens. Textes relatifs à la réforme des Statuts prémontrés en 1505. [*Ibid.*, 1939, fasc. 1-2.] — Chr. S. Dessing. De hervormingspogingen in de abdij van Egmond in de 15^{de} eeuw (relate plusieurs tentatives de réforme à l'abbaye bénédictine d'Egmond en 1421, en 1450 et 1453, sans doute en 1471, en 1475, en 1487, qui aboutirent en 1490, avec l'appui du *stadhouder* de Hollande). [*Tijdschrift voor geschiedenis*, 1939, aflev. 2.]

P. Debongnie. Pour mieux connaître saint Vincent de Paul. [*R. H. E.*, octobre 1939.] — Julien Eymard. Le P. Yves de Paris et le courant libérin. [*Rev. d'hist. Égl. de Fr.*, juillet-septembre 1939.] — Chanoine Uzureau. Lettres d'Henri Ar-

nauld, évêque d'Angers, aux religieuses de Nyoiseau, 1668-1669. [*Anjou hist.*, juillet 1939.]

P.-F. Lefèvre. Le recrutement de l'épiscopat dans les Pays-Bas pendant le régime autrichien (une introduction de seize pages sur la procédure des nominations épiscopales depuis le règne de Philippe II jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. La majeure partie des évêques est originaire des Pays-Bas, composée surtout de Flamands, de prêtres séculiers ; les nobles sont assez nombreux. Un choix, encore copieux, de documents). [*Académie royale de Belgique. Bull. de la Comm. roy. d'hist.* 1939, 3^e bull.]

Ernest Sevrin. La pratique des sacrements et des observances au diocèse de Chartres sous l'épiscopat de Mgr Clausel de Montals. [*Rev. d'hist. Égl. de Fr.*, juillet-septembre 1939.]

CHRONIQUE

E.-F. GAUTIER (1864-1940)

Ce qui me paraît le plus frappant, chez Gautier, c'est son allure d'hérétique, une manière à lui de ne s'adapter à rien. Sa carrière est un modèle de fantaisie, un affront permanent aux dogmes administratifs. Sa méthode d'historien ou de géographe, un démenti systématique à nos actuelles orthodoxies. Peut-être, cependant, le vieil homme qui vient de mourir est-il parmi les savants de notre temps un de ceux qui sont promis à la plus sûre immortalité.

Gautier « le Saharien » était né à Clermont-Ferrand, le 31 octobre 1864. Je ne sais ce que furent son enfance et sa jeunesse, mais il dut être un brillant élève puisque, bachelier en 1881, il était reçu à la fois à la licence et à l'École normale supérieure en 1884. Trois ans plus tard, il quittait la rue d'Ulm pour aller enseigner l'histoire et la géographie au collège de Coutances, mais comme simple chargé de cours, à la suite d'un de ces malentendus fâcheux qui se produisent quelquefois entre les candidats à l'agrégation et les membres de leur jury. Quelques mois à peine lui suffirent pour épuiser les joies de l'enseignement secondaire : il se fit mettre en congé et partit pour l'Allemagne. Ce séjour outre-Rhin lui permit de se venger des historiens en se faisant recevoir à l'agrégation d'allemand, mais le métier de professeur de lycée ne dut pas lui paraître plus attrayant en 1891 qu'en 1887, ni l'enseignement de l'allemand préférable à celui de l'histoire, car, après quelques mois de professorat, « volant » à Paris, il demandait un nouveau congé et partait en mission à Madagascar. On était à l'époque héroïque. Lorsque Gautier débarqua, l'île n'était encore qu'un protectorat infesté d'intrigues, et, même après que Tananarive se fut rendue, en septembre 1895, il restait à en faire la conquête. Le pays était scientifiquement à peu près vierge ; Gautier put donner libre cours à son insatiable curiosité. Il s'intéressa à tout : géographie physique principalement, mais aussi ethnologie, linguistique, archéologie, histoire. Peu s'en fallut qu'il ne devint Gautier le Malgache. Un gros livre, intitulé : *Madagascar. Essai de géographie physique*, vint, en 1902, couronner une vingtaine d'articles et valut à son auteur le grade de docteur ès lettres.

Mais déjà s'était produit l'accident essentiel de la vie de Gautier. En 1900, il avait été nommé chargé de cours à l'École des lettres d'Alger. Pour la plupart des historiens et des géographes, cela n'aurait été qu'un fait divers. Ils peuvent généralement étudier n'importe quoi n'importe où. Mais, chez Gautier, il y a une relation étroite entre la vie et l'œuvre. Son information est directe et non livresque. Il n'a jamais parlé que de ce qu'il avait sous les yeux. A Tananarive, il avait regardé Madagascar, à Alger il regarda l'Afrique du Nord et le Sahara et, pendant trente-cinq ans qu'il y resta, c'est à eux et, accessoirement, à l'Afrique noire, qu'il

consacra la quasi-totalité de son œuvre. Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, une consécration studieuse, soigneusement protégée dans un appartement algérois. Gautier n'était pas de ces professeurs qui font de la régularité la qualité maîtresse de leur cours. Il ne considérait pas que son rôle fut de répéter sous une autre forme ce qu'il avait lu quelques jours auparavant. Il lui fallait du nouveau et il allait le chercher sur place. Je crois que peu d'universitaires ont pris autant de congés. Mais, quand il revenait d'un de ces innombrables voyages, il en rapportait toutes les forces d'un univers rajeuni. Ses trouvailles ne demeuraient pas, d'ailleurs, le privilège de quelques-uns. Il était des gens qui publient, pour qui la science n'a pas une portée strictement confidentielle. On trouvera, dans les *Mélanges de géographie et d'orientalisme* qui lui furent offerts en 1937, une bibliographie de ses travaux. Elle est impressionnante. Une centaine d'articles dispersés dans une foule de revues, une vingtaine de livres sur les sujets les plus divers de géographie et d'histoire d'Afrique. Est-il, ici, besoin de citer les plus célèbres : son *Sahara*, sa *Structure de l'Algérie*, sa *Conquête du Sahara*, son *Passé de l'Afrique du Nord*?

Ce goût de la diversité est d'ailleurs chez Gautier un trait fondamental de caractère. Il rappelle quelque part plaisamment un mot de M^{me} Martin dans le *Lys rouge*, qui parle à un érudit de « sa vitrine ». Gautier a méprisé profondément la science vitrine. Il s'est délibérément placé « du point de vue de Sirius ». L'idée contemporaine de la spécialisation lui est absolument étrangère. Il n'est à aucun titre un érudit. Il a pu parler avec la même sérénité de l'art malgache et du relief de l'Afrique, de la préhistoire et de Genséric, roi des Vandales. Il n'est que trop certain qu'il considérait la méthode critique avec une ravissante désinvolture. On n'a pas besoin de lire bien des pages de Gautier pour être assuré qu'il n'avait pas pour livre de chevet celui de Seignobos et Langlois sur la manière d'écrire l'histoire. On est souvent frappé de sa naïveté bibliographique. Il découvre avec une incomparable candeur des travaux aussi connus que ceux de Delbrück. On m'a raconté qu'un jour qu'il interrogeait au bachelot, il demanda à un candidat ce qu'un « honnête homme » devait savoir du blocus continental. Il lui révélait, je crois, le secret de sa méthode. Gautier, de quoi qu'il s'occupât, ne s'est jamais soucié que de ce que devait savoir un honnête homme. Chez n'importe qui de pareils procédés eussent tourné au désastre. Ce sont ceux ou à peu près qui nous ont donné Michelet et tous les grands historiens d'avant l'histoire. Comment se fait-il qu'ils aient permis à Gautier d'ouvrir d'immenses perspectives, à son œuvre d'avoir un tel retentissement?

C'est à mon sens parce que Gautier est essentiellement un explorateur. Sans doute il n'a pas de bibliothèque avec lui. Il n'a jamais emporté que l'étroit carnet de voyageur. Mais, qu'il s'agisse de n'importe quoi, de questions épuisées ou réellement neuves, Gautier découvre. Peu importe alors que la chose soit nouvelle en soi. Ce qui compte, c'est qu'elle soit nouvelle pour lui. Il parle de tout comme si l'on n'en avait jamais parlé. Il pense comme l'archange de Faust que toutes les choses sont belles comme au premier jour. Tout l'intéresse et alors il se soucie peu de l'opinion du monde. Fort heureusement, et c'est, je crois, ce qui l'a sauvé, sa dispersion n'est pas spatiale. Après dix ans consacrés à Madagascar, il n'en parle plus que ça et là, dans *Trois héros*, par exemple. Il ne s'occupe plus que de l'Afrique septentrionale et occidentale. Mais, dans cet espace déterminé, rien ne lui semblera *a priori* négligeable. Il pensera que les choses s'éclairent mutuellement à travers le temps et l'espace, que le rapprochement entre un incident de la guerre du Maroc

et la résistance de la Kahena est susceptible d'expliquer l'une et l'autre, que dans un même pays il n'est guère possible que les civilisations aient passé en ne laissant après elles que la poussière de la mort. C'est par une sorte de fatalité que ce géographe de profession et d'instinct a été conduit, à mesure qu'il avançait en âge, à s'attacher plus strictement à l'histoire. Au fond, il a été un adepte subtil et merveilleusement intelligent du déterminisme géographique.

Naturellement il n'a jamais été capable de faire un manuel, ni même de poser intégralement un problème. Il ne distinguait que l'exemple révélateur, la circonstance évocatrice. C'était, si j'ose dire, une sorte de pointiste. Ses livres sont faits de touches plutôt que de chapitres. Il apportait d'ailleurs à ce qu'il écrivait toutes les ressources d'un esprit admirablement habile, que le goût de l'artifice conduisait même parfois à l'artificiel. Avec lui on se demande toujours si certaines pages n'ont pas été écrites uniquement pour placer un mot, pour l'« astuce », comme on dit aujourd'hui. Comme il est juste d'évoquer à son propos, ainsi qu'on le faisait récemment, l'ombre de Jules Renard !

Évidemment, tout cela le rend inclassable. Quelque partie que l'on considère de son œuvre, elle rencontrera l'hostilité déclarée du spécialiste, je le sais bien. Mais je sais aussi que chaque fois qu'il m'a été donné de rencontrer les hommes qui représentent aujourd'hui avec le plus d'éclat les études nord-africaines, chaque fois je les ai entendu évoquer le nom de Gautier. C'était parfois pour le contredire, le critiquer, opposer à l'une de ses idées l'argument définitif d'un sourire. Qu'importe, il était l'occasion, la matière à penser, et c'est là qu'est sans doute le meilleur de son génie. Il est de toute évidence un exemple à ne pas suivre. Si tous les historiens lui ressemblaient, on pourrait dire que l'histoire est bien près de mourir et il faut avouer que, si l'on regarde ses travaux avec des yeux d'érudit professionnel, on se défend mal d'une sévérité souvent rude. Mais, si l'on ouvre un de ses livres et qu'on aille à l'aventure à travers lui, on oublie bien vite tous ces scrupules techniques. Pareil à ces caravanes que Gautier dut parfois suivre, on avance, tout ébloui, vers les horizons qu'il ouvre sans penser à la déception possible des mirages.

Christian COURTOIS.

— La *Revue* a rendu récemment compte d'un livre de M. ROBERT-DREYFUS, intitulé : *De Monsieur Thiers à Marcel Proust*. C'est le dernier livre de ce délicat écrivain et de ce probe historien. Il est mort, en effet, le 18 juin 1939, à l'âge de soixante-sept ans. Ami de Marcel Proust et de Charles Péguy, M. Robert-Dreyfus avait consacré la part de son existence que lui laissaient libre les affaires et le monde à différents sujets qui le passionnaient : *La vie et les prophéties du comte de Gobineau*, *Souvenirs sur Marcel Proust*, *Monsieur Thiers contre l'Empire*, *la guerre et la Commune*, *La république de Monsieur Thiers*. Ces derniers travaux lui avaient valu de jouer un rôle actif dans la fondation de la très vivante Société de l'histoire de la Troisième République, dont il était le président annuel. Il faisait, d'autre part, à la *Revue de France*, la critique des livres d'histoire. On a parlé de passion, tout à l'heure : passion d'un idéaliste fervent, dont la chaude sincérité, si elle l'entraînait à de vives polémiques, même à l'encontre de ses amis, n'a jamais pu être considérée comme oblitérant un jugement, toujours nuancé dans le fond, toujours charmant dans la forme.

G. BN.

France. — M. Julien Cain, administrateur de la Bibliothèque nationale, nous fournit un nouvel exemple de son inlassable activité avec l'exposition organisée au milieu du mois de mars 1940 des reproductions principales des manuscrits, livres, estampes, dessins, cartes et médailles que conserve ce grand établissement. Le catalogue en a été dressé sous le titre de *Trois cents chefs-d'œuvre en fac-similé* (Paris, 1940, in-8°, iv-53 p.). M. Cain explique, dans l'*Avant-propos*, les motifs variés qui ont amené la multiplication des fac-similés, et d'abord le souci de substitution aux originaux irremplaçables des reproductions exactes. M. E. van Moë analyse sobrement les diverses techniques des fac-similés d'écritures et d'enluminures, et l'on retrouve sa méthode dans le mode de classement des fac-similés produits. M. R. Brun a été chargé pour cette exposition des imprimés, M. D. Le Suffleur du département des médailles et antiques, M. R.-A. Weigert de celui des estampes. Ainsi ce catalogue, comme tant d'autres parus sous les auspices de la Bibliothèque nationale, est, de surcroît, un instrument de travail. G. BN.

— Le *Musée de l'histoire de France aux Archives nationales*, réorganisé, venait d'être inauguré quand la guerre a éclaté. Le catalogue qui en a été dressé en a néanmoins été publié — anticipation d'une réouverture que la paix permettra (Paris, Didier, 1939, in-18, 157 p., 3 plans, sans indication de prix). On notera avec plaisir l'effort qui a été tenté, dans ce musée et dans son catalogue, pour rendre le plus totalement évocatrice et éducatrice possible une visite à l'Hôtel Soubise. Les documents anciens de notre histoire française, en particulier, sont classés de façon à permettre aux visiteurs d'y trouver une naturelle leçon d'histoire. La notice historique qui précède le catalogue rappelle sobrement le passé des locaux où sont abrités ces collections et les services des Archives nationales. G. BN.

— Le *Catalogue de l'exposition rétrospective du cent cinquantième de la Révolution française*, organisée au Mans, a été établi par M. Paul CORDONNIER, conservateur des musées et de la bibliothèque de cette ville (Le Mans, Musée de Tessé, 1939, in-8°, 147 p., illustr. ; sans indication de prix) ; il constitue un intelligent effort de présentation historique : auteurs du XVIII^e siècle, ayant contribué à préparer la Révolution, assemblées préliminaires à la Révolution et récits populaires, organisation, administration nouvelle, vie économique, politique, religieuse, troubles, portraits et œuvres d'art, publications de l'époque révolutionnaire — sans compter l'activité scientifique moderne touchant l'histoire de la Révolution dans le Maine, tels sont les principales rubriques du classement imaginé par M. Cordonnier pour les 1,000 articles de « son » exposition. Son catalogue offre un très réel intérêt non seulement pour l'histoire locale, mais aussi pour l'histoire générale. G. BN.

— M. le pasteur PANNIER a établi le *Catalogue de la maison de Calvin, musée historique des églises protestantes du Nord à Noyon*, dont il est le conservateur — en même temps que bien autre chose (Noyon-Paris, Musée et Bibliothèque du protestantisme, s. d. [1939], in-8°, 92 p., illustr. ; sans indication de prix). On sait que Calvin est né le 10 juillet 1509, à Noyon, et, tant que bien que mal, on a reconstitué le logis où il a passé sa jeunesse, en particulier sa chambre natale. Les 419 articles de ce musée sont décrits sobrement par M. Pannier, qui note aussi les pièces et images occupant le deuxième étage de la maison, sans rapport toujours, d'ailleurs, avec Calvin et le calvinisme. Une bibliographie sommaire sur la Réforme dans le nord de la France termine cette intéressante brochure. G. BN.

— La revue *Corsica antica e moderna* de septembre-décembre 1939 signale, p. 222, le don à la bibliothèque de Bastia d'une copie de lettres de Pasquale Paoli se rapportant à la période août 1778-26 septembre 1783. G. BN.

— Le 13 mars 1940 et jours suivants ont été soutenues les thèses de l'École des chartes : onze femmes contre — si l'on peut dire — un homme : Hélène BINET, *Jean de Montluc, évêque de Valence et de Die, 1502?-1579*; — Monique BOITEL, *Le conseil du dedans. Son organisation et son œuvre, 1715-1718*; — Edith BRAYEE, *La « Somme le Roi » de frère Laurent*; — François CHEVALIER, *Étude sur le peuplement rural dans la région de Vienne, des origines au début du XIV^e siècle*; — Simone DAVY, *La seigneurie de Gravelle au pays de Caux, jusqu'à son érection en marquisat, 1613*; — Marie-Élisabeth DUNAN, *Le comte Jean l'Aveugle, 1309-1346, et les progrès de la défense dans les châteaux-forts luxembourgeois*; — Yvonne LANHERS, *La propriété et l'économie rurale dans la région parisienne de 1560 à 1610*; — Madeleine LAURAIN, *Les Grands Jours du Parlement de Paris, de l'avènement de François I^{er} à la mort d'Henri III*; — Marguerite MOLLARD, *Les relations de la Grande Chartreuse avec ses voisins, de 1084 à la fin du Moyen Age*; — Jeannette MULATIER, *Isaac « de Stella » et « l'Epistola de anima »*; — Suzanne SIMON, *Catalogue des actes des évêques d'Orléans jusqu'à l'année 1207*; — Anne TERROINE, *Recherches sur la bourgeoisie parisienne au XIII^e siècle*.

Autographes. — Dans le catalogue d'une vente qui a eu lieu, le 14 mars 1940, par les soins de MM. E. Giard et G. Andrieux figurent : une longue lettre de la duchesse d'Abrantès à M. Fournier, de 1832, où elle proteste contre les allégations fâcheuses émises à son égard par Bulwer-Lytton; une lettre d'A. Carrel à J. Fazy sur l'éventuelle collaboration de celui-ci au *National*, 1832; une autre du comte de Chambord à M. de Neuville sur la constitution d'une « caisse de réserve » en faveur de sa cause, qui « est celle du bonheur et de la gloire de la France »; deux liasses de documents divers (factures et reçus, devoirs) se rapportent à la jeunesse et à l'éducation du même personnage; un mémoire, de 13 pages, de Condorcet, sur les lettres de cachet; une lettre de Custine à son cousin de Klinglin sur la situation politique en France et particulièrement en Alsace, 28 janvier 1791; une autre, de Delambre, demandant d'être officiellement habilité à accomplir sa mission de mesurer le méridien terrestre, 31 mars an II; des lettres de G. Flaubert à la comtesse de Loynes, exprimant ses sentiments au sujet de la guerre de 1870; un extrait des procès-verbaux du Comité du district des Filles-Saint-Thomas, confirmant les nominations provisoires de La Fayette et de Bailly, l'un comme lieutenant-colonel de la milice bourgeoise, l'autre comme maire, 16 juillet 1789; une lettre du P. Tachard S. J., sur les résultats obtenus dans l'Inde par les missions de Jésuites, 26 février 1702. G. BN.

Le gérant : P. ANGOUVENT.

male,
Paoli

e des
NET,
ITEL,
YER,
uple-
none
isat,
pro-
, La
eine
fer
har-
IEN,
uctes
r la

940,
du-
ons
azy
de
eur
de
du-
les
ion
de
de
m-
ait
les
nel
a-
es,